

Après l'annulation de l'élection présidentielle

## Le transfert du pouvoir aux civils remis en cause au Nigéria

Jeux dangereux

**PONGÉ** par une crise économique sans précédent, miné par des tensions ethniques et religieuses récurrentes, frustré par son incapacité à renouveler ses élites, le « géant de l'Afrique » aborde une phase périlleuse de son histoire. Nul n'oserait prédire les effets de l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin. Le climat d'incertitude, permanent au Nigéria, attendait aujourd'hui un paroxysme, et la population craint des troubles. Mais personne ne saurait se livrer au jeu des pronostics dans ce pays où prévaut sans cesse le sentiment que tout - ou rien - peut arriver.

Invités à choisir entre les candidats des deux partis autorisés, les Nigériens, échaudés par trois reports de l'échéance, étaient allés aux urnes sans conviction. Mais ils avaient finalement voté et transféré : Moshood Abiola, un milliardaire musulman yoruba - donc du Sud - devait, selon des résultats partiels mais indiscutables, présider aux destinées du pays après dix années de régime militaire, dont huit sous la férule du général Ibrahim Babangida.

En volant cette victoire aux électeurs, sociaux-démocrates, les militaires priment le risque de briser le délicat équilibre sur lequel repose une fédération composée de trente États, dans laquelle cohabitent près de 90 millions d'habitants, environ 270 groupes ethniques, trois grandes communautés rivales (ibo, yoruba et haoussa-foulani), des chrétiens, des musulmans, des animistes, des adeptes de centaines de sectes...

La victoire de M. Abiola eût été le défilé des nordistes, c'est-à-dire le fin de l'hégémonie des Haoussa-Foulanis. Sans doute est-ce la raison essentielle de l'annulation du scrutin. Mais, en court-circuitant à tout le moins, l'oligarchie nordiste dont est issu le régime militaire prend le risque de pousser les sudistes à la révolte. Prix Nobel de littérature, Wole Soyinka, qui, il y a deux ans, qualifiait déjà le processus de transition vers un régime civil de « jou-jou » (sorcellerie), a appelé ses concitoyens à ne pas paniquer et à ne pas répondre aux provocations qui les conduisent à la violence.

L'ÉCLATEMENT de la fédération, perspective qui tient lieu de talisman à la vie politique du pays, est devenu un thème récurrent depuis le début des guerres yougoslaves et somaliennes. Encore très présent, le souvenir de la meurtrière guerre du Biafra, entre le pouvoir central et les ibos de l'Est (1967-1970), joue heureusement le rôle de repoussoir. Mais le même équilibre, contre lequel le pays est incapable de lutter, pourrait aggraver le mécontentement.

Le président Babangida se demandait lui-même, l'an dernier, pourquoi le « peuple », soumis à une paupérisation croissante, ne s'était pas encore révolté. Lui ayant donné une raison supplémentaire de le faire, il n'aura plus à s'interroger en cas de dérapage. Un accident qu'il faut éviter. Car le moindre secousse au sein de la fédération provoquerait une onde de choc non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'extérieur. Le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Bénin, pays limitrophes, souffrent déjà gravement des problèmes économiques que leur cause leur grand voisin. Un ébranlement du Nigéria serait une catastrophe à l'échelle régionale.

M0147 - 0625 0 - 7 00 F



Des troubles sont redoutés au Nigéria après la décision prise, mercredi 23 juin, par la junte militaire d'annuler l'élection présidentielle qui avait eu lieu onze jours plus tôt et dont les résultats n'avaient pas été publiés. Les décrets prévoyant la remise du pouvoir aux civils en août prochain ont également été annulés. Les pays limitrophes suivent avec inquiétude l'évolution de la situation chez leur grand voisin.

LAGOS

correspondance

Les Nigériens ont beau s'attendre à tout, la nouvelle de l'invalidation de l'élection présidentielle a mis le pays en état de choc. Ce scrutin était pourtant, de l'avis de nombreux observateurs, l'un des plus « honnêtes » que le pays ait jamais connus depuis son indépendance. Mais la nette victoire du milliardaire Moshood Abiola, un musulman d'ascendance Yoruba, annonçait un glissement du pouvoir politique vers le Sud, remettant en cause les équilibres traditionnels.

Par un communiqué qui a « force de loi », le Conseil national de défense et de sécurité (CNSD) - où siègent, aux côtés de la junte militaire, quelques civils du Conseil de transition, dont les ministres de la Justice, des Affaires étrangères et de l'Intérieur - a également suspendu la Commission nationale électorale

(CNE), révoqué tous les décrets organisant le passage à un régime civil et stoppé toutes les actions en justice concernant le scrutin du 12 juin.

Depuis deux semaines en effet, une véritable guérilla mettait aux prises différents tribunaux, pour décider qui avait la primauté : un décret instaurant la souveraineté absolue de la CNE en matière d'organisation du scrutin ou bien un jugement d'un magistrat qui prétendait empêcher les élections.

Sous les yeux d'un public médusé, on voyait ainsi les défenseurs des droits civiques s'appuyer sur un « oukase » militaire et les partisans de la dictature se prévaloir de l'indépendance de la justice, tandis que la « transition » nigérienne accouchait d'un fait sans précédent dans les annales de la démocratie, une élection sans résultat.

MICHELLE MARINGUES

Lire la suite page 6

Le débat sur le financement de l'école privée

## Jack Lang appelle à la paix scolaire

Les députés entament, vendredi 25 juin, le débat parlementaire sur le financement, par les collectivités locales, des établissements d'enseignement privés. La proposition de loi de la majorité soulève une levée de boucliers dans le camp des laïques. « Nous avons rétabli la paix scolaire, ne relançons pas la guerre », nous a déclaré Jack Lang, ancien ministre de l'éducation nationale et de la culture.

« Vous avez signé, il y a un an, un accord avec les responsables de l'enseignement catholique qui mettait un terme au contentieux entre l'État et l'école privée. La majorité veut, aujourd'hui, aller plus loin et faire sauter un dernier verrou : celui du financement des établissements privés sous contrat par les collectivités locales. L'accord de l'an dernier n'est-il pas un marché de dupes ? »

« Je n'aurais jamais accepté de signer cet accord de juin 1992 si je n'avais eu la certitude de faire progresser la cause du service public. La question qui m'était posée l'an dernier était simple : fallait-il revenir à l'idée d'un grand service public national de l'éducation ? C'était de rallumer l'incendie. Ou fallait-il, à l'inverse, maintenir le statu quo ? C'était de contraire à la fois à la loi Debré et à la parole de l'État. Dans les deux cas, nous aurions

fait le jeu des ennemis de l'école publique et donné le prétexte rêvé à la droite, à l'occasion de la première alternance venue, pour accorder des avantages considérables à l'école privée, sans aucune contrepartie.

« C'est pourquoi j'ai fait, à ce moment-là, et avec l'appui du premier ministre, Pierre Bérégovoy, un autre choix, presque un pari. Celui d'en finir avec la querelle scolaire en proposant aux dirigeants de l'enseignement catholique de construire des relations stables entre l'État et les établissements privés. Mais cela passait par une condition essentielle : que l'école privée s'engage à respecter des exigences de service public.

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS et JEAN-MICHEL DUMAY

Lire la suite page 11 et nos informations page 24

$$a^n + b^n = c^n$$

Le théorème de Fermat enfin démontré ?

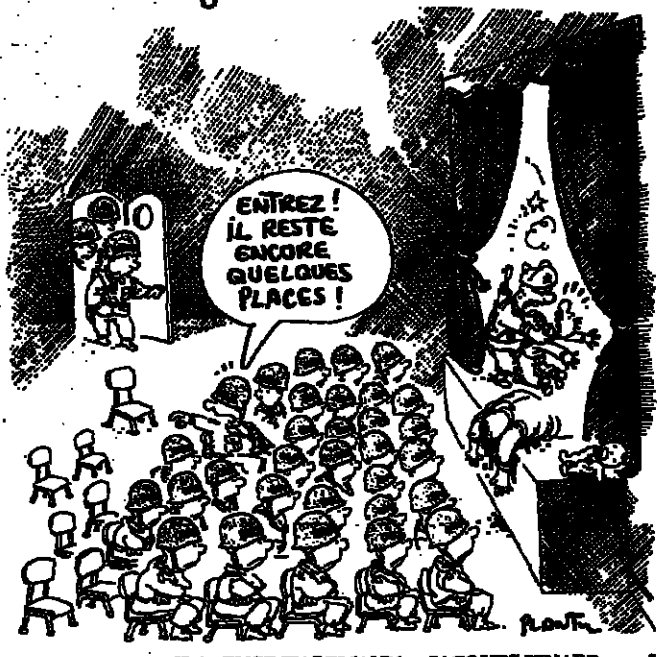
par Jean-François Augereau

Le premier jour, les mathématiciens ont écouté poliment son brillant exposé. Le deuxième jour, leur intérêt s'est fait plus vif. La salle a commencé à bruir des commentaires les plus fous et les fax ont arrosé le monde entier d'informations. Andrew Wiles, mathématicien britannique, spécialiste de la théorie des nombres et actuellement chercheur en poste à l'université de Princeton, était en train de faire « un truc énorme » à l'occasion de ce séminaire à Cambridge (Grande-Bretagne) sur le thème « Fonctions L et arithmétique ». Et puis, le troisième jour, mercredi 23 juin, il a frappé un grand coup, annonçant la conquête d'un Saint-Grail arithmétique recherché par des milliers de mathématiciens depuis plus de trois cent cinquante ans : la démonstration du théorème de Fermat.

Le mystère tient en peu de mots. Il est la conséquence inattendue d'un théorème bien connu des potaches, le théorème de Pythagore.

Lire la suite page 12

## Bosnie : le général Cot à la FORPRONU



Lire les articles de FLORENCE HARTMANN et JACQUES ISNARD page 3

## Edouard Balladur en quête de confiance

Le premier ministre espère que le succès de son emprunt fera oublier ses difficultés avec la majorité

par Thierry Bréhier

La confiance des épargnants est destinée à faire oublier la mauvaise humeur des députés, l'attentisme des patrons. Tel est du moins le pari d'Edouard Balladur. L'emprunt, dont la souscription commençait vendredi 25 juin, n'est pas tant pour le premier ministre une opération financière qu'un élément de sa stratégie politique : il escompte bien que le succès, qui déjà ne fait guère de doute, de cet appel au bas de laine des Français fera oublier les difficultés qu'il rencontre par ailleurs.

Cette vertu pédagogique a toujours été omniprésente dans ce dossier. Lorsque le chef du gou-

vernement avait annoncé cet emprunt, le 25 mai à la tribune de l'Assemblée nationale, il s'agissait de faire oublier la rigueur comptable de la loi de finances rectificative, dont la discussion commençait. Il avait mesuré que sa majorité parlementaire n'attendait pas tant une remise en ordre des comptes publics, qu'une relance de l'économie qu'elle avait promise à ses électeurs pour tenter de lutter contre le chômage. L'emprunt, qui permettait de percevoir par avance l'argent attendu des privatisations, devait avoir cette vertu de soutien économique, vertu politiquement indispensable, même si elle impliquait, quoi qu'il ait pu en dire, un change-

ment de pied dans la politique financière du premier ministre. En prime, Edouard Balladur inscrivait son nom sur la liste de ceux qui ont su s'attirer les bonnes grâces de cette France conservatrice qui ne cesse de dénoncer la dilapidation des crédits publics par l'administration, mais qui adore prêter son argent à ceux qui lui paraissent économes des deniers de l'État... surtout quand les conditions lui semblent intéressantes : le « Balladur » après le « Pinay », le « Ciscard », le « Barre ». Curieusement, l'emprunt « Mauroy », - il est vrai, lui, obligataire - est déjà sorti de la mémoire collective.

Lire la suite page 9

# JOHN IRVING

JOHN IRVING

LES RÊVES DES AUTRES

Seuil

Editions du Seuil

## Prises d'otages dans des consulats de Turquie en Europe

Un commando de Kurdes de Turquie appartenant au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a effectué une brève prise d'otages, qui s'est conclue sans violence, au consulat turc de Marseille. Une autre prise d'otages a eu lieu au consulat turc de Munich, tandis qu'à Berne plusieurs personnes ont été blessées par des coups de feu tirés par des gardes de sécurité turcs. page 24

## Le chef du gouvernement vietnamien en France

Vo Van Viet effectuera, depuis mercredi 23 juin, une visite officielle de quatre jours qui illustre le réchauffement des relations entre Hanoi et Paris. M. Viet souhaite développer la coopération bilatérale. page 4

## L'amendement Marsaud en révision au Sénat

A la suite de l'arbitrage rendu par M. Balladur, le ministre de l'Intérieur doit présenter au Sénat une nouvelle rédaction de l'amendement Marsaud sur le contrôle des étrangers. Mais M. Pasqua a fait savoir qu'il s'en remettrait au travail parlementaire. page 8

Le sommaire complet se trouve page 24

## DÉBATS

### Culture

# Retour à la Bibliothèque nationale ?

par Marc Fumaroli

**R**ENDANT visite en novembre dernier à M. Billington, directeur de la bibliothèque du Congrès à Washington, je l'entendis me dire au moment où j'entraîs dans son bureau, largement ouvert sur les colonnades et la coupole de Capitol Hill :

« Comment ? Vous avez l'une des trois plus magnifiques bibliothèques nationales du monde, et vous allez la démanteler ? »

Je répondis comme je pus. A l'étranger, on se sent responsable de la France comme d'un tout.

M. Billington n'avait pas été invité en 1991 au fastueux Colloque médiatique des Vaux-de-Cernay où un chœur unanime, soigneusement choisi et fort bien festoyé, soutint les solistes qui chantaient la gloire de la Bibliothèque de France. J'étais la seule fautive note. En réalité, dès les origines, le projet de la Bibliothèque nationale, utopie futuriste jaillie de l'imagination de M. Attali, peu familier des bibliothèques, a été conçu et perçu comme une institution « révolutionnaire » (on était en 1988) destinée à supplanter et non pas à suppléer la Bibliothèque nationale. L'équipe chargée de « piloter » (Jean Gattégno dit) le projet ne fut pas choisie, comme dans le cas du Grand Louvre, parmi les gens de métier, qui s'imposaient : les conservateurs de la BN. Sa politique de communication (qui absorbe une part notable de ses énergies) développe une idéologie agressive qui, directement ou non, prenait pour cible la Bibliothèque nationale. Dans cette idéologie de propagande, les antithèses grossières s'élevaient mutuellement en système. Certaines survivaient au congrès de Valence : elles dressaient gauche contre droite, Ancien Régime contre démocratie, peuple et culture de gauche contre « élitisme » de droite. D'autres étaient portées par l'air du temps : modernes contre anciens, progressistes contre passésistes, « sciences » et technologie d'avant-garde contre artisanat érudit et archaïque. Si le « message » venait à passer, l'utopie grandiose de la Bibliothèque de France, ruine machine high tech à démocratie, devait mener à la Bibliothèque nationale, monument historique dépassé, objet de nostalgie pour une poignée de mandarins frileux peinant sur leurs vieux livres.

### Menace de ségrégation

C'est sur ce fond de mythologie indigène et intolérable et parfaitement indigne de l'enjeu, la mémoire nationale et sa modernisation, que se produisit la première révolte contre le projet. En 1989, il devint clair qu'une partie du fonds patrimonial de la Bibliothèque nationale (les livres entrés depuis 1945) était destinée à nourrir les vastes magasins de la future TGB. La protestation contre cette « censure » fut violente. Ses critiques y virent à bon droit la consécration du manichéisme, ou, si l'on préfère, de la schizophrénie, qui prôlait alors à la publicité du projet. On craignait de trouver un jour d'un côté, sur le site de Tolbiac, les tours, les nouvelles techniques, les livres modernes, les foules et les milliards ; de l'autre, rue de Richelieu, les vieux murs, les vieux livres, privés de leur bibliographie récente, et les crédits du pauvre. Les historiens de toutes obédiences et de toutes disciplines protestèrent contre cette menace de ségrégation. Mais il faut bien voir que cette colère légitime n'aurait pas eu lieu d'être si la censure avait été proposée en termes de stockage, dans le cadre d'un projet cohérent et unitaire de modernisation de la Bibliothèque nationale. Liée à une mythologie de lutte des classes, modernistes contre passésistes, démocrates contre élitistes, elle devenait une rupture symbolique inacceptable pour tout esprit cultivé, sensible à la continuité entre mémoire et actualité qui est la tâche savante par excellence.

L'ampleur de la révolte contrainait Jack Lang à une décision qui fit tomber la fièvre, mais qui

aggrava encore le fond du drame. Maintenant, — il était arrêté que tous les livres de la BN seraient délocalisés à Tolbiac. La Bibliothèque nationale amputée de ses livres cessait donc, à terme, d'être. Son principal trésor était dévoré, au moins en puissance, par sa rivale. Mais celle-ci se voyait du coup investie d'une mission patrimoniale imprévue à l'origine, et qui l'obligeait à revoir non seulement son architecture, mais même ses ambitions New Age : futurisme technologique, massification du savoir, médiatisation tous azimuts. Pour l'équipe « pilote », le remède était pire que le mal, et la victoire une victoire à la Pyrrhus.

Depuis cette décision de délocalisation, le projet patine : on a dû renoncer à l'audiovisuel, à la bibliothèque pour l'enfance, et on a vu se succéder les hypothèses les plus contradictoires et compliquées de bibliothèques juxtaposées, l'une pour chercheurs, l'autre pour tout le monde, ou encore pour les seuls étudiants, avec des échanges plus ou moins étroits entre les deux. Quant à la Bibliothèque nationale, condamnée à se vider de ses dix millions de livres, son avenir est devenu lui aussi assez contradictoire et inquiétant. La rivalité voulue par l'équipe « pilote » de la TGB (entre-temps privée de son principal capitaine, Jean Gattégno) a fini par plonger les deux institutions dans une incertitude profonde.

De ce naufrage, deux faits surgissent. En dépit de leur nature très différente, ils sont les deux seuls points de départ possibles pour un retour au sens commun. L'un, c'est la Bibliothèque nationale elle-même. Promise au démantèlement par les divers projets de TGB, elle n'en est pas moins pour le moment intacte et vivante. C'est le moment de la redécouvrir, de se remémorer sa glorieuse histoire, de visiter son admirable architecture, où se conjuguent la grandeur dix-septième, l'élégance dix-huitième et, dans la magnifique salle Labrousse, tapissée de reliures, l'imagination historiciste du dix-neuvième siècle. Il n'y a pas d'écrin plus noble ni plus favorable pour les trésors et les travaux de la mémoire savante. Il faut être frappé d'admiration pour l'ampleur de ce livre en ensemble organique qui, pendant trois siècles, les a rassemblés et réunis avec le plus riche fonds d'estampes du monde, avec un des plus vastes fonds de manuscrits (notamment l'ensemble de la miniature française), avec le splendide Cabinet de monnaies et médailles. Il faut n'avoir aucun sens de la poésie historique et du vrai prestige français pour tailler à l'aveuglette dans ce corps glorieux.

C'est le moment aussi de se souvenir de ce que signifient les mots mêmes de Bibliothèque nationale : une institution mémotechnique et scientifique unique en son genre, destinée à mettre à la disposition des chercheurs du monde entier la mémoire écrite de la France. Le corps des conservateurs de notre BN, qui dans leur profession sont l'équivalent du Collège de France, a été et demeure une famille d'ém-

diants respectés dans le monde entier. Les instruments de travail scientifiques qu'ils édifient à partir des collections si diverses de la BN, sont indispensables dans toute sorte de spécialités savantes. La modernisation technique doit faciliter leur élaboration et leur consultation : elle ne remplacera jamais l'expérience et la méthode accumulées par une tradition qui honore des noms de l'abbé Bignon, d'Ernest et Jean Babelon, de Léopold Delisle. Là on est dans la réalité. Ce passé et ce présent se portent garants de l'avenir.

L'autre fait, d'un tout autre ordre, c'est le béton de la TGB. Tandis que les finalités de cet établissement perduraient, de crise en crise, de leur vraisemblance, une volonté de bâtir et de fixer citait « l'ordre irrévocable » n'a pas bronché. L'immense architecture, revêtue de verre ou de bois des îles, pourvue ou non en son centre d'une forêt délocalisée d'Amazonie, est désormais pourvue de ses assises de métal et de ciment.

### Rivalité funeste

Pour donner un sens à ces deux faits, à tous égards disproportionnés, pour réunir ce qui a été artificiellement opposé et séparé, une solution de principe s'impose à l'évidence : il faut faire cesser la rivalité funeste qui a introduit confusion, désordre et retard, même technique, là où devrait régner unité de vues, de visées, et de responsabilité. La mémoire de la France, et donc aussi de l'Europe, ne saurait être tirée à hue et à dia. Les deux entités, la Bibliothèque nationale et l'établissement public de la Bibliothèque de France devraient être unifiées, et elles ne peuvent l'être que sous le sigle et l'autorité de la BN. C'est à la BN de décider de l'aménagement intérieur de l'architecture de Tolbiac, en fonction des besoins de ses différents départements. C'est à elle de concevoir, sur les deux sites, un ensemble organisé et fonctionnel d'autant plus viable, en toute hypothèse, qu'une ligne de métro à grande vitesse les reliera avant peu. C'est à elle de prévoir, dans ses anciens et nouveaux locaux, l'accroissement de ses missions et de son rayonnement. Si elle doit ajouter à ses départements traditionnels une bibliothèque d'histoire de l'art, et une vaste bibliothèque de lecture publique, si elle doit se pourvoir de salles d'exposition plus nombreuses et mieux équipées, c'est à elle qu'il revient d'en déterminer le programme, en fonction d'abord de sa propre réalité, essentielle au renom de la nation.

Dans l'affaire inutilement « byzantine » de la TGB, une solution de synthèse s'impose. Sa rationalité, sa solidité, ne peuvent provenir que de l'élément pondéré et savant, depuis le début aggrégé dans ce conflit pénible : la Bibliothèque nationale.

► Marc Fumaroli est professeur au Collège de France.

# Plaidoyer pour le Musée du cinéma

par Dominique Païni

**L**e cinéma a partie liée avec le rêve. Il a même été rêvé avant d'être inventé. Diderot le « rêvait » en regardant les Fragonard lors de ses visites au Salon de 1765 (lettre à Grimm à propos du tableau *Le grand prêtre Coréus s'immole pour sauver Callirhoé*). Peut-on imaginer le musée de ce rêve ? Pour l'heure, il n'existe pas encore, en France, un musée du cinéma susceptible de rassembler, conserver, montrer, enseigner le rêve et l'histoire de l'art majeur du vingtième siècle.

Où en est-on depuis la première tentative de Langlois au Palais de Chaillot ? La Cinéma-thèque française, les cinémathèques ont environ soixante ans d'une histoire tumultueuse, alimentée par le secret des collections, les débats théoriques acharnés, et les personnalités violemment opposées des pionniers. La première étape, celle de la création, s'ouvre à la fin des années 20 avec le passage du cinéma muet au cinéma sonore. L'enjeu était de garder la mémoire d'un pan considérable de l'histoire du film, menacée de totale disparition du fait de l'évolution industrielle et commerciale. Iris Barry en Angleterre, et Henri Langlois, parmi d'autres, se mobilisèrent pour sauvegarder le grand art du muet.

La seconde étape débute après guerre. Il ne s'agit plus seulement de sauvegarder, mais de revendiquer le cinéma comme art. Par la présentation des premiers grands cycles monographiques, Langlois crée les conditions d'une « politique des auteurs » et d'une nouvelle critique, prépare la modernité de la nouvelle vague, fonde sur la connaissance et le dépassement du classicisme qu'il contribue à révéler.

Troisième étape : aujourd'hui. Le cinéma n'est plus le seul loisir des masses, ni leur principal fournisseur d'images — images dont le statut, matériel (la pellicule concurrencée par la vidéo, le vidéodisque, les images de synthèse) et fonctionnel (d'autres médias se chargent, à leur manière, de « donner des nouvelles du monde ») est désormais remis en cause, — tandis que le financement du cinéma par la télévision modifie son esthétique. Que conserve-t-on, dès lors, dans les cinémathèques ? Une des formes de l'histoire de l'art, ou les traces encore vivantes des origines de la communication ?

Le cinéma bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance patrimoniale : politique de sauvegarde et dépôt légal. Il est l'objet d'études esthétiques, philosophiques et historiques qui l'intègrent progressivement à l'histoire de l'art. Simultanément, la transmission de la culture cinématographique est devenue un enjeu de la grande entreprise d'individualisation de cette fin de siècle, supprimant du même coup une diversité culturelle qui se gagnait jadis au sein d'un public supposé homogène. C'est pourquoi le musée en tant que « maison du rêve collectif » (Walter Benjamin) fait partie du défi du cinéma à l'ère de l'individualisation.

De plus, la nature même du matériau filmique, le temps, complique les propositions muséogra-

phiques pour le cinéma. Comment exposer du temps ? C'est le cœur même de l'invention d'une muséographie particulière du cinéma. Elle domine la réflexion sur la mise en valeur de l'ensemble de la collection de la Cinéma-thèque française, qui n'est pas seulement constituée de films. Au hasard, les rouleaux peints de Hans Richter et de Viking Eggeling, les gouaches d'Osier Fischinger, les rotoreliefs de Duchamp, les gouaches futuristes de Duchamp, les objets surréalistes des films de Man Ray, les épreuves de Fox Talbot, les dessins et sérigraphies des constructivistes russes au service du cinéma de propagande, les innombrables affiches, celles dessinées par le grand acteur Alain Cuny, celles de Fernand Léger, les maquettes de décors de Blimsky, celles de Trauner...

Ce rappel est volontairement désordonné, en attendant de pouvoir révéler au grand public ces trésors, stockés actuellement dans les pauvres entrepôts de la Cinéma-thèque et qui feraient pourtant l'orgueil de grands musées d'art moderne — on a ouvert récemment des musées avec le dixième d'une telle collection.

En 1961, Henri Langlois remarquait déjà : « Le musée de l'art cinématographique n'est pas celui d'une technique mais celui d'un art qui, depuis 1909, a été un lieu de rencontre et de fusion de toutes les écoles et de toutes les disciplines artistiques. Aussi les pièces de collection qu'il comporte sont signées des noms les plus prestigieux de l'art du vingtième siècle : Picasso et Léger, Beldi et Marinetti, Surréalisme et Viking Eggeling, Exter et Alexandre Benoit, Man Ray et Salvador Dali, Cavalcanti et Siqueros, Mal-let-Stevens et Rogghe, Erik-Salle et Prokoffier, l'expressionnisme allemand dans la Cinéma-thèque française, le constructivisme et le maximalisme dans la Cinéma-thèque est la seule à posséder des collections en dehors des musées soviétiques, le né, le kabuki, l'art populaire des États-Unis et le pop art, sans parler des maîtres de l'art cinématographique ».

A cette question de fond s'en ajoutent d'autres : question juridique, pour s'enrichir légalement et sans dépendre d'autres archives. Et question architecturale, pour se doter d'un lieu qui concentre en cent années des transformations esthétiques comparables à celles des autres arts sur plusieurs siècles.

L'aménagement de l'actuel Palais de Tokyo condense ces enjeux pour 1995, année anniversaire d'un art dont la France est le foyer quasi légendaire.

► Dominique Païni est le directeur de la Cinéma-thèque française.



## Le Monde pour fuir le monde

Trois conseils pour ne pas manquer le Monde cet été

- ◆ Achetez-le, si possible, chaque jour chez le même marchand de journaux.
- ◆ Réservez-le à l'avance.
- ◆ Vous préférez recevoir le journal chez vous par la poste ? C'est possible, même pour quinze jours seulement. Pour profiter de l'abonnement vacances, tapez 3615 LEMONDE code ABO, ou appelez le (16-1) 49.60.32.90.

Et si, malgré tous nos efforts, vous ne trouvez pas votre journal, appelez gratuitement le numéro vert : 06.40.14.31 réservé à nos lecteurs (du 5-7 au 29-8), et nous ferons parvenir le Monde au marchand insuffisamment approvisionné.

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lescaume, président directeur de la publication Bruno Pignatelli, directeur de la rédaction Jacques Gué, directeur de la gestion Manuel Lucchart, secrétaire général  
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Gély (adjoint au directeur de la rédaction) Yves Agnès Thomas Farnaud Philippe Harman Jacques-François Simon Daniel Varner (directeur des relations internationales)  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauriol (1989-1992) André Laurens (1992-1993) André Fontaine (1993-1994)  
RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL : 15, RUE FAUBOURG 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-06-25-25 Télécopieur : 40-06-25-99  
ADMINISTRATION : 1, PLACE MONTMARTRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-06-25-25 Télécopieur : 40-06-25-10



# ÉTRANGER

BOSNIE : le plan français de commandement des troupes de l'ONU et les pourparlers de paix à Genève

## Le général Jean Cot à la tête des 25 000 « casques bleus »

M. Léotard, ministre de la défense, a révélé les grandes lignes d'un plan français, qui date en réalité de mars-avril dernier, dans le cadre de l'application du plan « Vance-Owen » en ex-Yugoslavie, et dont il n'est pas certain qu'il ait encore aujourd'hui reçu une approbation totale et définitive de l'ONU. Ce plan consiste à installer sur le terrain un commandement des troupes de l'ONU - qui devrait être le général français Jean Cot - et à prévoir d'instituer au niveau du commandement suprême allié en Europe un général relevant de l'état-major de l'OTAN sous le contrôle politique des Nations unies.

Ce plan correspond, dans l'esprit de ses auteurs, à la nécessité de modifier l'organisation du dispositif de l'ONU en ex-Yugoslavie, dès lors que de nouvelles missions - et donc de nouveaux responsables militaires - lui seront attribuées avec la création de six zones de protection des populations musulmanes.

### Un représentant spécial de Boutros-Ghali

C'est une tradition dans l'institution française de défense de changer les chefs sur le terrain lorsque les missions évoluent et que le dispositif passe d'une posture à une autre. Ce sera le cas en ex-Yugoslavie où les « casques bleus » ne devraient plus se contenter d'escorter les convois humanitaires mais où ils devraient davantage se comporter comme une force d'interposition.

Dans cette perspective, le général Cot devrait succéder au général Philippe Morillon à la tête de la 1<sup>re</sup> division française de maintien de la paix (DFMP) à la tête de six mille « casques bleus » déjà présents, parmi lesquels il y aura bientôt un contingent total de cinq mille huit cents Français. Cela requiert, comme l'ONU en a le projet, d'instituer -

sur le modèle de ce qui existe déjà au Cambodge et en Somalie - un diplomate représentant spécifiquement Boutros-Ghali en ex-Yugoslavie.

Le choix du général Cot par le gouvernement français répond à cette nouvelle situation. Le général Cot, en effet, a commandé la première armée française dont le PC est dissous dans le cadre des restructurations militaires. Il a, de ce fait, une longue habitude de travail opérationnel en commun avec les Alliés et, en particulier, avec les commandements de l'OTAN.

Il faut donc s'attendre au prochain retour en France du général Philippe Morillon qui commande les « casques bleus » en Bosnie. Le départ de Sarajevo du général Morillon était programmé depuis avril dernier, et la révélation par la presse de la mesure qui le concernait avait provoqué à l'époque de nombreuses et vives réactions qui ont amené le gouvernement à en différer l'application. Le sort du général Morillon n'est pas pour autant complètement arrêté. Divers postes d'état-major lui ont été proposés. Son affectation définitive dépend, en réalité, d'un mouvement plus global qui touchera en juillet plusieurs titulaires de grandes fonctions dans la haute hiérarchie militaire.

JACQUES ISNARD

(Né le 6 avril 1934 à Montierméry (Aube), ancien saint-yrrien, Jean Cot a commandé, de 1977 à 1979, le 10<sup>e</sup> régiment d'infanterie stationné à Doubschingen (Allemagne). Promu général de brigade en 1983, à moins de quarante-neuf ans - selon une mesure exceptionnelle votée par Charles Henni - il fut ensuite, successivement, directeur de cabinet du secrétaire général de la Défense nationale (1983), commandant la 15<sup>e</sup> division d'infanterie et la 4<sup>e</sup> division militaire territoriale (1986), inspecteur de la défense opérationnelle du territoire (DODT) (1988). En août 1989, Jean Cot a été élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, et - nouvelle mesure inédite - a pris le rang de général d'armée le 1<sup>er</sup> avril 1990. Depuis le 14 mars 1990, il était commandant de la 1<sup>re</sup> armée et gouverneur militaire de Strasbourg.)

## La France proposera de déployer quatre bataillons d'infanterie

Le 1<sup>er</sup> régiment de hussards parachutistes (RHP), de Tarbes (Hautes-Pyrénées), se prépare à envoyer en Bosnie six chars légers à roues Sagaie, armés d'un canon de 90 mm. C'est, pour le moment, la partie la plus visible du renfort que la France est amenée à proposer à l'ONU dans le cadre du plan de protection des zones à forte densité de musulmans. Ce renfort annonce une nouvelle répartition des « casques bleus » français à partir de la création de quatre bataillons d'infanterie.

La France a, en effet, demandé à l'ONU de pouvoir renforcer son contingent de « casques bleus » déployé à Sarajevo, avec l'envoi de douze chars légers à roues Sagaie. Cette formation blindée viendrait pour partie - soit six Sagaie - de Bihac, une enclave musulmane au nord-ouest de la Bosnie, où la France dispose d'un bataillon d'infanterie soutenu déjà par dix-huit Sagaie, et pour l'autre partie - soit six autres chars - du 1<sup>er</sup> RHP de Tarbes. La France dispose donc, lorsque le chef de l'ONU lui sera donné, de douze Sagaie à Bihac et de douze autres à Sarajevo, où elle n'en avait pas jusqu'ici.

### Le remboursement des dépenses

« Nous sommes en phase d'études pour savoir dans quelles conditions nous pourrions, dans les semaines qui viennent, renforcer Sarajevo », a récemment expliqué le général Philippe Mercier, chef des opérations à l'état-major des armées, afin de faire appliquer la résolution 836 prévoyant la protection de zones de sécurité. Il s'agit d'un plan français qui prévoit notamment de créer quatre bataillons d'infanterie pour l'ONU. Ces bataillons mobilisent entre huit cents et neuf cents hommes environ.

Le premier bataillon resterait déployé à Bihac, tout comme le second demeurerait à Sarajevo. Un troisième bataillon, actuellement

implanté à Gracko (en Krajina du Sud), pourrait avoir une autre destination, en Bosnie même, si l'ONU le décide. Enfin, un quatrième bataillon serait constitué à partir du détachement que la France maintient à Zagreb (en Croatie) pour assurer la logistique de l'ensemble des forces « onusiennes ». La logistique serait, dans ces conditions, assurée par un autre pays, et les deux tiers du détachement français de Zagreb formeraient un bataillon d'infanterie qui serait mis à la disposition des Nations unies pour la Bosnie.

D'autre part, la France a prévu, au sein même de ce nouveau dispositif, d'insérer des équipes au sol qui sont spécialement chargées de guider les avions. La présence de ces équipes est rendue nécessaire par l'éventualité de l'envoi d'avions, sous couleurs de l'ONU, auxquels il sera demandé de garantir des « frappes » aériennes défensives au-dessus ou au voisinage des zones de protection, si elles venaient à être attaquées. La France a mis huit avions Jaguar d'appui au sol en réserve pour cette mission, à laquelle d'autres pays - dont les États-Unis - ont été invités à participer par le Conseil de sécurité.

Compte tenu de ces va-et-vient, qui devraient s'amorcer dès la fin de cette semaine, le dispositif français en Bosnie même pourrait compter quelque mille « casques bleus » supplémentaires venus directement de France. A l'heure actuelle, la France a déployé, au total, cinq mille hommes en ex-Yugoslavie, dont la moitié en Bosnie. Longtemps, le gouvernement s'est montré peu désireux d'accroître son contingent, pour des raisons qui tiennent moins à la difficulté d'aligner de nouveaux « casques bleus » qu'à l'incapacité de l'ONU à rembourser, dans des délais acceptables, une part des dépenses qui lui incombent.

J. L.

## Serbes et Croates veulent accorder aux Musulmans un « espace de qualité »

Les négociations organisées, mercredi 23 juin à Genève, par les médiateurs de la CEE et de l'ONU avec les principaux protagonistes du conflit bosniaque, ont pris fin tard dans la soirée sans apparentement enregistrer le moindre progrès sur la balance du règlement de paix. Les médiateurs, David Owen et Thorvald Stoltenberg, se sont refusés à toute déclaration après avoir arbitré durant deux heures une rencontre entre une délégation de la présidence collégiale bosniaque et les présidents Franjo Tudjman (Croatie), Slobodan Milosevic (Serbie), à laquelle avait été aussi convié le président du Monténégro, Momir Bulatovic. Aucune date n'a été arrêtée pour la reprise des discussions.

BELGRADE

de notre correspondant

Avant de partir pour Genève, le leader des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, avait précisé qu'il n'entendait pas « faire de concession

territoriale radicale », comme le lui avait demandé la communauté internationale. Lors de sa rencontre secrète, dimanche dernier, avec le leader croate bosniaque, Mate Boban, au Monténégro, il avait déclaré que « les Serbes et les Croates étaient convenus d'accorder aux Musulmans un espace de qualité dans lequel ils pourraient fonder leur Etat ». Il n'avait pas de restituer que « certains villages situés le long de la ligne de démarcation actuelle afin qu'ils puissent se rattacher à leur nation ». Selon lui, les Musulmans, qui représentaient 44 % de la population bosniaque d'avant-guerre, devaient garder le contrôle d'une partie de la Bosnie centrale et de l'enclave de Cazins, dans le Nord-Ouest, soit environ 30 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine. Ce sont, disait-il, « des terres riches regorgeant de ressources » ; mais il ne parlait pas d'évoquer la grande interdépendance des différentes régions de la Bosnie, les uns possédant les centres industriels, les autres les matières premières, etc.

Pour sa part, le chef du Parlement autoproclamé des Serbes de Bosnie, Momislav Krajcinovic, s'est opposé à ce que ces deux enclaves attribuées aux Musulmans soient reliées entre elles

par un corridor dans le nord de la Bosnie, comme l'avaient, selon lui, suggéré les médiateurs internationaux lors des négociations de la semaine dernière à Genève. « Il est hors de question que les Musulmans obtiennent les territoires en Posavina (nord de la Bosnie) qui couperaient dans cette région les territoires que nous contrôlons », a-t-il déclaré mardi à Pale.

### Le sort de Sarajevo

Par ailleurs, M. Krajcinovic a souligné mardi que Sarajevo « restait un objectif stratégique » des Serbes, en précisant que si le centre de la capitale bosniaque devait appartenir aux Musulmans, les Serbes de Bosnie exigeraient « des compensations sous forme d'autres territoires ». Le quotidien belgradois Borba affirmait dans son édition du 23 juin que les Serbes bosniaques réclameraient le partage de Sarajevo, de sorte que la rivière Miljacka, qui traverse le centre-ville, serve de « frontière » entre la zone musulmane et la zone serbe.

En attendant, Momislav Krajcinovic averti qu'« aucun territoire ethniquement serbe ne fera l'objet de négociations avec aucune des parties ». Et

Radovan Karadzic d'ajouter que les négociations de Genève sont « la dernière chance pour les Musulmans de créer leur Etat, une occasion qu'ils n'auront plus par la suite », et de conclure qu'en cas de refus « les Musulmans porteront la responsabilité de la guerre » ; aussi « les Serbes et les Croates pourront légitimement infliger une défaite militaire aux forces qui optent pour la guerre ».

Le message est clair : si M. Izetbegovic ne se contente pas d'un réduit musulman en Bosnie centrale, Serbes et Croates pourraient s'allier militairement pour anéantir leur « ennemi commun ». Radio-Sarajevo les accuse d'ailleurs depuis plusieurs jours d'avoir déjà amorcé cette alliance militaire pour reprendre la région de Jablanica et de Konjic.

Les revendications territoriales serbes ne sont en fait pas nouvelles. Elles avaient déjà été formulées, à peu près dans les mêmes termes, avant la guerre, lors des négociations entre les leaders des trois communautés nationales sous l'égide d'un diplomate portugais, José Cutiheiro, alors médiateur européen.

FLORENCE HARTMANN

### ALLEMAGNE

## Le contingent de la Bundeswehr restera en Somalie

BERLIN

de notre correspondant

L'Allemagne s'est égarée la situation délicate que lui aurait valu l'obligation de retirer son contingent de « casques bleus » de Somalie en raison des désaccords internes sur le rôle de son armée à l'extérieur des frontières de l'OTAN. Le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a rejeté, mercredi 23 juin, la demande du Parti social-démocrate (SPD) de suspendre les opérations de la Bundeswehr en Somalie en attendant un jugement sur le fond sur la conformité de sa mission avec la Constitution. Le gros du contingent allemand de 1 800 hommes, qui doit assurer des tâches de logistique et de génie dans l'est du pays, est attendu

dans les jours qui viennent sur le terrain. La plainte du SPD avait été déposée après la brusque aggravation de la situation militaire sur le terrain. Cette dégradation avait montré que les soldats allemands risquaient, eux aussi, contrairement à toutes les assurances données, et malgré le caractère non-offensif de leur mission, d'être entraînés à leur corps défendant dans des combats. Tout en étant, sur le principe, favorable à des missions dans le cadre des forces des Nations unies, l'opposition social-démocrate estime que ces opérations sortent aujourd'hui du cadre de l'actuelle Constitution et accuse le gouvernement de vouloir créer un fait accompli en vue d'une toute autre politique de défense.

H. de B.

Les victimes de Milin et de Solingen indommagées. - Les victimes des attentats racistes de Milin et de Solingen touchent des indemnités de l'Etat allemand, grâce à l'adoption, mercredi 23 juin, d'amendements modifiant une loi existante, avec effet rétroactif. Jusqu'à présent, ces victimes ne pouvaient pas toucher d'indemnités s'il n'existait pas d'accord particulier avec leur pays. Les étrangers non membres de la CEE, résidents de manière légale depuis au moins trois ans, pourront donc toucher les mêmes indemnités que les Allemands ou des citoyens de la Communauté. Il s'agit d'un signe de « notre volonté d'intégrer » les étrangers, a indiqué le ministre du travail, Norbert Blum. - (AFP)

Arrestation d'un espion français de la Stasi. - Le parquet fédéral allemand à Karlsruhe a indiqué, mercredi 23 juin, que la justice a inculpé un Français pour espionnage pendant vingt-sept ans, au profit de l'ancienne police politique de la RDA communiste, la Stasi. Il est accusé d'avoir cherché à établir une liaison avec le consulat général de France à Berlin-Ouest et d'avoir fourni des informations sur les Allemands de l'Est désireux de fuir la RDA, de 1962 à 1989. Le Français, commerçant de formation et âgé de quarante-neuf ans, a été identifié seulement comme Jorgi B. et par son nom de code, « Marti ». - (AFP, Reuters)

### Le fonds d'aide à la privatisation en Russie

## Washington admet que les promesses du G7 à l'égard de Moscou ne seront pas tenues

Le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry, a reconnu, mercredi 23 juin, que le fonds d'aide à la privatisation en Russie de 4 milliards de dollars, idée défendue par Washington en avril dernier à Tokyo, ne dépasserait finalement pas le milliard de dollars, en raison des contraintes financières pesant sur les pays d'Europe et le Japon, qui devaient y contribuer.

Washington a demandé des explications à Tokyo, a précisé M. McCurry, après des déclarations du ministre des affaires étrangères japonais Katsun Muto, qualifiant d'« absurde » ce projet défendu par le président Clinton. Selon le ministre japonais, le

fonds serait réduit à 500 millions de dollars lors du sommet du G7 à Tokyo début juillet, en raison aussi bien des difficultés des membres du G7 que de leur méfiance à l'égard de la capacité de la Russie à faire bon usage des aides financières. La consolidation apparente de M. Eltsine au pouvoir ôterait aussi une partie de l'urgence, estimait la presse américaine.

Au Département d'Etat, on indique que Washington compte maintenant sur un financement immédiat de 500 millions de dollars des membres du G7 et d'une somme équivalente des banques privées. - (AFP)

### EN BREF

HONGRIE : M. Csirka exclu du Forum démocratique. - Le leader de l'extrême droite hongroise, Istvan Csirka, a été exclu du Forum démocratique, indiquait-on mercredi 23 juin au MDF, le parti dominant de la coalition conservatrice au pouvoir. - (AFP)

IRLANDE DU NORD : l'IRA tue un informateur présumé de la police. - Un informateur présumé de la police d'Irlande du Nord auprès de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a été assassiné, mercredi 23 juin, dans le comté de

Tyrone en Ulster, a-t-on appris de source policière. - (AFP)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : visas pour les ressortissants de pays en conflit. - Prague va réclamer à partir du 1<sup>er</sup> juillet des visas aux ressortissants de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), Bosnie-Herzégovine, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Tadjikistan, en raison des conflits qui les affectent, a annoncé, mercredi 23 juin, le premier ministre, Vaclav Klaus. - (AFP)

# LOUIS GARDEL



C'est toute l'épopée de l'histoire coloniale au Maroc que traverse ce roman dévoré de passion. Louis Gardel recompose l'incroyable saga avec une telle ivresse de plume qu'on en reste ébloui.  
Jean-Louis Esine / Le Nouvel Observateur

Après le retentissant «Fort Saganne», un roman de lumière, maîtrisé, fiévreux, magnifique, dont la beauté changeante vient des états successifs du désert, un roman de pure émotion.  
Anne Pons / L'Express

Le domaine où sans doute Gardel est le plus à l'aise est l'invention des femmes. Ses héroïnes sont épatantes.  
François Mourissier / Le Figaro magazine

Un vrai roman, un de ceux dans lesquels on s'enfoncé sans jamais se perdre : parce que c'est toute la vie qui éclabousse sous une plume généreuse, ardente et douce.  
Danièle Brisson / Les Dernières Nouvelles d'Alsace

Editions du Seuil

## DIPLOMATIE

En visite officielle en France pour quatre jours

### Le premier ministre vietnamien souhaite un élargissement de la coopération entre Paris et Hanoï

Le premier ministre vietnamien, Vo Van Kiet, a commencé, mercredi 23 juin, une visite officielle de quatre jours en France. Il ira ensuite à Bonn, à Bruxelles et à Londres. M. Kiet souhaite élargir la coopération bilatérale. Son séjour à Paris marque le réchauffement, depuis 1989, des relations entre les deux pays qu'avait déjà démontré le déplacement, en février, du président Mitterrand à Hanoï. Cependant, des opposants vietnamiens protestent contre cette visite.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Tout en jouant avec succès la carte de la réintégration en Asie du Sud-Est, le Vietnam s'intéresse à l'Europe dont Paris reste, à ses yeux, la porte naturelle. L'obstacle le plus sérieux à l'ouverture du pays sur le reste du monde - l'embargo américain, légèrement relâché l'an dernier - ne sera pourtant pas à l'ordre du jour des discussions de Paris.

Qualifiée d'*"anachronisme"* par François Mitterrand lors de sa visite à Hanoï en février, cette

sanction n'est pratiquement plus respectée par aucun pays. Les conseillers du président Clinton viennent au demeurant de lui recommander de ne pas s'opposer à l'accès du Vietnam aux crédits *stand-by* du Fonds monétaire international. Un montage financier qui permettrait de régler la dette du Vietnam (145 millions de dollars) à l'égard du Fonds pourrait être approuvé par les gouvernements du FMI lors d'une réunion le 12 juillet à Washington, donnant donc à Hanoï, pour la première fois depuis 1978, un accès aux crédits d'un organisme international. Le sujet demeure très sensible aux États-Unis, la Maison Blanche n'a toujours pas indiqué si l'embargo sera levé à son échéance en septembre.

La visite à Paris de M. Kiet - premier chef de gouvernement de son pays à se rendre en France depuis Pham Van Dong en 1977 - est donc axée sur les relations bilatérales. Ainsi que l'a déclaré à l'AFP, le 21 juin à Hanoï, Nguyen Manh Cam, ministre des affaires étrangères, elle *"marque une nouvelle étape dans l'élargissement des possibilités de coopération"*. M. Cam, qui accompagne M. Kiet, a déclaré que le voyage *"historique"* de M. Mitterrand a *"scellé la réconciliation totale des deux pays"*.

Avocat des réformes et de l'ouverture, âgé de soixante-dix ans, l'hôte de M. Balladur n'en fait pas moins partie d'un bureau politique

qui fonctionne encore par consensus et qui met en avant le *"rôle historique"* du Parti communiste pour refuser toute évolution vers le multipartisme. Le régime est assez conciliant du reste qui lui est fait dans le domaine des libertés pour avoir débouché à la Conférence mondiale des droits de l'homme de Vienne. M. Le Mai, l'un de ses meilleurs diplomates. Lors de la visite de M. Kiet en Australie, fin mai, un vice-ministre des affaires étrangères, Vo Khoa, avait déclaré que le Vietnam était prêt à *"ouvrir ses portes"* à quiconque souhaitait s'y rendre pour *"y étudier la situation"*.

Cette prudence est liée, en particulier, à la crise qui oppose les autorités à l'Eglise bouddhiste unifiée depuis le décès, en mai 1992 à Hanoï, de son ancien patriarche, le vénérable Dôn Hân. Plusieurs incidents ont eu lieu depuis, et les versions des deux camps en présence sont contradictoires.

Il reste que certains bonzes, dont Thich Huyen Quang, assigné à résidence, luttent pour la reconnaissance de cette Eglise qui avait été le fer de lance, en 1963, dans le Sud, de la lutte contre le régime de Ngo Dinh Diem. Hanoï a pris la chose assez au sérieux pour que la télévision d'État donne des images de manifestations à Hanoï et pour tenter de justifier son attitude envers cette Eglise, dont plusieurs moines sont internés.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Politique économique et sociale, crise bosniaque

### Le Parlement européen dénonce les insuffisances du sommet de Copenhague

Le Parlement européen, toutes tendances confondues, a exprimé, mercredi 23 juin, sa déception devant les résultats du conseil européen de Copenhague. Il s'apprête à dénoncer jeudi, dans une résolution, les insuffisances de la politique communautaire tant en matière de lutte contre la crise économique et sociale que dans la tragédie bosniaque.

STRASBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

C'est dans un hémicycle quasiment vide que Poul Rasmussen, premier ministre danois et président en exercice de la CEE, assisté de son ministre des affaires étrangères, Niels Helveg Petersen, et de Hans Van den Broek, vice-président de la Commission de Bruxelles, a tenté en vain, mercredi 23 juin à Strasbourg, de mettre en lumière les avancées effectuées par les Douze à Copenhague. Comme si la grande majorité des parlementaires estimaient en savoir suffisamment et avaient décidé d'en découdre. En revanche, les traverses étaient bien remplies pour entendre les représentants de chaque groupe parlementaire dénoncer la mollesse et l'impuissance du conseil européen.

Jamais sans doute un communisme français n'a eu autant de succès au Parlement européen que

Francis Wurtz lorsqu'il a lancé dans l'hémicycle : *"Il y a le feu dans la maison et nous nous chauffons une boisson"*. Les autres intervenants n'y ont pas été non plus avec le dos de la charrue. Glyn Ford (travailliste britannique) a exprimé la *"déception"* des socialistes européens qui voient dans ce sommet *"un échec pour la Communauté (...), une succession de phrases vides de sens, qui ne peuvent traiter la crise économique et sociale et qui confirment que le capitalisme d'après-guerre est en crise"*.

M. Christian de La Malène (RPR) a lui aussi enfoncé le clou du social pour stigmatiser les carences des responsables européens : *"La CEE compte aujourd'hui dix-sept millions de chômeurs, l'année prochaine vingt millions, et nous avons bâti une Europe sans défense, victime du dumping financier, monétaire et social alors qu'elle avait tant promis"*. Birgit Cramon Daiber (Allemagne), au nom des Verts, a enfoncé le clou en évoquant *"la dérégulation sociale qui s'annonce tandis que la politique des Douze n'est rien d'autre que de la poudre aux yeux"*.

Il est revenu à Niels Kofoed (Danemark), pour les libéraux, de condamner *"l'attitude passive de l'Europe"* dans le conflit en ex-Yugoslavie : *"Nous sommes contraints de regarder à la télévision le massacre des Serbes, Musulmans, Bosniaques. C'est une honte!"*

MARCEL SCOTTO

### La présence économique française au Vietnam s'affermir

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Première en Asie, l'enveloppe de la coopération française avec le Vietnam est passée de 21 millions de francs en 1989 à 75 millions en 1992. Paris intervient dans la plupart des secteurs, mais le plus gros effort (un tiers du budget) a lieu dans les domaines linguistique, éducatif et de formation technique. Un partenariat durable s'ébauche avec la mise en place d'un système juridique et d'un système médical. Un centre de l'Alliance française, qui accueille mille étudiants, s'est ouvert à Hanoï en 1992.

Surtout, les Vietnamiens, dont 350 cadres étudient à présent en France, souhaitent ouvrir - à Hanoï, Ho-Chi-Minh-Ville et Hué - trois lycées, ce qui nécessiterait, le cas échéant, l'envoi d'une centaine d'enseignants français. Déjà, la récente visite de François Mitterrand avait abouti à plusieurs signatures : création d'une Maison franco-vietnamienne du droit, réouverture officielle de l'école française d'Extrême-Orient, convention sur la double imposition, accord-cadre de coopération dans le domaine de la santé, etc.

La part française du marché vietnamien est d'environ 5 %, ce qui est correct dans un pays en voie de rapide réintégration régionale (surtout par le canal des communautés de Chinois d'outre-mer). Les exportations françaises ont doublé en 1992 et franchi le milliard de francs. Paris se trouve au

cinquième rang seulement des investisseurs étrangers, avec 350 millions de dollars déclarés fin 1992 et près de 85 millions de dollars (huit projets) déjà agréés cette année. Sur les huit banques non nationales autorisées au Vietnam, quatre sont françaises (BNP, Indosuez, Crédit lyonnais et BFCB). Elles ont déjà investi 60 millions de dollars (leur droit d'opérer). Surtout, elles représentent, le jour où l'embargo américain sera levé, une voie de passage pour les financements étrangers.

Pour le reste, les Français sont avant tout présents dans trois secteurs : les télécommunications (Alcatel a signé un nouveau contrat en février), l'eau (réaménagement des circuits de toutes les villes majeures du pays, hormis Hanoï) et la santé (réhabilitation des hôpitaux et pharmacies, ce dernier secteur représentant 35 % des exportations françaises).

Les Français pourraient aussi prendre pied dans le secteur des transports. Air France, qui a négocié des accords avec Air Vietnam, tente d'élargir la coopération. Dans les domaines ferroviaire et maritime, une présence hexagonale semble aussi concevable. Enfin, la négociation de deux usines d'assemblage de voitures (Peugeot et Citroën) pourrait être relancée. Tous efforts confondus, l'aide française pourrait frioler les 500 millions de francs fin 1993, soit deux fois le montant de 1992.

J.-C. P.

### Le Trocadéro à l'heure bouddhiste

Chants populaires et sonorités bouddhiques : l'esplanade du Trocadéro, à Paris, a vécu, deux jours durant, jusqu'au jeudi 24 juin à midi, à l'heure du Vietnam.

Les très nombreux touristes qui venaient se faire photographier sur fond de tour Eiffel étaient d'emblée attirés, côté Musée de la marine, par de grands calicots bleus proclamant : *"Communistes, cessez la persécution religieuse"* ou encore *"Libérez les bonzes et les fidèles"*. Un autre adjuvant : *"Ne traitez pas avec Vo Van Kiet, ambassadeur du crime"*. L'occasion de cette manifestation était, en effet, la visite officielle en France du premier ministre communiste de Hanoï, qui doit s'achever dimanche 27 juin.

Une banderole annonce : *"Grève de la faim pour la démocratie au Vietnam"*. Une douzaine de personnes, dont trois hommes vêtus de la robe safran ou jaune des bonzes, sont assises en tailleur, sous un dais de toile bleue, devant un petit autel portant des bougies, des fruits, des fleurs et une statuette du Bouddha. L'un d'eux, le vénérable Thich Minh Tam, président de la Congrégation bouddhique vietnamienne en Europe, sise à Bagneux (Hauts-de-Seine), nous confirme : *"Nous sommes ici réunis pour protester contre l'oppression que la religion de 90 % de nos compatriotes subit de la part des autorités communistes du pays."*

Et ce religieux de narrer, par le menu, les incidents qui ont eu lieu le 24 mai à Hué, ancienne capitale du Vietnam, après qu'un inconnu se fut immolé par le feu : *"Lorsque le Vénérable Thich Tri Tuu, chef de la pagode Linh Mi, où cet homme avait consommé son sacrifice, a demandé l'autori-*

sation de célébrer une cérémonie à sa mémoire, il a été convoqué au commissariat, où on l'a maltraité. On le pressait de dire que la victime n'était pas un bouddhiste, et aussi qu'il était encore vivant. Lorsque Thich Tri Tuu a entamé une grève de la faim, une foule jamais vue en une telle occasion depuis la prise du pouvoir par les communistes en 1975 s'est rassemblée; elle a compté jusqu'à 40 000 personnes. Elle a été dispersée, au prix de nombreux blessés. Depuis, la police surveille les pagodes."

A-t-il été facile d'obtenir l'autorisation de manifester ainsi, au cœur de la capitale française? *"Pas tant que ça",* nous dit Nguyen Ngoc Duc, l'un des organisateurs. Nous aurions aimé un lieu plus proche du Palais officiel, près des Affaires étrangères, où Vo Van Kiet sera reçu. Mais cela nous a été refusé. Croient-ils, les uns et les autres, que la France peut exercer des pressions efficaces sur Hanoï pour améliorer la situation des droits de l'homme? *"Vo Van Kiet va ressortir son coupier selon lequel le Vietnam est fondé à avoir, à ce sujet, une interprétation nationale spécifique, divergente de la déclaration de l'ONU. Il va sans doute aussi plaider, à son ordinaire, qu'il existe, là-bas, pleine liberté religieuse, et que ceux qui sont persécutés sont en réalité poursuivis pour des infractions juridiques. Mais nous avons bon espoir que la France fera le maximum, tout comme nous comptons sur tous les peuples pour aider à améliorer notre situation,"* répond, dans un sourire énigmatique, le Vénérable Thich Minh Tam.

JEAN-PIERRE CLERC

Du « body fluo » au manteau islamique

### La double vie des Iraniennes

Les autorités iraniennes ont lancé, lundi 21 juin, une nouvelle campagne de répression contre ce qu'elles appellent *"les corruptions sociales"*, notamment le non-respect par les femmes de la tenue islamique (long manteau et grand voile sombre). Des centaines de femmes *"mal vêtues"* ont ainsi été arrêtées.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

On entend la musique jusque dans la rue. Prince ahmed avec Madonna et Michael Jackson. Trois jeunes pour la plupart, *"body fluo"* ou longs collants de toutes les couleurs, des femmes, emmenées par une monitrice aux formes étroitement moulées dans un justaucorps bariolé, épaules largement découvertes, font des exercices à la barre ou au sol. Elles libèrent leurs gestes, sentent leur corps, redessinent leur port de tête.

Dans ce qui est généralement considéré comme le temple de la rigueur islamique, Téheran, des centaines de femmes redécouvrent ainsi leur féminité et apprennent à l'aimer. Comme pour se venger d'une idéologie qui fait d'elles des êtres désincarnés, certaines ne craignent pas le ridicule. Exagérément maquillées, d'énormes *"crêoles"* à l'oreille, elles soulignent leur taille de larges ceintures de stretch à grande boucle argentée ou dorée. Elles arborent de grands décolletés ou des bustiers très courts.

Une jeunesse avide d'ouverture

Les cassettes de Prince, Madonna et Michael Jackson sont bien sûr interdites. La seule musique autorisée par l'imam Khomeiny est la musique *"non stimulante"*, et, officiellement, seul le répertoire classique - iranien et occidental - est autorisé. Pas de chanteur, encore moins de chanteuse. Mais Prince, Madonna et Michael Jackson, voire le rap, circulent sous le manteau.

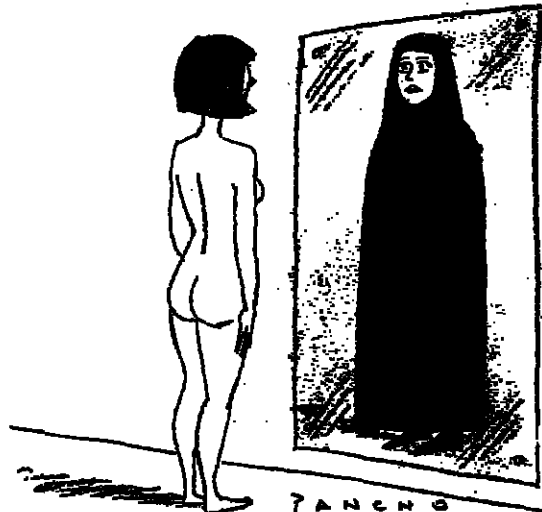
Les clubs de gymnastique de Téheran n'ont rien à envier à ceux des villes occidentales. Ils ne sont pas appréciés par les autorités, mais ils sont tolérés,

pour peu que les habituées de ce *"body fluo"* ne se livrent pas à des excès. Légères, sensuelles pendant le cours de *"gym"*, elles ne sont même pas autorisées à courir dans la rue. Et si certaines continuent de s'indigner de cette double existence, d'autres ont décidé de vivre avec, pourvu que demeure cette marge qui leur permet de prendre un grand bol d'air.

Avide d'ouverture, la jeunesse - les femmes surtout - est la

est soumise à la jeunesse, de cette quasi-schizophrénie qui ne peut qu'entraîner les pires excès. L'un des candidats à l'élection présidentielle du 11 juin, Abdolkarim Javidi, n'a pas hésité à soutenir, lors de sa campagne, le problème de la sexualité des jeunes. Nombreux sont ceux qui affirment que M. Javidi paraît pour le président et qu'une partie du pouvoir serait favorable à une certaine libéralisation.

En attendant, la société civile paraît résignée à vivre cette



bête noire des appareils répressifs du régime, dont les brigades sont constamment à la recherche de la moindre infraction, vestimentaire ou autre. Un bout de dentelle qui dépasse sous le long manteau islamique est le comble de la provocation et des lunettes posées sur le voile valent interpellation.

Mais comme la société iranienne n'en est pas à une contradiction prise, les vitrines de Téheran offrent au regard de tous, hommes et femmes, un étalage de robes courtes excentriques, souvent largement échancrées, et de T-shirts ou chemisiers surchargés de fausses perles et d'autres pierres de mauvais goût, qui sont comme autant de revanche sur les obligations islamiques. Une partie des dirigeants - dont le président Rafsanjani, affirmé - sont conscients de la pression insoutenable à laquelle

forme de dédoublement de la personnalité. Tous les moments de relâchement - car il y en a, si relatifs soient-ils - sont mis à profit, car chacun sait pertinemment que demain peut-être, voire tout à l'heure, ou tout simplement dans un autre quartier, la chape de rigorisme outrancier peut retomber.

Le quotidien *Jomhuri Eslami* rapportait, mercredi 23 juin, que les forces de sécurité avaient fait une descente dans une maison, d'un quartier résidentiel de Téheran, pour y arrêter une trentaine de *"garçons et filles à moitié nus"* (qui dansaient et sautaient ensemble). Dans le langage ultra-conservateur de ce journal, à la pointe de la campagne contre les *"corruptions sociales"*, l'expression *"à moitié nus"* veut très certainement dire que les filles n'étaient pas voilées.

MOUNA NAIM

L'aggravation de la tension entre Khartoum et Le Caire

### Le Soudan ferme deux consulats égyptiens

LE CAIRE

de notre correspondant

Le régime soudanais a décidé, mardi 22 juin, de fermer dans un délai d'une semaine les consulats égyptiens à Port-Soudan, sur la Mer rouge, et à El-Obeid, au sud-ouest de Khartoum.

Cette décision, qui marque une nouvelle aggravation de la tension entre les deux pays, est due aux *"activités incompatibles avec le statut diplomatique"* auxquelles se livraient les consulats, a indiqué le ministère soudanais des affaires étrangères. Khartoum, qui, en avril, avait accusé l'Égypte de soutenir un complot pour renverser le régime soudanais, a par ailleurs décidé de fermer ses consulats à Alexandrie et à Assouan en Égypte.

Une fois de plus, c'est le conflit frontalier, concernant le territoire de Halaf, près de la Mer rouge, qui est à l'origine de la dégradation des relations bilatérales. Khartoum avait en effet demandé l'inscription de ce litige à l'ordre du jour du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui doit avoir lieu la semaine prochaine au Caire, mais, selon le quotidien officiel *Al-Ahram*, la demande n'a pas reçu de réponse favorable de la part du conseil ministériel de l'organisation pan-africaine, présidé par l'Égypte. Le Caire, qui, selon Khartoum, refuse de retirer les troupes déployées à Halaf en octobre 1992, a toujours réclamé des négociations bilatérales.

La dernière cause d'irritation pour les Soudanais a été l'intervention du premier ministre égyptien, à l'ouverture, lundi, de la conférence ministérielle préparatoire au sommet de l'OUA. Dans une allusion évidente au Soudan, Atef Sedki a en effet accusé *"des pays africains d'apporter leur soutien au terrorisme"*.

ALEXANDRE BUCCIANTI

ÉGYPTÉ : pendaison d'un islamiste. - Condamné à mort en février dernier pour avoir tué un officier de police, un islamiste égyptien a été pendu, mercredi 23 juin, dans une prison du Caire. Hassan Chobata Badrane est le deuxième islamiste exécuté depuis le début de la campagne de violence des extrémistes musulmans en mars 1992. Un vieillard d'Algérie avait été pendu le 13 juin, en même temps qu'une personne condamnée pour espionnage au profit d'Israël (Le Monde du 13 juin). - (AFP)

Samedi 26 juin, Samedi



AFRIQUE

Fragilités marocaines

III. - Les roses de Kalaat M'Gouna

Après avoir analysé les limites de la « grande fête démocratique » que devaient être les élections législatives du 25 juin (le Monde du 23 juin), puis souligné les inégalités du développement marocain (le Monde du 24 juin), notre envoyé spécial évoque aujourd'hui le problème du respect des droits de l'homme.

RABAT

de notre envoyé spécial

Aurait-il eu envie, vendredi 25 juin, de glisser un bulletin dans l'urne, l'administration ne lui en a pas laissé le choix, en refusant d'inscrire son nom sur les listes électorales. Ancien sergent dans l'armée de l'air, Abdallah Agnau, quarante-six ans, aujourd'hui, un non-citoyen. Accusé d'avoir trépassé, au mois d'août 1972, dans l'attaque du Boeing royal, il fut alors condamné à trois ans de prison mais demeura sans raison sous les verrous dix-neuf ans et demi, dont dix-huit ans et deux mois au bagne-mouroir de Tazmamart.

Depuis sa libération, ce soldat perdu et ses camarades de captivité réclament justice. « On ne vous verse des indemnités, vous donner un logement et même vous trouver un emploi », leur avait-on dit, avant la levée d'écrou, pour leur permettre de repartir dans la vie après avoir subi un traitement proprement infernal. Promesses envolées, lettres sans réponse : « Nous sommes oubliés, méprisés », se désole Abdallah Agnau, qui apprend à se battre pour sa dignité. « S'ils décident de porter plainte, nous ne pourrions que soutenir leur

démarche », affirme Amina Bouayach, trésorière de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH).

La fermeture du bagne secret de Tazmamart, la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques, la révision de la législation pénale n'ont pas - tant s'en faut - mis fin à la lutte pour le respect des libertés. Même le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), créé à l'initiative de Hassan II, dont un récent rapport du département d'Etat américain jugeait qu'il « semblait être de plus en plus manipulé par le gouvernement à des fins de propagande », reconnaît l'existence, en la matière, de « graves problèmes ».

La minuitie avec laquelle l'OMDH s'emploie à vérifier les informations et les plaintes qui lui parviennent par différents canaux ne l'en conduit pas moins à dresser un constat sévère. Elle a ainsi répertorié, à ce jour, cinq cent cinquante-trois détenus politiques, dressé la « liste incomplète » de dix-sept « disparus », non compris les centaines de personnes originaires du Sahara occidental. Il lui est, en revanche, impossible, faute de témoignages crédibles, « d'affirmer ou de confirmer » l'existence d'autres Tazmamarts.

Courrier sans réponse

Le fort de Kalaat M'Gouna, situé près d'Ouarzazate, dans la pittoresque vallée du Dadès, sert-il encore de bagne secret comme la rumeur en a cours ? Lors de la

récente émission télévisée d'Anne Sinclair « 7 sur 7 » sur TF1, Hassan II a juré ses grands dieux qu'il n'en était rien et assuré que Kalaat M'Gouna n'était que « la capitale des roses ». « Mais comment le croire », s'interroge un avocat. N'avait-il pas soutenu que Tazmamart n'existait que dans la tête de quelques illuminés ?

L'OMDH se fait aussi l'écho de toutes sortes de bizarreries judiciaires, des plus graves au plus insolites : le décès de suspects pendant leur garde à vue dans les locaux de la police ou à l'intérieur des prisons, la condamnation d'un médecin jugé deux fois pour les mêmes faits, à quatre jours d'intervalle. Sans compter les déplorables conditions de détention, les interdictions de quitter le pays, les multiples tracasseries auxquelles s'exposent ceux qui, à cause de leurs idées, sont passés par les gélées marocaines.

Les trois organisations de défense des droits de l'homme n'ont pas la tâche facile pour mener à bien leurs enquêtes, les pouvoirs publics les ignorant superbement - sauf à les inviter à faire de la figuration au CCDH - et évitant soigneusement de répondre à leurs courriers. Elles n'en ont pas moins réussi à intéresser les gens eux-mêmes à ces dossiers-tabous, à les leur mettre en mains.

« On reçoit, aujourd'hui, des anonymes qui viennent du bled se plaindre des abus de pouvoir du caïd local », raconte M<sup>me</sup> Bouayach. Ils n'hésitent plus à nous téléphoner et, si nécessaire, à se déplacer. Il y a quelques semaines, à El Ksiba, en plein pays berbère, les paysans du crû se sont enhardis jusqu'à se faire justice en mettant le feu à une voiture de police.

Sous le poids de pressions diverses, intérieures et extérieures, le pouvoir, soucieux de son image, a dû lâcher du lest, tolérer, notamment, que d'anciens prisonniers de Tazmamart, condamnés pour tentatives de récidive, publient en bonne place des lettres ouvertes dans la presse locale. Hassan II se sert du CCDH pour améliorer des textes - sur la garde à vue et la détention préventive - combler des lacunes concernant les tribunaux administratifs - et corriger des écarts de conduite dans la délivrance des passeports par exemple. Mais les consignes officielles sont souvent « mangées ». Travail de longue haleine, en effet, que de civiliser des agents, expédiés dans leurs manières d'agir, plus encadrés, pour faire avouer un suspect, à le bastonner qu'à l'interroger.

La bataille des droits sociaux

Autre bataille tout aussi difficile à gagner pour les organisations humanitaires : celle de la défense des droits économiques et sociaux. Les syndicats se plaignent notamment des limitations apportées à l'exercice du droit de grève, considéré comme une entrave à la liberté du travail, des contraintes imposées, sous couvert d'autorisation préalable, au droit de manifester. Ils reprochent, entre autres, au patronat d'oublier ses obligations en matière de couverture sociale du personnel, d'embaucher des enfants, dont le nombre, selon l'OMDH, n'est pas marginal. L'administration se voit reprocher de ne pas respecter les règles de la titularisation, de verser des traitements qui, parfois, dépassent à peine la moitié du SMG.

« Dans le vaste domaine des libertés publiques, le Maroc ne manque pas de bons textes, dispose d'un solide arsenal juridique, estime un juriste. Ce qui fait terriblement défaut, c'est la volonté de s'en servir. » « Nous avons gagné beaucoup de procès, note un dirigeant de la Confédération démocratique du travail (CDT), mais nous n'avons jamais réussi à faire exécuter les jugements. »

Pour parler clair, au Maroc, il n'y a pas d'indépendance de la justice, soutient M<sup>me</sup> Bouayach. C'est là l'une des atteintes les plus flagrantes aux droits de l'homme. « Nous avons l'une des plus mauvaises justices du monde, renchérit un avocat formé à la française. Nos magistrats sont mal formés, mal payés, sans moyens matériels et, au bout du compte, corrompus. » Ainsi l'abus de pouvoir reste la chose la plus naturelle qui soit et la mieux partagée entre tous ceux qui détiennent une parcelle d'autorité dans ce royaume maghrébin qui rêve pourtant, tout haut, de s'amarrer à une Europe qui lui paraît familière.

JACQUES DE BARRIN  
FIN

Plus de deux mille candidats aux élections législatives

RABAT

de notre envoyé spécial

La « donnée fondamentale » des élections législatives de vendredi 25 juin est-elle, comme l'affirme M<sup>me</sup> Ahmed Bouachra, secrétaire général du parti de l'istiglal, que le mouvement de libération nationale, qui s'était cassé en deux en 1959, a retrouvé son unité ? Alliance de circonstance ou pas, pour la première fois depuis l'indépendance du pays, le parti de l'istiglal et l'Union socialiste des forces populaires (USFP) qui en est issue, ont décidé de présenter une « liste unitaire » autour d'un « programme commun ».

En revanche, les deux autres composantes du « bloc démocratique » - l'opposition de gauche, le Parti du progrès et du socialisme (PPS) et l'Organisation pour l'action démocratique et populaire (OADP) - ont préféré faire cavalier seul.

De leur côté, trois formations de la majorité - l'Union constitutionnelle (UC), le Mouvement populaire (MP) et le Parti national

démocrate (PND) - ont fait campagne sur la base d'un « type plateforme commune ». Le Rassemblement national des indépendants (RNI) que préside Ahmed Oammi, beau-frère de Hassan II, et qui s'était adjugé 21,59 % des sièges aux élections communales du 18 octobre dernier, est présent dans la quasi-totalité des deux cent vingt-deux circonscriptions.

Sous les couleurs de onze partis

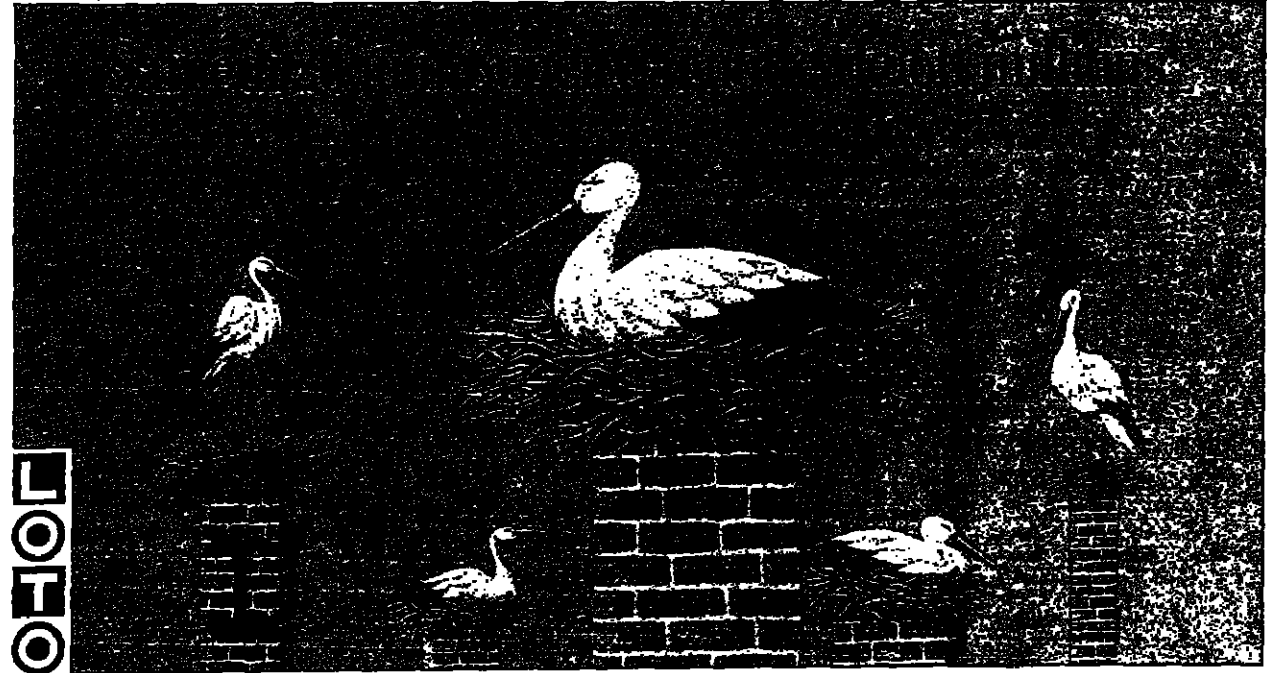
C'est, au total, plus de deux mille candidats qui participent, sous les couleurs de onze partis, à cette élection au suffrage majoritaire à un seul tour, dont plus de cent cinquante sans appartenance politique (SAP), trente-trois femmes - le président parlement n'en comptait aucune -, quatre ministres et quatre personnes de confession juive. 60 % ont entre vingt-trois et quarante-quatre ans ; ils sont aussi nombreux à posséder une formation universitaire. Le pouvoir a pris « toutes les disposi-

tions juridiques et matérielles » pour que ce scrutin ait lieu dans des « conditions normales, sereines et justes ».

Chaque parti a disposé de quatre heures d'antenne à la radio et à la télévision au cours de la campagne, au financement de laquelle le gouvernement a consacré 100 millions de dirhams, soit environ 60 millions de francs. Le ministre de l'intérieur a précisé qu'aucun titre de la presse écrite n'avait été censuré et encore moins saisi.

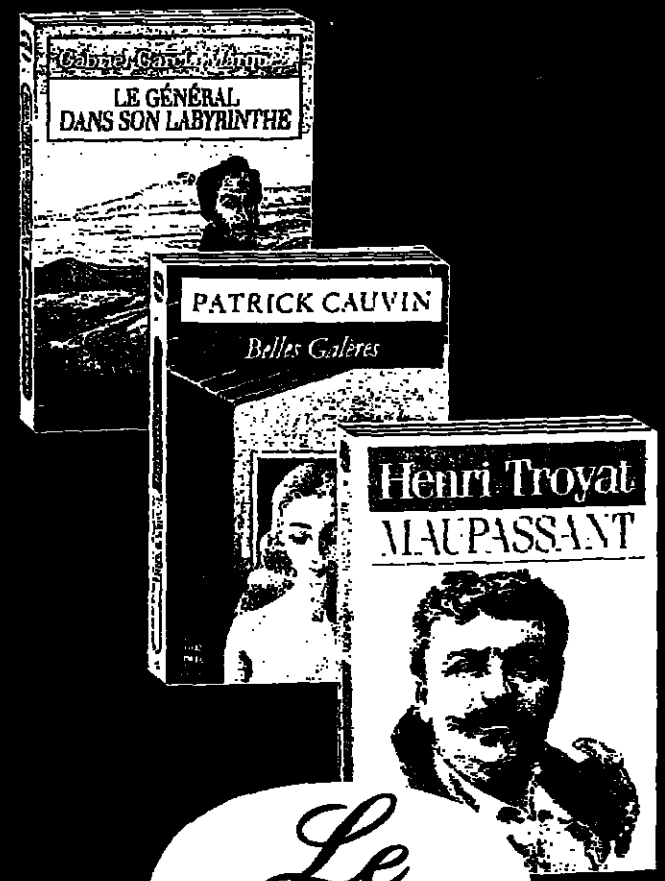
Dans un discours à la nation, Hassan II a invité « les hommes de l'administration et les partis politiques » à assumer leur responsabilité. N'empêche que les milieux de l'opposition dénoncent de graves irrégularités : arrestation de candidats, violation de locaux, trafic de cartes d'électeur, usage illicite de l'argent, etc. Ainsi, libération, le quotidien de l'USFP, a fusillé, mercredi, « les tyranniques locaux qui pourraient faire un élu et défaire un candidat ».

J. de B.



\* Montant minimum à partager entre les gagnants du 1<sup>er</sup> rang du 2<sup>e</sup> tirage.

LA FRANÇAISE DES JEUX



Le LIVRE de POCHES

La Pochotèque

Le Théâtre en France

Littérature générale

GABRIEL GARCIA MARQUEZ	Le Général dans son labyrinthe
PATRICK CAUVIN	Belles Galères
ALEXANDRA RIPLEY	Scarlett
MAX GALLO	La Fontaine des innocents
EVA DE CASTRO	Ayez pitié du cœur des hommes
KHALIL GIBRAN	Le Prophète
BERNARD PUICH	Sous l'étoile du chien
SABINE T. KONDROTAS	L'ombre du serpent
BENOIT CHARLEMAGNE	Le Petit Prince n'était qu'un galeux
FRANÇOIS CAVANNA	La Belle Fille sur le tas d'ordures
MARIE-JOSEPH GUERS	La Fiancée du Nord
GEORGES BORDONOVE	La Caste
JACQUES CHANCEL	Le Désordre et la Vie
CHARLES PASQUA	Que demande le peuple ?
JEAN PERIGOT	Le Sout du fleuve
GEORGES FLEURY	Kounibela
GIZIA ZYKE	La Femme d'Eeden
HENRI TROYAT	Maupassant

Classique

OLY DE MAUPASSANT

Biblia / romans

CARLO COCCIOI

BORUMIL HRABAL

Thrillers

MARIO PUZO

 CARI HIAASEN | Une femme encombrante || DOMINIC DUNNE | Une femme encombrante |

Policier

H.R. KEATING

Science-fiction

KENH ROBERTS

Les langues modernes

RUDYARD KIPLING

Les usuels

IRAN LECOINTE

Pratiques

FLORENCE HUGODOT

BR ALFRED TOMATIS

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : se rencontrant pour la première fois depuis plus de deux ans

### M. Mandela et M. Buthelezi n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la date des élections

Au terme de dix heures d'entretiens, mercredi 23 juin, au centre luthérien de Bonaero Park, dans la banlieue de Johannesburg, Nelson Mandela et Mangosuthu Buthelezi, présidents respectivement du Congrès national africain (ANC) et du mouvement Inkatha, ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils se disent décidés à faire cesser les sanglantes violences qui opposent leurs partisans depuis des années. Les deux organisations ne sont cependant pas parvenues à se mettre d'accord sur la date des premières élections multiraciales, ni sur le cadre juridique qui devrait servir de base à la rédaction de la future Constitution du pays.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Nelson Mandela et Mangosuthu Buthelezi ne s'étaient pas rencontrés depuis le 21 janvier 1991, date à laquelle ils avaient signé à Durban un accord visant - déjà - à mettre un terme aux affrontements opposant l'ANC à l'Inkatha. Les parafiches apposés au bas du document final avaient à peine eu le temps de sécher, qu'à nouveau les deux organisations s'entre-déchaient, causant plusieurs milliers de morts supplémentaires.

Désireux d'éviter un nouvel échec, chaque partie avait tenu cette fois à multiplier les entretiens préparatoires, avec l'aide de Mgr Desmond Tutu, archevêque anglican du Cap, et de Mgr Stanley Mogoba, chef de l'Eglise méthodiste. L'objectif était-il atteint ? Lire la déclaration rendue publique mercredi soir, les discussions ont été « franches, significatives et productives ». Mais à écouter le compte-rendu qu'en ont fait M. Mandela et M. Buthelezi, il paraît plus opportun de parler de résultats mitigés.

L'accord conclu mercredi comportait l'affirmation de principes généraux, tels que la reconnaissance de la libre activité politique de chacun, y compris, et surtout, dans les régions où l'autre est prédominant. Il prévoyait aussi la mise en œuvre de modalités particulières. Afin de réduire la tension qui oppose leurs partisans, et dans le but de rapprocher leurs points de vue au cours des négociations multipartites, les chefs de l'ANC et de l'Inkatha se sont engagés à constituer, au niveau national comme régional, des organismes paritaires qui maintiendront un dialogue permanent.

M. Mandela et Buthelezi participent ensemble à plusieurs réunions publiques, notamment au Natal, où les affrontements sont les plus durs. Enfin, les deux partis ont réaffirmé leur engagement à interdire le port d'armes dangereuses au cours de leurs manifestations et rassemblements. Cette dernière disposition avait déjà fait

l'objet d'accords qui n'ont jamais été respectés.

Si personne ne doute de la volonté des deux présidents de réduire des affrontements qui, dans une large mesure, mettent en péril le succès des négociations multipartites, on peut en revanche douter de la réussite de l'opération à la base, où les séquelles des affrontements passés seront d'autant plus longues à disparaître que des divergences majeures subsistent en ce qui concerne les élections.

#### Les négociateurs ajournent leur forum

Après des mois de discussions souvent fort confuses, les problèmes sont désormais bien cernés : l'ANC veut parvenir au plus vite à l'élection d'une assemblée constituante, alors que l'Inkatha veut faire adopter par référendum une Constitution qui serait rédigée par les négociateurs, et non pas par les élus du suffrage universel. C'est selon M. Buthelezi, la seule façon de garantir l'établissement d'un Etat fédéral qu'une assemblée constituante, dominée selon toutes probabilités par l'ANC, refuserait, craint-il, d'entendre. Or le chef de l'Inkatha, essentiellement implanté au Natal, a tout à redouter d'un système électoral qui ne respecterait pas la « prime régionale » que consent une organisation fédérale de l'Etat. C'est toute l'explication de l'énergie qu'il met à défendre sa solution, refusant toute date d'élection si de forts pouvoirs régionaux ne sont garantis par un pouvoir fédéral, ne

lui sont pas reconnus. Mercredi, en reconnaissant que l'ANC et l'Inkatha n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord sur la date des futures élections, Nelson Mandela a estimé qu'il ne faut pas être « exagérément pessimiste ». « Il n'y a pas eu d'accord, mais il y a progrès », a assuré le chef de l'ANC, nous allons tenter de convaincre l'Inkatha de la nécessité que ces élections se tiennent au plus vite. »

Quelques heures plus tard, M. Buthelezi prédisait à la télévision que l'Afrique du Sud serait, comme l'Angola, menacée de guerre civile si la future constitution du pays n'était pas de type fédéral. Au même moment, faute d'un accord sur la question, les participants aux négociations multipartites repoussaient d'une semaine la rencontre plénière qui, le 25 juin, devait définitivement confirmer la date du 27 avril 1994, comme étant celle des prochaines élections.

GEORGES MARION

Le procès des membres présents de Chris Hani a été reporté. Le procès des trois militants blancs d'extrême droite accusés de l'assassinat du dirigeant noir Chris Hani, le 10 avril, a été reporté au 4 octobre, après l'ouverture de la première audience, mercredi 23 juin, à Johannesburg. Le juge a accepté ce report demandant par la défense, selon laquelle l'Etat n'avait pas fourni à temps les documents nécessaires. - (AFP)

laisser corriger sans broncher les « erreurs » du suffrage universel ? Quelles que soient ses limites, M. Abiola incarne aujourd'hui les espoirs de changement de millions de gens - cadres, intellectuels ou simples commerçants en boubou - qui, au fond du marasme économique, n'attendaient plus qu'une chose : que les militaires tiennent leur promesse.

#### « Vote silencieux »

La maigre affluence aux manifestations organisées ces derniers jours dans le Nord, à Kano, Kaduna ou Katsina, par l'Association pour un Nigeria meilleur, favorable au maintien du régime Babangida, montre que le fort taux d'abstentions enregistré dans ces régions n'était pas forcément un « vote silencieux » pour le statu quo.

La communauté internationale a en tout cas fortement réagi mercredi à la décision des militaires. Les Etats-Unis, par la voix du département d'Etat, la jugent « scandaleuse », et la Grande-Bretagne, qui se serait de près la transition démocratique dans son ancienne colonie, estime que l'interruption du processus de démocratisation « aura de graves implications pour la relation de ce pays avec la communauté internationale ». Allusion transparente aux appuis dont le Nigeria a grand besoin au sein du Club de Paris s'il veut obtenir un allègement de sa dette extérieure, lourde de 30 milliards de dollars.

MICHEL MARINQUES

#### EN BREF

■ CANADA : ratification de l'accord de libre-échange nord-américain. - Par 47 voix pour et 30 contre, le Sénat canadien a approuvé, mercredi 23 juin, l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé l'an passé entre ce pays, les Etats-Unis et le Mexique. Le Canada est le premier pays à achever le processus de ratification de cet accord, qui prévoit notamment la suppression par étapes des barrières tarifaires entre les trois partenaires, à partir de janvier 1994. Le Sénat américain devra se prononcer en octobre, après la conclusion d'ententes dites « parallèles » garantissant des normes minimales dans les secteurs du travail et de l'environnement, conformément aux vœux de l'administration Clinton. Les négociations en ce sens se poursuivent. - (AFP)

■ ETATS-UNIS : l'accès du territoire interdit aux Zaïrois sans documents. - Le département d'Etat a annoncé, jeudi 24 juin, que le président Bill Clinton avait promulgué un décret interdisant l'accès du territoire des Etats-Unis aux Zaïrois qui entravent le processus démocratique dans leur pays. Cette décision est la preuve « que l'administration

n'entretiendra pas des relations normales avec le président Mobutu aussi longtemps qu'il freinera la transition vers la démocratie au Zaïre », a indiqué un porte-parole du département d'Etat. - (Reuters)

■ PÉROU : reddition d'une trentaine de membres du Mouvement Tupac Amaru. - Le « commandant » Andres Mendoza de Aguilera et une trentaine de ses guérilleros du Mouvement Tupac Amaru se sont rendus près de l'une de leurs bases fortes dans la jungle, au nord-est du Pérou, a indiqué mercredi 23 juin, un porte-parole militaire. Ils bénéficieraient de mesures de clémence prévues en cas de reddition de rebelles. - (UPI)

■ SOMALIE : une prime pour la capture du général Aidid. - Les Nations unies ont décidé, mercredi 23 juin, d'offrir une récompense pour toute information aidant à la capture du général Mohamed Farah Aidid, après que ce dernier ait déclaré à des journalistes américains qu'il resterait à Mogadiscio (le Monde du 24 juin). Le commandant David Stockwell, porte-parole de la force de l'ONU, n'a pas précisé le montant de la prime. Par ailleurs, deux Somaliens ont été

tués, dans la nuit de mardi à mercredi, lors d'un affrontement avec des soldats tounisiens et américains de la force de l'ONU. - (AFP)

### CONGO : l'épreuve de force entre le pouvoir et l'opposition

#### Deux premiers ministres

La Congo a désormais deux premiers ministres. Le président Pascal Lissouba a en effet nommé, mercredi 23 juin, le général Joachim Yhombi-Opango au poste de premier ministre, en remplacement de Claude Antoine Da Costa, tandis que l'opposition franchissait un nouveau pas dans son épreuve de force avec la Mouvement présidentielle, en annonçant la mise en place d'un « gouvernement de salut national » dirigé par Jean-Pierre Thystere Tchicaya.

Le général Yhombi-Opango, qui fut chef de l'Etat de 1977 à 1979, est l'actuel président de la Mouvement présidentielle. M. Thystere Tchicaya, né en 1936 à Pointe-Noire, professeur d'histoire, a été ministre de l'enseignement supérieur de 1972 à 1974.

La Coalition de l'opposition, constituée de l'Union pour le renouveau démocratique et du Parti congolais du travail (URD-PCT), annonce qu'elle a également décidé de mettre en place sa propre Assemblée nationale,

dont le président sera André Moukoko. M. Moukoko présidait la précédente Assemblée nationale dans laquelle il était devenu majoritaire et qui avait été dissoute en novembre 1992 par M. Lissouba.

#### Désobéissance civile

L'URD-PCT avait appelé ses militants il y a une dizaine de jours à la désobéissance civile pour contester les résultats des dernières élections législatives anticipées qui, selon le ministère de l'Intérieur, donnaient la majorité absolue à la Mouvement présidentielle.

M. Lissouba a réaffirmé mercredi sa volonté de poursuivre la mise en place des organes institutionnels, ajoutant que le nouveau premier ministre serait chargé de constituer un gouvernement « restreint », qui aura pour tâche de « rétablir la paix et la sécurité dans le pays ». - (AFP, Reuters)

## A TRAVERS LE MONDE

#### INDONÉSIE

Grève de la faim de Timorais dans des ambassades à Djakarta

A Djakarta, sept indépendantistes timorais ont entamé, mercredi 23 juin, une grève de la faim dans les ambassades australienne et finlandaise pour obtenir le statut de réfugié politique. Ils déclarent craindre pour leur vie. Ils expliquent que la plupart d'entre eux ont quitté leur pays pour la capitale indonésienne en juillet 1992, afin d'échapper aux recherches et de réduire les menaces planant sur leurs familles.

Cinq d'entre eux seraient des rescapés du massacre commis le 12 novembre 1991 par l'armée indonésienne à Dili, capitale du Timor oriental, qui avait fait de 50 à 115 morts. Les autres ont participé à des manifestations indépendantistes lors des visites dans ce territoire du pape Jean-Paul II en 1989 et de l'ambassadeur des Etats-Unis en 1990. Ex-colonie portugaise, Timor oriental a été annexé en 1976 par Djakarta. L'ONU tient toujours Lisbonne pour puissance administratrice. - (AFP)

#### LIBAN

Attentat manqué contre une conférence océanographique

Une conférence océanographique internationale, qui réunit, au Liban, une quarantaine de prélats catholiques et orthodoxes, a été, mardi 22 juin, le cible d'un attentat manqué à la bombe.

La police a indiqué que l'un des poseurs de l'engin, un musulman sunnite, a été tué par l'explosion. Deux autres des auteurs présumés de cet attentat, sunnites également, ont été légèrement blessés.

Ils tentaient de placer la bombe sous un pont de la route principale menant au couvent grec-orthodoxe de Balamand, dans le nord du Liban, où la conférence était réunie depuis six jours. Les trois hommes sont originaires de la localité sunnite voisine de Calamoun, où les fondamentalistes, notamment de l'organisation Jamaa Islamiya, sont bien implantés. - (AFP)

#### RUSSIE

Le ton monte contre l'Estonie

La Russie « prépare des recommandations sur des mesures de rétorsion politiques, économiques et d'un caractère nouveau qui vont être proposées au président Eltsine », contre l'Estonie, en représailles à la loi sur les étrangers adoptée par son Parlement (le Monde du 22 juin), a annoncé, mercredi 23 juin, le vice-ministre russe des affaires étrangères, Vital Tchoukine. Moscou critique cette loi qui oblige les Russophones à déposer une demande de citoyenneté au risque de la voir refusée et d'être expulsés, ainsi que la loi électorale qui interdit à un non-Estonien d'être représenté au sein des pouvoirs locaux, alors que dans la ville estonienne de Narva les Russophones représentent 95 % de la population.

« Que croient donc les autorités estoniennes, que le retrait des troupes russes va se poursuivre comme si de rien n'était alors que la police expulse des militaires en retraite et leur famille ? », a demandé M. Tchoukine, en estimant que c'est l'admission récente de l'Estonie au Conseil de l'Europe (où la Russie n'est toujours pas admise) qui encourageait cet Etat balte à « s'engager dans la voie de l'apartheid ». - (AFP)

#### TUNISIE

La gestion des fonds de l'OLP par M. Arafat est contestée

La gestion des fonds de l'OLP par Yasser Arafat a été très sérieusement contestée par plusieurs membres du comité central du Fath, réunis à Tunis depuis samedi 19 juin.

Les critiques ont été si vives que M. Arafat a préféré quitter l'une des séances en menaçant de démissionner de la direction du mouvement, et le représentant de l'OLP à Tunis, Hekam Balouci, s'est vu obligé de publier une mise au point démentant ce retrait. Plusieurs proches de M. Arafat et lui-même se sont vu reprocher de mauvais placements et des dépenses excessives, qui s'imposent d'autant moins depuis la guerre du Golfe. Celle-ci a en effet laissé l'OLP dans une situation financière extrêmement difficile, du fait de la suspension de l'aide des riches monarchies pétrolières du Golfe et de l'expulsion de la plupart des Palestiniens qui travaillaient dans ces pays.

Ce n'est pas la première fois que la gestion financière de M. Arafat est mise en cause. Ce fut notamment le cas il y a un peu plus d'un an à Tunis, où était réuni le conseil central de l'OLP. (Corresp.)

### Nigéria : annulation de l'élection présidentielle

Suite de la première page

La junte a dû trancher dans le vif, explique le communiqué, pour mettre fin à une « avalanche de litiges » et « éviter que le système légal et judiciaire du pays ne soit ébranlé ». Les autorités militaires ont rendu les trente gouverneurs civils responsables du maintien de l'ordre, et n'hésiteront pas, en cas de troubles, à promulguer l'état d'urgence. On attendait encore d'autres décisions importantes jeudi, au deuxième jour de la réunion du CND, au terme de laquelle le président Ibrahim Babangida devait s'adresser à la nation.

Cette procédure en deux temps est inhabituelle. Chaque fois que la junte avait repoussé l'échéance de la transition vers un régime civil - comme ce fut déjà le cas à trois reprises - elle avait contrebalancé sa décision par une série de propositions « constructives », pour mieux faire « avaler la pilule », à une opinion de plus en plus rétive.

#### Caste féodale

Cette fois, il semble que la junte ait voulu faire sauter le pont derrière elle avant de savoir précisément sur quelle route elle s'engage. Va-t-on dissoudre les deux seuls partis politiques autorisés et permettre l'émergence de nouvelles formations, parmi lesquelles un « parti de la majorité présidentielle » ? Va-t-on organiser un nouveau scrutin, et le général Babangida sera-t-il alors candidat ?

Quel sera enfin le sort de l'Assemblée nationale élue en juillet 1992 ? Bien que ligoté par un décret restreignant ses compétences, elle a clairement exprimé, par une motion adoptée à l'unanimité fin avril, son hostilité à toute prolongation du régime actuel au-delà de la date que ce dernier avait lui-même fixée, le 27 août 1993.

Une seule chose est sûre : le flamboyant « citizen Abiola », né

dans une pauvre famille d'Abokuta, en pays yorouba, n'était pas un président « acceptable » pour une puissante coalition d'intérêts. A commencer par l'aristocratie foulante du Nord, descendant de ces cavaliers peuls qui sont venus au 19<sup>e</sup> siècle, dans le sillage du Jihad (guerre sainte) d'Ousman dan Fodio, ranimer la foi islamique des royaumes haoussa.

La caste féodale des Haoussa-Foulanis, qui reconnaît comme son ancêtre le sultan de Sokoto, au nord-ouest du Nigeria, veut perpétuer le partage instauré par les colonisateurs britanniques : au Sud occidental le dynamisme économique, au Nord islamisé le pouvoir politique, garant de l'unité du pays.

Mais ce pouvoir est une peau de chagrin. Huit années d'un régime militaire « modernisateur », qui canalise la distribution de la rente pétrolière suivant son propre système d'allégeance, les progrès de l'éducation et la naissance, à l'université de Saria, d'une intelligentsia musulmane « radicale », ont érodé le prestige des émirs « enturbannés », dont la parole avait jadis force de loi sur un territoire grand comme la France.

La mésaventure de l'émir de Kano, lapidé fin mai par les habitants d'un quartier déserté au cours de la sacro-sainte procession du Sallah (la Fête du sacrifice), est révélatrice, tout comme les démêlés du sultan de Sokoto - nommé il y a quatre ans par le président Babangida - avec des contestataires chiites soutenus par l'Iran.

Incapable de produire un candidat de consensus, le cercle d'influences nordiste - la fameuse « Mafia Kaduna » - s'était résigné à soutenir du bout des lèvres le champion de la Convention nationale républicaine (CNR), le milliardaire de Kano, Bachir Tofa. En espérant qu'il l'emporterait, puisque la CNR avait, lors des précédents scrutins à l'échelon national, recueilli davantage de voix que le Parti social-démocrate.

Mais la campagne démagogique

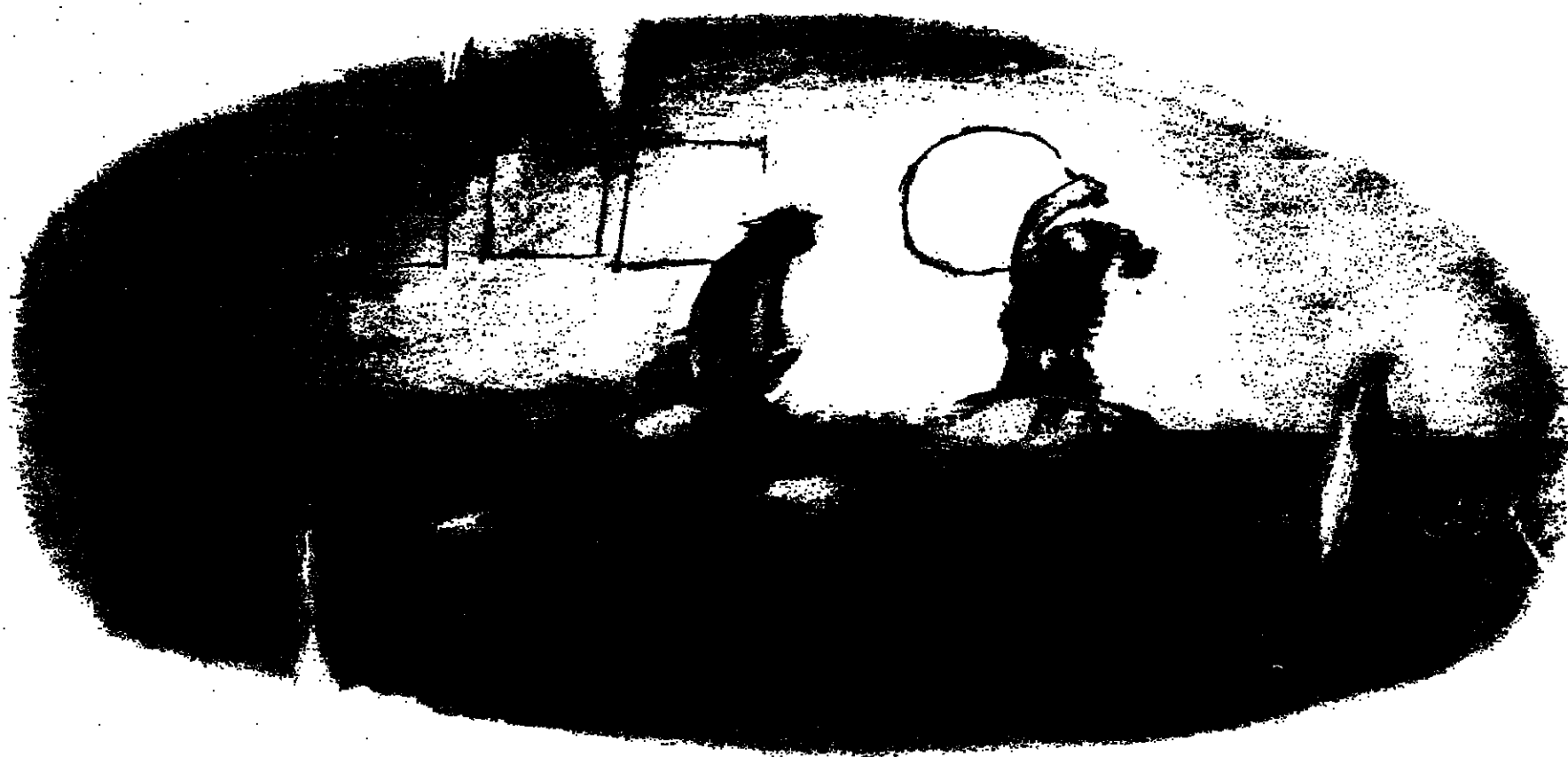
report sine die de la signature - prévue jeudi 24 juin à Arusha (Tanzanie) - de l'accord de paix entre la rébellion du Front patriotique rwandais et le pouvoir. Ce report a été décidé dans l'attente de l'arrivée à Kigali du ministre des affaires étrangères, Boniface Ngulinzira, qui a représenté le gouvernement aux pourparlers d'Arusha. M. Ngulinzira doit avoir des consultations avec le président Habyarimana et les leaders politiques du pays sur le contenu de l'accord d'Arusha, qui ne fait pas l'unanimité au Rwanda. - (AFP)

■ MALAWI : amnistie pour les exilés. - Le président du Malawi, Kamuzu Banda, a décrété, mercredi 23 juin, une amnistie générale en faveur des exilés. Selon un porte-parole de la présidence, l'amnistie devrait leur permettre de revenir dans leur pays pour participer au processus de démocratisation en cours, à la suite du référendum du 14 juin en faveur du multipartisme. - (AFP)

■ RWANDA : report de la signature de l'accord de paix. - Le gouvernement rwandais a décidé de



TEWA DI PAS POUR MOTOROLA



Quand depuis 40 ans on a participé à toutes les révolutions informatiques et que l'on dispose de la meilleure technologie en systèmes ouverts, on ne participe pas à la prochaine révolution informatique, on la fait.

Avec l'avènement des Systèmes Ouverts dans le monde informatique, certains constructeurs offrent un spectacle assez pathétique : on dirait qu'ils subissent une révolution. Chez Motorola, on travaille depuis 40 ans sur des principes que certains semblent à peine découvrir et qui pourtant sont désormais incontournables. Les Systèmes Ouverts, c'est une longue tradition chez Motorola, et maintenant une référence dans le monde informatique.

Lorsque l'on a marqué l'histoire moderne de son empreinte, en créant notamment l'autoradio ou le téléphone cellulaire portatif, on sait ce que signifie le mot Innovation. Lorsque l'on a œuvré, depuis près de 65 ans, pour les plus grands opérateurs sur tous les

marchés de haute technologie, on sait ce que signifie le mot Service. Enfin, lorsque l'on a reçu les plus prestigieuses distinctions à travers le monde, on connaît le sens du mot Excellence. C'est fort de ces qualités et d'un savoir-faire qui le place parmi les tous premiers fabricants mondiaux de l'industrie électronique, qu'aujourd'hui Motorola s'impose sur le marché des constructeurs informatiques.

Devant l'expansion des systèmes informatiques et la multiplication des standards, le choix est difficile ! Remplacer ou faire évoluer un parc informatique existant devient alors réellement complexe. Motorola a construit son expertise sur la préoccupation constante de faire commu-

niquer les gens entre eux. Cette philosophie, Motorola Computer Group l'applique désormais aux solutions informatiques en offrant à ses clients des Systèmes Ouverts qui allient pérennité et performance. Les plateformes Motorola, architecturées autour de processeurs Risc, sont ainsi des produits totalement ouverts. Ils offrent compatibilité, interopérabilité en réseau hétérogène et portabilité grâce à l'environnement UNIX SYSTEM V Release 4.0 de Motorola.

Du microprocesseur à l'expertise, nous savons de quoi dépend un système informatique. Et si aujourd'hui, Motorola relève ce nouveau défi, c'est bien pour offrir aux entreprises l'ouverture la plus sereine sur l'avenir.



**MOTOROLA**  
Tournez une page de l'histoire informatique

# POLITIQUE

Le projet de loi sur la maîtrise de l'immigration

## Charles Pasqua laisse aux sénateurs le soin de modifier l'« amendement Marsaud »

Charles Pasqua a présenté devant la commission des lois du Sénat, jeudi 24 juin, le projet de loi sur la maîtrise de l'immigration et les amendements votés par l'Assemblée nationale. Parmi ces amendements figure celui qu'avait proposé Alain Marsaud, qui autorise les contrôles d'identité fondés sur « tout élément permettant de présumer la qualité d'étranger autre que toute appartenance raciale ». Cet amendement a été désapprouvé par M. Balladur, à la demande de deux ministres d'Etat, M. Veil et M. Méhaignerie, mais le gouvernement

n'a pas souhaité soumettre un nouveau texte aux sénateurs. M. Pasqua leur laissant le soin de modifier eux-mêmes la disposition controversée. Reçu mercredi après-midi à l'hôtel Matignon par le premier ministre, Alain Marsaud avait pourtant indiqué qu'une nouvelle version de l'amendement avait été rédigée et qu'elle était « de nature à satisfaire tout le monde, y compris les belles âmes, celles qui ne souffrent pas de l'immigration ».

Le même jour, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, un proche conseiller de Charles Pasqua a regretté que la po-

lémique sur l'amendement Marsaud ait jeté la « suspicion » sur l'efficacité du texte. Il a affirmé que cette affaire n'avait été qu'« un prétexte pour Pierre Méhaignerie et Simone Veil qui voulaient se démarquer de l'ensemble du projet ».

D'autre part, plusieurs centaines de personnes ont manifesté mercredi à Limoges (Haute-Vienne), dans la circonscription de M. Marsaud, contre la loi Pasqua et notamment l'amendement Marsaud, à l'appel des partis de gauche et des organisations antiracistes.

## Surmonter les préventions de la Cour de cassation

Jusqu'en 1981, les contrôles d'identité ne reposaient sur aucune base juridique claire. Malgré leur fréquence, ils étaient fondés sur des textes anciens, disparates et incertains, qui ne permettaient pas de réglementer de façon claire les pratiques des policiers et des gendarmes.

Adoptée à l'initiative d'Alain Peyrefitte, garde des sceaux dans le gouvernement de Raymond Barre, la loi « sécurité et liberté » du 2 février 1981 cherchait à mettre fin à cette situation en distinguant nettement deux types de contrôles : les contrôles de police judiciaire, qui supposent l'existence ou l'imminence d'une infraction, et les contrôles de police administrative, que l'on dit « préventifs » parce qu'ils interviennent afin de « prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens », c'est-à-dire avant même que l'infraction ait été constatée.

Cette distinction avait été maintenue par la loi Defferre de 1983, qui a intégré dans le code de procédure pénale, sans les modifier, les dispositions relatives aux contrôles de police judiciaire, mais révisé celles qui concernaient les contrôles de police administrative. Dès son arrivée au pouvoir, en mars 1986, le gouvernement de Jacques Chirac a fait voter une loi reprenant mot pour mot, en matière de police administrative, les dispositions de la loi « sécurité et liberté ». Les socialistes, revenus au pouvoir en 1988, ont laissé cette législation intacte.

### Deux types de situations

Actuellement, les contrôles d'identité sont donc autorisés dans deux types de situations :

- Les contrôles de police judi-

ciaire. — Depuis 1981, ces contrôles sont possibles dans quatre cas : si une personne « a commis ou tenté de commettre une infraction, se prépare à commettre un crime ou un délit, est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou de délit, ou fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire ». A ces possibilités, le projet de loi réformant les contrôles d'identité présenté le mois dernier par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, ajoute un nouveau type de contrôles de police judiciaire : sur instruction du procureur de la République, toute personne pourra, désormais, être contrôlée dans des lieux et pour une durée définies par le magistrat.

• Les contrôles de police administrative. — Toute personne peut être contrôlée « pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens ». Cette expression de la loi de 1986, qui est directement issue de la loi « sécurité et liberté », a donné lieu à une interprétation restrictive de la Cour de cassation : dans un arrêt du 10 novembre 1992, les magistrats de la haute juridiction ont en effet considéré que cette menace devait être « directement rattachable au comportement » de la personne contrôlée. Le simple contexte d'insécurité ou l'impression d'une menace diffuse ne suffiraient, donc, à autoriser les policiers à procéder à des contrôles : il faut que la personne soit « directement » à l'origine d'une atteinte à l'ordre public. Estimant que cette jurisprudence empêchait les policiers et les gendarmes de faire leur travail, le garde des sceaux a présenté, à la mi-juin, à l'Assemblée nationale, un texte autorisant ces contrôles « préventifs », « quel que soit le

comportement » de la personne contrôlée.

Les étrangers, comme les Français, peuvent être contrôlés dans le cadre de ces contrôles d'identité « classiques » — qu'il s'agisse de police administrative ou de police judiciaire, — mais ils peuvent subir, également, des contrôles sur la régularité de leur séjour, qui ont lieu en dehors de toute infraction ou atteinte à l'ordre public. En cette matière, le texte de base est un décret de 1946, stipulant que « les étrangers doivent être en mesure de présenter à toute réquisition des agents de l'autorité les pièces ou documents sous le couvert desquels ils sont autorisés à résider en France ». Le projet de loi Pasqua sur les étrangers et l'immigration vise à introduire, en substance, ce décret dans l'ordonnance de 1945 sur l'entrée et le séjour des étrangers.

### Déterminer la qualité d'étranger

L'ambiguïté du texte réside dans la difficulté de la détermination préalable de la qualité d'étranger. Comment savoir, avant même le contrôle, qu'une personne est étrangère ? Sur quels éléments les policiers et les gendarmes peuvent-ils se fonder pour déterminer qu'une personne n'est pas de nationalité française ? En 1985, deux arrêts de la Cour de cassation ont encadré la pratique policière, en exigeant que l'appréciation de la qualité d'étranger soit fondée sur des « éléments objectifs déduits de circonstances extérieures à la personne même de l'intéressé ». C'est le cas, selon certains juristes, lorsqu'une personne sort d'une voiture immatriculée à l'étranger, colle une affiche en langue étrangère, lit un journal étranger, entre ou sort d'une ambassade ou d'un consulat

étranger, ou même... joue d'un instrument de musique folklorique typiquement étranger.

L'amendement présenté à l'Assemblée nationale par Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne) précisait que « les agents (...) peuvent se fonder sur tout élément permettant de présumer la qualité d'étranger autre que l'appartenance raciale ». Si on le compare à la jurisprudence de la Cour de cassation, qui exige, pour sa part, des « éléments objectifs déduits de circonstances extérieures à la personne même de l'intéressé », la différence juridique ne paraît pas immense. L'amendement Marsaud est certes un peu plus large, puisqu'il permet, par exemple, de contrôler les personnes dont les vêtements indiquent une « qualité d'étranger » — ce que la jurisprudence de la Cour de cassation n'admettait pas, — mais il reprend, pour l'essentiel, les éléments recensés par la haute juridiction : une voiture immatriculée à l'étranger, une affiche étrangère, ou la lecture d'un journal étranger.

La portée symbolique et politique du texte est, cependant, tout autre : la référence explicite à la notion de « race » rend le texte de Charles Pasqua suspect d'arrière-pensées politiquement et moralement condamnables. Introduisant la notion de « présumé étranger » dans la loi, le gouvernement a pris le risque, en outre, d'encourager toutes les dérives policières, en paraissant oublier que nombre de citoyens français, par mariages ou par naturalisation, sont d'origine étrangère, et que d'autres, Français de naissance, risquent d'être « présumés étrangers » si l'on s'en tient aux seules apparences.

PHILIPPE BERNARD et ANNE CHEMIN

Al Palais-Bourbon

## Les députés ont largement amendé le projet de révision constitutionnelle votée par le Sénat

Les députés ont adopté, dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 juin, par 484 voix contre 23, le projet de loi tendant à réviser dans la Constitution les articles relatifs au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et à la Haute Cour de justice, présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux. Le RPR et l'UDF ont voté pour. Le PC a voté contre tandis que le PS s'est abstenu. Le vote conforme entre les deux Chambres, requis pour toute révision constitutionnelle, est encore loin d'être acquis, même si certaines divergences ont pu être réduites. Les députés refusent toujours en effet les amendements introduits par le Sénat, le 27 mai, visant à créer une double formation du CSM et à conserver aux parlementaires le droit de saisine de la Haute Cour de justice.

Elle a voulu quitter l'hémicycle discrètement mais tout le monde l'a suivie des yeux. Comme si chacun se rendait bien compte que la mise en garde qu'elle venait de lancer n'était pas dénuée de fondement. Battue sur un de ses amendements, Nicole Catala (RPR, Paris), dont l'assérété imprécatoire ne recueille le plus souvent qu'une indifférence polie chez ses collègues, venait, cette fois, d'attirer l'attention. Au point qu'André Fanton (RPR, Calvados), rapporteur de la commission des lois auquel elle venait de s'opposer avec force, a cherché amicalement à la convaincre jusqu'au dernier instant.

Le conflit portait sur le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) que le texte initial veut affranchir de la tutelle du président de la République, jusque-là seul maître des nominations. Le Sénat avait amendé le projet en instituant deux formations du CSM, l'une chargée des magistrats du siège et l'autre chargée des magistrats du parquet. La commission des lois de l'Assemblée nationale penchait, elle, en faveur d'une formation unique, « solution plus favorable à l'unité de la magistrature », a souligné M. Fanton.

Les députés ont donc adopté un amendement de MM. Fanton et Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), conservant une instance unique. Dans ce schéma, les magistrats du siège seraient nommés sur l'avis conforme de cette formation qui pourrait, en outre, donner un « avis » simple pour les nominations des magistrats du parquet. Tirant les enseignements de cette extension de compétences du CSM, l'amendement de MM. Fanton et Mazeaud prévoyait de porter de cinq à huit le nombre de magistrats élus au sein du CSM — suivant des modalités que précisera une future loi organique — afin que « les deux catégories de magistrats soient bien représentées », a expliqué le rapporteur de la commission des lois.

Or c'est précisément ce maintien d'une formation unique aux compétences étendues aux magistrats du parquet qui a soulevé « des plus vives inquiétudes » de M<sup>me</sup> Catala. « Si l'on veut souligner que les magistrats du parquet restent sous l'autorité du garde des sceaux, comme nous le souhaitons tous, on doit admettre qu'ils relèvent de règles spécifiques », a-t-elle affirmé. Or, en soumettant leur carrière à une formation unique, on gommerait leur singularité. Le son de M<sup>me</sup> Mazeaud et Fanton de leur assurer une bonne représentativité au sein d'un CSM unique ne trouve pas davantage grâce à ses yeux car il conduit à la création d'une instance où « les magistrats seront majoritaires de façon écrasante », avec ce que cela comporte

de risque de « renaissance du corporatisme » et de « politisation de la magistrature ».

Jean-Jacques Hyest (UDF, Seine-et-Marne) a abondé dans son sens, considérant qu'à partir du moment où le CSM « s'occupe aussi des carrières de magistrats du parquet, il faut deux formations ». M. Méhaignerie s'est également rangé à cet argument, rappelant que « la déontologie du parquet et celle du siège sont différentes ». « Si l'idée de deux formations peut paraître justifiée, le risque de porter atteinte à l'unité de la magistrature ne semble bien insupportable », a toutefois maintenu M. Fanton.

### La saisine de la Cour de justice

Le débat n'a pas été moins vif sur la Haute Cour de justice, rebaptisée par les sénateurs Cour de justice de la République pour la mise en jeu de la responsabilité pénale des membres du gouvernement. L'Assemblée a certes été unanime à exclure les parlementaires de l'acte de saisine de cette Cour de justice et à convenir que cette juridiction suprême serait présidée par le premier président de la Cour de cassation, deux éléments qui l'opposent au Sénat. Mais pour le reste les analyses ont divergé sur les limites à donner à ce fameux « droit commun » dont chacun se réclame aujourd'hui haut et fort afin de dissiper le malaise né dans l'opinion à la suite de récentes procédures avortées.

Jusqu'où faut-il aller ? La voie la plus radicale a été défendue au nom de la commission des lois par MM. Fanton et Mazeaud qui ont souhaité que la saisine de la nouvelle Cour de justice de la République soit « la plus judiciaire possible ». La majorité des députés ont suivi en adoptant leur amendement ainsi rédigé : « Lorsqu'il apparaît, à la suite du dépôt d'une plainte ou au cours d'une procédure, qu'un membre du gouvernement est susceptible d'être poursuivi pour un crime ou un délit commis dans l'exercice de ses fonctions, le ministre public saisit la Cour de justice de la République ».

Sur ce point, un geste a été consenti en direction du Sénat puisque l'idée d'une commission des requêtes, formule imaginée par les sénateurs pour effectuer un « tri » dans les plaintes, a été retenue, même si MM. Mazeaud et Fanton ont préféré s'en remettre à la loi organique plutôt qu'à la Constitution pour la création d'une telle structure.

La formule de la commission des lois s'est néanmoins heurtée à une vive résistance de la part de M. Hyest qui avait profité « d'interdire la marge d'initiative du parquet », lequel, a-t-il rappelé, est « soumis à l'autorité hiérarchique » du garde des sceaux. Le député centriste de Seine-et-Marne avait notamment souhaité que les procureurs de la République transmettent « immédiatement » les plaintes à une commission des requêtes chargée du tri.

D'accord avec le point de vue de M. Hyest, M. Méhaignerie a rappelé qu'il existe en France cent quatre-vingts procureurs de la République, « il faut homogénéiser les traitements » et « éviter une trop grande diversité de la jurisprudence », a-t-il averti. « Vous craignez vos procureurs de la République, Monsieur le ministre », lui a rétorqué M. Fanton, tandis que M. Mazeaud rappelait que « les procureurs ne sont pas encore habilités en fait à charger uniquement de transmettre des plaintes ». Sensible aux arguments de MM. Fanton et Mazeaud, l'Assemblée a donc décidé que les procureurs de la République ne seront pas condamnés, en l'espèce, à distribuer du courrier.

FREDERIC BOBIN

## Les voies de traverse du contrôle des étrangers

La rédaction du projet de loi sur les contrôles d'identité, présenté le 19 mai dernier au conseil des ministres par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, avait été précédée de discussions interministérielles associant le ministère de la justice, celui de l'intérieur et celui de la défense. Dans le cadre de ces discussions, le ministère de l'intérieur avait adressé le 16 avril à la chancellerie un avant-projet de loi qui proposait d'opérer des contrôles « dès lors que la qualité d'étranger peut être déduite de tout élément autre que l'origine ethnique ».

Le 24 avril, après plusieurs réunions interministérielles, Pierre Méhaignerie adressait au ministre de l'intérieur une note

signée de son directeur de cabinet retenu finalement une rédaction proche de celle de l'amendement Marsaud : « Pour effectuer une telle réquisition, (...) les agents de l'autorité peuvent se fonder sur tout élément autre que des considérations de race permettant de présumer la qualité d'étranger. » En conclusion de ce texte titré « Avant-projet de loi relatif aux contrôles d'identité et à la situation des étrangers en France », le ministère de la justice demandait au ministère de l'intérieur ses « observations ».

Considérant finalement que les dispositions sur les étrangers seraient plus à leur place dans le projet de loi réformant l'ordonnance de 1945 sur l'entrée et le séjour, Pierre Méhaignerie demandait toutefois que ces dispositions mentionnant l'origine « raciale » ne figurent plus dans le projet de loi sur les contrôles d'identité qu'il s'appropriait à présenter au conseil des ministres. « Cette décision était d'ordre juridique et technique », affirme-t-on place Vendôme. Elle était destinée à respecter la logique des textes. » Pour le garde des sceaux, cette « logique » présentait toutefois un grand avantage : la discussion la plus délicate, celle qui concernait les conditions de contrôle des étrangers, ne figurait plus dans son texte sur les contrôles d'identité, mais dans celui sur l'entrée et le séjour des étrangers, présenté par... Charles Pasqua.

Par la suite, le ministère de l'intérieur renonçait à faire figurer dans le projet de loi sur les étrangers la disposition litigieuse, estimant que définir l'extranéité sans introduire de discriminations relevait de la « quadrature du cercle ». Parallèlement, Alain Marsaud, proche de Charles Pasqua, rédigeait un amendement reprenant en substance cette disposition, ce qui, commente-t-on place Beauvau, « arrangeait le ministère de l'intérieur ». Au cours du débat devant les députés, Charles Pasqua ne s'était d'ailleurs pas opposé à cet amendement, s'en remettant à la « sagesse de l'Assemblée ».

Ph. Be. et A. C.

Centre formation professionnelle, avocat.

**C.F.P.A.**

Préparation intensive 4 semaines, du 23 août au 17 septembre

Inscriptions avant le 14 juillet

**CEPES**

42, avenue Bosquet, 75007 PARIS

(1) 45-61-23-23

□ L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi portant règlement définitif du budget 1991. — L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 23 juin, en première lecture, le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1991. Les députés socialistes ont voté pour, le RPR et l'UDF se sont abstenus tout en votant contre. A l'initiative d'Yves Fréville (UDF, Ille-et-Vilaine), l'Assemblée a, par ailleurs, adopté à l'unanimité un amendement prévoyant d'améliorer l'information du Parlement sur les dégrèvements

et remboursements d'impôts d'Etat et d'impôts locaux.

□ M. Deniau est chargé d'une mission d'aide aux jeunes démocrates. — Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a indiqué, mardi 22 juin, qu'il avait confié à Jean-François Deniau (UDF, Cher) une mission d'aide aux jeunes démocrates. M. Deniau a précisé que sa tâche consisterait notamment à « animer et coordonner » les missions que l'Assemblée nationale envoie de plus en plus souvent pour observer le déroulement des élections dans les nouvelles démocraties.

**ISTH.E.S.**

PREPAS

• GRANDES ECOLES DE COMMERCE

• SCIENCES PO Paris - Province

stages annuels et intensifs

42 24 10 72 - 45 27 10 15

EN FORMATION SUPPLEMENTAIRE

**LE MONDE**

diplomatique

JUIN 1993

**DES PARISIENS CONTRE LES PROJETS IMMOBILIERS**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

M. Balladur en quête

les suites de l'affaire Botton



سكركان للزحل

POLITIQUE

Après la réunion de son comité directeur

Le Parti républicain affirme sa solidarité avec le premier ministre

L'Assemblée nationale va aider financièrement des anciens députés en difficulté

L'Assemblée nationale a décidé d'aider pendant quelques mois d'anciens députés, battus aux élections législatives de mars dernier, qui n'ont pas jusqu'ici réussi à retrouver un emploi. Il s'agit d'un secours exceptionnel, qui a toujours existé, a indiqué mercredi Jacques Godfrain, questeur (RPR) de l'Assemblée nationale. Après les élections législatives de 1986, a-t-il rappelé, l'Assemblée nationale avait aidé un ou deux députés battus qui se trouvaient sans ressources. Les députés battus les 21 ou 28 mars derniers ont touché leur indemnité parlementaire jusqu'à la fin du mois d'avril.

Le questeur de l'Assemblée nationale a indiqué qu'à la suite du dernier renouvellement de l'Assemblée nationale, le nombre de députés battus se trouvant en grande difficulté financière était supérieur à celui de 1986. L'Assemblée nationale a, en effet, été profondément renouvelée : plus de la moitié des 577 députés sont de nouveaux élus. Le groupe socialiste a lui seul perdu plus de 200 députés. « Contrairement à ce que croient beaucoup de gens, les députés dans leur grande majorité ne sont pas fortunés », a précisé M. Godfrain. Les huit ou neuf anciens députés qui vont être aidés pendant trois ou quatre mois touchent une somme inférieure au SMIC.

Mercredi après-midi, le groupe socialiste a reçu de son côté un grand nombre d'anciens députés PS battus en mars dernier. Le groupe a décidé de mettre en place un dispositif chargé de leur faire parvenir les interventions des députés PS et celles des élus qui les ont battus. « On sent un frémissement avec les dernières cantonales partielles, hors Ile-de-France, nous a déclaré Claude Barilone (PS, Seine-Saint-Denis). Mieux vaut ne pas désertir le terrain. »

S. Z.

M. Giscard d'Estaing quitte le Parlement européen

Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, s'est démis de son mandat de député européen. L'ancien président de la République, qui est également président du conseil régional d'Alsace et député du Puy-de-Dôme, est touché par la loi sur le cumul des mandats. Il avait été élu en 1989 au Parlement européen alors qu'il conduisait la liste UDF-RPR. Il sera remplacé par Jean-Paul Heider, vice-président (RPR) du conseil régional d'Alsace et conseiller municipal de Thann (Haut-Rhin).

Alain Marleix, député RPR du Cantal, a également quitté, pour la même raison, le Parlement européen au bénéfice de Janine Cayet, membre du bureau politique du Parti républicain et conseillère municipale (PR) de Trappes (Yvelines).

CORRESPONDANCE

Les suites de l'affaire Botton

Après la publication, dans le Monde du 17 juin, d'un article consacré à l'insurrection de l'officier Botton, nous avons reçu de William Leymergie, animateur de « Télématin », sur France 2, la lettre suivante :

J'ai en effet résidé en compagnie de M. Botton et sa famille ainsi que plusieurs autres personnes à l'hôtel Byblos à Courchevel en mars 1992, avec ma femme et mes enfants. Je vous rappelle que j'ai moi-même payé intégralement ce séjour.

Vous évoquez d'autre part l'invitation faite à M. Botton sur France 2 par M. Ponchelet pour la séquence d'actualité « Les 4 vérités », lors du rachat de La Vie Claire.

1) En qualité d'animateur de « Télématin », je n'ai aucun pouvoir sur le contenu ni sur le choix des invités de cette séquence, qui relèvent de la rédaction de France 2.

2) Je n'ai jamais déjeuné avec M. Ponchelet ou avec M. Botton séparément, ni avec les deux ensemble, pour préparer l'intervention de M. Botton dans cette émission.

J'espère avoir ainsi dissipé le doute que, malgré vous, j'en suis sûr, votre article laissait planer.

De son côté François Ponchelet,

Le Parti républicain, qui a réuni, mercredi 23 juin, son comité directeur, a invité ses élus à se montrer pleinement solidaires du gouvernement. Il a décidé, d'autre part, de mener une « croisade » européenne en faveur du libre-échange entre les Douze et de la préférence communautaire.

En ces temps d'incertitude et d'interrogations, quand, dans la majorité, le RPR se divise et les centristes se torturent, le Parti républicain entend se muer en serviteur zélé et irréprochable des intérêts du gouvernement. C'est le message qui du moins a été répété avec insistance au terme du comité directeur de ce parti, convoqué mercredi 23 juin à huis clos. N'oubliant pas ses prédispositions pour les dossiers agricoles, le secrétaire général, Philippe Vasseur, a usé d'une image

paysanne pour traduire cette consigne : « Nous sommes devenus, comme on le dit en agriculture, a-t-il expliqué, capables de vendre sa fertilité à un exercice du pouvoir parfois ingrat. »

La consigne est donc celle de la discipline, à tous les niveaux, à commencer par celui des ministres. François Léotard, d'après ses proches, s'est mis à dessiner une nouvelle carte du Tendre avec le premier ministre : « Ils apprennent à se connaître et s'estimer », Jean Touché, le ministre surprise de l'agriculture, trace parfaitement son sillon. Pascal Clément, malgré son demi-ministère des relations avec le Parlement et ses récents déboires d'emménagement, est content. Gérard Longuet est à l'aise lui aussi. Alain Madelin aurait bien quelques tracas d'être sous-employé, mais cela n'aurait pas plus loin. Les parlementaires seraient bien un peu nerveux, mais ils ont été priés mercredi matin

de ne point trop s'épancher et de s'inspirer de l'attitude studieuse et volontariste de leurs ministres. Officiellement, le PR est « sans état d'âme ».

La motion qui fut mise en délibération atteste dans toutes ses lignes, « Deux cultures, est-il ainsi expliqué, se dessinent peu à peu dans un paysage politique inédit : une culture de gouvernement, assumant non sans courage les sacrifices nécessaires et les décisions difficiles ; une culture de revendication, parfois tentée par le piège des fausses prophéties, des illusions et des recettes miraculeuses (...). Le Parti républicain a dans cette majorité un rôle central à jouer, parce qu'il est le parti des libertés, le parti des réformes, le parti de l'audace (...). Il ne saurait se mettre à la remorque des ultras de tout bord. »

Une telle profession de foi de politique balladurienne n'est pas sans arrière-pensées. Dans l'immédiat, le PR, comme le confie un de ses responsables, « spéculé sur cette

loyauté pour avoir un petit rajout gouvernemental ». En clair, il espère obtenir un poste ministériel qui pourrait être prochainement créé.

Une « croisade » pour l'Europe

Cette préoccupation de détail n'est pas l'unique explication. François Léotard étant voué à la discrétion, le PR, qui ne veut pas donner l'impression de se rallier à la cause giscardienne, n'a en vérité pas d'autre choix que de faire le gros dos et jouer les cartes maîtresses de la solidarité gouvernementale. En attendant que cette stratégie provisoire soit reconstruite, il a décidé de forcer l'allure sur le terrain européen pour tenter de tenir un « rôle leader » dans la campagne européenne à venir. Un conseil national définira en novembre un nouveau projet européen. M. Vasseur, décidé à mener « une véritable croisade », a

tracé les premiers contours, en expliquant notamment que, « hostiles au protectionnisme intégral, les libéraux souhaitent l'accroissement du libre-échange au sein de la communauté européenne et le respect d'une préférence communautaire ».

Début juillet, des délégations se rendront dans les onze autres pays de la Communauté, pour écouter, prévenir et confronter. Et ce n'est qu'en novembre que le parti se prononcera aussi sur la stratégie de la majorité pour les futures élections européennes. Un vote strictement indicatif a permis de montrer que, pour l'heure, une très grande majorité du comité directeur souhaite une liste unique. Les mains se sont levées moins énergiquement pour accepter, dans ce cas, une tête de liste RPR. Preuve quand même que ce parti n'est pas à l'abri des doutes et des remises en cause.

DANIEL CARTON

M. Balladur en quête de confiance

Suite de la première page

Or déjà le premier ministre paraît plus sûr de la confiance que sur tout autre mécanisme financier ou économique pour relancer l'activité, et donc pour lutter contre le chômage.

De cette confiance, le chef du gouvernement a aujourd'hui plus besoin que jamais. La découverte de la brutalité de la récession, la constatation que le manque d'emplois ne pourra que s'aggraver, le refus du patronat de le soutenir autrement que par de belles paroles non suivies d'effets véritables l'obligent à réagir vivement. La confiance politique est encore plus grande : sa base parlementaire grogne ; Philippe Séguin se place déjà en position de recours après un échec, qu'il semble croire probable, de son « compagnon ».

Une campagne pour « vendre » le gouvernement

Même ses ministres lui donnent quelques tracas : les deux qui se partagent les rôles avec le premier ministre ne semblent guère à la hauteur de leur tâche : François Léotard a eu quelques difficultés à prendre la mesure de sa mission ; Michel Girard paraît dépassé par la gravité du dossier qui lui est confié ; Gérard Longuet prône des initiatives intempestives ; Lucette Michaux-Chevry se croit permis de contester brutalement un jugement d'une chambre régionale des comptes qui lui est défavorable. Et voilà que Pierre Méhaignerie entre en guerre ouverte avec Charles Pasqua...

Un succès intérieur est indispensable pour renforcer ceux qui ont été acquis à l'extérieur, le voyage d'Edouard Balladur à Washington, le sommet de Copenhague lui ayant déjà permis d'essayer sa crédibilité chez les partenaires de la France, de faire comprendre aux Français qu'il n'y aura une amélioration de leur situation que si la politique économique des pays industrialisés est réorientée, de commencer à pouvoir espérer qu'il en sera bien ainsi. D'où la formidable campagne publicitaire, de 25 millions de francs, qui accompagne le lancement de l'emprunt.

Le slogan-retenu - « Investissons dans notre avenir » - est on ne peut plus clair : il s'agit d'inciter les

Français à avoir confiance dans le gouvernement, et non pas de « vendre » un emprunt... pratiquement déjà souscrit. Car tous les opérateurs financiers sont d'accord : le « Balladur » est déjà acheté au-delà même de ce qu'il était prévu de mettre sur le marché. La seule question aujourd'hui n'est pas de savoir si les 40 milliards seront souscrits, mais combien il y en aura de plus, le gouvernement ayant prévu qu'il était tout prêt à recueillir plus d'argent que ce qu'il sollicitait.

Le risque encouru est là certain : il faut que ces sommes prêtées à l'Etat soient prélevées par les Français sur celles qu'ils avaient déjà épargnées, par exemple dans des livrets d'épargne, ou dans des produits financiers jugés non productifs pour l'économie, et non sur celles qu'ils destinaient à la consommation, puisqu'il est admis, au contraire, qu'un accroissement de celle-ci est le seul soutien possible - au moins à court terme - de l'économie française. Surtout, cette

manne financière qui devrait tomber dans les caisses de l'Etat induit un nouvel inflexionnement de la stratégie économique et financière d'Edouard Balladur. D'abord parce que cela va accroître la dette publique tant que les privatisations ne permettent pas de « rembourser » cet emprunt, alors que le premier ministre avait promis de la réduire. Ensuite parce que l'utilisation que va en faire le gouvernement lui permettra de réinjecter de l'argent dans l'économie - ce qui s'apparente quelque peu à une politique keynésienne - c'est-à-dire de faire l'inverse de ce qui sous-tendait le premier plan du chef du gouvernement, celui que traduisait son projet initial de collectif budgétaire. Il reste que cette arrivée d'argent frais va être certainement l'occasion d'une nouvelle bataille entre ministres pour savoir à quoi l'utiliser, nombreux étant ceux qui espèrent

rent bien que leur secteur en sera bénéficiaire.

Les arbitrages seront délicats. Mais c'est là pour le chef du gouvernement un prix à payer bien faible par rapport à l'avantage qu'il va tirer du succès de « son » emprunt. Aux députés qui affirment que sa politique économique ne correspond pas aux souhaits de leurs électeurs, il pouvait déjà répondre que les sondages prouvaient que les Français continuaient à croire en lui. Aux chefs d'entreprise qui se répandaient dans les dîners en ville pour assurer qu'il a déjà échoué, il va pouvoir répliquer que les épargnants, c'est-à-dire leurs actionnaires, sont prêts à investir dans son succès. Le seul vrai pari d'Edouard Balladur est bien là : la confiance de la France « réelle » vaincra-t-elle les réticences des dirigeants politiques et économiques ?

THIERRY BRÉHIER

L'emprunt pourrait collecter plus de 40 milliards de francs

Au moins quarante millions d'obligations de 1 000 francs seront proposées dès le vendredi 25 juin aux particuliers dans le cadre de l'emprunt Balladur au taux nominal de 6 %, a annoncé, mercredi 23 juin, le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, qui n'a pas exclu un relèvement du montant global initialement fixé à 40 milliards de francs (le Monde du 24 juin).

« Ce grand emprunt est un message de solidarité nationale et de confiance des Français à l'égard du pays », a affirmé M. Alphandéry. L'emprunt permet « d'anticiper les recettes des privatisations », a-t-il indiqué ajoutant que l'objectif prioritaire était « d'aller chercher l'emploi ».

La période de souscription courra du 25 juin au 10 juillet 1993 et la date de règlement, c'est-à-dire la date à laquelle les dispositions des acheteurs vis-à-vis de leur éventuel placement sur Scav et en FEA (Plan d'épargne en action) doivent être arrêtées en vue du paiement des titres, a été fixée au 16 juillet 1993. Les avantages fiscaux liés à l'emprunt ne seront accessibles qu'à condition d'acheter les titres lors de la souscription. L'emprunt aura une durée de quatre ans, avec remboursement le 16 juillet 1997.

En tout, 43 000 guichets seront à la disposition des sous-

cripteurs, dans les réseaux du Crédit agricole et de la BNP (chefs de file) ainsi que dans les réseaux de la Caisse des dépôts et des Caisses d'épargne. Un syndicat de placement a été constitué pour permettre à tous les établissements et intermédiaires financiers de distribuer l'emprunt.

M. Alphandéry n'a pas exclu un relèvement du montant global de l'emprunt initialement fixé à 40 milliards : « Toutes les demandes des particuliers seront servies, il n'y aura pas de limites en ce qui les concerne ». Pour les autres (institutionnels français et étrangers), « nous verrons », a-t-il déclaré.


Parmi les précédents grands emprunts de l'après-guerre, citons l'emprunt Ramadier émis à 5 % en 1956, qui avait collecté en francs courants 30,2 milliards de francs. Viennent ensuite les emprunts Pinay de 1952 et 1958 : à 3,5 % de rendement, ils avaient respectivement rapporté 41 et 25,9 milliards de francs. L'emprunt Giscard de 1973, émis à 7 % et indexé sur l'unité de compte européenne et le lingot d'or à Paris, avait collecté, toujours en francs courants, 28,4 milliards de francs. Le dernier grand emprunt en date est l'emprunt Barre de 1977 à 8,80 % qui avait rapporté 21,3 milliards de francs.

« Le Front national va lancer une campagne « Pour un nouveau protectionnisme ». - Bruno Mégret, député général du Front national, a annoncé, mercredi 23 juin à Paris, que son parti allait lancer une campagne intitulée « Pour un nouveau protectionnisme », s'opposant à la politique du gouvernement de « libre-échange mondial » qui, selon lui, est « cause de chômage et de pauvreté ». Considérant que « M. Balladur fait du Bérégo, la confiance en plus », M. Mégret a indiqué que le parti d'extrême droite « propose de rompre avec cette politique absurde ». A cette fin, il préconise de « rétablir les frontières », de « demander la

dissolution du GATT », de « proposer un nouvel ordre économique international », de « créer des schémas douaniers » et d'« instaurer la préférence nationale et communautaire ».

M. Soisson élu secrétaire général du Mouvement des réformateurs. - Les députés des cinquante-huit fédérations du Mouvement des réformateurs ont approuvé, samedi 19 juin, à Paris, les nouveaux statuts du mouvement. Ils ont élu Jean-Pierre Soisson secrétaire général. Celui-ci a désigné Pierre-Marie Vidal comme député général, Sylvain Iordanoff et Alain Drouhin comme députés.

Il n'est pas nécessaire d'être une gigantesque entreprise internationale pour offrir le style le plus apprécié des entreprises internationales. Appelez nous le 1 42 67 15 37.



CROSS  
SINCE 1946  
INSTRUMENTS A ECRIRE  
GARANTIE A VIE

Les députés ont largement approuvé le projet de révision constitutionnelle voté par le Sénat

La suite de la Cour de la

DES PARISIENS CONTRE LES PROJETS IMMOBILIERES  
EN VENTE DANS VOTRE MAGASIN DE JOUR

هكذا من لامل

## POLITIQUE

# Mouvement préfectoral

Nommé chef du bureau  
des affaires réservées

### Un ancien responsable du « Rainbow Warrior » au cabinet de M. Léotard

Ancien des services secrets, le colonel Louis-Pierre Dillais a été nommé par François Léotard chef du bureau des affaires réservées au ministère de la Défense, et, à ce titre, il est notamment chargé d'animer une « cellule » de synthèse du renseignement des lors que cette activité n'implique pas directement le cabinet civil et militaire du ministre d'Etat. Cette « cellule » fera le lien avec la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la Direction de la protection (DPS) qui relèvent du seul ministre.

Le colonel Dillais - un ancien « patron » de la base des nageurs de combat de la DGSE, à Agnetto (Corse-du-Sud), aujourd'hui transféré à Quers (Finistère) - a été l'un des officiers responsables de l'opération ratée menée, en 1985, contre le *Rainbow Warrior* à Auckland (Nouvelle-Zélande).

Cet échec lui a valu de ne pas bénéficier du commandement d'un régiment auquel lui donnait droit son profil de carrière. Depuis, il était en poste au Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN), où ses rapports de synthèse sur le secteur « Amérique », dont il a eu la responsabilité, ont été fort appréciés grâce à ses contacts personnels outre-Atlantique. Le colonel Dillais était en passe de quitter l'armée pour une activité au sein d'un grand groupe dans l'informatic.

Cet officier supérieur n'est pas le seul membre du cabinet de M. Léotard à avoir appartenu à la DGSE. Son chef de cabinet civil, Patrice Molle, aujourd'hui sous-préfet, y fut affecté comme officier avant d'entrer dans l'administration civile.

Le bureau dit des affaires réservées n'est pas, au sein du ministère de la Défense, une création de M. Léotard. C'est un organisme traditionnel. De même, au cabinet du ministre de la Défense, il a toujours existé un responsable - souvent issu lui-même des services secrets - chargé du renseignement pour le compte du ministre. En 1991, le prédécesseur de M. Léotard, Pierre Joxe, avait appelé à ses côtés le général Philippe Rondot, qui a servi vingt-six ans dans les services spéciaux, qu'ils aient été militaires (comme le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, l'ancêtre de la DGSE) ou civils (comme la Direction de la surveillance du territoire). Le général Rondot a joué un rôle éminent dans la définition des missions et de l'organisation du renseignement militaire, avec la constitution d'une direction située à Creil (Oise).

On prête aujourd'hui l'intention à M. Léotard de donner de l'importance à la « cellule » animée par le colonel Dillais.

### Pierre Pascal, nouveau président de l'Office des migrations internationales

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 23 juin, Pierre Pascal président du conseil d'administration de l'Office des migrations internationales (OMI) en remplacement de Pierre-Louis Rémy, qui avait démissionné pour protester contre les projets gouvernementaux sur l'immigration (*Le Monde* du 5 juin).

(Né le 17 avril 1931 à Saint-Brieuc (Côte-du-Nord), Pierre Pascal est bachelier de l'École nationale de la France d'outre-mer. Attaché, puis chargé de mission au cabinet de Pierre Messmer, au ministère des armées, de 1960 à 1969, M. Pascal a été chef de cabinet du premier ministre Jacques Chaban-Delmas, de juin 1969 à juillet 1972. De 1972 à 1978, Pierre Pascal est directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère des affaires sociales et de la santé. D'avril 1978 à juin 1981, M. Pascal rejoint Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale. En décembre 1978, il est nommé inspecteur général des affaires sociales. D'octobre 1979 à mars 1986, il préside le conseil d'administration de l'École nationale de la santé publique. M. Pascal est le cofondateur, en 1982, du mouvement des Nouveaux démocrates, club de réflexion opposé au gouvernement de gauche et porteur des idées de la « nouvelle société » de M. Chaban-Delmas.)

Sur proposition de Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le conseil des ministres a procédé, mercredi 23 juin, à un vaste mouvement préfectoral.

### ILE-DE-FRANCE Jean-Claude Auroseau

Jean-Claude Auroseau, préfet du Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, est nommé préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, en remplacement de Christian Sautter, ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée (lire encadré ci-dessous).

(Né le 17 septembre 1929 à Paris, Jean-Claude Auroseau est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA. En 1959, il est sous-préfet, conseiller technique au cabinet du préfet, inspecteur régional à Constantine, puis au cabinet du secrétaire général de l'administration en Algérie. Directeur de cabinet du secrétaire général des départements d'outre-mer en 1961, il est nommé, en 1966, chef de cabinet et du secrétariat particulier du ministre de l'économie et des finances, Michel Debré, qu'il suit aux affaires étrangères en juin 1968, puis au ministère d'Etat chargé de la défense nationale en 1969. Nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes en décembre 1967, il devient préfet de l'Oise, de l'Eure et de la Seine-Saint-Denis en 1981. Il était préfet du Nord et de la région Nord-Pas-de-Calais depuis le 9 avril 1993.)

**NORD-PAS-DE-CALAIS**  
Mahdi Hacène

Mahdi Hacène, préfet de Lorraine, préfet de la Moselle, est nommé préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, en remplacement de Jean-Claude Auroseau, qui a été nommé préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris.

(Né le 16 septembre 1931 à Dellys (Algérie), Mahdi Hacène est licencié en droit, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Toulouse. Chef de cabinet du préfet de l'Aveyron en 1959, il est nommé sous-préfet de Confolens (Charente) en 1963, puis directeur de cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées en 1964. Secrétaire général des Hautes-Pyrénées en 1970, puis de la Charente en 1972, il devient sous-préfet de Dieppe (Seine-Maritime) en 1976, puis secrétaire général du Val-de-Marne en 1979. M. Hacène est nommé préfet de l'Allier en 1982, préfet du Haut-Rhin en 1985, préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin en 1986. Depuis le 23 août 1989, il était préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.)

### LORRAINE Georges Peyronne

Georges Peyronne, préfet de la Bourgogne, préfet de la Côte-d'Or,

est nommé préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle, en remplacement de Mahdi Hacène, qui a été nommé préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord.

(Né le 21 septembre 1935 à Bennefont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne), Georges Peyronne, ancien élève de l'ENA, a été successivement secrétaire général du Gers (1975) sous-préfet de Briques (1977), secrétaire général de l'Allier (1978), chargé de mission auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne (1980), sous-préfet de Dunkerque (1982), sous-préfet de la police dans le Rhône (1984-1985), préfet de l'Eure (1985-1987), puis de la Manche (1987). Directeur adjoint du cabinet de Pierre Joxe en mai 1988, puis préfet de la région Franche-Comté et du Doubs (1989), il était préfet de la région Bourgogne et de la Côte-d'Or depuis le 12 juin 1993.)

### BOURGOGNE Michel Besse

Michel Besse, préfet de Basse-Normandie, préfet du Calvados, est nommé préfet de la région Bourgogne, préfet de la Côte-d'Or, en remplacement de Georges Peyronne, qui a été nommé préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.

(Né le 7 juillet 1941 à Rotz (Jura), ancien élève de l'ENA, Michel Besse a exercé les fonctions de directeur de cabinet dans les préfetures de la Drôme (1968) et des Yvelines (1972), avant d'être nommé secrétaire général de l'Yonne (1974), de l'Eure (1977), puis sous-préfet de Senlis (1980) et secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, en juin 1981. Nommé préfet du Lot (1985), de Haute-Corse (1987), hors cadre en 1988, puis préfet de Seine-et-Marne (1989), il était préfet de la région Basse-Normandie et du Calvados depuis le 20 février 1993.)

### BASSE-NORMANDIE Roger Gros

Roger Gros, préfet de la Corse, préfet de la Corse-du-Sud, est nommé préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados, en remplacement de Michel Besse, qui a été nommé préfet de la région Bourgogne, préfet de la Côte-d'Or.

(Né le 13 février 1933 à Saint-Martin-de-la-Porte (Savoie), Roger Gros est diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Il a occupé successivement les fonctions de chef de cabinet auprès des préfets de l'Allier, du Puy-de-Dôme, des Pyrénées-Atlantiques et du Tarn-et-Garonne. Devenu sous-préfet de Montdidier puis secrétaire général de la Nièvre, il est ensuite nommé directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes, secrétaire général du Var puis sous-préfet de Châteaufort. Il a été successivement directeur de la Corde de l'Aube, des Pyrénées-Orientales et des Côtes-d'Armor. Il était

préfet de la région Corse, préfet de la Corse-du-Sud depuis le 5 février 1992.)

### CORSE Jean-Paul Frouin

Jean-Paul Frouin, préfet de Haute-Savoie, est nommé préfet de Corse, préfet de Corse-du-Sud, en remplacement de Roger Gros, qui a été nommé préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados.

(Né le 27 octobre 1939 à Ayranches (Manche), Jean-Paul Frouin, ancien élève de l'ENA, a été successivement sous-préfet de Saint-Jean-de-Marienne, directeur du cabinet du préfet de Haute-Normandie et secrétaire général de la Manche avant d'être nommé, en 1977, chef de mission auprès du préfet de Bretagne et en 1982 sous-préfet de Lorient. Il est depuis en 1985 secrétaire adjoint de l'administration territoriale à la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur, puis, en 1986, préfet de la Moselle. Il fut nommé préfet de la Haute-Savoie le 3 janvier 1992.)

### YVELINES Claude Erignac

Claude Erignac, préfet de Meurthe-et-Moselle, est nommé préfet des Yvelines, en remplacement de Jacques Dewatre, qui, le 2 juin, avait été nommé directeur général de la sécurité extérieure.

(Né le 15 décembre 1937 à Mende (Lozère), licencié en droit, diplômé des études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris, Claude Erignac est successivement chef de cabinet du préfet de l'Yonne, membre du cabinet du secrétaire d'Etat chargé de la coopération, chef de cabinet du préfet du Jura, du ministre des transports (1967) puis du ministre chargé des affaires régionales, de la coopération et de la Martinique (1971). Nommé directeur de cabinet du secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (1973), il devient secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie (1974). Sous-préfet d'Avignon (Vaucluse) puis de Romme (Loire), il est nommé préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle, en mai 1988. Il était préfet de Meurthe-et-Moselle depuis le 13 octobre 1989.)

### MEURTHE-ET-MOSELLE Jacques Andrieu

Jacques Andrieu, préfet des Pyrénées-Atlantiques, est nommé préfet de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de Claude Erignac, qui a été nommé préfet des Yvelines.

(Né le 17 avril 1942 à Tulle (Corrèze), Jacques Andrieu est diplômé d'études supérieures de sciences économiques, de sociologie générale et de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Directeur du cabinet du

préfet de l'Ain, puis sous-préfet de Gex (Ain), il est nommé en 1973 chef de cabinet d'Olivier Guichard, ministre de l'aménagement du territoire. Chargé de mission à la DATAR, il est ensuite secrétaire général de l'Allier, puis chef de mission auprès du préfet de la région Franche-Comté, secrétaire général du Doubs, du Loiret puis de la Moselle. Nommé préfet des Vosges en décembre 1987, il était préfet des Pyrénées-Atlantiques depuis le 3 octobre 1990.)

### PYRÉNÉES-ATLANTIQUES Jean-François Denis

Jean-François Denis, préfet du Jura, est nommé préfet des Pyrénées-Atlantiques, en remplacement de Jacques Andrieu, qui a été nommé préfet de Meurthe-et-Moselle.

(Né le 9 décembre 1938 au Tréport (Seine-Maritime), ingénieur de l'école de l'air et ancien élève de l'école nationale de Cherboug, Jean-François Denis a commencé sa carrière comme officier de l'armée de l'air. Nommé directeur de cabinet du préfet du Tarn puis de la Charente-Maritime, il est ensuite sous-préfet de Lagnieu (Ardèche), chef de la subdivision est de la Nouvelle-Calédonie, sous-préfet de Guingamp (Côte-d'Armor) puis chargé de mission auprès d'Edgard Pisani en Nouvelle-Calédonie, de 1983 à 1985. Il est nommé ensuite secrétaire général pour les affaires régionales en Languedoc-Roussillon. De juin 1988 à mars 1990, il est préfet délégué pour le développement économique auprès du haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. Il était préfet du Jura depuis le 7 mars 1990.)

### JURA Dominique Schmitt

Dominique Schmitt, préfet de la Creuse, est nommé préfet du Jura, en remplacement de Jean-François Denis, qui a été nommé préfet des Pyrénées-Atlantiques.

(Né le 2 juin 1948 à Stenbourg (Bas-Rhin), docteur en géographie et titulaire d'une maîtrise de droit public, Dominique Schmitt a été secrétaire général de la mairie de Metz de 1972 à 1982, puis directeur général des services de la région Lorraine jusqu'en décembre 1982. Chargé de mission au cabinet de Jean-Marie Rauch, ministre du commerce extérieur, de 1983 à 1989, il est préfet de la Creuse depuis le 3 juin 1992.)

### CREUSE Jean Godfroid

Jean Godfroid, administrateur civil, est nommé préfet de la Creuse, en remplacement de Dominique Schmitt, qui a été nommé préfet du Jura.

(Né le 26 juillet 1947 à Brillon-en-Barrois, Jean Godfroid est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Il a été directeur adjoint de la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse depuis octobre 1992.)

### LIMOUSIN Bernard Landrieu

Bernard Landrieu, préfet de la Manche, est nommé préfet de la

Manche, en remplacement de Jean Mingasson, qui a été placé en position hors cadre.

(Né le 9 février 1945 à Paris, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, Bernard Landrieu est détaché en qualité de sous-préfet à Ussel (Corrèze) en 1974. Secrétaire général de la Manche en 1977, il est nommé chef du cabinet du ministre des transports, Jodi Le Theule, en 1978 et le suit, dans les mêmes fonctions, au ministère de la défense, en octobre 1980. Directeur du cabinet du commissaire de la République de l'Alsace et du Bas-Rhin en 1983, il est devenu directeur adjoint du cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, en mars 1986, puis préfet de la Savoie en septembre 1987 et préfet de la Manche le 19 juin 1990.)

### MANCHE Gilles Kilian

Gilles Kilian, préfet de l'Aveyron, est nommé préfet de la Manche, en remplacement de Bernard Landrieu, qui a été nommé préfet de Limousin, préfet de la Haute-Vienne.

(Né le 18 novembre 1933 à Montpellier (Hérault), titulaire d'un DES de droit public et d'économie politique et du diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, Gilles Kilian est chef de cabinet du préfet du Vaucluse en 1961, puis de celui de la Lozère en 1962. Sous-préfet en décembre 1964, il devient directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, puis de celui du Tarn en 1965. Affecté au ministère de l'intérieur en 1966, il est nommé secrétaire général du Lot-et-Garonne en 1971, sous-préfet de Castres en 1980 et secrétaire général de l'Indre-et-Loire en 1982. Puis il devient secrétaire général du Val-de-Marne en juin 1985 et préfet de l'Aveyron en avril 1991.)

### AVEYRON Jean Fedini

Jean Fedini, préfet, adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse, est nommé préfet de l'Aveyron, en remplacement de Gilles Kilian, qui a été nommé préfet de la Manche.

(Né le 26 août 1938 à Vire (Calvados), Jean Fedini a été successivement secrétaire administratif de préfecture (1962), attaché de préfecture (1967), chargé de mission au cabinet d'Olivier Stirn au secrétariat d'Etat, chargé des relations avec le Parlement puis à celui des DOM-TOM (1973, 1978). Directeur du cabinet du préfet de la Haute-Loire, puis sous-préfet de Moulins. De 1984 à 1989, sous-préfet de Châteaufort puis titulaire adjoint de la République de l'arrondissement de Béziers, il a été de 1984 à 1985 chef du bureau des personnels de préfecture à la direction des personnels des affaires politiques et de l'administration territoriale. Il a été directeur du cabinet du préfet de la région Pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique en 1986, puis sous-préfet de Montbéliard en juin 1989 et préfet adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse depuis octobre 1992.)

Par ailleurs, Jean-Pierre Lacave, sous-préfet du Raincy, est nommé préfet, adjoint pour la sécurité en Corse, en remplacement de Jean Fedini, nommé préfet de l'Aveyron.

Pierre Mongin, actuellement administrateur civil et chef de cabinet du premier ministre, est nommé préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement, ce qui lui permet de conserver ses fonctions à l'hôtel Matignon.

### Ile-de-France : le départ de Christian Sautter

### Le chantier de « l'homme du président » en panne

Quand, au seuil de l'année 1993, Christian Sautter devient préfet de l'Ile-de-France, les signes annonçant son départ ne lui manquent pas. C'est d'abord la nomination, la main de François Mitterrand, président RPR du conseil régional d'Ile-de-France, qu'avec son successeur non moins RPR Michel Graud, le courant passe. Leurs services collaborent. Exception, mais de taille : Jacques Chirac. La puissance que représente le maire de Paris au cœur de la région en train de définir son avenir n'arrange pas les choses.

Finalement, à l'approche des élections législatives de mars dernier, la présidence du conseil régional reprendra elle-même une ligne dure et fera capoter l'adoption du schéma directeur. L'Ile-de-France restera en panne de perspectives acceptées par les élus, d'autant que Michel Graud, devenu ministre du travail, a d'autres chats à fouetter. Christian Sautter s'est vu donc sans avoir pu faire aboutir les projets qu'il avait esquissés par réalisme, sans de l'Etat et volonté, au grand dam parfois de ses propres amis politiques.

CHARLES VIAL

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Elysée mercredi 23 juin 1993 sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue de ces travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme a présenté au Conseil des ministres un projet de loi modifiant la loi du 7 mars 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, dont les dispositions figurent dans un projet de loi déposé devant l'Assemblée nationale lors de la précédente législature.

Le projet de loi adapte les conditions d'exercice de la profession de géomètre-expert à nos obligations communautaires, en prévoyant que les ressortissants des autres Etats membres disposant des qualifications nécessaires pourront exercer en France la profession de géomètre-expert ou y réaliser les travaux auxquels les géomètres-experts sont habilités.

Par ailleurs, les géomètres-experts pourront désormais exercer l'activité d'entente immobilière.

### LA SÉCURITÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur la sécurité dans les établissements scolaires.

Les conditions de sécurité dans les collèges et les lycées situés dans certains quartiers se sont détériorées ces dernières mois.

Un ensemble de mesures ont été adoptées pour redresser cette situation dès la prochaine rentrée scolaire.

1. - Les chefs d'établissement ayant prouvé leurs capacités en ce domaine constitueront un groupe permanent, à la disposition de leurs

collègues confrontés à un climat latent de violence ou à une crise grave, pour établir rapidement un diagnostic et proposer un plan d'action.

2. - Dans les établissements les plus affectés par l'insécurité, la réelle dégradation des conditions de travail a entraîné le départ de nombreux enseignants. Les chefs d'établissement et les enseignants les plus motivés et les plus expérimentés seront incités à choisir leur affectation dans cette catégorie d'établissements sensibles.

3. - La coopération entre les services de l'éducation nationale, la police et la gendarmerie sera renforcée. Lorsque la situation l'exige, les plans départementaux de sécurité, élaborés et mis en œuvre par les préfets, comporteront des dispositions particulières en matière de sécurité des établissements scolaires.

4. - Le nombre des appels du contingent affectés dans les établissements scolaires sera porté de 1 500 à 2 500 dès la prochaine rentrée.

Les collectivités locales seront appelées à contribuer aux efforts ainsi mis en œuvre. Leur intervention permettra notamment de développer le soutien apporté aux élèves en dehors des heures d'enseignement, en collaboration avec les associations de parents, d'étudiants ou de quartier.

L'ouverture des établissements en dehors des heures d'enseignement sera facilitée, notamment pendant les vacances scolaires, grâce à l'opération dénommée « école ouverte » qui sera poursuivie et étendue.

Dans les quartiers où les problèmes sont les plus graves, la partition des établissements de grande taille sera systématiquement étudiée chaque fois qu'un projet de rénovation en offrira l'occasion.

Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur a présenté une

communication sur la gestion des déchets nucléaires.

### LA GESTION DES DÉCHETS NUCLÉAIRES

La loi du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs a fixé les orientations des recherches qui doivent être menées à bien en matière de déchets radioactifs à vie longue et à haute activité.

Le gouvernement entend que cette loi soit appliquée dans la transparence, avec le souci de satisfaire, dans l'immédiat comme à très long terme, à l'impératif de sûreté et de protection de l'environnement.

Le ministre a présenté en conséquence le dispositif retenu, qui a été arrêté en concertation avec le ministre de l'environnement.

1. - Des programmes de recherche sont poursuivis pour réduire le volume et la toxicité des déchets, pour améliorer les modalités selon lesquelles ils sont entreposés en surface et pour étudier les conditions de leur stockage en profondeur. Ces programmes sont réalisés sous la responsabilité du Commissariat à l'énergie atomique ou de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

Leurs résultats seront évalués par une commission nationale, qui sera installée d'ici au 30 septembre 1993 et dont les rapports seront rendus publics.

2. - Dès le stade des recherches relatives au stockage des déchets en profondeur, des laboratoires souterrains doivent être réalisés. Le médiateur désigné par le précédent gouvernement, pour conduire la concertation préalable au choix des sites ou des travaux préliminaires à l'implantation de ces laboratoires, pourraient être engagés, à cet égard, dans sa mission. Il remettra ses conclusions au gouvernement avant le 15 décembre 1993.

Le procureur dénonce  
à l'arg

Le juge V  
au si



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Le procureur dénonce une « course méprisable à l'argent sale »

Au terme de son réquisitoire devant la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, mercredi 23 juin, Jean-Claude Marin, a requis des peines d'emprisonnement contre Alain Boubill, 45 ans, directeur du cabinet de Pierre Bérégovoy en 1988, Samir Traboulsi, 54 ans, homme d'affaires libanais, Max Théret, 80 ans, et Robert Reiplinger, 50 ans, financiers. Dans un exergue, M. Marin avait prévenu : « Ce ne sont pas des victimes exploitables contre lesquelles je vais requérir. Ce sont des coupables ».

Les prévenus étaient livides. Depuis plus de trois heures, le représentant du procureur de la République de Paris défilait l'affaire Pechiney-Triangle qui fit tant de mal à la défunte majorité socialiste. Max Théret soupçonné, comme épuisé, Samir Traboulsi affaibli des soucis alternativement séducteurs et crispés, Alain Boubill, l'air étonné, portait son stylo à ses lèvres et son regard vers son « bourreau ».

Les prévenus étaient livides et chacun fut fustigé au terme d'un réquisitoire-couperet. La charge fut rude. Le substitut Jean-Claude Marin a requis deux ans de prison contre l'ancien directeur du cabinet de Pierre Bérégovoy, en 1988, précisant : « Seule cette peine maximale peut constituer la juste punition de sa trahison ». Le magistrat a demandé trois années d'emprisonnement dont deux avec sursis et 2 millions de francs d'amende contre Max Théret et Robert Reiplinger, tenus pour les symboles d'une « union indéfectible dans le mensonge ». Puis il a réclamé deux ans de prison dont un an avec sursis et 80 millions d'amende contre Samir Traboulsi, « cet initiateur de la péculatie, ce qui a permis de réaliser 45 millions de plus-values frauduleuses ».

Au nom du ministère public, Jean-Claude Marin exigeait ainsi du tribunal une « application de la loi sans faille » ou la relaxe. « Il n'y a pas matière à tempérer », précisait-il. Et il lançait au tribunal : « Avant d'être remarqué comme il l'est à l'aise, comme ils sont fringants... ils sont serins et pourtant, ce sont des tricheurs ». Des tricheurs dont le substitut a déploré qu'ils aient fini par faire oublier « la merveilleuse opération industrielle de Pechiney » au profit du « sursaut de cette course méprisable à l'argent sale, de l'image d'une Bourse exotique où tous les coups sont permis, d'un marché où une voyoucratie de l'argent profite de ses relations ».

Mais avant cette péroraison, le substitut avait rappelé non sans fierté le démenti que la justice oppose à tous ceux qui ont douté de la volonté de l'insitution judiciaire d'aller au bout de sa recherche de la vérité. Hommage fut rendu au juge d'instruction Edith Boizette, assise au milieu du public, et au tribunal pour sa

manière de conduire les débats. « Le fond de monarchisme qui sommeille chez les Français excluait à tort que cette affaire puisse jamais être jugée », a relevé Jean-Claude Marin. Pensez ! Une affaire où se croisent un grand ami du Président, un vieil homme, fidèle soutien du parti au pouvoir, un grand commis de l'Etat, haut fonctionnaire du ministère le plus puissant de France, et un milliardaire omniprésent... Eh ! bien, ils sont là pour répondre de leurs actes ».

Une filibusterie financière

Encore le ministère public a-t-il bien pris soin de préciser qu'il ne s'agissait pas de faire le procès du pouvoir mais celui du « dévoiement de quelques uns ». « Ne confondons pas le service de l'Etat et les amitiés utiles entretenues à coups de voyages de luxe et de séjours dans des palaces de la Côte », a invité Jean-Claude Marin. Ne laissons pas davantage le procès de la Bourse, a-t-il demandé. « Ce n'est pas une profession que vous devez condamner, c'est une pratique particulière qui a permis à certains de réaliser 45 millions de plus-values frauduleuses ».

Il restait donc au substitut à se collecter aux neuf prévenus désignés comme autant d'amateurs de filibusterie financière, prompts à acheter des actions Triangle au plus bas cours pour les revendre au plus haut après avoir eu connaissance des négociations secrètes Pechiney-Triangle.

Samir Traboulsi, décrit comme « une sorte de Machiavel de l'argent », fut le premier sur le grill en tant qu'initiateur présumé de la « filibusterie » qui réalisa une plus-value de 21 millions de francs. Pour mémoire, Jean-Claude Marin conta l'histoire véritable de l'International Discount Bank, cet établissement de pacotille situé à Anguilla, dans les Antilles anglaises, qui raffa 91 000 titres de la société Triangle sur le marché hors-cote de New-York en passant par Genève et Londres. « Une banque qui n'a pas d'écran Reuter pour consulter les cours de la Bourse ! ironise le substitut. Samir Traboulsi aurait dû lui prêter son écran portable... ».

De même, le ministère public a-t-il brocardé Chaker Khoury, cet industriel du cuir qui aurait, depuis son Liban natal, dévié à la lecture de la presse spécialisée l'intérêt d'acheter entre le 18 août et le 25 octobre 1988 un titre inconnu de la plupart des spécialistes. Le substitut raille cette fable et d'abuse sur cet « homme de paille », client d'une « banque-paravent », émanation bien réelle de la société suisse Socofinance, dirigée par Charbel Ghanem, contre lequel Jean-Claude Marin a requis deux ans de prison avec sursis et 2,5 millions de francs d'amende.

Il ne fait aucun doute pour le substitut que M. Traboulsi a informé Charbel Ghanem : « Ils se connaissent bien, se téléphonent tous les jours, se rencontrent à Paris

et à Genève. Le ministère public, comme Jean Gaudin, PDG de Pechiney, ne croit pas aux coïncidences ». Et Jean-Claude Marin conclut son long développement en affirmant : « Lorsque Samir Traboulsi nous dit qu'il aurait été fou de brûler sa maison, de mettre en péril sa commission d'intermédiaire de 60 millions de francs, il ne dit pas tout ». Se tournant vers lui, le substitut assure : « En réalité, vous avez reçu cette commission et les plus-values ont bien été réalisées. C'est ce qu'on appelle un coup double. Le seul inité possible, c'est vous ».

Jean-Claude Marin n'est pas plus tendre pour les associés Max Théret et Robert Reiplinger, grands profiteurs de la « filibusterie parisienne » à partir du 14 novembre 1988, la dernière semaine des négociations. « Ils mentent et ils entraînent leurs collaborateurs dans leurs mensonges », souligne le substitut qui renvoie les arguments du cofondateur de la FNAC au magasin des accessoires du ridicule. Ni le voyage de Max Théret aux Etats-Unis où il aurait eu « une dédicace », premier ministre jusqu'au nom du secteur de l'emballage, ni sa lecture attentive de la presse financière, ni son « brain-storming avec Robert Reiplinger » ne trouvent grâce auprès du ministère public.

« Les copains et les golden boys »

« Vous parlez d'une instruction uniquement à charge M. Théret, cingle Jean-Claude Marin. Mais chaque fois que vous avez accusé quelque chose, nous avons eu voir si cela était vrai. Ce n'est pas de ma faute si cela s'est révélé faux ». Et le ministère public de rappeler la conversation surréaliste entre le courtier en Bourse de Max Théret et un agent de change londonien, le premier ignorant jusqu'au nom du titre qu'il voulait acheter par tranches de trois millions de francs.

Le substitut évoque aussi l'autre bénéficiaire de cette « filibusterie parisienne », Roger-Patrice Pelat, l'ami du président de la République décédé en mars 1989. « M. Pelat a menti souvent et pourtant il a été bien payé, entendez-vous, par l'Etat, indique Jean-Claude Marin. Il n'avait jamais acheté par un autre canal que la banque Hottinguer. Il s'élève contre les mensonges odieux de journalistes qui ne connaissent pas leur métier. Mais nous connaissons désormais ses achats, les titres acquis par la société Suisse Expertia Truand... Joli coup, également ! ».

Qui donc a pu informer ces golden boys de ces négociations secrètes entre Pechiney et Triangle ? « Alain Boubill, répond Jean-Claude Marin. Après ces audiences, j'en suis convaincu ». Selon le substitut, le directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy aurait initié son ami Roger-Patrice Pelat qui se serait initié à son tour Max Théret. Le substitut en veut pour preuve ses réticences à parler devant les enquêteurs. « M. Boubill, qui se définit comme un haut fonctionnaire, oublie sans doute qu'un nom-

bre des devoirs d'un grand commis de l'Etat, il y a celui de dire la vérité à la justice, marbre Jean-Claude Marin. Or il a donné le sentiment de ne pas dire toute la vérité, comme s'il s'agissait de quelque chose d'écabatoire. Il fallait à chaque fois lui présenter de nouveaux éléments pour qu'il parle ».

Le substitut fait part de ses interrogations : « Je me suis demandé pourquoi Alain Boubill oubliait certaines conversations, mentait. Le fait de rapprocher le numéro 1 de l'emballage du groupe Pechiney n'a rien de honteux. Qui aurait pu s'en offenser ? La raison, c'est qu'il ne faut pas apparaître dénué des informations financières décisives après le 9 novembre, des informations qui vont permettre de faire faire aux copains un coup de Bourse génial ». Or le ministère public ne croit pas une seconde que le directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des finances ait pu ne pas être informé des derniers développements d'une négociation stratégique pour l'industrie française.

Jean-Claude Marin accorde en revanche beaucoup de crédit à Alain Boubill lorsque ce dernier écarte l'idée qu'un autre conseiller de Pierre Bérégovoy, Harris Puisse, décédé en 1989, ami de Roger-Patrice Pelat et Max Théret, ait pu être au courant des négociations Pechiney-Triangle. De même le substitut admet-il sans trop s'y attarder que Pierre Bérégovoy, ami de Roger-Patrice Pelat, ait pu ne pas être tenu informé des discussions entre Pechiney et Triangle durant des mois. « Les déclarations de M. Boubill et M. Pierre Fernandez (alors conseiller de Pierre Bérégovoy pour les affaires industrielles) sont partiellement claires, dit-il. Je n'avais pas leur ministre entre le 19 juillet et le 14 novembre ».

Le 13 novembre cependant, la veille, un déjeûner chez Edgar d'Almeida réunissait une dizaine d'amis des époux Bérégovoy. Et Jean-Claude Marin confirme après bien d'autres que parmi ces proches figurent Roger-Patrice Pelat, Harris Puisse, Alain Boubill et Samir Traboulsi.

Les réquisitions, forcément longues à propos des « copains », sont plus brèves à l'égard des « golden boys de second ordre ». Le ministère public requiert contre Léo From, 59 ans, homme d'affaires israélien qualifié de « professionnel des coups tordus », deux ans de prison dont un avec sursis et 2,5 millions de francs d'amende, contre Patrick Grunau, 37 ans, et Ricardo Zavala, 34 ans, tous deux commis d'agent de change, six mois de prison avec sursis et des amendes. Dans ce tableau, Jean-Pierre Emden, 49 ans, directeur de société et spéculateur averti qui bénéficie d'un bon tuyau, fait presque figure de privilégié. Le ministère public ne demande contre lui que 2,5 millions de francs d'amende et la confiscation des produits réalisés.

LAURENT GRELSAMER

ÉDUCATION

Jack Lang appelle à la paix scolaire

Suite de la première page

« Cela implique, notamment, l'égal accès de tous les enfants sans distinction, la garantie de la liberté de conscience, ou encore l'égalité de recrutement, de formation, de carrière et de rémunération des maîtres du privé et du public. L'assure toujours - moralement et politiquement - cette démarche et ses résultats ».

« Mais l'actuelle proposition de loi de la majorité ne rompt-elle pas cet équilibre ? »

« J'aurais moi-même souhaité aller plus loin et libéraliser progressivement la loi Falloux. Précisons pour que les dirigeants du privé s'engagent encore plus concrètement et profondément à respecter la totalité des obligations qui pèsent sur l'école publique ».

« Pour des raisons historiques, symboliques et morales que je respecte d'autant mieux que je suis moi-même un enfant de l'école publique, ce deuxième chantier n'a pu être ouvert. Pour beaucoup de mes amis laïques, c'est été transgresser un tabou, commettre une sorte de sacrilège et casser un « monument historique ».

« Vous êtes donc favorable au projet déposé par la majorité ? »

« Le civisme et le bon sens, le souci de l'intérêt général devraient conduire chacun, dans l'opposition mais surtout dans la majorité, à tout mettre en œuvre pour trouver un équilibre entre la libéralisation de la loi Falloux et les garanties indispensables qui doivent l'accompagner. Je souhaite que nous fassions l'impossible pour introduire des contre-propositions qui permettraient à la cause du service public de gagner de nouveaux espaces. Nous avons rétabli la paix scolaire. Ne la brisons pas à nouveau ».

« Mais dans sa forme actuelle la proposition de la majorité n'est pas acceptable. C'est d'abord une question de méthode. Et elle est scandaleuse. On ne traite pas avec une telle désinvolture, à la va-vite, à la sauvette, en fin de semaine et en fin de session, sans aucune préparation ni concertation, un sujet aussi important. Cette proposition parlementaire bâclée est indigne ».

Des règles pour protéger l'école publique

« Vous parlez de garanties, de contre-propositions. Quelles seraient-elles ? »

« Des aides nouvelles pour l'école privée ne devraient être accordées qu'à corrélativement, celle-ci accepte des devoirs nouveaux. Il serait inacceptable, inique, que le privé bénéficie de financements publics sans être soumis à toutes les obligations qui pèsent sur l'enseignement public. Ce serait du détournement de fonds ».

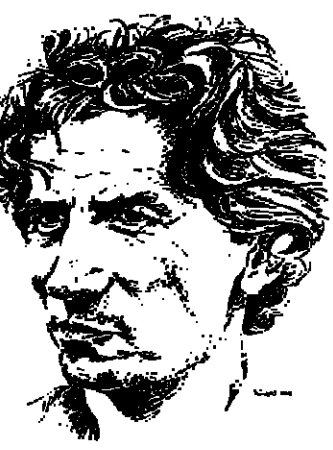
« Il faut que l'école publique et l'école privée soient à armes égales. Cela suppose que les investissements éventuels en faveur des établissements privés s'inscrivent dans le cadre de schémas prévisionnels des formations de chaque région, c'est-à-dire en cohérence avec les programmes de construction de collèges et lycées publics ».

« Il importe, d'autre part, que ces possibilités nouvelles de financement ne soient accordées qu'aux établissements privés qui accomplissent un effort dans les quartiers difficiles. Il est également indispensable que, lors des fermetures de classes en zone rurale, l'école publique soit sauvegardée en priorité, contrairement à ce qui se passe dans certaines régions. Enfin, il ne saurait être question d'essouffler le délai de cinq ans exigé des établissements privés pour faire leurs preuves avant d'obtenir un contrat d'association avec l'Etat ».

« Ces contreparties évitent-elles que telle région finance en priorité le secteur privé, au détriment de l'enseignement public ? »

« Non. C'est pourquoi il est également indispensable de mieux protéger l'école et l'argent publics. Cela suppose évidemment que la loi prévoit une disposition empêchant les propriétaires privés de s'enrichir indûment, à l'occasion par exemple de la fermeture d'un établissement dont le patrimoine serait alors transféré à une congrégation ou un propriétaire privé ».

« Mais le plus important est de mettre au point des règles capables de protéger l'école publique. Ce n'est un secret pour personne que les collectivités locales sont aujourd'hui écrasées de charges, prises à la gorge, incapables d'augmenter sensiblement la part qu'elles consacrent aux investissements pour l'enseignement. Le gâteau restant inchangé, surtout en période de récession, la part réservée aux établissements publics risque de baisser. Car le choix pour un maire ou un président de région sera simple : ou bien il refuse de financer l'école privée, ou bien il prélève une part du gâteau pour l'affecter au privé ».



Si le gouvernement était composé de gens raisonnables, il devrait proposer deux mesures. La première consisterait à ne libéraliser la loi que de manière progressive. Le taux de financement des établissements publics risque de baisser. Car le choix pour un maire ou un président de région sera simple : ou bien il refuse de financer l'école privée, ou bien il prélève une part du gâteau pour l'affecter au privé ».

« Si le gouvernement était composé de gens raisonnables, il devrait proposer deux mesures. La première consisterait à ne libéraliser la loi que de manière progressive. Le taux de financement des établissements publics risque de baisser. Car le choix pour un maire ou un président de région sera simple : ou bien il refuse de financer l'école privée, ou bien il prélève une part du gâteau pour l'affecter au privé ».

« Votre attitude semble pour le moins minoritaire au Parti socialiste ».

« Nous sommes d'accord pour déposer toute une série d'amendements reprenant ces propositions. Mais l'honnêteté m'oblige à dire que la majorité des socialistes expriment un refus définitif et de principe du projet de la majorité. Mon refus est plus pragmatique : il consiste à dire non sans si des garanties sérieuses sont trouvées, capables de faire progresser l'idée de service public au sein des établissements privés ».

« Quel espoir avez-vous d'être entendu par la majorité ? »

« Si aucun garde-fou n'est prévu, s'il s'agit simplement, pour la majorité de payer un chèque en rénumération de services électoraux sur le dos des collectivités locales et des contribuables, alors on peut tout craindre. Cela donnerait raison à mes amis de l'école laïque qui considèrent qu'on ne doit pas s'engager dans cette discussion. Cela voudrait dire que la majorité a un vrai projet de démantèlement du service public et que nous nous acharnons réellement vers une école à deux vitesses. Alors que nous avions trouvé le chemin de la paix, ce serait à nouveau la guerre, demain ou dans quelques mois. Je fais donc appel à l'esprit civique des dirigeants d'aujourd'hui et le leur dis : « Vous êtes au service de la nation et non d'un clan. Sauvegardez l'intérêt supérieur de tous les enfants de France. Comportez-vous non pas en partisans, mais en hommes d'Etat, épris d'équité et de paix ».

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS et JEAN-MICHEL DUMAY

André Varinard nommé recteur de l'Académie de Lille

André Varinard, professeur de droit et ancien recteur de la Réunion et de l'Académie de Reims, a été nommé recteur de l'Académie de Lille au conseil des ministres du 23 juin. Il remplace Claude Pair. (Né le 11 juin 1940 aux Sauvages (Rhône), André Varinard est docteur d'Etat et titulaire de droit privé et sciences criminelles (1973). Avant au barreau de la cour d'appel de Lyon (1968-1973), il entame ensuite une carrière universitaire à la faculté Jean-Moulin (Lyon-III) de 1973 à 1987 et y est nommé professeur. En 1987, il est nommé recteur de l'Académie de la Réunion, puis en 1992, recteur de l'Académie de Reims.)

Johnny Hallyday mis en examen pour abus de biens sociaux

Le chanteur Johnny Hallyday a été mis en examen, mercredi 23 juin, pour abus de biens sociaux par Georges Maman, juge d'instruction au tribunal de Paris. L'affaire remonte à 1990 et concerne un projet d'ouverture de restaurant « mexicain », la Station Café, sous la dalle des Invalides. Pour concrétiser ce projet qui lui tenait à cœur, le chanteur avait fait appel à un cuisinier, Luc Reversade, nommé PDG de la société Station Café. Le restaurant n'a jamais ouvert ses portes mais, afin de récupérer l'argent investi dans un premier temps (3 millions de francs selon son avocat, Me Daniel Vaconsin), Johnny Hallyday aurait perçu sur son compte personnel, et non sur celui de la société, plusieurs chèques pour un montant d'un peu plus de 3 millions de francs.

La mise en examen du chanteur fait suite à une plainte, avec constitution de partie civile, déposée par le PDG de Station Café, M. Reversade. De source judiciaire, on précise que Johnny Hallyday a remboursé l'argent qui lui était réclamé et que cette affaire « relève davantage de la maladresse que de la malhonnêteté ».

Dans le cadre de l'affaire Trager Le juge Van Ruymbeke perquisitionne au siège de Pont-à-Mousson

Le juge Renaud Van Ruymbeke a effectué, mercredi 23 juin à Nancy (Meurthe-et-Moselle), une perquisition au siège social de la société Pont-à-Mousson SA (PAM), soupçonnée d'avoir versé des pots-de-vin pour l'obtention d'un marché public à Nantes (Loire-Atlantique). L'information a été confirmée par le secrétaire général de la société, Jean-Luc Robieux. Le juge rennais s'est rendu en Lorraine accompagné de plusieurs policiers du service régional de police judiciaire (SRPJ) de sa ville. Au cours de son enquête, M. Van Ruymbeke avait établi qu'en 1988 Pont-à-Mousson a versé 4,4 millions de francs sur un compte bancaire en Suisse de l'industriel nantais René Trager. Celui-ci affirme que cette somme constituait une commission pour l'obtention d'un marché public à Nantes, portant sur la fourniture de tuyaux en fonte pour un montant de 55 millions de francs.

En se déplaçant à Nancy, le juge aurait cherché à saisir des documents illustrant le cheminement des fonds. Le 8 juin, des policiers nantais avaient déjà effectué une perquisition au siège de la société Pont-à-Mousson. Le 19 mai, M. Van Ruymbeke avait mis en examen l'ancien PDG de Pont-à-Mousson, Pierre Blyard, l'ancien directeur commercial, Jean-Louis Pierquin, ainsi qu'un ancien conseiller municipal (PR) de Nantes, Jean-Pierre Lapéque (le Monde du 21 mai). La justice leur reproche un « trafic d'influence ».

« Prisons ferme et mandat de dépôt requis contre Guillaume Depardieu. - Le substitut du procureur de Versailles, Madeleine Pelletier, a requis quatre ans de prison (dont dix-huit mois avec sursis) et mandat de dépôt à l'audience à l'encontre de Guillaume Depardieu, le fils de l'acteur Gérard Depardieu, qui comparaitrait, mercredi 23 juin, devant la huitième chambre correctionnelle pour détention, transport, acquisition, usage, importation, cession et complicité

d'importation de stupéfiants. Guillaume Depardieu, vingt-deux ans, était allé chercher de l'héroïne aux Pays-Bas en 1992 pour la revendre en France (le Monde du 17 décembre 1992) et récupérer ainsi une somme de 6 000 francs confiée à deux de ses amis toxicomanes. Le jeune homme, qui assure avoir « décroché », a déjà effectué trois mois de détention provisoire. Des peines de dix-huit mois à six ans de prison ont été requises contre les autres prévenus ».

## SOCIÉTÉ

# Le théorème de Fermat résolu ?

Suite de la première page

Le théorème de Pythagore précise que le carré de l'hypoténuse d'un triangle rectangle est égal à la somme des carrés des deux autres côtés. Bref, que  $a^2 + b^2 = c^2$ . La formule a plu par sa simplicité au point que Diophante, un mathématicien grec de l'école d'Alexandrie qui vivait au IV<sup>e</sup> siècle de notre ère, s'est emparé de cette équation magique, qui peut avoir bien d'autres applications que la géométrie, pour décrire une méthode simple de construction des triangles rectangles dont les mesures des côtés sont des nombres entiers comme 3, 4 et 5. Elevés au carré,  $3^2 + 4^2$  est bien égal à  $5^2$ , lui-même résultat de 25. De même, 6, 8 et 10 satisfait aussi à cette équation.

Ce bel ordre aurait pu rester en l'état si, au XVII<sup>e</sup> siècle, Pierre de Fermat, magistrat de Toulouse et de Castres, conseiller au parlement de Toulouse, ne s'était piqué d'une passion brûlante pour les mathématiques et les analyses de Diophante. Reprenant le thème du carré des nombres entiers, il montra, du moins le prétend-il, que cette équation, merveilleusement illustrée par Pythagore et Diophante, ne se vérifiait plus avec des nombres entiers pour des puissances supérieures à 2. En d'autres termes, pour Fermat, il n'est pas possible de trouver un nombre entier  $c$  qui, porté à la puissance  $n$ , soit égal

à la somme de deux entiers, eux-mêmes à la puissance  $n$  (1).

Ce problème, apparemment simple, est en fait d'une complexité extrême, sur laquelle nombre de mathématiciens se sont cassés les dents. Depuis plus de trois siècles, le « dernier théorème de Fermat » résiste aux plus grands esprits (2). Depuis plus de trois siècles, Pierre de Fermat défie des générations de mathématiciens, lui qui, suprême ironie ou astuce, avait écrit en marge d'une édition sur les travaux de Diophante qu'il avait résolu le problème et « trouvé une remarquable preuve », mais qu'il lui était impossible d'en donner la solution du fait de la petitesse de cette marge.

« Pour moi, je le confesse... »

Rien ne pouvait être plus agaçant pour les mathématiciens qui eurent à le lire. D'autant que, tout magistrat qu'il fut, Pierre de Fermat était sans doute l'un des plus grands mathématiciens de son temps. Au même titre que Descartes, dont les travaux en géométrie firent la renommée. Fermat fut partout. Avec bonheur. En géométrie comme en théorie des nombres. Dans le calcul infinitésimal comme dans le calcul intégral. Dans les mathématiques comme dans la physique, dès lors qu'il s'occupa de



réflexion et de réflexion de la lumière en optique géométrique.

Le premier sans doute, il a donné la formule multiplicative du nombre des combinaisons chères aujourd'hui aux statisticiens et aux parieurs du Loto et du PMU. Le premier encore, il a ébauché des recherches qui, si elles n'aboutirent pas, préfigurent les travaux de Newton et de Leibniz. Il a rédigé en maître sur l'étude des carrés magiques qu'on enseigne aux élèves de cinquième et de quatrième, et peut-être considéré comme un précurseur du calcul différentiel et l'un des inventeurs, avec Pascal, du calcul des probabilités.

Pascal, qui le nommait « le premier homme du monde », avouait qu'il ne pouvait pas toujours le suivre dans ses travaux. « Cherchez ailleurs, lui

écrivait-il, qui vous suivez dans vos inventions numériques; pour moi je vous confesse que cela me passe de bien loin; je ne suis capable que de les admirer. » Aussi est-il, après pareille louange, difficile de décrire le mythe et de s'acharner sur le fait de savoir si, sur son dernier théorème, Fermat n'a fait que constater une propriété sans la démontrer.

Même si cela est vrai, remarquons-le. Car jamais les mathématiciens n'ont déployé autant d'efforts, ouvert de voies et développé de domaines, qui ont certes échoué dans la démonstration du théorème de Fermat, mais se sont en revanche révélés riches de bien d'autres applications, comme par exemple la création de codes numériques inviolables. Le théorème de Fermat était-il

condamné à rester « inviolé ». A défaut de le briser, beaucoup se sont simplement contentés de vérifier, grâce à des ordinateurs ultra rapides, qu'il était vrai et ce jusqu'à des puissances ou des exposants de quatre millions.

Voilà cinq ans pourtant, en 1988, on a bien vu que l'impossible était enfin arrivé, lorsqu'un chercheur de la Tokyo Metropolitan University, Yoichi Miyazaki, a affirmé à Bonn, devant un petit cercle de collègues de l'Institut Max-Planck pour les mathématiques, qu'il avait trouvé la solution. Il avait pour cela fait appel aux travaux récents d'un Soviétique, A. N. Parshin, de l'Institut Steklov à Moscou, sur la recherche d'analogies arithmétiques de certains résultats de la géométrie algébrique. Après plusieurs mois de vérifications, il s'avéra que Miyazaki s'était fourvoyé.

« Il y avait des naïvetés dans sa démonstration », souligne John Coates, mathématicien britannique à l'université de Cambridge et spécialiste de la théorie des nombres. Aujourd'hui, c'est au tour d'Andrew Wiles d'être dans l'arène. « La situation est très différente », explique John Coates, car,

cette fois, les experts du monde entier étaient là et ont, pour la plupart, été convaincus par l'approche de Wiles.

S'il avait tort après les mois de vérifications auxquelles vont se livrer sans pitié ses honorables confrères, cela n'altérerait rien à sa notoriété. On applaudit à sa tentative dans la mesure où, comme l'écrivait, en mars 1988 dans la revue *Science*, un mathématicien à propos de Yoichi Miyazaki, « son approche mathématique [pour résoudre le théorème de Fermat] était à elle seule pleine de promesses » pour les mathématiciens.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Les mathématiciens définissent la puissance  $n$  d'un nombre comme le produit de ce nombre  $a$  fois par lui-même. Ainsi, « au carré » est le produit de  $a$  par  $a$  et se note  $a^2$ ; « au cube » est égal à  $a \times a \times a$  et se note  $a^3$ , etc.

(2) Ce théorème est souvent appelé « le dernier théorème » parce qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle il était le dernier d'une longue série que les mathématiciens n'avaient pas démontré.

## Le triomphe de l'inaccessible

« Magnifique ! », a déclaré Enrico Bombieri, de l'Isis, actuellement en poste à Princeton. « Impressionnant ! », a renchéri John Coates, de l'université de Cambridge, à l'occasion de cette mémorable conférence d'arithmétique faite à l'Institut Isaac-Newton. « Cette fois-ci semble bien devoir être la bonne », ajoutent Jean-Marc Fontaine et Luc Illusie, professeurs à Paris-XI. Le théorème de Fermat s'appellera désormais théorème de Wiles.

Ce « tour de force » couronne une longue série de travaux en géométrie algébrique et en théorie des nombres, auxquels ont contribué des mathématiciens du monde entier. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette affaire : Andrew Wiles, quarante ans, n'a pas directement démontré le théorème de Fermat, mais fait plus fort encore en donnant les grandes lignes de la démonstration de la conjecture de Taniyama-Wiles dont le « grand théorème » du magistrat toulousain n'est qu'une conséquence.

« Certes, il reste des détails à vérifier », reconnaît John Coates, mais ce n'est plus qu'une question de technique, et ce qui a été présenté à Cambridge suffit à démontrer Fermat. Le génie de Wiles, ajoute-t-il, a été de persister dans la conquête de cet inaccessible sommet des mathématiques qu'est la conjecture de Taniyama-Wiles alors que beaucoup avaient renoncé. « Il a su reprendre certaines idées anciennes et récentes qui permettaient enfin de faire rentrer cet exercice profondément arithmétique qu'est le théorème de Fermat dans un de ces cercles d'idées et de théories qui agitent le milieu des mathématiciens. » Cela tient presque de l'esthétique, de la poésie.

« Jusqu'à hier, précise Jean-Marc Fontaine, on essayait de replacer Fermat dans un contexte plus général. C'est ainsi qu'au début du vingtième siècle, L. Mordell fit une conjecture sur les courbes algébriques qui, dans le cas de Fermat, dit que si l'on impose en plus aux entiers  $a$ ,  $b$  et  $c$  d'être premiers entre eux, alors il n'y a qu'un nombre fini

de solutions. Cette conjecture, longtemps réputée inabordable, fut pourtant prouvée par un Allemand, Gerd Faltings, en 1983, ce qui eut à l'époque un immense retentissement. Mais Fermat résistait toujours.

Ce n'est qu'en 1988, explique Luc Illusie, qu'un pas décisif fut accompli quand, à la suite d'une idée du mathématicien allemand G. Frey et des travaux de J.-P. Serre (professeur au Collège de France) sur la théorie des représentations des groupes de Galois, le mathématicien américain K. Ribet démontra que le théorème de Fermat résulterait d'une autre conjecture classique en théorie des nombres, dite conjecture de Taniyama-Wiles.

Le problème de Fermat cessait donc d'être une curiosité pour prendre sa place dans un vaste réseau d'idées, et de travaux actuels en théorie des nombres. Et c'est de cette inaccessible conjecture que Wiles a su triompher « en exploitant de manière extrêmement astucieuse et ingénieuse une grande variété de techniques récemment mises en œuvre par B. Mazur et H. Hida sur la théorie des déformations des représentations galoisiennes, par G. Faltings sur les théorèmes de comparaison  $p$ -adiques et par V. Kolyvagin et M. Flach sur les systèmes d'Euler ». Toutes notions qui sont, bien sûr, à la portée du premier venu...

Même les mathématiciens conviennent que la chose n'est pas simple. En témoigne l'opinion de Jean-Marc Fontaine pour qui « une telle démonstration ne peut se comprendre entièrement en quelques jours. » Mais l'affaire est importante et « c'est l'année prochaine, il y aura des séminaires dans le monde entier pour vérifier les détails de la démonstration. Le théorème de Wiles n'est pas seulement la fin d'une grande histoire. Il change la manière de voir quelques-uns des grands problèmes qui intéressent actuellement les arithméticiens et augmente le champ des possibles. »

J.-F. A.



# Aujourd'hui

Toutes les fréquences FM, radio

## pour trouver une

par radio, ville par ville, autoroute

## fréquence radio,

par autoroute. 50 F chez

## il suffit juste de

votre marchand de journaux.

## savoir lire.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN

## SPORTS

TENNIS : championnats de Wimbledon

## Leconte a rendez-vous avec Krickstein

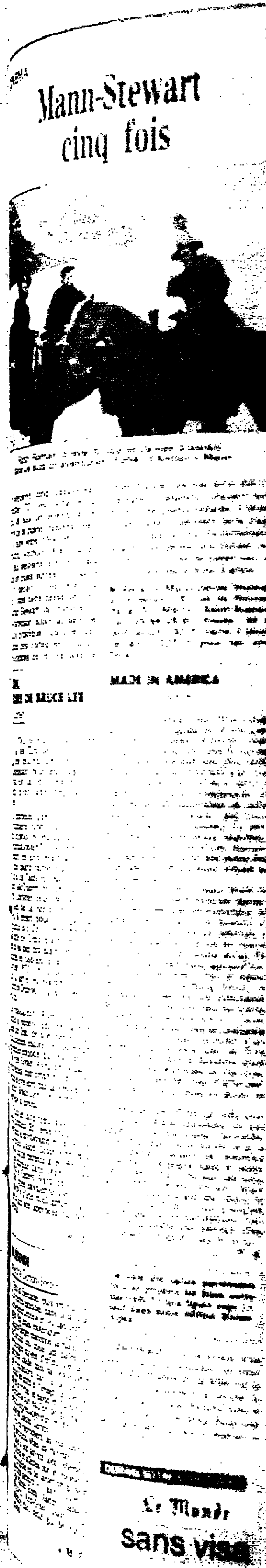
L'Américain Aaron Krickstein, qui a éliminé son compatriote Malivai Washington, tête de série n° 14 (6-7, 6-4, 6-0, 7-6), mercredi 23 juin au deuxième tour des championnats de Wimbledon, doit rencontrer le Français Henri Leconte vendredi 25 juin en seizièmes de finale. Vainqueur du tournoi de Halle (Allemagne) la semaine dernière, Leconte s'est qualifié, s'imposant face à l'Allemand David Prinosil en trois fois 6-4.

Champion de Wimbledon en 1991, l'Allemand Michael Stich, tête de série n° 6, a dû batailler quatre manches pour accéder au troisième tour du tournoi 1993 : après avoir emporté le premier set, l'Australien Sandon Stolle, le fils de Fred, finaliste ici de 1963 à 1965, mena encore 4-2 dans le troi-

sième avant que son élan soit brisé par une double faute qui lui faisait perdre l'avantage du break (4-6, 6-1, 7-5, 6-4).

Trois fois champion et trois fois finaliste des championnats, l'Allemand Boris Becker, tête de série n° 4, a poigné un seul set, finalement gagné au tie-break, face au Russe Alexander Volkov (7-6, 6-4, 6-2), tandis que l'Américain Pete Sampras, tête de série n° 1, était impressionnant contre l'Australien Jamie Morgan (6-4, 7-6, 6-4).

Tenant du titre, l'Américain André Agassi, tête de série n° 8, qui s'est rasé le corps comme un nageur, a été inexistant pendant une manche et demie face au Portugais Joao Cunha-Silva avant de faire en puissance sans souffrir apparemment de son poignet (5-7, 6-3, 6-2, 6-0).





سك انزل النخل

# CULTURE

## CINÉMA

### Mann-Stewart cinq fois



Ruth Roman, Steve Brodie et James Stewart dans *Je suis un aventurier* (1954) d'Anthony Mann

Cinq westerns, cinq classiques : *Winchester 73*, les *Affameurs*, *l'Appât*, *Je suis un aventurier* et *l'Homme de la plaine*, réalisés presque à la suite entre 1950 et 1955. Auparavant, Anthony Mann avait tourné deux westerns, il en tournera d'autres (et quels autres ! *Du sang dans le désert*, *l'Homme de l'Ouest*...), mais cette passe de cinq avec James Stewart fait comme un bloc de perfection sobre au sein de son œuvre prolifique : dans le respect absolu des codes en vigueur, sous les auspices de cet humanisme

dont Stewart semble avoir été l'incarnation naturelle, utilisant avec lyrisme les grands espaces, il réussit l'improbable croisement de la tragédie antique et du documentaire, stentillé aux gestes, aux choses, aux moments où il ne se passe rien, en contrepoint des scènes d'action.

► Anthony Mann/James Stewart à l'Arlequin, 78, rue de Rennes, Paris (8<sup>e</sup>). Métro : Saint-Sulpice. Tél. : 45-44-29-80. Entrée : 40 F, tarif réduit : 30 F, carte d'abonnement : 125 F pour les cinq films.

### DRAGON, L'HISTOIRE DE BRUCE LEE de Rob Cohen

*Dragon, l'histoire de Bruce Lee* ressemble à un film de Bruce Lee, le délire en moins : Les fans en auront cependant pour leur argent : le langage est là, les combats se succèdent avec une régularité d'horloge.

Faut-il rappeler que Bruce Lee fut la première super-star que le cinéma chinois propulsa sur la scène internationale ? Sino-Américain expert en arts martiaux, il connut une courte carrière à Hollywood, où il fut l'ami et l'entraîneur de Steve McQueen et de James Coburn. Lorsque Hollywood lui vint l'idée de la série télévisée *Kung-Fu*, il repart pour Hongkong et y tourne *Big Boss*, le premier d'une série de films d'action qui feront de lui une des stars les plus populaires du Sud-Est asiatique. Il mourut en 1973, trois semaines avant la sortie euro-américaine d'*Opération Dragon*. Il avait trente-trois ans.

Le réalisateur Rob Cohen s'amuse à reconstituer certaines scènes des films de son héros ou, plus drôlement encore, le tournage du premier épisode du feuilleton *The Green Hornet*. Avec un budget relativement confortable, le film adapte le livre écrit par la veuve de l'acteur : *Bruce Lee, l'homme que moi seule ai connu*.

Il mêle les faits réels aux schémas habituels. Et verse trop souvent dans le mysticisme et la leçon de morale. Jason Scott Lee n'a aucun lien de parenté avec Bruce. Déjà remarqué dans *Map of the World*, de Vincent Ward, ce comédien d'origine hawaïenne use d'un charisme et d'une intelligence instantanés dans son approche du personnage.

H. B.

### LA LÉGENDE de Jérôme Diamant-Berger

Dans la fournaise, puis les ruines d'un théâtre incendié, dans la stylisation « brechtienne » et les fantasmes de textes érotiques, Jérôme Diamant-Berger raconte sa parabole sur l'Amour fou, conte des dolles mythologies dévies d'effets spéciaux pompier, touille dans sa bétumière les méditations sur la scène et l'écran, les mots et l'image, le spectacle et le mythe, le passé et l'éternité, et cimente son édifice de grimaces pseudo-expressionnistes et de citations de Gaston Leroux.

Nul ne reprochera au réalisateur son ambition. Mais les moyens qu'il déploie à son service sont tellement dérisoires et affectés que le résultat le plus tangible est de laisser un groupe de bons acteurs - Yana Collette, Jean Yanne, Rémi Martin, Nathalie Grunwald, Ant-Gissel Glass - se débiter dans cette glu de métaphores.

J.-M. F.

## LE SPECTATEUR

Je suis entré au Châtelet parce qu'il y avait de la lumière dans l'affiche qui annonçait « Ballet Frankfort, William Forsythe » au-dessus de la photo en noir et blanc d'un archer aux prises avec une collégienne. Et aussi à cause du titre énigmatique du ballet, *Impressing the Czar*. Qu'est-ce que cela voulait dire ? Impressionner le tsar, l'impressionner ? Quel tsar ? Il y a des tsars comme ça, on ne sait pourquoi, qui nous accrochent obstinément et dont on veut avoir le fin mot. Des tsars à la Raymond Roussel ou à la Peter Greenaway qu'il faut toute une œuvre pour élucider. A lire la liste des ballets déjà créés par ce chorégraphe américain installé à Francfort avec le Châtelet en seconde « résidence », l'homme est conquis du mystère : *The Vile Parody of Address*, *The Loss of Small Details*... Alors pourquoi pas *Impressing the Czar* ?

Le programme annonce cinq parties et ménage deux entractes sur deux heures et un quart. Le rideau se lève sur l'immense scène, dégage jusqu'au tréfonds, pour le premier ballet, *Potemkins Unterschrift*, soit la signature de Potemkine. Une sorte de damier incliné occupe un tiers de l'espace jonché d'objets divers, tous dorés, et d'une grande paire de cerises découpées dans du bois, qu'on déplace pour un oui ou pour un non. Un archer passe, envoie ses flèches d'or un peu partout. Une femme en robe du soir passe aussi, des tas de gens passent, certains dansent, d'autres pas. Sur le damier une femme s'élève et téléphone à un type qui se trouve juste devant la fosse, un téléphone doré à la main : « Allo Roger ? Où es-tu ? Où sont les cerises d'or ? » La, sous notre nez.

Quelques collégiennes manipulent des halères, très vite, puis un grand Noir désarticulé s'efforce assez brillamment de rassembler à la Vénus de Milo sans se couper les bras pour autant. Le *Quatuor à cordes n°14 de Beethoven*, agréablement cisaillé de paillements divers, cède la place à la musique du complice favori de Forsythe, Thom Willens, tandis que la dame au téléphone continue de demander à Roger : « Où est-on ? » Bonne question. Bien qu'il y ait de la beauté extraordinaire et cocasse du spectacle, la vitesse et l'énergie qui soulèvent les dan-

### Les cerises de Forsythe

seurs, gagne les spectateurs et leur ôte le souci de savoir ce qu'ils font là. Le jeune archer en jupette noir et blanc de l'affiche bande son arc dans toutes les directions, mais ce n'est pas lui qui a les flèches. Un individu apporte une autre paire de cerises dorées. Evidemment, pas la moindre Potemkine en vue.

La deuxième partie est composée du nœud dur, le premier ballet de Forsythe qui a voyagé à travers le monde, *In the Middle, Somewhat Elevated*, et valu à son auteur d'être qualifié de « Balanchine hard », dans la mesure où il prolonge le travail de Balanchine, lui-même successeur de Petipa, pour se libérer de la tradition classique. La danse classique est sans arrêt traitée par allusion, envolées brisées, ironie. Toutes les flèches sont pour elle. Dans ce pur moment de chorégraphie virtuose où seuls danseurs évoluent sans décor, on ne s'interroge plus sur le sens du spectacle. Il n'y a pas une « histoire » que raconterait la danse, un récit cadé.

C'est donc le décor qui entraîne l'idée de scénario, de livret. Avec le troisième ballet, *La Maison de Mezzo Prezzo*, on assiste à une très curieuse vente aux enchères, deux dames en robes de cocktail vocifèrent au-dessus d'un téléviseur et vendent en français, en anglais, on ne sait quoi, peut-être le chauffeur doré ou l'homme à la grosse sardine, pour des sommes imprécises, neuf millions de francs, de dollars, ou neuf millions de porte-serviettes. « Monsieur Toubon appréciera sûrement ! » crie une vendeuse. La brochette de spectateurs politiques au premier rang du balcon applaudit. M. Juppé sourit, M. Sionson pouffe. L'autre vendeuse s'exclame : « Mesdames et Messieurs, vous vous demandez le but visé dans tout ça... S'agit-il d'une métaphore ? Non. D'une tendance actuelle ? Espérons que non. C'est juste un moyen tout simple de... » La reste se note dans

la musique et les cris d'oiseaux. Les deux derniers ballets, *Bongo Bongo Nageela* et *Mr. Phut Goes to the Big Top*, sont brefs et tout aussi surprenants. Trente-quatre collégiennes dont la moitié sont des hommes (il y a un berbu dans la bande), jupes plissées noires, chemisiers et socquettes blanches, envahissent le plateau, tournoient, lèvent la jambe en l'air avec un enthousiasme communicatif. C'est un triomphe. Si vous n'avez pas déjà vu ce tourbillon de poésie, d'humour et d'élégance violente, présenté ici à quatre ans, il vous reste jusqu'à dimanche pour être heureux pendant deux heures.

Par acquit de conscience, après le spectacle, devant un poulet froid, j'ai lu dans le programme une déclaration de William Forsythe intitulée « *Impressing the Czar* ou encadrer la cerise ». Une merveille. Cet homme parle comme il invente ses ballets. Ah, vous voulez savoir pourquoi ça s'appelle comme ça ? Je vais vous éclaircir... Et il vous balade en souplesse, un souvenir en équilibre un autre, d'objets en images, des cerises qu'il avait trouvées dans les moûtures du Palais Garnier et qui, ma foi, lui plaisaient bien, pour *In the Middle, Somewhat Elevated*, de la nécessité de trouver des objets qui s'associent aux cerises quand il avait choisi d'entourer ce ballet initial de quatre autres pour un spectacle de grande ampleur. D'encadrer en quelque sorte ce qu'il désignait dans sa recherche « La cerise en art », dont la contraction écarabollée peut sonner comme « czar ». Ouf ! Ça n'a bien sûr aucune importance, c'est juste une façon de montrer comme Forsythe gambroge.

Et puis ce petit rébus résolu c'est comme une épine enlevée, ça soulage. Et pendant que tout le spectacle vous revient en tête dans un éblouissement souriant, cela permet de finir en paix avec soi-même le poulet de la brasserie Zimmer où le personnel est fort sympathique et le côté du Rhône tout à fait honnête.

► Prochaines représentations : les 24, 25 et 26 juin à 20 h 30. Théâtre du Châtelet, place du Châtelet. Paris (1<sup>er</sup>). Métro et RER : Châtelet. Tél. : 40-28-28-40. De 55 à 190 FF.

### LE PRINTEMPS DES COMÉDIENS au château d'O de Montpellier

### Des ruelles au désert Indiens et Touaregs en parcoures nomade

MONTPELLIER de notre correspondant

Pour sa septième édition, le Printemps des comédiens de Montpellier a choisi d'honorer Touaregs et Indiens en proposant chaque soir un parcoures « nomade » dans le parc du château d'O, une folie du dix-huitième siècle qui appartient au conseil général de l'Hérault. Le public est invité à déambuler. Il est d'abord accueilli par les Manganyars, un groupe folklorique musical du Nord-Ouest indien qui se produit habituellement dans les foyers ou les temples. Les Manganyars jouent une musique qui peut sembler stridente à l'oreille non avertie mais qui entraîne la foule par ses sonorités enjouées.

Plus loin, une contesse de Mahabharata portant un sari pourpre narre en musique l'histoire du conflit des cent frères Kauravas et des cinq frères Pandavas. Les instruments ponctuent dans des envolées très rythmées les incantations, lamentations, explications et francs rires de la contesse. Ailleurs voici des prestidigitateurs, acrobates ou marionnettistes venus du sud de l'Inde, de la région de Bombay ou du Rajasthan. Pour faire venir ces itinérants originaux à Montpellier, Daniel Bedos, directeur du Printemps des comédiens, a utilisé les services d'une association indienne, Sarthi, qui travaille à New-Delhi avec des artistes de rue. Dans ce même parc ont été réunis sept Touaregs du Niger qui chantent et dansent avec leurs instruments. Curieusement, on éprouve devant eux une certaine gêne, comme si, en les invitant, on avait involontairement dénaturé un peu du sens de leur art et de leur chant, expression festive et rituelle, ou partagée spontanément. A Montpellier, on a dressé leur tente sur une estrade, entre le château et une rangée d'escaliers. Ils chantent sur commande devant des gens qui, dès la fin de l'intermède, passent à autre chose. Vouloir montrer une culture en voie de disparition était sans aucun doute une idée généreuse. Mais si les Indiens semblent ravis de se produire ici, les Touaregs ont certainement un peu perdu un peu d'eux-mêmes dans cette transposition.

JACQUES MONIN

► Château d'O à Montpellier (Hérault) dans le cadre du printemps des comédiens. Tél. : 57-51-04-02. Jusqu'au 28 juin. 30 F.

► Mort du guitariste de blues Luther Tucker. - Le guitariste américain Luther Tucker, qui avait accompagné les plus grands chanteurs de blues, est mort mercredi 23 juin à Los Angeles des suites d'un accident cardiaque. Il était âgé de cinquante-sept ans. Né à Memphis, formé à Chicago, Luther Tucker avait joué notamment avec John Lee Hooker, Muddy Waters, Jimmy Cotton et Elvin Bishop, avec lesquels il avait enregistré des albums devenus des classiques du genre.

► Changement d'orchestre à l'Opéra Garnier. - L'Orchestre des concerts Pasdeloup remplacera l'Orchestre de l'Opéra de Paris dans la fosse de l'Opéra-Garnier, les 26 juin et 3 juillet, à 14 h 30, pour les représentations du programme Balanchine/Robbins.

Un quotidien qui tient une telle promesse, ça n'arrive pas tous les jours.



75 057 exemplaires de diffusion par numéro, 69 835 exemplaires payés. Foi d'OJD, la diffusion de La Tribune Desjussés (pour la période octobre 92 - mars 93, contrôlée le 1<sup>er</sup> juin par Diffusion Contrôles - OJD) progresse de +51% par rapport à celle de La Tribune de l'Expansion (Période octobre 91 - mars 92). La diffusion se porte très bien, merci !

Pour contacter les équipes qui tiennent leurs promesses  
Publicité Commerciale (L) 40 45 13 97 - Publicité Financière (L) 40 45 13 26

# CULTURE

ARTS

PEINTURE DES ABORIGÈNES au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie

## Australie : le temps du rêve

Evocation du continent mythologique et de ses premiers habitants

«Sortir de l'anonymat injuste des artistes faussement primitifs» : c'était le vœu de Karel Kupka, peintre tchèque à qui l'on doit une bonne part des collections d'art aborigène collectées pour le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO). Ce fut également une partie du travail du docteur Harter dont on présente la donation, dans le même bâtiment : une soixantaine de pièces venues de la région du Grassland (Cameroun). Le mythe des «inventeurs anonymes de la sculpture africaine, inspirateurs du cubisme», a surtout servi à justifier l'indifférence des Occidentaux à l'égard d'une création qui lui est longtemps restée étrangère et dont l'intérêt se borne encore, pour de nombreux historiens, à servir de référence aux pionniers de l'art moderne. Ainsi des œuvres aborigènes, relevées systématiquement dès la fin du siècle dernier en Australie : il faudra attendre le milieu

du XX<sup>e</sup> siècle pour qu'on y voie autre chose que des graffiti dont l'intérêt ne serait qu'ethnographique. Celles qui sont exposées au MAAO, contemporaines ou plus anciennes, sont de qualité très inégale. Elles sont fixées sur des supports divers (écorce, pierre, toile ou carton). Les unes sont figuratives. On y voit des arbres, des figures humaines ou des animaux. D'autres sont abstraites : l'artiste utilise des formes géométriques, cercles et demi-cercles, lignes et pointillés. Toutes sont l'expression d'un «rêve», fragment éclaté, réinterprété par l'artiste, d'un mythe plus vaste, celui du «Temps du rêve», saga originelle mais aussi expression culturelle et religieuse des différentes ethnies qui peuplaient l'Australie avant que les «Blancs» débarquent.

Quelques êtres (crocodile, émeu, lézard) apparaissent à l'origine du

monde ont façonné la terre. Ils ont laissé les empreintes matérielles de leurs actions et sont apparus en rêve aux premiers humains pour expliquer le détail de leurs itinéraires, de leur histoire et les grandes lignes d'une organisation sociale et religieuse à suivre. Chaque récit est associé à un site et à un groupe responsable d'un territoire. Chants, peintures et danses servent à évoquer et à perpétuer ces événements mythiques, dont les aborigènes sont les gardiens et les acteurs. Ainsi matérialisent-ils physiquement ce «chant des pistes» évoqué par Bruce Chatwin (1), labyrinthe de chemins invisibles qui serpentent à travers toute l'Australie et dont la trame forme le continent mythologique de ses premiers habitants. Certaines communautés — celles de la région d'Arnhem — n'ont jamais cessé de peindre leurs «rêves» (sur des écorces d'eucalyptus, en particulier) ; d'autres — celles du Désert central — ont retrouvé leurs traditions en transposant leurs «peintures» sur sable sur des supports modernes, cartons ou toiles.

Ces œuvres, désormais diffusées à Sydney, Paris, Londres ou New York, se retrouvent sur les cimaises de certains musées comme le MAAO. La plupart des pièces présentées ici ont été exécutées dans les années 50. Leurs auteurs (Malangi, Iralia, Djawa ou Djurawak) sont des artistes à part

entière. Les œuvres plus récentes (collectées il y a deux ans) montrent l'appauvrissement d'une inspiration qui se stérilise sous la loi de la demande. Le dialogue rapporté par Bruce Chatwin entre une représentante du Bureau des arts aborigènes de Sydney, chargée de commercialiser une production, et un aborigène montre néanmoins l'évolution qui s'amorce. La première se cantonne toujours à la tradition et à l'anecdote quand le second revendique un statut d'artiste et une singularité : «Quelle est l'histoire, Winston ? — Quelle histoire ? — L'histoire du tableau. — Je l'ai peint. — Je sais bien que vous l'avez peint. Je ne peux pas vendre une peinture sans une histoire. Vous savez bien cela.»

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le Chant des pistes, par Bruce Chatwin, Grasset éd.

Peinture des aborigènes d'Australie. Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, av. Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 44-74-84-80. Jusqu'au 15 novembre.

Un ouvrage de Françoise Dussart, La Peinture des aborigènes d'Australie (coll. «Arts témoins», éd. Parenthèses, 98 pages, 95 F), sert de catalogue à l'exposition, qui est accompagnée d'un bel acrochage de photos réalisées, en Australie, entre 1987 et 1992 par Jon Lewis.

BIBLIOGRAPHIE

## Passions baroques et d'aujourd'hui

Un album retrace la genèse d'*Aitys* et de *Médée* productions à succès de l'Opéra-Comique

Nous avons demandé à Renaud Machart, journaliste et producteur à France Musique, de rendre compte de l'album que vient de publier notre collaborateur Olivier Schmitt.

ATYS & MÉDÉE PASSION BAROQUE d'Olivier Schmitt.

Photographies de Michel Szabo et Jacques Monti. Éditions du Cyprès/Opéra-Comique, 80 p., 37 illustrations, 120 F.

«Médée connaît-elle à son tour des jours aussi heureux qu'Aitys ? C'est tout le bonheur qu'on lui souhaite.» Le vœu qu'exprime Olivier Schmitt s'adresse-t-il à la musique de Médée, ou à la production de cette unique tragédie lyrique de Charpentier, signée par l'équipe Christie-Villégier-Tommasi-Cauchetier ? On ne manquera pas en effet de comparer les mérites des deux œuvres, et de juger le succès de Médée à l'aune, déjà mythique, de celui d'Aitys.

Pour ce qui est de la musique, William Christie nous facilite la tâche en répondant par un savoureux paradoxe : «Médée est la meilleure tragédie lyrique qu'ait écrite Lully.» S'il avait vécu deux ou trois lustres de plus, Lully aurait vraisemblablement fait fructifier ses propres acquis quant à la fusion du récit et du discours orchestral. Armide, sa dernière tragédie lyrique, le montre assez. Pourtant, Charpentier, homme de théâtre jusque dans le plus tenu de ses motifs, domine autant que Lully le sens dramaturgique, et incomparablement mieux le savoir et l'invention de l'écriture de l'orchestre (ces parties intermédiaires).

Certes, dans Médée, le récit est toujours roi. Olivier Schmitt le rappelle en disant comment le travail de William Christie a consisté à pousser autant qu'il le pouvait les chanteurs dans les bras de Jean-Marie Villégier, directeur d'acteurs soucieux du verbe autant qu'il est respectueux de la musique. Mais

on ne dira pas assez combien le chef sait faire parler l'orchestre, un orchestre incomparable à ce qu'il était lors de l'enregistrement discographique de l'ouvrage, en 1984. Dès lors, on peut se demander qui, du musicien ou de l'homme de théâtre, «vole la vedette» à l'autre. La valeur du travail accompli vaut par ce juste point d'équilibre d'où l'émotion jaillit, d'autant plus vive qu'elle est savamment canalisée. Et ce point d'équilibre doit aussi beaucoup aux orfèvres que sont le décorateur Carlo Tommasi et le costumier Patrice Cauchetier.

Aitys et Médée sont assurément sœurs (la vengeance par crime interposée de Cybèle et de Médée) ; mais la gentillesse des deux productions s'impose aussi parce que la tragédie lyrique et ses «lieux communs» (au sens où les rhétoriciens l'entendaient) imposent les figures obligées que sont les scènes de divertissement (dances et airs à danser), les sonnets et les scènes d'enfer. Tout cela crée un inévitable «air de famille», et l'on ne pourra au fond juger la capacité de «renouveau» de Jean-Marie Villégier, en particulier, que dans un tout autre genre opératique (Pelléas l'attend...).

Le texte de cet album, illustré de beaux clichés de Michel Szabo et Jacques Monti, constitue une sorte d'«album-mémoire», de livre de bord de la genèse des productions d'Aitys et de Médée. Ce petit ouvrage raffiné et accessible à la mesure de dire, avec élégance — mais ce qu'il faut de précision — pour que cela soit entendu une fois pour toutes, — que cette «perfection» n'est pas née de rien, pas davantage d'un goût pour un temps perdu : recourir, plus, pour un nouveau «classicisme» (un «style Comédie-Française» en plus avisé), mais qu'elle est la concentration d'une volonté d'affirmer la pureté, la beauté, la passion. Cette «passion baroque» n'aura jamais été aussi «moderne» qu'en cette fin de siècle cruelle.

RENAUD MACHART

## Les sculpteurs du Grassland

«Je n'ai jamais collectionné des objets de régions que j'ai connues», affirmait Pierre Harter. Ce dernier, médecin spécialiste de la fièvre, séjourna longtemps en Afrique, et tout particulièrement au Cameroun, dans la région du Grassland, à l'ouest du pays, où coexistent des dizaines de petites «royaumes». Son premier contact avec les Bamilékés remonte à 1952. Son dernier séjour chez les Bamounes date de 1985. Grâce à ses voyages répétés et à ses rapports privilégiés qu'il entretenait avec certaines chefferies, il a pu constituer une importante collection. Avant sa mort (en 1991), il en a légué les plus belles pièces au MAAO. Elles sont actuellement exposées dans une aile du bâtiment de la porte Dorée, en attendant une rénovation complète du musée qui se fait attendre.

«Toutes les formes d'art sont représentées dans le Grassland», nous dit Louis Perrois : art monumental — les poteaux sculptés de «grandes cases» font parfois 15 mètres de haut — ou plus intime — perlage et fonte à la cire perdue. La variété des formes, la complexité des styles — sont liées à la multiplicité des pouvoirs locaux, dont le poids est encore réel. Néanmoins, cette production se caractérise généralement par un expressionnisme puissant, par-

fois brutal, qui a longtemps déconcerté les amateurs occidentaux. Les artistes sont en contact étroit avec les représentants de ce pouvoir : ils sont souvent membres des puissantes sociétés secrètes, leurs productions servent à renforcer le prestige des rois auxquels ils sont attachés. Ils sont parfois eux-mêmes souverains : Louis Perrois cite le nom d'une série de sculpteurs qui ont exercé le pouvoir. Là encore, la légende tenace de l'anonymat du sculpteur «primitif» vole en éclats. «Leur réputation était parfois telle, et les demandes si nombreuses, qu'ils étaient conduits à installer de véritables ateliers où travaillaient aides et élèves, presque toujours parents de l'artiste», nous dit Pierre Harter (1). L'une des plus belles œuvres exposées au MAAO, une énigmatique «statue parlante» (son dos évidé sert de caisse de résonance), au visage totalement lisse, due au maître-sculpteur Kamteu (vers 1910), fut donnée à Pierre Harter par le fon (roi) Soffak en 1957.

E. de R.

(1) Arts anciens du Cameroun, coll. Arts d'Afrique noire, Arnoville, 1986.

Le legs Pierre Harter au MAAO (présentation permanente avant les travaux). Catalogue «Les rois sculpteurs», présenté par Louis Perrois, 240 pages, 300 F.

## Le Monde

HEURES LOCALES

UN BOL D'AIR  
FRAIS CHAQUE  
WEEK-END,  
AVEC LA VIE  
DES RÉGIONS ET  
DES VILLES  
DE PROVINCE

Chaque samedi dans le  
Monde daté dimanche-lundi

## Le Monde

sans visa

Vente sur Publications Judiciaires, aux enchères publiques, au Palais de Justice de Versailles  
Le MERCREDI 7 JUILLET 1993 à 9 h 30

PROPRIÉTÉ à FOURQUEUX (Yvelines)

Comprendant :  
un bâtiment principal  
avec deux ailes au retour,  
— Parc  
— Abri de jardin  
— Serre  
— Atelier d'artiste



39, rue de Saint-Nom  
Le tout sur  
un terrain  
de 4 556 m<sup>2</sup>

Mise à Prix : 20 000 000 F

Pour tous renseignements s'adresser à Versailles :

1) au cabinet de la SCP MADENQUE et ASSOCIÉS, avocats, 7, rue Jean-Mermoz, Tél. : 39-50-00-22.  
2) au cabinet de M<sup>re</sup> Henri MOISSET, avocat, 27, rue Champ-Lagarde, Tél. : 39-02-28-67.  
3) au cabinet de la SCP VERCKEN-KERMADEC, avocats, 21, rue des Entre-Clairiers, Tél. : 30-21-71-71.

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et en anglais au : 48-00-20-17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

LUNDI 28 JUIN

- S. 1 et 7 - 15 h. Importants tableaux anciens. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Experts : MM. E. Turquin, G. Herdébaut, A. Latreille, L. Ryaux. Expo. le 26-06 11 h à 18 h.
- S. 9 - Livres sur la chasse. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 10 -
- S. 12 - Lots et collections de timbres-poste du monde entier. - M<sup>re</sup> JUTHÉAU-de WITT.
- S. 13 - Extrême-Orient. Meubles et objets d'art. - M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 15 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M<sup>re</sup> AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

MERCREDI 30 JUIN

- S. 2 - 14 h 15. Tableaux anciens. Cagnes. Extrême-Orient. Objets d'art et d'ameublement. Tapis. Poupées. Bijoux. Argentier. - M<sup>re</sup> LOUDMER, SUITE DE CETTE VENTE LE 1<sup>er</sup> 07. Salle 2.
- S. 12 - Ivroires. Bijoux. Argentier. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 14 - 15 h. Tableaux anciens. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Experts : MM. E. Turquin, G. Herdébaut, A. Latreille, L. Ryaux. Expo. le 29-06 11 h à 18 h.

JEUDI 1<sup>er</sup> JUILLET

- S. 3 - Livres bibliophiles Daniel SICKLES. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. SUITE DE CETTE VENTE LE 2-07.

VENDREDI 2 JUILLET

- S. 4 - Art contemporain : Hanai, Leroy et Lucc. - M<sup>re</sup> Catherine CHARBONNEAU.
- S. 5 - 14 h. Collection M<sup>re</sup> SALABERT (vente après décès). Vente organisée par les ministères conjoints de M<sup>re</sup> HOEBANX-COUTURIER et ADER TAJAN (en présence de M<sup>re</sup> Le Rosignol, notaire). Dessins et tableaux anciens. Tableaux modernes. Art antique. Extrême-Orient. Porcelaines. Objets d'art et de très bel ameublement. Tapis. Experts : MM. B. de Baysse, L. Ryaux, A. Pacitti et A. de Louvencourt. A. Le Veil, Th. Portier, G. Lefebvre, J.-P. Dillès, M. Méta, L. Arache. Expo : le 1<sup>er</sup> 07 11 h à 18 h et le 2-07 11 h à 18 h. (Veuillez contacter Isabelle Cote au (1) 47-70-32-66 - Emmanuel Giboux au (1) 42-61-80-07).
- S. 6 - 14 h 15. Extrême-Orient. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Expert : M. Th. Portier. Expo : le 1<sup>er</sup> 07 de 11 h à 18 h.
- S. 9 - Archéologie. Arts d'Orient. - M<sup>re</sup> de RICQUES. Experts : M. de Serres, M. Soustiel et M<sup>re</sup> David et Soustiel.
- S. 10 - 11 h. Estampes contemporaines. 14 h 30. Estampes japonaises. Livres illustrés modernes. Importants estampes anciennes et modernes dont GOYA Los Caprichos, suite des 80 planches. Première édition, 1799. TOULOUSE-LAUTREC, le Jockey, 1899. Lithographie au couleurs. Expo à Drouot le samedi 26-06 11 h à 18 h. Catalogue 30 F. - M<sup>re</sup> LOUDMER.
- S. 12 - Gravures de mode. Linge. - M<sup>re</sup> CARDINET-KALCK. M. CHRETIEN, expert.
- S. 13 - Anciens kilims. - M<sup>re</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
- S. 14 - Gravures et tableaux anciens. Bibelots, meubles anciens et style. - M<sup>re</sup> AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
- S. 15 - Tab., bib., mob. - M<sup>re</sup> BONDU.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.  
Catherine CHARBONNEAU, 134, faubourg Saint-Honoré (75008), 43-59-66-56.  
HOEBANX-COUTURIER, 10, RUE CHAUCHAT (75009), 47-70-32-66.  
JUTHÉAU-de WITT, 13, rue de la Grange-Batelle (75009), 48-00-95-22.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-30-30.  
de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.

Avec Le Monde  
au Minitel - par téléphone

RENANTES - ESC RENNES  
ESC MONTEPILIER  
TROYES - ESC BRITAGNE  
EDHEC LILLE-NORD  
ESC LE HAVRE-CAEN  
ESC TOURS - ESC POITIERS  
ESC AMIENS - ESC PAL  
ESC TOULOUSE - ESC DIJON  
LEMONDE - 36.70 MO



دكان النحل

## CARNET DU Monde

### Naissances

Michel KENEDY  
et  
Robin JACKSON  
sont doublement heureux d'annoncer la naissance de  
Gustave et Jacques,  
le 19 juin 1993.  
22, rue Monsieur-le-Prince,  
75006 Paris.

Yasabito et Mitsuyo ONTA  
annoncent avec joie la naissance de  
Takuto,  
le 13 juin 1993.  
107, avenue Félix-Faure,  
75015 Paris.

### Adoptions

Christine REUNIAUX,  
Thierry MOREAU, Aïda  
et  
Alain, Cécile, Marion,  
Méline et Chloé MOREAU,  
ont accueilli, le 11 juin 1993,  
Elvire.

19, rue Bizet,  
94300 Ivry.  
3, rue Spingard,  
75004 Paris.

### Mariages

Bruno et Dominique VEILLON  
sont heureux de faire part du mariage  
de leur fils

Emmanuel  
avec  
Véronique SOL,  
qui a été célébré à Allasac (Corrèze), le  
12 juin 1993.  
32, rue Pasteur,  
78220 Virvilly.

### Décès

— Josée Bélu,  
Agnes Bélu, Daniel David  
et leurs enfants,  
André Bélu,  
Ses enfants et petits-enfants,  
Roger Perreau,  
Ses enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Marcel BÉLU,  
poète,  
le samedi 19 juin 1993.  
Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité,  
au cimetière du Montparnasse de Paris.

La famille ne souhaiterait recevoir de  
condoléances que par écrit.  
62, rue de Vaugirard,  
75006 Paris.  
(Le Monde du 24 juin.)

— M<sup>me</sup> Alice Berthaux,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Camille Berthaux,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Henri BERTHAUX,  
survenu le 18 juin 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Villejuif.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 23 juin.  
L'inhumation a eu lieu au cimetière de Bercy, dans la plus stricte intimité.  
4, rue René-Hamon,  
94800 Villejuif.

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques : 100 F  
Abonnés et adhérents : 90 F  
Communications diverses : 105 F  
Thèmes étudiants : 60 F

— Nancy, Varangville, Paris.  
Pierre et Arnette Buffet,  
Alain et Hélène Buffet,  
Patrick et Marie-Elisabeth Buffet,  
François Buffet,  
Bruno et Marie-France Buffet,  
Benoît Buffet,  
Edith, Stéphanie, Eric, Laurence,  
Emmanuelle, Hervé et Christine,  
Pascal, Claire,  
Marie-Anne, Axelle, Damien,  
Charles, Gwenael, Stanislas,  
Antoine,  
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Robert Michaut,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Hubert Michaut,  
M<sup>me</sup> Paul Michaut,  
M<sup>me</sup> Rémy Buffet,  
M<sup>me</sup> Jacques Aubry,  
Ses frères, belles-sœurs et beau-frère,  
Les familles Michaut et Buffet,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques BUFFET,  
née Madeleine Michaut,  
survenue le 23 juin 1993, à Nancy.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
samedi 26 juin, à 10 heures, en l'église  
Saint-Joseph de Nancy, corps déposé,  
suivie de l'inhumation à Mirecourt.

Ni fleurs ni couronnes, des prières.

— Marie-Thérèse, François,  
Laurence, Isabelle et Sophie Casanova,  
Irene, Florence, Lucile et Marion,  
Marie-Christine et Patrice Dumas,  
La famille Charpentier,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. René-Jean CAZANAVE,  
notaire en droit,  
ancien avocat au barreau de Paris,  
survenu le 19 juin 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Vous pourrez lui rendre un dernier  
hommage en nous rejoignant au funérarium de Montreuil, le lundi 28 juin, à  
10 h 45, 32, avenue Jean-Moulin,  
métro Mairie-de-Montreuil,  
autobus 122, descendre Cimetière-Nouveau.

M. Pierre DONATIEU COT,  
ingénieur général honoraire  
des Ponts et Chaussées  
commandeur de la Légion d'honneur,  
survenu le 22 juin 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
vendredi 25 juin, à 10 h 30, en l'église  
Notre-Dame-de-l'Assomption, suivie  
de l'inhumation dans l'intimité familiale à Carbec-Croisain (Eure).

Ni fleurs ni couronnes.

— Le président d'Aéroports de Paris,  
Le directeur général,  
Le directeur général adjoint,  
Les membres du conseil d'administration  
et le personnel d'Aéroports de Paris,  
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre DONATIEU COT,  
ingénieur général  
des Ponts et Chaussées  
commandeur de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
directeur général d'Aéroports de Paris  
de 1955 à 1967,  
directeur général honoraire  
d'Aéroports de Paris,  
survenu à Paris, le 22 juin 1993.

— La Galerie Naïf du monde entier  
à l'immense tristesse de faire part du  
décès accidentel de leur ami peintre,  
Agathe EMANUELLI.

— Les directeurs,  
Le personnel du Centre national  
d'études et de formation pour l'insertion  
inadaptée de Suresnes (Hauts-de-Seine),  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude GONNET,  
inspecteur général  
de l'éducation nationale.

— L'Association nationale des  
communes éducatrices (ANCE) à la  
tristesse de faire part du décès du  
président d'honneur

Claude GONNET,  
inspecteur général  
de l'éducation nationale,  
chevalier de la Légion d'honneur.

L'inhumation au nouveau cimetière de  
Châteauneuf-Malabry (rue de l'Épallée),  
vendredi 25 juin 1993, à 14 h 45.

— Bernadette,  
Michel, Marie-Claire, Alain, Daniel,  
Marie-Victoire, Béatrice, Patrice,  
Olivier, Roger,  
Paul, Brigitte, Dominique,  
Mohammed, Jacques, Violette, Collette,  
Dominique, Christophe, Stéphane,  
Laurent, Pierre, Jean-Emmanuel,  
Frédéric, Sandrine, Alexandre,  
Raphaël, Mélanie, Clémence, Yacine,  
Mère, Bénédicte, Armelle, Jonathan,  
Sarah, Céline, Fabrice, Florian,  
Antoine, Chloé,  
Ses enfants, beaux-enfants, petits-enfants  
et arrière-petits-enfants,  
Les familles Louis et Gentet,  
ont la profonde tristesse d'annoncer le  
décès de

Roger LOUIS,  
« Jéssu », en langue Vénitienne,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
médaille de la Résistance,  
croix de guerre 1939-1945,  
survenu à Paris, le 21 juin 1993, dans  
sa quatre-vingt-neufième année, au terme  
d'une vie accomplie.

Il avait fait don de son corps à la  
science. Il n'y aura pas de cérémonie.  
Une pensée est demandée à ceux qui  
l'ont connu et aimé.

« L'acquisition éclaire le visage.  
Le refus lui donne la beauté »  
René Char.

25, rue Archibaud,  
75019 Paris.

— M<sup>me</sup> Françoise Menes,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Olivier Gabrielli,  
Ses enfants,  
François et Julia  
ont la douleur de faire part du décès de

M. François-MENEZ,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
survenu le 22 juin 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
samedi 26 juin, à 15 heures, en l'église  
de Rosnoën par Le Faou (Finistère),  
dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Gaston-Charles Sagot,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Eric Sagot,  
son fils,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Gaston Sagot,  
sa mère,  
Ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,  
neveux, nièces et petit-neveu,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston-Charles SAGOT,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
président de la Fédération française  
de généalogie, d'héraldique  
et de sigillographie,  
membre du conseil supérieur  
des archives,  
président du cercle généalogique  
des PTT,  
président du cercle philatélique  
de la région des PTT,  
secrétaire de l'association  
de développement de la philatélie,  
survenu le 22 juin 1993, à Paris-20,  
dans sa cinquante-huitième année.

Priez pour lui.

Le service religieux sera célébré en  
l'église Notre-Dame-des-Oranges, 81, rue  
Héro, Paris-20, le lundi 28 juin, à  
10 h 30.

L'inhumation au monument crématoire  
du cimetière du Père-Lachaise  
aura lieu le même jour, à 12 h 15.

262, rue de Belleville,  
75020 Paris.

— Nos abonnés et nos actionnaires,  
bénéficiant d'une réduction sur les  
insertions du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir nous en  
communiquer leur numéro de référence.

Pompes Funèbres  
Marbrerie  
CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52  
MINITEL par le 11

— M<sup>me</sup> Claude-Henry Petit,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Souchon et M. Goëry  
Delacôte,  
Ses enfants,  
M<sup>me</sup> Marianne et Florence Souchon,  
Ses petites-filles,  
Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès  
brutal de

M. Claude-Henry PETIT,  
officier de la Légion d'honneur,  
chef de l'inspection générale  
au ministère  
des anciens combattants (e.r.),  
ancien maître des Hermines  
(Ordre-et-Loire),  
survenu à Vichy, le 19 juin 1993, dans  
sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu le 22 juin,  
dans la plus stricte intimité, au cimetière  
Montparnasse.

110, quai Louis-Bleriot,  
75016 Paris.  
10, rue Émile-Morcl,  
92330 Sceaux.

« Je veux écrire, je veux venir et  
recueillir toute ma vie, vivre et pour  
ce toucher les gens, les frapper, les  
choquer, les convaincre... »

Nous avons perdu  
CYRIAQUE  
dimanche 20 juin 1993, à 15 heures.

Arielle, Jean-Jacques, Ossian et Yvonne  
Roge vous prient de les rejoindre,  
samedi 26 juin, à 8 h 30, en l'église  
Saint-Florent d'Évry, 74, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

Il sera inhumé à Saint-Sernin-du-Plain  
le même jour après une bénédiction,  
à 16 heures.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Claude Zénouda  
et leurs fils Mikail et Ariel,  
M<sup>me</sup> Maurice David Zénouda,  
son petit-fils,  
ont la douleur de faire part du décès, le  
20 juin 1993, de leur mère et grand-mère.

M<sup>me</sup> Maurice ZENOUDA,  
née Yvette Albos,  
survenue à Marseille, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu à Marseille,  
le 21 juin, dans l'intimité.

Collège Anatole-France,  
38, rue Anatole-France,  
92800 Puteaux.

— Henri et Dorothea Drucker,  
Et toute leur famille,  
remercient très sincèrement chacun de  
ceux qui les ont secourus par leurs  
témoignages de sympathie et de  
compassion lors du décès de

Danielle BRISSON-DRUCKER.

**Avis de messes**  
— Une messe sera célébrée le  
dimanche 27 juin 1993, à 18 heures, en  
l'église orthodoxe grecque Saint-Étienne,  
7, rue Georges-Bizet,  
Paris-16, pour le repos de l'âme de

Nicolas Michel TRAD,  
membre du conseil d'administration  
de la Banque Trad  
Crédit lyonnais (France) SA,  
décédé à Paris, le 27 avril.

**Messes anniversaires**  
— Pour le premier anniversaire du  
rappel à Dieu de  
Virgil GHEORGHIU,  
prêtre et écrivain,  
une messe sera célébrée le dimanche  
27 juin 1993, à 12 h 15, en l'église  
orthodoxe roumaine, 9 bis, rue Jean-  
de-Beauvais, Paris-5.

**Anniversaires**  
— Pour le treizième anniversaire de  
la disparition de  
M<sup>me</sup> KERBER,  
née Sarah Pacanowski,  
une pensée émue est demandée à ceux  
qui l'ont connue et aimée.

— A l'aube du 25 juin 1993,  
Bernard SABOYA  
nous quitte à l'âge de trente-sept ans.  
Nous ne l'oublions pas.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ ÉVASION  
Renseignements :  
46-62-73-22

**SOLDES**  
Tous les jours  
du lundi 21 au vendredi 25 juin inclus.  
De 9 h à 18 h sans interruption.

**HERMÈS**  
PARIS  
24, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS. TÉL. 40 17 47 17.  
PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, GANTS,  
CHAUSURES, ÉPONGE, CRISTAL ET ORFÈVRE.

**Le Monde**  
SÉLECTION HEBDOMADAIRE  
Edition internationale

**POUR LES NON-VOYANTS ET MAL VOYANTS**  
Vous lisez ou travaillez avec un micro-ordinateur équipé\*  
Le Monde, avec le concours de l'Institut Bull,  
en association avec la société Braille Soft, vous propose :  
les articles de la sélection hebdomadaire du Monde sur disquette.

**CHAQUE SEMAINE, VOUS POUVEZ ACCÉDER A UNE  
SÉLECTION DES ARTICLES ESSENTIELS DU  
« MONDE », DE MANIÈRE ADAPTÉE ET AUTONOME.**

\* Micro-ordinateur équipé d'un clavier braille, et/ou d'une sortie vocale,  
et/ou d'un programme de grossissement des caractères.

**Bulletin d'abonnement. Sélection hebdomadaire sur disquette**  
à retourner à : Braille Soft, 24, rue des Dames, 75017 Paris.  
Règlement à l'ordre de Braille Soft. Tél. : (1) 42-93-44-38.

Nom..... Durée choisie : ☐ 12 mois. 590 F  
(52 numéros)

Prénom.....  
☐ 6 mois. 380 F  
(26 numéros)

Adresse.....  
☐ 3 mois. 200 F  
(14 numéros)

Ville.....  
Code postal .....

Avec **Le Monde**  
sur Minitel - par téléphone

Admissibilité :  
ESC NANTES - ESC RENNES  
ESC MONTPELLIER  
ESC TROYES - ESC BRETAGNE  
EDHEC (LILLE-NICE)  
ESC LE HAVRE-CAEN  
ESC TOURS - ESC POITIERS  
ESC AMIENS - ESC PAU  
ESC TOULOUSE - ESC DIJON

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Pompes Funèbres  
Marbrerie  
CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52  
MINITEL par le 11

RESSOURCES

# ÉCONOMIE

Les suites de la guerre de l'acier entre la CEE et les États-Unis

## Usinor-Sacilor pourrait abandonner le marché américain

### Le bouc émissaire européen

La décision du ministère du commerce des États-Unis de relever de manière très sensible les droits anti-dumping et anti-subsidies appliqués depuis quelques mois aux importations de produits sidérurgiques en provenance de plus de vingt pays, dont ceux de la Communauté, illustre combien il est essentiel pour les Douze d'obtenir, dans le cadre de l'Uruguay Round, qu'à l'avenir les Américains, pour régler les litiges qui les opposent à leurs partenaires commerciaux, s'en tiennent aux règles du GATT et renoncent à se rendre justice eux-mêmes en faisant usage de leur législation nationale. C'est la demande sur laquelle insistent les Français et que les chefs d'Etat et de gouvernement ont reprise à leur compte à Copenhague. L'influence des lobbies sur l'administration américaine est si grande que, sans une telle primauté donnée à la loi internationale, il n'est guère de « paix commerciale » envisageable entre les deux rives de l'Atlantique. « Il est parfaitement inacceptable que les importations d'acier de la Communauté européenne et de treize autres pays soient prises comme bouc émissaire pour régler des problèmes relevant pour l'essentiel de la concurrence entre les entreprises américaines elles-mêmes », a déclaré Sir Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations commerciales. En effet, les sidérurgistes de la CEE n'ont d'aucune manière augmenté leurs livraisons, et celles-ci sont toujours restées en deçà des quotas qui leur étaient alloués, jusqu'à l'année dernière, dans le cadre d'accords d'autorisation conclus avec Washington. Les difficultés des grands groupes américains résultent, en fait, de la concurrence très vive que leur livrent, sur leur propre sol, les mini-acières électriques. Injustifiée aux yeux des Européens, la décision américaine est en outre doublement discriminatoire : les sidérurgistes de la CEE sont davantage frappés que les autres fournisseurs et, parmi les Douze, les Français, qui sont les principaux exportateurs, se voient appliquer, sans raison, des droits sensiblement plus élevés que les entreprises des autres Etats membres.

Si la commission américaine du commerce international entérine les montants des droits anti-dumping annoncés par le département du commerce (le Monde du 24 juin), Usinor-Sacilor pourrait être contraint d'abandonner les États-Unis, a indiqué le 23 juin Francis Mer, le président du groupe sidérurgique, dans un entretien à Radio-France International (RFI).

NEW-YORK

de notre correspondant

« Je ne suis pas surpris par cette décision qui démontre la perversion de l'administration américaine dès lors qu'il s'agit de défendre son industrie au détriment des échanges internationaux. Mais les taux annoncés sont ahurissants ! », s'exclame Michel Longchamps, le président de FrancoSteel, filiale qu'Usinor-Sacilor possède depuis 1939 sur le sol américain. « Si les droits de douane - qui dépassent parfois les 100 % - réclamés par le département du commerce sont entérinés par la commission du commerce international des États-Unis ou l'U.S. International Trade Commission, ITC (1), qui a été saisie du dossier, nous serons amenés à réfléchir sur le maintien ou non de notre présence dans ce pays. Une riposte ne peut venir que d'Europe, c'est-à-dire de Bruxelles », confie-t-il dans un entretien au Monde, revenant les craintes exprimées le 23 juin par le président du groupe, Francis Mer, à l'occasion d'un entretien à Radio-France International et qu'il avait déjà manifestées en novembre 1992 devant l'American Institute for International Steel (AIIS), l'organisation regroupant les importateurs d'acier.

Le propos était prémonitoire. Quelques semaines plus tard, la nouvelle administration du président Clinton annonçait, le 27 janvier, qu'elle avait décidé de relever de façon drastique les droits de douane applicables aux produits sidérurgiques en provenance de dix-neuf pays, dont sept européens

(2), accusés de dumping. Cette décision était prise à titre préliminaire, ce qui signifie que les sidérurgistes visés devaient déposer en douane des cautions correspondant aux nouvelles marges déduites par l'administration américaine.

### Suite logique de la procédure

Les dernières dispositions annoncées le 23 juin par Ronald Brown, le secrétaire d'Etat au commerce, constituent la suite logique de la procédure déclenchée en début d'année, mais elles sont doublement draconiennes. D'une part, les nouveaux droits anti-dumping doivent être déposés en espèces et non plus sous forme de caution. D'autre part, leur montant a été très sensiblement relevé. Ainsi Usinor-Sacilor, qui « bénéficiait » de

taux préliminaires de 24 % en moyenne en janvier, voit les quatre gammes de produits commercialisés par FrancoSteel lourdement taxées. Les taux applicables aux tôles laminées à chaud vendues aux États-Unis passent de 12,39 % à 79,54 %, tandis que ceux des laminés à froid sont relevés de 13,9 % à 75,33 %. Dans le même temps, le barème des tôles revêtues est relevé de 10,58 % à 44,40 % et celui des tôles fortes de 23,70 % à 52,87 %.

Les services de M. Brown justifient ces nouvelles marges anti-dumping, tirées d'une « enquête minutieuse et exhaustive » réalisée de manière transparente et équilibrée, en expliquant que l'administration se réserve le droit de soutenir les revendications de l'industrie nationale dès lors qu'il s'agit de lutter contre « les pratiques

déloyales » telles qu'elles sont définies dans la législation américaine. Le relevé de conclusions du département du commerce va être transmis à la commission du commerce international, qui dispose d'un délai de quarante-cinq jours (jusqu'au 4 août) pour déterminer si les pratiques dénoncées en matière d'importations d'acier sont effectivement préjudiciables à l'industrie américaine.

Si tel était le cas, le département du commerce s'engagerait à donner l'ordre aux douanes de percevoir les nouvelles taxes dont le montant aurait alors été définitivement arrêté. Pour les sidérurgistes non américains, dont les exportations aux États-Unis représentent 18 % de la consommation totale d'acier dans le pays, l'enjeu est d'importance. Notamment pour Usinor-Sacilor, qui vend 1 million de tonnes d'acier aux États-Unis et qui, selon son président, « ne pourra plus vendre la moindre tonne d'acier aux États-Unis ».

### Un arsenal protectionniste étoffé

« Personne ne sait quelle sera l'attitude des membres de la commission. Il y a quelques mois, l'ITC n'a pas donné suite à la demande des constructeurs américains d'automobiles d'appliquer des surtaxes à l'importation de mini-vans japonais », relève un spécialiste des contentieux commerciaux transatlantiques. « La commission est indépendante, mais il lui sera difficile de ne pas tenir compte de la conjoncture économique que connaissent les États-Unis ».

Pour M. Longchamps, il ne s'agit que d'un artifice. « Cela fait partie de la tactique déployée par les sidérurgistes américains, depuis les premières plaintes, durant l'été 1992 », souligne le président de FrancoSteel. L'arsenal protectionniste américain, particulièrement étoffé dans la sidérurgie, a été mis en place bien avant. A la politique du trigger price (prix de déclenchement) pratiquée par les États-Unis à la fin des années 70, a succédé le mécanisme des Voluntary Res-

traint Agreements, ces accords de limitation « volontaires » qui n'impliquaient pas de compensation pour le pays exportateur. Ces divers dispositifs visaient à protéger la sidérurgie américaine engagée dans une vaste restructuration et dont les principaux groupes (LTV, Bethlehem Steel, USX Corp, Inland Steel Industries, Armco Steel) commencent juste à sentir les effets bénéfiques. Dans quelques mois, LTV devrait sortir de la procédure sur les faillites.

Mais tous les sidérurgistes américains n'ont pas encore la tête hors de l'eau, et la « ceinture de rouille » continue à laisser des marques dans les trois principaux Etats producteurs (Pennsylvanie, Ohio et Indiana), où des dizaines de milliers de licenciements ont été opérés. Dans le même temps, les grands groupes intégrés, regroupés au sein de l'American Iron & Steel Institute, un lobby efficace, ont vu leurs parts de marché regagner un profit de nouveaux venus, les « mini-mills », plus petits et plus souples et qui ont su développer de nouvelles technologies.

Ceux-ci détiennent à présent 50 % du marché après s'être glissés dans l'espace abandonné par les importateurs en raison des restrictions à l'entrée aux États-Unis. Certaines de ces mini-acières, telle Nucor, sont passées avec succès des produits longs aux produits plats. Ce sont eux qui boucoulent à présent les géants de l'acier américains. Plus que les groupes de nationalité étrangère dont les exportations vers les États-Unis ont été réduites des deux tiers en l'espace d'un an et demi.

SERGE MARTI

(1) La U.S. International Trade Commission remplace l'ancienne commission des tarifs douaniers des États-Unis créée en 1916 et dont le mandat a été élargi et le nom modifié par la loi sur le commerce de 1974.

(2) Il s'agit des pays suivants : Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Grande-Bretagne, Canada, Finlande, France, Allemagne, Italie, Japon, Corée du Sud, Mexique, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Espagne et Suède.

### Les réactions

M. Nicolas Sarkozy estime que l'Europe ne doit faire preuve « ni de protectionnisme ni de naïveté ». Le porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy, a affirmé, mercredi 23 juin, que l'Europe ne doit faire preuve « ni de protectionnisme ni de naïveté ». Il a déclaré que le gouvernement ne souhaitait pas que l'Europe se protège plus que les autres, mais nous ne voulons pas non plus qu'elle se protège moins que les autres ».

M. Longuet souhaite « des instruments de politique de commerce extérieur communautaire ». Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Gérard Longuet, a assuré, mercredi 23 juin à Paris, que « l'on allait s'expliquer avec les Américains ». Interrogé à la sortie du conseil des ministres, M. Longuet a estimé « qu'il faut se battre et qu'il faut des instruments de politique de commerce extérieur communautaire », en faisant valoir que « ce n'est pas l'acier français qui est en cause, mais tout l'acier européen ».

Eurofer dénonce l'exclusion du marché américain des sidérurgistes communautaires. L'Association européenne de la sidérurgie Euro-

fer a estimé, mercredi 23 juin, que « l'objectif fondamental du département du commerce n'était pas de pénaliser de soi-disant pratiques de commerce déloyales, mais purement et simplement d'exclure du marché des États-Unis la plupart des producteurs sidérurgiques communautaires ». Eurofer demande à la Commission européenne « de durcir ses démarches au GATT » et demande également que lors du prochain sommet G7 des pays les plus industrialisés début juillet à Tokyo soit organisée une protestation coordonnée contre les pratiques américaines.

Tokyo estime n'avoir « pas porté atteinte aux intérêts américains ». Les autorités japonaises et les producteurs d'acier nippons ont protesté, mercredi 23 juin, contre l'annonce par Washington des taxes anti-dumping américaines : un officier du ministère japonais des affaires étrangères a jugé les décisions américaines « infondées et déraisonnables (...). Nous n'avons pas porté atteinte aux intérêts américains, d'autant que nous ne cessons d'être très coopératifs dans ces dernières années ».

### La réforme des retraites

## Le gouvernement limite les conséquences de l'allongement de la durée de cotisation

Le gouvernement a intégré dans le projet de loi adopté par le Sénat (le Monde du 24 juin) un mécanisme complexe visant à limiter les conséquences de la prochaine réforme des retraites sur les salariés dont la carrière aura été irrégulière ou courte. A l'heure actuelle, la Sécurité sociale accorde une pension à taux plein aux assurés ayant cotisé cent cinquante trimestres (trente-sept années et demi). Si un salarié ne remplit pas cette condition, il ne peut obtenir le taux plein (la moitié du salaire de référence calculé sur les dix meilleures années), l'abattement étant de 5 % par année manquante. En outre, le calcul de sa pension est diminué au prorata de ce même écart entre la durée de cotisation constatée et la référence des cent cinquante trimestres.

Le gouvernement ayant décidé de porter progressivement à cent soixante trimestres - quarante ans

la durée de cotisation, les salariés justifiant d'une période d'activité plus courte risquaient d'être doublement pénalisés. Aussi, Simone Veil, ministre des affaires sociales, a précisé que la durée de cotisation utilisée pour le calcul de la pension restera calée sur cent cinquante trimestres, même si l'obtention du taux plein ne sera acquise qu'à partir de 151 trimestres en 1994, 152 trimestres l'année suivante et ainsi de suite jusqu'en 2003.

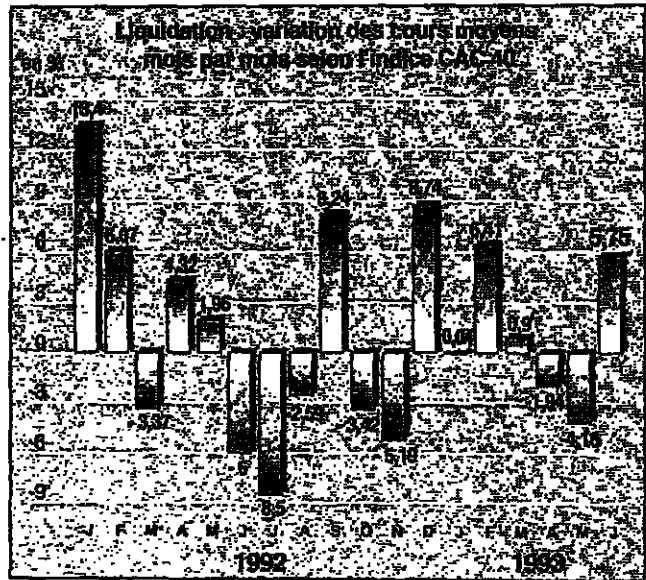
De ce fait, l'impact de la réforme - qui fixera également le calcul de la période de référence sur les vingt-cinq meilleures années - sur les personnes, dont de nombreuses femmes, dont la durée d'activité sera inférieure ou égale à cent cinquante trimestres devrait être atténué. Grâce à une loi qui renvoie à un décret... qui n'a pas encore été adopté.

### Le Pérou obtient de nouvelles promesses de crédits

Le Pérou a obtenu, mardi 22 juin, des promesses de prêts d'environ 600 millions de dollars (3,2 milliards de francs) de la communauté internationale pour réduire la pauvreté et pallier les graves conséquences sociales de la politique de stabilisation du président Fujimori. Les représentants des pays industrialisés membres d'un « groupe consultatif » sur le Pérou et ceux des organismes multilatéraux invités par la Banque mondiale à Paris, lundi et mardi, ont exprimé leur « satisfaction devant les résultats encourageants » de la politique du gouvernement Fujimori.

Ils ont promis d'appuyer le nouveau programme social destiné aux plus défavorisés (près de la moitié de la population vit dans des conditions d'extrême pauvreté, selon les estimations officielles). Sur les 600 millions de dollars promis pour les deux prochaines années, plus de 200 millions seront prêtés par les institutions multilatérales, le reste devant être financé par les dix pays du groupe consultatif, parmi lesquels les États-Unis et la France. La Banque mondiale, qui avait gelé ses versements jusqu'à ce que M. Fujimori - auteur d'un coup d'Etat civil en avril 1992 - organise l'élection d'une Assemblée constituante en novembre, a défini le « combat contre la pauvreté » comme sa priorité, vis-à-vis du Pérou notamment.

### Bourse de Paris : la liquidation de juin est gagnante de 5,75 %



Les liquidations se suivent et ne se ressemblent pas à la Bourse de Paris : après un médiocre mois de mai, où les valeurs françaises avaient abandonné en moyenne 4,16 %, le terme boursier de juin est nettement gagnant de 5,75 %. Il faut remonter au mois de février pour trouver un bilan mensuel de cette ampleur. Depuis le début de l'année, les valeurs françaises ont gagné 4,56 % et ce sur une période - essentiellement d'août aux anticipations de baisse des taux - a permis à l'indice CAC 40 de s'élever nettement au-dessus des 1 900 points à 1 942,41 points.

### REPÈRES

biens de consommation que la situation paraît le plus détériorée, l'Insee parlant d'un niveau négatif « historique » des soldes d'opinion. En revanche, l'activité industrielle dans les biens d'équipement « semble s'améliorer » tout en restant « à un niveau médiocre », précise l'Insee.

### ALLEMAGNE

Hans Tietmeyer a été nommé président de la Bundesbank

Le gouvernement allemand a nommé, mercredi 23 juin, Hans

Tietmeyer, soixante et un ans, président de la Bundesbank, et Johann-Wilhelm Gaddum, soixante-trois ans, vice-président, tous deux à compter du 1<sup>er</sup> octobre. Hans Tietmeyer, actuel vice-président (le Monde du 19 juin), occupera la présidence jusqu'au 30 août 1999, tandis que M. Gaddum a été nommé jusqu'au 30 juin 1998. Hans Tietmeyer, un homme rompu aux contacts internationaux, remplace Helmut Schlesinger, soixante-huit ans, qui prend sa retraite après avoir présidé pendant deux ans la Banque centrale allemande.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### PUBLICIS

L'Assemblée Générale de Publicis SA réunie le 22 juin 1993 sous la présidence de M. Marcel Bleustein Blanchet, Président du Conseil de Surveillance et fondateur de Publicis, a approuvé les comptes annuels 1992 présentés par M. Maurice Lévy, Président du Directoire.

Le Groupe Publicis, avec un chiffre d'affaires consolidé de 20 Milliards de Francs, stable (+ 5 % à taux de change constants), a réalisé un bénéfice net consolidé, part du Groupe, de F. 148 945 000, sensiblement équivalent à celui de 1991.

La Société-mère, Publicis SA a réalisé, pour sa part, un bénéfice net après impôt de F. 58 135 460, stable par rapport à l'année précédente.

L'Assemblée a décidé que le dividende de F. 8 par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de F. 4 sera mis en paiement le 20 juillet 1993.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 24 juin 1993 :

#### UN DÉCRET

- N° 93-862 du 23 juin 1993 relatif à l'émission d'un emprunt d'Etat.

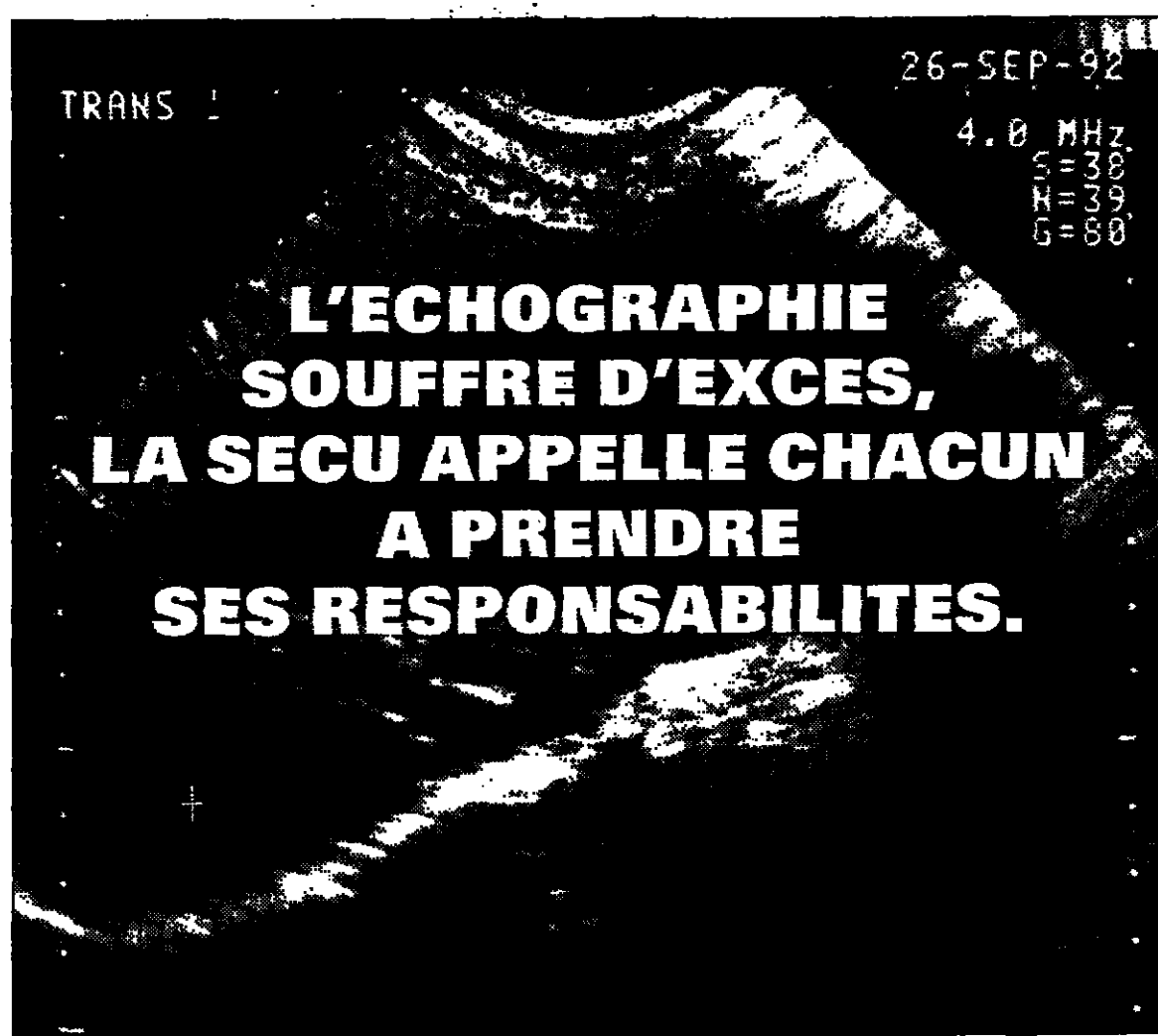
#### DES ARRÊTÉS

- Du 8 juin 1993 fixant la répartition de la contribution annuelle des régimes d'assurance maladie au financement d'une partie de la cotisation d'allocations familiales due par certains médecins pour 1992.

- Du 8 juin 1993 fixant la répartition et les modalités de versement de la contribution annuelle des régimes d'assurance maladie au financement des prestations maladie, maternité et décès et des avantages complémentaires de vieillesse accordés aux praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés pour 1992.

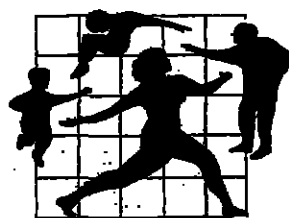


Maîtrise des Dépenses de Santé



Notre Sécurité Sociale repose sur la solidarité, et l'Assurance Maladie permet à tous de bien se soigner. Mais aujourd'hui, la progression non maîtrisée des dépenses de santé la met en danger. Certes, ce dérapage est loin d'être la seule cause du déficit, et c'est pourquoi une clarification des comptes est aussi indispensable. Cependant, on ne peut supporter davantage une progression des dépenses de santé qui, depuis 10 ans, est le double de celle des autres pays européens. Enrayer cette dérive est impératif. Chaque jour tout le réseau de l'Assurance Maladie s'y emploie. Il a aussi besoin de vous.

C'est vrai. L'échographie est un progrès formidable dans la surveillance d'une grossesse. Mais son succès entraîne des excès. La Sécu c'est bien ! Mais 4 échographies, voire 5 ou 6 pour certaines femmes, sans motif médical réel, alors que 3 suffisent pour une grossesse normale, c'est trop ! Une dépense inutile de 150 millions de francs par an, cela donne à réfléchir... Il ne s'agit pas de rationner mais de maîtriser, secteur par secteur, les dépenses de santé. C'est notre rôle. C'est aussi le vôtre. Professionnels de santé et assurés doivent prendre leurs responsabilités. Car l'enjeu, c'est de préserver le droit aux soins pour tous.



Caisse Nationale de l'Assurance Maladie  
des Travailleurs Salariés sécurité sociale

MAÎTRISER LES DÉPENSES DE SANTÉ, C'EST MIEUX GERER VOTRE ARGENT.

# ÉCONOMIE

Le rapport annuel de la Commission bancaire

## Le système financier français demeure solide

Si les banques françaises ont connu l'an dernier une dégradation significative de leurs résultats et ont dû faire face à une montée de leurs risques de crédit, elles restent solides. Telle est la tonalité générale du rapport 1992 de la Commission bancaire. Les difficultés des établissements de crédit tiennent à une conjoncture déprimée. Les fonds propres sont à un niveau suffisant et ont permis de constituer d'importantes provisions.

Calmer le jeu et rassurer. A l'image du discours prononcé mardi 22 juin par Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, devant l'Association française des sociétés financières (ASF), la Commission bancaire met l'accent dans son rapport annuel sur la solidité du système financier français. M. de Larosière se montrait très élogieux à l'égard des agences de notation « qui ne paraissent pas avoir pris en compte la qualité de la surveillance exercée sur les établissements de crédit ».

La Commission bancaire renchérit : « L'augmentation des mises sous surveillance d'établissements de crédit français par les agences de notation ne doit pas occulter le caractère fondamentalement sain du système bancaire français, y compris dans son compartiment immobilier ». Le message est clair. Il faut relativiser la crise de l'immobilier.

### Phase basse du cycle

Elle « semble loin d'avoir atteint en France les proportions qu'elle a connues aux États-Unis et au Japon ». Il s'agit tout au plus d'une phase basse du cycle des marchés immobiliers, semblable à celles de 1974-1975 et 1981-1982. La Commission constate que les incidents majeurs ont été particulièrement rares. Elle reconnaît pourtant que l'impossibilité pour le Comptoir

des entrepreneurs de faire face au début de l'année à des échéances a été spectaculaire, mais cela demeure un cas « isolé ».

La Commission insiste sur l'augmentation, l'an dernier, de 9,7 % des fonds propres des établissements de crédit portés à 697 milliards de francs. Ceux-ci ont ainsi les moyens de faire face à la montée des risques.

### 115,5 milliards de francs de provisions

Il n'empêche que l'exercice 1992 aura été difficile pour l'ensemble du système bancaire en raison du ralentissement de l'activité économique, de la montée des risques et des niveaux élevés de taux d'intérêt, notamment après la crise monétaire de septembre. L'encours de créances immobilisées et douteuses a augmenté de 34,6 %. Il a atteint 432 milliards de francs et représente 6,7 % de l'ensemble des crédits. En face, les provisions ont augmenté de 67,1 % pour atteindre le niveau record de 115,5 milliards de francs. L'évolution a été encore plus nette si on considère les activités réalisées uniquement en France par les banques, qui ont nécessité un accroissement de 76,8 % des dotations aux provisions.

Le résultat net de l'ensemble des établissements financiers a baissé d'environ 21 %. Les banques liées à l'AFB (Association française des banques) ont été beaucoup plus fortement touchées. Leur bénéfice a chuté en moyenne de 60,6 % sur l'exercice, passant de 14,5 milliards de francs à 5,7 milliards. Pour leurs seules opérations en France, les profits ont régressé de 94 %. Ils étaient de 10,6 milliards en 1991 et sont revenus à 0,6 milliard en 1992.

Enfin, la tendance au ralentissement de la croissance des frais généraux observée depuis 1990 s'est interrompue en 1992. Ils ont augmenté de 6,5 %.

E. L.

## Les établissements de crédit pourraient avoir du mal à accompagner la reprise

L'envoie des provisions et la chute en moyenne de plus de 60 % des bénéfices des banques en 1992 ne sont pas de simples accidents de parcours. L'année 1993 s'annonce difficile. Les défaillances d'entreprises et la crise de l'immobilier n'ont pas disparu. La majeure partie des maigres profits risque à nouveau de provenir de plus-values. La fragilité des banques ne sera pas sans conséquences durables sur l'ensemble de l'économie. Si la Commission bancaire souligne la solidité des banques françaises, le doute subsiste sur leur capacité à accompagner, voire à susciter, la reprise.

« Si dans les dix-huit mois la conjoncture ne s'améliore pas radicalement, le système bancaire en sera durablement affecté. Il y aura de la casse », avertit le président d'une des principales banques régionales françaises. « Il n'y a pas de bonne économie sans un système financier capable de la financer », ajoute-t-il. Un pronostic sombre qui n'est pas sans rappeler le pessimisme du monde industriel. Le spectre d'un « crédit crunch » à la française, c'est-à-dire d'une chute brutale de l'offre de crédit sur le modèle américain des années 1990-1991, hante les couloirs de la Banque de France et du Trésor. On reste pourtant loin d'un « effondrement du crédit ».

Certes, la croissance des crédits n'a cessé de se ralentir depuis trois ans et on peut parler de stagnation depuis six mois. Les prêts aux particuliers et pour l'équipement des entreprises ont tendance à diminuer, alors que les crédits de trésorerie se sont accrus. « On se trouve à cent lieues d'une situation de crédit crunch puisque la demande est faible et provient pour l'essentiel d'entreprises insolvables qui cherchent à survivre », explique le directeur général d'une grande banque parisienne. Un raisonnement que l'on ne partage pas forcément du côté des petites et moyennes entreprises (PME), dont les dirigeants ont souvent le sentiment de faire les frais des pertes bancaires dans le finance-

ment de l'immobilier. En tout cas, les grandes entreprises en bonne santé évitent le plus possible de recourir au crédit et autofinancent, au contraire, à plus de 100 %. C'est-à-dire qu'elles dégagent des excédents de trésorerie et les placent le plus souvent sur les marchés monétaires. Elles n'investissent pas et n'ont tout simplement pas de besoins.

### Des marges en baisse

La baisse rapide des taux d'intérêt depuis deux mois peut-elle changer la donne ? A l'image, une nouvelle fois, des industriels, les banquiers ont plutôt tendance à la juger insuffisante. La baisse des taux n'a d'ailleurs pas que des effets positifs pour eux. Si elle réduit les risques de faillite des entreprises endettées et les coûts de la ressource des banques sur les marchés, en revanche, elle entraîne des renégociations de prêts et diminue la rémunération de la trésorerie. Les liquidités que les banques se constituent, notamment par le système des dans de valeur, leur a rapporté l'an dernier la bagatelle de 9 milliards de francs.

De plus, la rémunération des crédits (le taux de base) a diminué jusqu'à présent aussi vite que le loyer de l'argent, sous la pression notamment des pouvoirs publics. Du coup, les banques ont été incapables de reconstituer leur marge d'intérêt, qui représente l'essentiel de leurs résultats. Elle a fondu de 5 % en 1987 à 3,8 % en 1990 et à 3,4 % en 1992. Une conjoncture faible qui rend d'autant plus douloureux et plus long le nettoyage des bilans des créances douteuses. Plus l'assainissement sera difficile, moins les établissements de crédit seront aptes à soutenir l'économie.

On considère généralement que moins de la moitié des risques liés à la crise immobilière sont aujourd'hui couverts par des provisions. Le total des créances à risque détenues par les banques sur l'immobilier professionnel représente entre 350 et 400 milliards de francs. Les provisions nécessaires pour tenir compte des impayés et de la décade des actifs saisis avoisinent les 100 milliards. Les établissements ont réalisé en 1992 entre 30 et 35 milliards de provisions. On peut estimer qu'ils devront fournir un effort comparable cette année, et

même en 1994. Ce qui ne sera pas sans conséquences sur le niveau de leurs fonds propres et sur leur capacité à financer une reprise de l'investissement et de la consommation.

Les fonds propres prennent d'ailleurs plus d'importance que les banques sont soumises, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, à une norme internationale dans ce domaine, baptisée ratio Cooke. En face de leurs engagements de crédit, les établissements doivent disposer d'un minimum de 8 % de fonds propres. Ce ratio introduit un encadrement du crédit de fait lié à la capacité des banques à rémunérer et à collecter des fonds propres. Mais, conçu dans la période d'euphorie des années 80, il devient pervers dans un contexte défavorable. Car l'envoie des provisions communique des fonds propres que la faiblesse des bénéfices ne permet pas toujours de reconstituer.

La contrainte du ratio Cooke peut également inciter les banques à privilégier d'autres activités que le crédit. Pourquoi prêter quand les risques sont élevés, les marges faibles et le coût en fonds propres important ? Les banques françaises les plus rentables

sont d'ailleurs celles qui ont su arrêter à temps de financer les promoteurs et les PME.

Le fameux « crédit crunch » américain s'est produit quand les établissements de crédit en difficulté ont préféré acheter des obligations d'Etat bien rémunérées et sans risques plutôt que de prêter. La baisse continue du loyer de l'argent outre-Atlantique a sans doute sauvé le système bancaire, mais elle a asphyxié l'économie. Les établissements américains ont pu se refinancer à court terme à des taux extrêmement faibles, de l'ordre de 3 %, et prêter dans le même temps à l'Etat fédéral à 7 % et plus. Ils ont ainsi battu l'an dernier tous leurs records de profits.

Les banquiers français, qui appellent de leurs vœux une poursuite de la baisse des taux, espèrent sans doute une solution à l'américaine. Il est pourtant peu probable que les pouvoirs publics sacrifient, même pour un temps, la croissance au profit du soutien au système bancaire. Il faudra pourtant d'une manière ou d'une autre redonner le goût du crédit aux banquiers.

ERIC LESER

## INDICATEURS

### ÉTATS-UNIS

● Commandes de biens durables : - 1,6 % en mai. - Les commandes de biens durables ont baissé de 1,6 % en mai et sont tombées à leur plus bas niveau depuis six mois aux États-Unis. Les analystes tablent sur une augmentation allant de 1 % à 1,5 %. Pour avril, le chiffre des commandes a été révisé, passant d'une hausse de 0,3 % à une baisse de 0,2 %.

● Produit intérieur brut : + 0,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre. - Le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé de 0,7 % en rythme annuel au premier trimestre de cette année. La précédente estimation était de 0,9 %, tandis que les experts tablent sur une estimation finale de 0,8 %.

### FRANCE

● Consommation : - 5,1 % en mai. - La consommation des ménages en produits manufacturés a diminué de 5,1 % en mai. La baisse a touché tous les produits, mais elle a été particulièrement marquée dans l'électronique grand public, l'électroménager et l'horlogerie-bijouterie. Selon l'INSEE, d'effet dévorable du calendrier sur le niveau de la consommation est sans doute important (nombre réduit de samedis ouvrés, fête des mères en juin cette année).

## COMMUNICATION

La Fininvest face aux magistrats italiens

## L'empire Berlusconi nouvelle cible de l'opération « mains propres »

Au moment où après bien des péripéties et des combats d'arrière garde, le Parlement s'apprête, jeudi 24 juin, à débarrasser la RAI, la télévision publique, de son carcan politique, la Fininvest de Silvio Berlusconi, dernière forteresse symbolique d'un ordre désormais révolu, est touchée à son tour par les scandales.

### ROME

de notre correspondant  
Dans un premier temps, Fedele Confalonieri, administrateur délégué de la Fininvest communication, ami intime et alter ego, dans le groupe, de M. Berlusconi a attiré sur lui l'attention des juges du pool « Mani pulite » de Milan. Selon certaines indications, la Garde des finances avait constitué contre lui un volumineux dossier dans l'espoir de retrouver la trace de près de 300 millions de lire (10 millions de francs) qui seraient allés à travers des fausses factures, via l'Avanti, le journal socialiste - dans les caisses du PSI de Bettino Craxi. Ces fonds auraient servi à alimenter, entre autres, le dépenseux congrès du parti, en 1989, dans les anciens ateliers de l'Aussido.

Mardi 22 juin, l'intéressé répondait par un communiqué indiquant que « les factures de l'Avanti sont régulièrement enregistrées dans la comptabilité de Fininvest communication ». L'empire que les magistrats ont enquêté sur ces autres factures payées à l'Unità, le Popolo, le Voco, la Repubblica, la Stampa (etc.) et à tous les autres journaux, qu'ils appartiennent ou non à des partis politiques, jeudi 24 juin au matin, la justice paraît d'« archiver » le cas, toutes les éventuelles violations de la loi sur le financement des partis

étant déjà couvertes par une amnistie.

Le mardi 22 juin s'est en tous cas révélé une journée particulièrement noire pour la Fininvest. Dans la matinée, des agents de la Garde des finances ont fait irruption au siège milanais de la société, via Paleocapa, ainsi qu'au Palazzo Donatello à Milano-Due, cœur financier de l'empire berlusconien. Objectif de cette démarche : une enquête, indépendante de la première sur les agissements d'un ancien employé du ministère des finances, arrêté en avril dernier, et dont la spécialité était d'accrocher les remboursements de TVA des entreprises.

Enfin, dernier coup dur : l'arrestation vendredi 18 à Milan d'un des cadres du groupe, Aldo Brancher, assistant de Fedele Confalonieri pour les projets spéciaux. Déjà mis en cause au nom de la Fininvest pour des violations de la loi sur le financement des partis, M. Brancher est désormais impliqué dans une autre affaire de corruption, un des chapitres les plus sordides de l'enquête « Mains propres » puisqu'elle touche à la santé. Aldo Brancher avait versé plusieurs centaines de millions de lire de pots-de-vin à Giovanni Marone, secrétaire de l'ancien ministre de la santé, Francesco Di Lorenzo, lui-même objet d'une enquête, pour obtenir que les chaînes de télévision de la Fininvest occupent une plus grande part des spots publicitaires anti- sida réalisés par le ministère.

Ce dernier scandale, alimenté par les révélations à la justice de Giovanni Marone, a déjà abouti à la mise en cause de plusieurs agences de publicité et d'une bonne vingtaine d'industriels de la pharmacie. Cinq d'entre eux ont déjà été arrêtés, accusés notamment d'avoir donné de l'argent pour que le prix de leurs médicaments soit augmenté.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Une enveloppe de 150 millions de francs pour 1993

## Le ministère de la communication précise les modalités d'attribution des aides à la presse

Le ministère de la communication a rendu publiques, mercredi 23 juin, les modalités d'attribution de fonds d'aide exceptionnels à la presse d'un montant de 150 millions de francs pour 1993. Ces aides sont divisées en trois catégories et concernent uniquement la presse d'information politique et générale. Elles seront réparties cet été.

Quatre-vingt-dix millions de francs seront attribués au titre des aides automatiques aux quotidiens justifiant d'une baisse d'au moins 5 % de leurs ressources publicitaires en 1992 ou d'une perte d'au moins 15 % de leur chiffre d'affaires en petites annonces. Le ministère estime que 80 % de la presse nationale et 45 % de la presse régionale et locale peuvent prétendre à cette subvention plafonnée à 5 millions de francs par titre.

Cinquante millions de francs seront affectés aux restructurations d'entreprises de presse. Ce fonds d'aides directes aidera à gérer, par l'intermédiaire des SOFARIS (Sociétés financières d'Etat qui ont pour fonction de garantir des emprunts), des prêts supplémentaires pour un montant global de 500 millions de francs.

Enfin, 10 millions de francs seront ajoutés aux fonds d'aides existants pour les quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires et pour les quotidiens régionaux à faibles ressources en petites annonces. La commission qui présidera l'attribution de ces aides sera mise en place le 1<sup>er</sup> juillet.

### Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

**8<sup>e</sup> arrdt**

**P. MONCEAU 37 m<sup>2</sup>**

Nécess. gd stand, splend. studio

1 100 000 F. 45-63-25-60

locations meublées demandes

**Paris-PRIMO**

25, av. Hocher, 75008 Paris

Pour clients de haut niveau

APPARTS GRANDS QUALITE

en meublés et en vides

45-63-25-60 Fax 45-61-10-20

maisons individuelles

**EXCEPTIONNEL**

CADRET RARE

MONTARGIS à 80 km Paris

Direct A6, gnd SNEC

Golf, tennis, écuries, vd

ANCEN EN ALU

S&L, rustiq, 80 m<sup>2</sup>, cheminée,

cds, 4 chbres, bain, etc.

Habitacle de suite, sur son

PARC CLOS 2000 m<sup>2</sup>

Orléans, 100 F. TOTAL

**498 000 F**

Credit vendeur possible.

(16) 98-85-22-82, 24 h/24

pavillons

**COTES-D'ARMOR**

(région Paimpol)

PILOUHA. Maison 6 PÈCES,

160 m<sup>2</sup> hab, sur 760 m<sup>2</sup> de

jardin par pavage. Cuis,

équipée, salle de bns équipée,

1 ch., séjour 33 m<sup>2</sup> avec che-

minée, 3 ch., salle de bns et

gd dégagement. Chfr.élec.

Garage 2 voitures, cave + cu-

sins est. Proche mer et tous

commerces, 850 000 F. Tél.:

16 (11) 84-88-87-81

ou (16) 98-22-48-30.

bureaux

**Locations**

**VOTRE SIEGE SOCIAL**

**DOMICILIATIONS**

et tous services. 43-55-17-50

DEMANDES D'EMPLOI

**TRADUCTEUR INDEP.**

Sciences, 33 ans, CFM 56 3.2.5

(tar. DCS, Bousg 737 300-400).

Dynas (Comptrol), 18 55, ATLAS

8 50, 8 50 850 Bousg F1, 2000,

sci., CRP-80, 80 C2 (Jurbas A 310,

Bousg 742

Cherche poste à responsabilité dans

compagnie aéronautique (totale ou

privée) ou chez constructeur de

moteurs d'avions.

Écrire M. Jean FALGOUT,

115, rue Paul-Henriot

94240 L'YVAY-LES-ROSES

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### GROUPE GAN

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 23 JUIN 1993

Les actionnaires de la Société Centrale du GAN se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 23 juin 1993, sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, Président Directeur Général, pour approuver les comptes de l'exercice 1992.

● L'exercice 1992 a été pour le GAN, comme pour l'ensemble du secteur de l'assurance et de la banque, une année difficile. Ce contexte défavorable a pesé de façon contrastée sur les diverses activités du Groupe :

- Dans l'assurance vie, qui représente 63 % de l'activité assurance du GAN en France, les résultats du Groupe sont très satisfaisants en termes d'activité et de bénéfices.

- A l'étranger, le GAN a redressé ses comptes, dans les conditions et dans les délais qu'il s'était fixés il y a deux ans.

- Dans la banque, le C.I.C. reste bénéficiaire, malgré un effort important de provisionnement.

- En fait, la branche la plus touchée par la conjoncture en 1992, est l'assurance dommages en France, pour laquelle des mesures visant la restauration des équilibres techniques ont d'ores et déjà été prises.

Le bénéfice net - part du Groupe - ressort à 402 millions de francs.

● L'Assemblée Générale a décidé de distribuer un dividende net par action de 4 francs, assorti d'un avoir fiscal de 2 francs, qui représente un revenu global de 6 francs. Il sera mis en paiement à compter du 5 juillet 1993.

## L'avenir de

Le Monde

ABONNEMENTS

BULLETIN D'ABONNEMENT



## ÉCONOMIE

Les difficultés du cinquième assureur français

# L'avenir de l'ensemble GAN-CIC en question

Un peu à l'image du Crédit lyonnais dans le monde bancaire, le GAN (Groupe national des assurances), cinquième assureur français, est souvent considéré comme « l'homme malade » du secteur. La rentabilité de la plus petite compagnie publique a chuté de 80 % l'an dernier et sa stratégie à deux facettes, le développement dans l'assurance dommages et la « bancassurance », est sévèrement jugée. Au Trésor, certains hauts fonctionnaires envisagent d'amputer le GAN de sa filiale bancaire, la CIC, afin de lui donner les moyens de son développement dans l'assurance. Un projet de privatisation par étape du CIC serait même à l'étude Rue de Berzy.

François Heilbronner, président du GAN depuis 1986, n'est pas vaincu. Il a dû faire face depuis le début de l'année à la révolte de ses agents généraux hostiles à des hausses brutales de tarifs, annoncer des résultats en chute libre (402 millions de francs en 1992 contre plus de 2,3 milliards en 1991) et tenter de désamorcer le projet de séparation entre le GAN et la CIC. Sa position est d'autant plus inconfortable que la dégradation de ses comptes semble bien supérieure à celle de ses concurrents au moment même où les rumeurs vont bon train sur son remplacement à la tête de la compagnie.

Si le gouvernement a réaffirmé à plusieurs reprises sa volonté de ne pas pratiquer de « chasse aux sorcières » à la tête des entreprises publiques, M. Heilbronner est pourtant considéré comme l'un des présidents les plus menacés. Ayant été pendant longtemps proche de Jacques Chirac, notamment en 1972

au ministère de l'Agriculture et entre 1974 et 1976 à Matignon, il n'est plus perçu par une grande partie de la majorité actuelle comme l'un des siens. Et pour cause, en 1988, il a été le seul patron d'un groupe d'assurances nationalisé à soutenir le raid lancé par Georges Pébereau, avec la complicité des pouvoirs publics, sur la Société générale. Une attitude considérée par l'opposition de l'époque comme un acte d'indépendance au gouvernement socialiste.

François Heilbronner se dit insensible aux rumeurs sur son avenir mais cherche en revanche avec la dernière énergie à empêcher une séparation entre le GAN et la CIC. Un rapprochement dont il est pour partie l'instigateur. Il en a fait en tout cas le fer de lance de sa stratégie dite de « bancassurance » dont il reste un ardent défenseur. A première vue à juste titre puisque l'essentiel du développement de l'assurance-vie en France se fait aujourd'hui par l'intermédiaire des réseaux bancaires. La filiale commune du GAN et de la CIC, spécialisée dans l'assurance-vie et baptisée Socapi, a vu son chiffre d'affaires augmenter de plus de 47 % l'an dernier pour atteindre 6,6 milliards de francs. Il était d'à peine un milliard en 1988.

Mais le jeu en vaut-il la chandelle ? Le GAN ne perd-il pas d'un côté ce qu'il gagne de l'autre ? La compagnie se retrouve condamnée à soutenir à bout de bras un ensemble bancaire hétéroclite que de surcroît elle ne contrôle pas vraiment. Elle lui a apporté l'an dernier deux milliards de francs sous la forme d'une augmentation de capital de 300 millions et du rachat pour 1,7 milliard des 67 % de l'UIC (Union industrielle de crédit) détenus par le groupe bancaire. Avec cette opération, le GAN a pris à sa charge les 25 milliards de francs de crédits à hauts risques aux professionnels de l'immobilier de l'UIC.

Et cette recapitalisation a toutes les chances de n'être qu'une solu-

tion provisoire aux problèmes chroniques du huitième réseau bancaire national : à savoir une très faible rentabilité (116 millions de francs de bénéfices en 1992), une insuffisance du contrôle des risques et un manque de cohésion. Aux yeux de nombreux spécialistes, le CIC aura d'ailleurs besoin d'autres apports de capitaux dans les années à venir.

« Le CIC s'apparente plutôt à un club qu'à un véritable groupe », explique le président d'une des

treize banques du groupe. Les dirigeants du GAN avouent d'ailleurs à demi-mot que leur filiale « n'est pas bien dirigée, pas bien organisée et de surcroît parfaitement incontrôlable ». La situation pourrait changer avec la suppression annoncée par le gouvernement dans le cadre de la loi de privatisation de l'amendement Coffin. Si le texte est adopté, les présidents de filiales bancaires de groupes publics ne seront plus nommés en conseil des

ministres mais par leurs actionnaires. François Heilbronner obtiendrait ainsi satisfaction après s'être souvent plaint de ne pas avoir d'autorité sur des présidents qu'il ne nomme pas et dont la légitimité est parfaitement comparable à la sienne.

Mais la reprise en main du CIC par son principal actionnaire restera longue et ne va pas donner plus de moyens au GAN comme par un coup de baguette magique. En outre, elle ne justifie pas plus le contrôle du réseau bancaire. D'autres grands groupes d'assurances ont développé la distribution de produits d'assurance via des agences de banques. Ils ont parfois conclu des alliances, voire pris des participations dans le capital d'établissements alliés (UAP-BNP, Allianz-Dresdner) sans pour autant en faire des filiales. Le GAN, la plus petite des grandes compagnies françaises, a-t-elle la taille suffisante pour assumer à la fois un nécessaire développement dans l'assurance et porter le CIC ?

Une question qui se pose avec d'autant plus d'acuité que le groupe a adopté depuis plusieurs années une stratégie d'expansion également à haut risque dans l'assurance des risques industriels et automobiles. Il a cherché à augmenter rapidement sa parts de marché en France en se lançant dans une guerre de tarifs très mal vécue par ses concurrents. Des conquêtes payées au prix fort à partir du moment où la conjoncture s'est retournée et le nombre de sinistres n'a cessé d'augmenter. Les pertes en dommages ont atteint 1,1 milliard de francs en 1992. « Le GAN se retrouve aujourd'hui et pour longtemps à la tête d'un portefeuille en dommages de mauvaise qualité qui va encore lui coûter très cher », affirme le directeur général d'une compagnie concurrente.

Les dirigeants du GAN, considèrent pourtant qu'ils n'avaient pas d'autre possibilité sous peine de se laisser marginaliser et de se retrouver alors sous le seuil - considéré

comme un minimum pour « exister » - de 5 % du marché. « Il faut mieux souffrir sur son marché principal avec au bout la conviction d'en tirer les fruits que de partir à l'aventure à l'étranger en payant très cher des compagnies dont la rentabilité restera faible longtemps », explique un des responsables de la compagnie. « Un portefeuille nouveau en dommages se rentabilise en deux à trois ans », ajoute-t-il. Faut-il encore avoir les moyens de supporter les risques pendant ce temps et ne pas se retrouver au beau milieu d'un retournement de conjoncture brutal.

« Le GAN ne peut pas redresser le CIC et financer dans le même temps un développement d'autant plus indispensable dans l'assurance qu'il est le grand groupe français le moins internationalisé », juge un analyste. « La solution la plus satisfaisante consisterait pour les dirigeants du GAN à accepter d'adapter leurs ambitions à leurs moyens et à réduire leur participation dans le CIC », ajoute-t-il.

Une hypothèse sérieusement envisagée au Trésor. Après un recentrage sur ses activités rentables de banques régionales, le groupe CIC pourrait être « privatisable » dans son ensemble ou plus facilement encore établissement par établissement. Dans cette dernière hypothèse, les acheteurs potentiels français ou étrangers ne devraient pas manquer.

Une éventualité dont le GAN ne veut pas entendre parler. Face à l'avalanche de critiques, la direction se sent persécutée. « Nous sommes considérés au mieux avec paternalisme et au pire avec condescendance. On veut nous faire payer aujourd'hui notre volonté d'émancipation alors que nous sommes victimes avant tout et comme tant d'autres de la conjoncture et que le groupe reste solide », explique-t-on au siège. Un plaidoyer qui pourrait ne pas être suffisant.

E. L.

### Le lancement des « Gitanes blondes » au Japon

## La Seita s'associe à Japan Tobacco

Après une première tentative infructueuse d'implantation en solitaire au Japon en 1989 (troisième pays consommateur, après la Chine et les États-Unis, avec 329 milliards de cigarettes), la Seita a changé sa stratégie pour lancer les « Gitanes blondes » dans ce pays. Elle a ainsi signé, en novembre 1992, un accord de licence avec Japan Tobacco, troisième groupe mondial de tabac.

Fabriqués sous licence à Odawara, un des trente-cinq sites industriels de Japan Tobacco, ce lancement a nécessité 70 millions de francs d'investissement répartis entre les deux groupes. L'objectif est de commercialiser la première année 300 millions de cigarettes et d'occuper 0,1 % du marché.

« Notre échec en 1989 était dû à la distribution », reconnaît le directeur du marketing et des ventes, Gilles Cambournac, d'où la nécessité de s'associer avec le groupe qui contrôle 83 % du marché nippon. « Les nombreuses similitudes entre la Seita et Japan Tobacco ont permis d'accélérer les discussions. » Ainsi, ce monopole des sels et du tabac fondé en 1898, transformé voici huit ans en entre-

prise commerciale sera privatisé. L'Etat vendant un tiers du capital d'ici la fin de l'année. Comme la firme française, cette société a profité de sa position exclusive pour maîtriser la distribution des produits au travers de 270 000 points de vente et de 500 000 distributeurs automatiques.

Seule différence, l'ouverture aux marques étrangères est beaucoup plus récente puisqu'elle date de 1987. Avec 36 milliards de cigarettes vendues, leur part de marché atteint désormais 17 %. Le leader est l'américain Philip Morris, qui a lui aussi signé un accord de licence avec Japan Tobacco.

« Nos moyens ne nous permettent pas d'aller partout en même temps et de nous développer seuls », a indiqué Charles Lebeau, directeur international, rappelant la priorité donnée au développement des blondes hors de France, les exportations représentant aujourd'hui 20 % de l'activité. D'autres marchés s'ouvrent cette année au Liban, en Côte d'Ivoire, en Afrique du Sud, et au Mexique, en association souvent avec d'autres partenaires.

DOMINIQUE GALLOIS

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## RÉSULTATS ET ACTIVITÉS 1992

En 1992 le chiffre d'affaires du Groupe Framatome s'est élevé à 12,7 milliards de francs contre 14,2 milliards l'année précédente. Il ne comprend en effet que la fabrication d'une seule tranche nucléaire, celle de Penly 2. Avec un résultat net consolidé, part du Groupe de 950 millions de francs, la rentabilité globale s'est maintenue au niveau de l'année précédente.

Au cours de l'exercice écoulé, l'événement majeur pour l'évolution du Groupe a été la prise de contrôle par Framatome, le 15.09.1992, des sociétés françaises de fabrication de combustible nucléaire précédemment filiales de Pechiney, FBEC, Zircatube et CERCA. Aux États-Unis Framatome est devenue, à la même date, le principal actionnaire de la société B.W.F.C. qui est également spécialisée dans la fabrication des combustibles pour réacteur à eau pressurisée. Ces acquisitions confirment le rôle de premier plan reconnu à Framatome dans l'industrie nucléaire française.

Autre événement d'importance intervenu dans les derniers jours de 1992, Framatome Connectors International, filiale à 100 % de Framatome, a acquis la société Daut and Rietz dont les activités, situées essentiellement en Allemagne et en Autriche, sont tournées vers l'industrie automobile et viennent ainsi renforcer la présence du Groupe, déjà très active, sur ce marché.

### RÉALISATIONS NUCLÉAIRES

L'activité Chaudières nucléaires a été marquée par la livraison de la tranche n° 2 de la centrale de Penly. Sur les chantiers en cours les travaux se poursuivent normalement que ce soit en France ou en Chine à Daya Bay, où la première divergence de la tranche n° 1 est prévue en juillet 1993. Enfin l'activité d'ingénierie sur le projet d'European Pressurized Reactor (EPR), projet mené avec Siemens et piloté par N.P.I. (Nuclear Power International), s'est poursuivie en liaison avec l'E.D.F. et les électriciens allemands. L'obtention au 10.01.1993 de la commande de la deuxième tranche de Civaux, 18 mois après la première, conforte cette activité.

La vente de Services Nucléaires a été soutenue tant en France qu'à l'étranger. D'importantes commandes ont été obtenues en 1992, notamment en France, avec la commande du remplacement des générateurs de vapeur de Bugey 5, en Espagne et en Suède, en collaboration avec Siemens.

Dans le domaine de l'ingénierie du Combustible d'importants succès commerciaux ont été remportés à l'exportation, notamment en Allemagne, cependant qu'en France le contrat pluriannuel des recharges pour les années 1993 à 1995 était signé avec EDF.

### FABRICATION DES COMBUSTIBLES NUCLÉAIRES

Désormais partie intégrante du Groupe Framatome, les deux principales sociétés de fabrication du combustible PWR, FBEC et Zircatube, ont connu en 1992 une très forte activité commerciale et ont fait tourner leurs usines au maximum de leurs capacités.

### EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

Le recul des investissements productifs et la réduction des programmes militaires ont pénalisé le marché des équipements industriels. Le secteur de la Mécanique nucléaire a enregistré les commandes de générateurs de vapeur de remplacement pour l'Espagne et la Suède. Par contre l'activité dans le domaine des équipements périphériques et des

machines spéciales n'a pas permis de maintenir le plein emploi dans certaines filiales, notamment chez N.F.M. et ATEA.

Dans le domaine des activités Pétrole-gaz où opèrent la division Thermodyn et les filiales Padinox et Proser, des succès significatifs ont été remportés à l'exportation au bénéfice, notamment, des compresseurs de Thermodyn.

### CONNECTIQUE

Le chiffre d'affaires consolidé de Framatome Connectors International est resté stable à 3 milliards de francs malgré la baisse du taux de change du dollar.

En 1992 E.C.I. a intégré dans son organisation la société SCHMIDT et a acquis à la fin de l'année le contrôle de DAUT and RIETZ, complétant ainsi son dispositif de pénétration du marché de la connectique automobile.

L'effort de développement de E.C.I. a également porté sur le marché des télécommunications dont les perspectives restent très bonnes; dans ce domaine E.C.I. vient très récemment de compléter son dispositif industriel en Europe en achetant les activités de l'usine de Pontarlier précédemment exercées par une société du Groupe Alcatel.

Toutefois la faiblesse de la croissance économique et la réduction générale des programmes militaires ont entraîné une stagnation des ventes en volume et les baisses de prix dues à la vivacité de la concurrence, pesant ainsi sur le résultat d'exploitation.

Jean-Claude Leroy  
Président-Directeur Général

I - ACTIVITÉ DU GROUPE	1992	1991
Chiffre d'affaires consolidé (HT) (en millions de FF)	12668	14174
dont : - Nucléaire	8009	9312
	63,2%	65,7%

II - RÉSULTAT NET DU GROUPE ET DISTRIBUTION	1992	1991
Résultat net - part du Groupe (en millions de FF)	950	986
En % par rapport au chiffre d'affaires	7,5%	7,0%
Nombre d'actions	10200000	10200000
Résultat net, part du Groupe, par action (en FF)	93,1	96,7
Dividende attribué à chaque action (en FF)	46,50	39,20



FRAMATOME

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-89  
Télax : 206.808F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE  
Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Croc  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Duvivier,  
Isabelle Tassin  
15-17, rue du Colonne-Pierre-Avia  
92002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Télax MONDIPUB 434 128 F  
Télax : 46-62-72-72 - Société Fin  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Chateaubriand  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2687  
PRINTED IN FRANCE  
Remboursements sur les redevances  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 20-15 - LEMONDE  
ou 38-15 - Tuxes LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vente normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
« LE MONDE » (RUE) - (postale) is published daily for \$ 500 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., U.S. and additional mailing offices. POSTAGE: 10% sur les abonnements étrangers en 1993 et 1994. Pour les abonnements étrangers aux U.S.A. INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 280 USA  
Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'insérer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





## BOURSE DE PARIS DU 24 JUIN

**Comptant** (sélection)**SICAV** (sélection)23/6

## Second marché (sélection

## Marché des Changes

### Marché libre de l'or

## LA BOURSE SUR MINUTES

**Marché à terme international de France MATIF**

COURS INDICATIFS		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES		COURS		COURS		LA BOURSE SUR MINUTEL		Marché à terme international de France MATIF	
préc.		24/6		achet		vente		préc.		24/6				Cotation du 23 juin 1993	
Ecu Unie (1 uni.)	5 722		5 4		5 9			Or fin (50 en barre)...	67000		68900				
Ecu	5 895							Or fin (50 en lingot)	67050		68900				
Allemagne (100 dm)	336 000		302		345			Napoleon CDR	381		391				
Belgique (100 f)	18 357		15 6		16 8			Pièce Fr (10 f.)	370		332				
France (100 f)	296 870		288		309		3 4	Pièce Suisse (20 fr.)	381		395				
Italie (1000 lire)	87 520		84 8		92 7			Pièce Latine (20 fr.)	379		385				
Danemark (100 kr.)	8 208		7 9		8 1			Souverain	485		498				
Grèce (100 drachmes)	2 487		2 5		3 1			Pièce 20 dollars	2205		2300				
Suisse (100 f)	377 850		363		385			Pièce 10 dollars	1122		1200				
Autriche (100 sch)	77 800		77		84			Pièce 5 dollars	728		580				
Norvège (100 kr.)	79 800		76		84			Pièce 50 peses	2455		2600				
Portugal (100 esc)	47 747		46 3		48 3			Pièce 10 florins	365		398				
Canada (1 \$ can)	5 408		5 1		5 4										
	3 350		3 1		3 3										
	4 420		4 2		4 6										

**36-15**

**TAPEZ LE MONDE**

**PUBLICITÉ**

**FINANCIÈRE**

Renseignements :

**46-62-72-67**

Orionnel 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 158 581				Volume : NC			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Jun 93	Juillet 93	Août 93
Dernier	119,74	119,36	118,76	Dernier	1 935,50	1 933,50	1 943,50
Précédent	119,64	119,26	118,70	Précédent	1 930	1 927,50	1 931,50

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu





دعواتكم

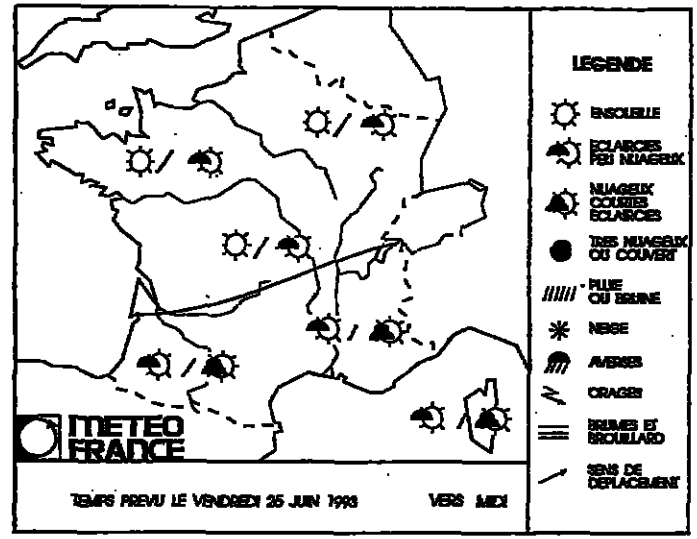
# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24 JUIN A 0 HEURE TUC

Vendredi : belle journée. - Cette journée de vendredi sera agréable, malgré des températures tout juste de saison.

Sur le Sud-Ouest et le Sud-Est, après la dissipation de quelques bancs de brouillard en début de matinée, la journée sera ensoleillée, avec cependant quelques nuages qui pourront masquer de temps à autre le soleil.

Les températures auront du mal à atteindre les valeurs de saison : les minimales s'étagèrent entre 9 et 12 degrés, sur la moitié nord, entre 14 et 16 degrés sur la moitié sud, jusqu'à 18 degrés sur le pourtour méditerranéen : quant aux maximales, elles seront comprises entre 19 et 23 degrés au nord de la Loire, entre 24 et 27 degrés au sud.



En raison du mouvement de grève, nous ne sommes pas en mesure de publier les cartes internationales ainsi que le tableau des températures. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

# PHILATÉLIE

Les catalogues 1994

## Cérès, une volonté de réalisme

Le catalogue Cérès de cotation des timbres français, millésime 1994, vient de paraître. Cette 52<sup>e</sup> édition s'efforce de refléter les tendances du marché et l'on notera de nombreuses modifications de cotes, à la hausse ou à la baisse, qui traduisent la volonté de réalisme de l'éditeur.

Dans la partie réservée aux classiques - à l'iconographie entièrement revue - la tendance générale est plutôt à la baisse : on commence par le 40 c orange (n° 5) qui passe de 20 000 F à 24 000 F, puis le n° 8 non émis. Hausses également en ce qui concerne les affranchissements pour des destinations hors de France, pour les *Napoleon* lauréats, les ballons montés.

Les baisses commencent avec les émissions du début du siècle, spectaculaires parfois pour les types Mouchon et Merson, et se poursuivent avec les semi-modernes. Les tableaux récapitulatifs sont clairs : depuis 1930, seules les années complètes 1934, 1947, 1990 et 1991 sont à la hausse. Dans ce concert de baisses, la série de vingt-deux timbres *Chimères intellectuelles* s'en tire bien, passant d'une année à l'autre, de 1 474 F à 1 528 F. La première série des *Ophélie* (1917-1919) regroupe de 36 750 F à 32 000 F. A noter, tout de même, des hausses, parfois fortes, pour d'assez nombreux timbres « seul sur lettre » (au tarif) comme le *Guymer* (1940) qui passe de 1 000 F à 1 350 F ou le *Belfort d'Aras* (1942), de 60 F à 85 F ainsi que les valeurs d'usage courant.

Parmi les émissions les plus récentes, les « tableaux » reculent, en particulier certaines valeurs spéciales (*Van Gogh*, 1979, de 40 F à 35 F ; *Vitrail de la cathédrale de Strasbourg*,



1985, de 45 F à 32 F). La bande-carte des personnages célèbres de 1985 passe de 415 F à 300 F. Les hausses, modestes, pour ces dix dernières années sont très rares (*Liberté* de Gandon 0,10 F et 0,40 F se tenant ; *Europa* 1988 et 1989 ; série touristique 1989). Dans les spécialités, les cotes bénéficient de quelques ajustements à la hausse.

P. J.

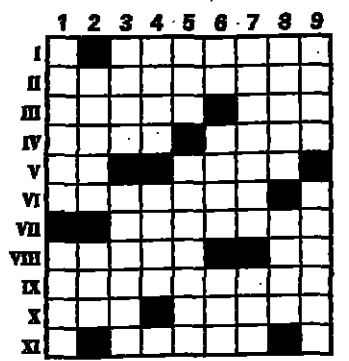
► Catalogue Cérès France 1994, 416 pages, 4 400 timbres reproduits, illustrations en couleurs, 95 F, chez Cérès, 23, rue du Louvre, 75001 Paris. Cadeaux : 01 (tél.) : (1) 45-08-46-63.

Une version de ce catalogue est également disponible sur CD-ROM, au prix de 950 F, chez SERIAT, 710, rue d'Alco, 34080 Montpellier (tél.) : (16) 67-40-13-39.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, téléphone : (1) 49-60-33-28. Spécimens récents sur demande contre 15 F en timbres.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6069



**VERTICALEMENT**

1. L'homme au compteur. Difficile à finir quand on est très serré. - 2. Note de « fraise ». Un agrément d'autrefois. - 3. Ne dure qu'un temps. Agir comme un commissaire. - 4. Une plateforme à la hauteur. La bride sur le cou. - 5. Demi-tour. Faire du plat. - 6. Une femme qui sait jongler avec ses pieds. Ne fut pas longtemps républicaine. - 7. Tient bien la bouteille. Produit des colonies. Une partie de l'ensemble. - 8. Quand on en fait, on en jette. Va et vient. - 9. Unité de puissance. Donner du cran.

**HORIZONTALEMENT**

I. Tout à fait interdites. - II. Qui aurait besoin d'un coup de brosse. - III. Sur la Blésoise. Éléments d'une gamme. - IV. Endroit où l'on peut trouver un bouquin. Court mais ne vole pas. - V. Un peu d'espoir. Attendu par celui qui a besoin d'un conseil. - VI. Peut se faire avec un œuf. - VII. Parler comme un dieu. - VIII. Réchauffait le lit. Participe. - IX. Ne travaillant pas sans filet. - X. N'est pas accessible aux piétons. Une ville sur la rive du même nom. - XI. Comme certaines terres.

**Solution du problème n° 6068**

**Horizontalement**

I. Bégayeur. - II. Oie. Neuve. - III. Utile. Axes. - IV. Lueurs. Et. - V. Ailes. - VI. Studio. - VII. G. Ases. - VIII. Etocs. Age. - IX. Recligner. - X. Retient. - XI. Eve. En. Es.

**Verticalement**

1. Boulangerie. - 2. Aleut. It. - 3. Gelées. Ocre. - 4. Eustache. - 5. RN. Réussite. - 6. Réas. Da. Gn. - 7. Eux. Tisane. - 8. Uvée. Gène. - 9. Reste! Vers.

GUY BROUZY

# RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## IMAGES

## Un soupçon sur le sanctuaire

**M**OYENNANT juste rétribution des volontaires, Monsieur Bonsor, légat spécial de Jean-Pierre Foucault dans les salons des spectateurs de « Sacré soirée », nous permet chaque mercredi soir d'assouvir un fantasme : pénétrer chez nos voisins totalement à l'improviste, surprendre l'intimité des foyers à l'instar bérni du réchauffement vespéral. Pour avoir une chance de recevoir chez soi Monsieur Bonsor, il faut au préalable écrire à « Sacré soirée ». Si l'on est choisi, on voit débarquer Monsieur Bonsor, qui vous fait tirer des enveloppes en direct. On gagne le montant des enveloppes. En échange de ces

quelques dizaines de milliers de francs, qu'offre-t-on à la télévision? Quelques instants d'incontestable authenticité, dont témoigne précisément le néglié des élus. On n'est pas à son avantage, quand on regarde « Sacré soirée » en famille. On est débouloché, décoiffé, vautré. La vaisselle sale traîne parfois sur la table basse. On ne s'est pas pomponné, cravaté, comme pour aller participer au tirage du « Millionnaire ». On n'est pas maquillé. On est donc totalement impréparé à la visite de la télévision et, allez savoir, c'est peut-être cette impréparation que cherche à surprendre la télévision, et pour laquelle elle paie quelques

dizaines de milliers de francs. Car, au cœur de cette intimité, et authentifié par le néglié - si l'on s'était attendu si peu que ce soit à cette visite, on se serait mis en frais, - éclate comme la tonnerre le miracle de la télévision. Dans un tourbillon, la première chaîne du pays vient s'incarner chez vous, comme la bonne fée aux yeux de Candrillon éplorée, ou l'Eternel apparaissant à Moïse sur le Sinaï. Et, faisant pleuvoir la manne dans ce sanctuaire de la sincérité qu'est le salon de M. Tout-le-monde, c'est comme si elle se rechargeait en divinité. Hélas! A trop vouloir bien faire! S'étant avisée de l'impact de cette séquence, TF 1 a

entrepris de l'interrompre par un écran de publicité.

Avant cette interruption, le miraculé de mercredi, un chauffeur de bus d'Orly-Ville (Val-de-Marne), avait précipitamment confessé à Monsieur Bonsor ne pas connaître le mot-clé de la soirée, ce qui allait amputer ses gains. Mais, surprise : après la publicité, lorsque nous revînmes à Orly-Ville, son épouse avait eu la révélation du fameux mot-clé. Que s'était-il passé pendant la pub? Assistait-on à un miracle dans le miracle? Ou, plus vraisemblablement, quelqu'un lui avait-il soufflé le mot-clé? Hélas, hélas! Le soupçon de truquage avait gagné le sanctuaire.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; F film à éviter ; M On peut voir ; N Ne pas manquer ; M+ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jendi 24 juin

**DAVID SHIFF**  
**SOLDES -50%**  
PARIS 6<sup>e</sup>, 13 RUE ROYALE - du lundi au dimanche de 10h à 18h

**TF 1**

20.45 Magazine : Mystères. La maison qui n'oublie pas ; Le bijou maudit ; Les dents du Diable ; Le triangle des Bermudes. Invité : Sheila.

22.45 Magazine : Grands reportages. SOS profs battus, de Jérôme Bellay.

23.50 Divertissement : Ciné gags.

23.55 Magazine : Télé-vision.

0.40 Divertissement : La Bébé Show.

0.45 Journal et Météo.

**FRANCE 2**

20.50 Magazine : Envoyé spécial. La banque des pétites : Les sorciers du temps ; Médécine du Tour.

22.30 Téléfilm : Meurtre contre remboursement. D'Alan Metzger.

0.00 Journal et Météo.

0.20 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Emission spéciale Nuit de la Saint-Jean.

**FRANCE 3**

20.45 Cinéma : La Veuve Couderc. Film français de Pierre Granier-Deferre (1971).

22.20 Journal, Météo et Résumé des XII<sup>e</sup> Jeux méditerranéens.

**TF 1**

16.45 Club Dorothée.

17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.

18.20 Série : Héloïse et les garçons.

18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Patrick Timsit.

19.50 Divertissement : La Bébé Show.

20.00 Journal et Météo.

20.50 Documentaire : Retiens ta nuit. Portrait de Johnny Hallyday par Catherine Deneuve.

21.40 Concert : Johnny Hallyday, donné au Parc des Princes les 18, 19 et 20 juin.

23.45 Divertissement : Sexy Dingo.

**FRANCE 2**

16.45 Magazine : Giga. Présenté par Manuel Gellin. Avec les séries : Qui de neuf docteurs? ; Happy Days ; Seconde 8.

18.30 Série : L'Équipée du Poney Express.

19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nguil.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Série : Nestor Burma. Le Cadavre de la plaine Monceau, de Claude Grinberg, avec Guy Marchand, Nathalie Pressat.

22.25 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Des livres pour vos vacances. Invité : Jean Duvillard (J'Assessin) ; Rose Tremain (Je Don du roi) ; Dominique Cozette (Ma femme) ; Serge July, à propos de la réédition du Coup d'État permanent, de François Mitterrand ; Bernard Brochard, à propos du Festival du film publicitaire de Cannes.

23.45 Journal et Météo.

**FRANCE 3**

16.30 Sport : Jeux méditerranéens. Rugby : finale, en direct de Béziers.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. La Femme biblique, de notre collaborateur Alain Woodrow.

19.00 La 19-20 de l'information. De 18.09 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Jeu : Hugobélier (et à 20.40).

20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 Magazine : Thalassa. Alain Bombard, l'homme qui a mangé la mer, de Béatrice Borge et Georges Perle.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Jeanne Mes. Guyane : cacao, terre d'ail, de Geneviève Roger et Frédéric

**M 6**

20.45 Cinéma : La Balance. Film français de Bob Swaim (1982).

22.35 Téléfilm : Invitation pour l'enfer. De Wes Craven.

0.10 Informations : Six minutes première heure.

0.20 Magazine : Culture rock. La saga de Madonna.

0.50 Magazine : Fréquentstar.

**CANAL PLUS**

20.35 Cinéma : Amoureuse. Film français de Jacques Doillon (1991).

22.10 Flash d'informations.

22.20 Sport : Boxe. Réunion de Bordeaux. Championnat du monde super-coq WBA : Wilfredo Vasquez (Porto-Rico) - Thierry Jacob (France).

0.20 Cinéma : Morts en sursis. Film néo-zélandais de Geoff Murphy (1988).

**ARTE**

20.40 Soirée thématique : Liverpool. Soirée réalisée par Philippe Pliard et Jérôme de Missolz.

20.45 Reportage : Dix-neuf mots. Le comédien Mergl Carle nous parle de Liverpool en dix-neuf mots au fil d'une promenade à travers la ville.

21.00 Documentaire : You'll Never Walk Alone. D'Evelyn Ragot et Jérôme de Missolz.

22.15 Documentaire : Liverpool Today, Yesterday. En mémoire de Christophe Colomb.

22.35 Courts métrages. Beryl Bainbridge, écriture : Simon Tinn. Football in Liverpool: Girl's Night Out ; Terence Davies, cinéaste.

23.20 Cinéma : Distant Voices, Still Lives. Film britannique de Terence Davies (1988).

0.45 Cinéma d'animation : Snark. Endogenes, de Jule et Elke Blaser.

**Vendredi 25 juin**

Tonelli : Etats-Unis : l'herbe bleue, de Jacques Tonelli et Eric Delaue ; France : la Bravade de Saint-Tropez, de Frédéric Dazert, Simon Freige et Laurent Desvieux.

22.50 Journal, Météo et Résumé des XII<sup>e</sup> Jeux méditerranéens.

23.20 Magazine : Le Diver. Invité : Gian Paolo Sodano, directeur de la RAI 2, deuxième chaîne publique italienne.

23.50 Série : Les Incorruptibles.

**CANAL PLUS**

16.05 Téléfilm : Chute libre. D'Olivier Schislet.

17.35 Documentaire : Les Allumés... Allah Kabon, dieu est grand, de Laurent Duret.

18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.30

18.30 Le Top.

19.20 Série animée : Tam-tam.

19.22 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invité : Christian Laborde (écrivain).

20.30 Téléfilm : La Guerre d'un homme. De Sergio Toledo.

21.55 Documentaire : La Maison de la rue Arbat. De Marina Goldovskaya. A Moscou. D'anciens locataires se souviennent...

22.55 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Twin Peaks. Film américain de David Lynch (1992).

**ARTE**

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Téléfilm : Les Pères de Nardino. De Wolf Gauditz (rediff.).

18.35 Cinéma d'animation : Snark. Caliph Stork, de Lotte Reiniger (rediff.).

19.00 Magazine : Rencontre. Claude Skoda/Morot Becker.

20.00 Documentaire : Cézanne, père des modernes. A la découverte du peintre.

20.15 Documentaire : Les Livres du silence. En 1968, deux jeunes sculpteurs décident de faire équipe. Le Kubach-Wilsen Team est né.

20.30 8 1/2 Journal.

**M 6**

20.45 Cinéma : La Balance. Film français de Bob Swaim (1982).

22.35 Téléfilm : Invitation pour l'enfer. De Wes Craven.

0.10 Informations : Six minutes première heure.

0.20 Magazine : Culture rock. La saga de Madonna.

0.50 Magazine : Fréquentstar.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Dramatique. Clandestines, ou les éternelles féminines, de Thérèse d'Avila à Marguerite Yourcenar (2).

21.30 Profils perdus. Louise Weiss (rediff.).

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (donné le 13 mars salle Gaveaux) : Sonate pour violoncelle et piano en la mineur op. 36, de Grieg ; Quintette pour clarinette et cordes en la majeur K 581, de Mozart ; Quatuor pour piano et cordes n° 1 en ut mineur op. 15, de Fauré ; par Michel Lathiec, clarinette, Arto Noras, violoncelle, Bruno Rigutto, piano et le Quatuor de l'Académie Sibelius.

23.09 Ainsi la nuit.

0.33 L'Heure bleue.

**M 6**

17.05 Variétés : Multitop.

17.35 Série : Les Aventures de Tintin. Tintin au pays de l'or noir (1<sup>re</sup> partie).

18.00 Série : L'Homme de fer.

19.00 Série : Les Rues de San-Francisco. Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Magazine : Capital.

20.45 Série : Equalizer.

22.35 Magazine : Les Enquêtes de Capital.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Radio archives. Léon Tolstoï - La fuite. Solal dans ses œuvres.

21.32 Musique : Black and Blue. Les Nuits magnétiques. La psychanalyse dans presque tous ses états. 5. Les ondes de choc de l'analyse. Du jour au lendemain.

0.05 Dans la bibliothèque de Marcelin Fleyner.

0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (en direct de la basilique Saint-Denis) : Symphonie n° 3 en ré mineur, de Mahler, par la Maîtrise et le Chœur de Radio-France, l'Orchestre national de France, dir. Seiji Ozawa ; sol : Florence Quivry, mezzo-soprano.

23.09 Jazz club Par Claude Carrière et Jean Delmas.

1.05 Papillons de nuit. Par Bruno Letort.

Engagé à l'Assemblée nationale le 25 juin

## Le débat sur le financement des établissements privés ravive la querelle entre les « deux écoles »

Après celui sur l'enseignement supérieur, jeudi 24 juin, les députés entament, vendredi 25 juin, le débat parlementaire sur le financement, par les collectivités locales, des établissements privés d'enseignement. La proposition de loi de la majorité provoque une levée de boucliers à gauche et parmi les enseignants laïques.

Querre ou paix scolaire ? Le débat qui s'ouvre à l'Assemblée nationale sur la question du financement des établissements privés d'enseignement ravive la querelle entre les « deux écoles » : celle des établissements privés sous contrat et celle des établissements privés non contractuels. Répondant à l'une des plus vieilles demandes des responsables de l'enseignement privé et de leurs avocats au Parlement, il est déjà perçu comme une provocation et une menace de démantèlement du service public par le camp des laïques.

La discussion porte, en fait, sur l'harmonisation des dispositions législatives multiples qui réglementent la part des fonds publics dans les investissements en faveur du privé. Quatre textes régissent actuellement les rapports entre les collectivités territoriales et l'enseignement privé sous contrat : la loi du 15 mars 1850 (loi Falloux), dont l'article 69 limite à 10 % du montant total des investissements la part des fonds publics pour les collèges et les lycées d'enseignement général, une loi de 1886 qui interdit le financement public d'écoles primaires privées, et enfin les lois Astier (1919) et Rocard (1984) qui autorisent, en revanche, tout financement public en faveur, respectivement, des établissements privés techniques et agricoles.

Si l'ancien dispositif est connu, celui qui devrait ressortir de la discussion parlementaire est encore bien imprécis. Dans une étonnante cacophonie, les députés de la majorité ont déposé, depuis avril, quatre propositions de loi, visant toutes à libéraliser les subventions

publiques en faveur de l'enseignement privé. C'était public, comme s'en est souvenu l'extrême gauche, qu'une proposition de loi parlementaire ne peut, aux termes de l'article 40 de la Constitution, conduire à l'alourdissement de la dépense publique. La commission a donc élaboré, mercredi 23 juin, un texte assez flou, que le gouvernement aura pour mission d'amender et de compléter.

### Un cadre général

Le texte présenté, au nom de la commission, par Bruno Bourg-Broc (RPR) n'aborde donc pas directement la question du financement des établissements privés sous contrat, mais prévoit un cadre général dans lequel devront s'inscrire ces établissements : respect des orientations définies par le schéma prévisionnel des formations, élaboration de conventions précisant l'affectation de l'aide publique, les durées d'amortissement des investissements financés et, en cas de cessation de l'activité d'enseignement ou de résiliation du contrat, les conditions de remboursement des sommes non amorties ainsi que les garanties correspondantes.

A la lecture des quatre propositions de ces dernières semaines, on sent assez précisément les thèmes sur lesquels portera la discussion. La plus récente, émanant de députés centristes (MM. Lequiller, Barrot et Couanau), prévoit ainsi d'étendre aux dépenses d'investissement le principe de parité entre public et privé déjà en vigueur pour les dépenses de fonctionnement. Cette proposition, déposée le 8 juin dernier, indique, en effet, que « l'aide accordée [par les collectivités locales] ne peut excéder, en proportion du nombre d'élèves des classes sous contrat, la moyenne des concours publics aux dépenses d'investissement des établissements d'enseignement public implantés dans le département pour les écoles

et les collèges, dans la région pour les lycées ». Elle précisait par ailleurs que « cette moyenne est calculée sur les sept années précédant celle de l'attribution de l'aide », afin, dans l'esprit des auteurs, de « compenser » pour le privé les importants efforts effectués par les régions en matière de rénovation et de construction de lycées et de collèges publics depuis les lois de décentralisation.

La proposition de loi déposée en avril par MM. Pons, Bourg-Broc et Pinte au nom du RPR faisait aussi référence à cette notion de parité entre le public et le privé. Tout comme celle déposée également en avril par M. Millon au nom de l'UDF.

### Levée de boucliers

Toutefois, la libéralisation des financements publics en faveur du privé, une fois votée, ne se traduira pas nécessairement par une avancée de créations d'établissements privés. Un décret de 1960, dont on ne sait pas encore s'il sera remis en cause, impose en effet un délai théorique de cinq années avant que ne soit accordé un contrat d'association liant l'Etat à un établissement privé. Une collectivité locale ne pourrait donc théoriquement pas financer librement la création d'un établissement, lequel, par définition, devra toujours attendre cinq ans avant d'être placé sous contrat.

Le flou de ces propositions n'a pu que renforcer les craintes du « peuple laïque », encore traumatisé par la guerre scolaire perdue en 1984. La levée de boucliers est générale. Le bureau exécutif du Parti socialiste a déjà fait savoir qu'il y opposerait un non de principe. De même pour le Parti communiste.

Le Comité national d'action laïque (CNAL), que l'on n'avait plus guère entendu depuis 1984, a réuni de son côté ses cinq organisations composantes - la Fédération de l'éducation nationale (FEN), le Syndicat des enseignants (SE), la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), la Ligue de l'enseignement et la Fédération nationale des délégués départementaux de l'éducation nationale - pour dénoncer cette « attaque directe du service public d'éducation au détour d'une question présentée comme simplement technique ou de bonne justice ». Et le CNAL appelle à combattre cette initiative, qui « constitue une entreprise de démantèlement de l'enseignement public, laïc et gratuit, ouvert à tous, seul garant de l'égalité devant le

savoir et de l'intégration de tous les jeunes dans la société ».

La réaction n'est pas moins vive dans l'ensemble du monde enseignant. Qu'il s'agisse de la Fédération concurrente de la FEN, la Fédération syndicale unitaire, du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) ou encore du SGEN-CFDT, le ton est au diapason : « Il s'agit d'un coup de poignard dans le dos du service public », Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du Syndicat des enseignants de conclut, amer : « En 1984, on voulait rapprocher les deux secteurs et faire un grand service public. La droite est en train de faire l'inverse. »

JEAN-MICHEL DUMAY

Attaques et prises d'otages

## Les séparatistes kurdes entreprennent des actions de commando contre des intérêts turcs en Europe

Au moins deux employés (une dizaine de personnes selon d'autres sources) du consulat général de Turquie à Marseille ont été pris en otage pendant trois heures, jeudi 24 juin au matin, par un groupe de quatre Kurdes de Turquie, militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui menaçaient de mettre le feu au consulat. Ils affirmaient avoir apporté deux bombes. Les otages ont été libérés sains et saufs vers 13 heures. Les militants du PKK se sont rendus sans opposer de résistance, après avoir rencontré des journalistes.

A Lyon, le siège de la compagnie aérienne Turkish Airlines et celui de la Mission de la Turquie ont été attaqués jeudi matin, par un commando qui a brisé des vitrines et

détruit des équipements, sans faire de victime. Les membres du commando criaient des slogans du PKK.

Dans le même temps, à Munich (Allemagne), le consulat général de Turquie était investi par des militants kurdes qui, en fin de matinée, détenaient toujours douze personnes en otage (une trentaine selon d'autres sources). Les preneurs d'otages ont rapidement libéré deux personnes malades, mais ils ont exigé que le chancelier allemand Helmut Kohl intervienne à la télévision pour demander au gouvernement d'Ankara « d'arrêter immédiatement la guerre contre les Kurdes ». En cas de refus du chancelier, les preneurs d'otages menaçaient de tuer le personnel du consulat et de faire sauter le bâtiment à la moindre tentative d'intervention de la police.

Diverses banques et institutions turques ont été attaquées dans plusieurs autres villes allemandes. Des actions ont également été menées en Suède et au Danemark ainsi qu'en Suisse, contre les consulats de Zurich et de Genève. En début d'après-midi, aucun blessé n'était signalé. En revanche, six ou sept personnes, dont au moins un policier, ont été blessés lors d'une fusillade qui a éclaté entre les services de sécurité de l'ambassade turque à Berne et des opposants kurdes qui manifestaient devant la chancellerie.

Une guérilla sanglante, qui a fait plus de 6 000 victimes, oppose, depuis 1984, les rebelles kurdes du PKK aux forces de sécurité turques dans le sud-est anatolien, à majorité kurde. Le chef du PKK, Abdullah Öcalan, dit « Apo », avait décidé un cesse-le-feu unilatéral le 20 mars, qui n'était pas pris en compte par l'armée turque et a été dénoncé par le PKK le 3 juin dernier. Une opération militaire de grande envergure, menée par les forces armées turques, semble en préparation, ce qui pourrait expliquer ces actions. A Ankara, le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères a indiqué que le gouvernement « refuse tout entretien et négociation avec les terroristes ».

Le Front de libération du Kurdistan (ERNE), proche du PKK, a déclaré jeudi une « guerre globale » contre la Turquie, soulignant, dans un communiqué diffusé à Athènes, sa détermination à lutter afin que « la guerre soit transférée dans les villes et les régions touristiques » en Turquie.

Les difficultés de la réunification de l'Allemagne

## Le Schiller Theater de Berlin a dû fermer ses portes

BERLIN

de notre correspondant

L'annonce brutale par le Sénat de Berlin de la fermeture du Schiller Theater, l'un des plus grands théâtres de langue allemande, suscite une énorme émotion dans tous les milieux culturels allemands. De toute l'Allemagne, mais aussi de Vienne, les messages de protestation affluent sur le bureau du sénateur berlinois pour la culture, M. Roloff-Mönnig, prié de quitter mercredi 23 juin le théâtre, où il était venu confirmer lui-même devant l'assemblée générale du personnel la décision des autorités berlinoises. La veille, les employés et les condamnés, avec à leur tête leur superintendant, Volkmar Klaus, avaient manifesté d'un théâtre à l'autre de la ville pour appeler à la solidarité.

La fermeture du Schiller, dont le budget pour la saison 1993-1994 est rayé des listes, s'inscrit dans un plan d'austérité budgétaire d'ensemble visant à prendre des mesures plus radicales que prévu pour accélérer le remodelage du paysage culturel berlinois. Ces mesures n'affectent pas seulement le Schiller Theater, Le Sénat a annoncé la disparition du centre d'exposition de la Kunsttheater, au centre de Berlin-Ouest, de l'orchestre symphonique et demandé au gouvernement fédéral de prendre entièrement à sa charge la

Maison des cultures du monde, une des principales institutions berlinoises dans le domaine de la coopération culturelle internationale.

Le budget de ces institutions représentait pour l'année en cours 64 millions de DM (1). Le budget du Schiller Theater représentait à lui seul 41,3 millions de DM. Les économies réalisées ne se feront pourtant sentir que dans le long terme. La plupart des quatre cents employés et des cent acteurs permanents du Schiller Theater ont un statut de fonctionnaire municipal qui les protège d'un licenciement pur et simple pour cause de fermeture de leur établissement. La rupture des contrats pour les spectacles déjà programmés va être onéreuse.

Par cette décision spectaculaire, le Sénat met fin à la période de flottement qui avait fait suite à la réunification. Il était clair que tous les établissements ne pourraient être maintenus. Le maintien de trois Opéras, de cinq grands théâtres publics était trop coûteux. Le choix fait par le Sénat privilégie l'est de la ville, dont les deux grands théâtres, le Deutsche Theater et la Volksbühne, reçoivent respectivement 2 et 5 millions de DM de dotation en plus.

H. de B.  
(1) Un deutschemark vaut 3,36 francs.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

« Retour à la Bibliothèque nationale » par Marc Fumaroli ; « Pledoyer pour le Musée du cinéma », par Dominique Paini..... 2

### ÉTRANGER

Bosnie : le plan français de commandement des forces de l'ONU et les pourparlers de paix de Genève..... 3  
La visite du premier ministre vietnamien en France..... 4  
La double vie des trinitaires..... 4  
Maroc : les roses de Kélaïa..... 5  
Afrique du Sud : la rencontre entre M. Mandela et M. Buthe..... 6

### POLITIQUE

Un projet de loi sur la maîtrise de l'immigration..... 8  
Le comité directeur du Parti républicain..... 9  
Le communiqué du conseil des ministres et le mouvement préfectoral..... 10

### SOCIÉTÉ

Le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle..... 11  
Tennis : les championnats de Wimbledon..... 12

### CULTURE

Cinéma : rétrospective Anthony Mann-James Stewart à Paris..... 13  
« Le Spectateur », par Michel Bradeu : les carises de Forsythe..... 13  
Peinture des aborigènes au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie..... 14

### ÉCONOMIE

Les suites de la guerre de l'acier entre la CEE et les États-Unis : l'Union-Sud pour le droit d'abandonner le marché américain..... 16  
Le rapport annuel de la Commission bancaire : le système financier fran-

### LE MONDE DES LIVRES

« Le goût des classiques » Histoires littéraires, par François Bost : « Des silhouettes qui s'éloignent » et « D'autres mondes », par Nicole Zand : « L'énigme trinitaire » et « L'écume en venance » : cent livres pour l'été • Lettres étrangères • Le feuilleton de Pierre Lepape : « Jours tranquilles à Epervay »..... 25 à 36

### Services

Abonnements..... 19  
Annonces classées..... 18  
Carnet..... 15  
Expositions..... 22  
Loto..... 15  
Marchés financiers..... 20 et 21  
Mots croisés..... 23  
Philatélie..... 23  
Radio-télévision..... 23  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 25 à 38  
Le numéro du « Monde » daté 24 juin 1993 a été tiré à 473 284 exemplaires.

### Demain dans « le Monde »

#### « Sans visa » : Kenya, Lamu avant la mousson

Les îles de l'archipel de Lamu, près des côtes du Kenya, vivent au rythme des barques à voile, du pas de l'âne, et d'un islam ancestral. Accrochées à l'Afrique, mais ouvertes à l'Orient. Lire également : les Noirs marons de la République ; Belize, l'inconnue des Tropiques ; le siècle de la lumière.



**NOUVEAU POWERBOOK MATRICE ACTIVE**

Macintosh PowerBook 180 C  
écran couleur matrice active  
4160 Mo 19 990 F ht. 23 709 F ht.  
Offre valable jusqu'au 30 juin.

Avec son écran couleur à matrice active, le très brillant et dernier né des PowerBook a gagné le premier prix chez IC : 19 990 F ht. Et si vous préférez son petit frère, le PowerBook 145 B est à 8 990 F ht (10 663 F ht). Premier

IC BRUXELLES PARIS 15e (1) 47 76 26 26 • IC VENDREDY PARIS 15e (1) 42 86 90 90  
• IC MICRO VALLEY PARIS 15e (1) 40 58 00 00 • IC MARSEILLE 3e (1) 37 25 63

**Tous ces talents méritaient bien un 1er prix : 19 990 F ht**

distributeur Apple en Europe, seul IC peut vous offrir des prix aussi bas allés au plus haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, maintenance, réseaux locaux). Vous devriez déjà être chez IC.

IC YVERDON 01 25 61 32 • IC NANTES 02 47 06 62 • IC LYON 04 78 62 58 58  
• IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 22

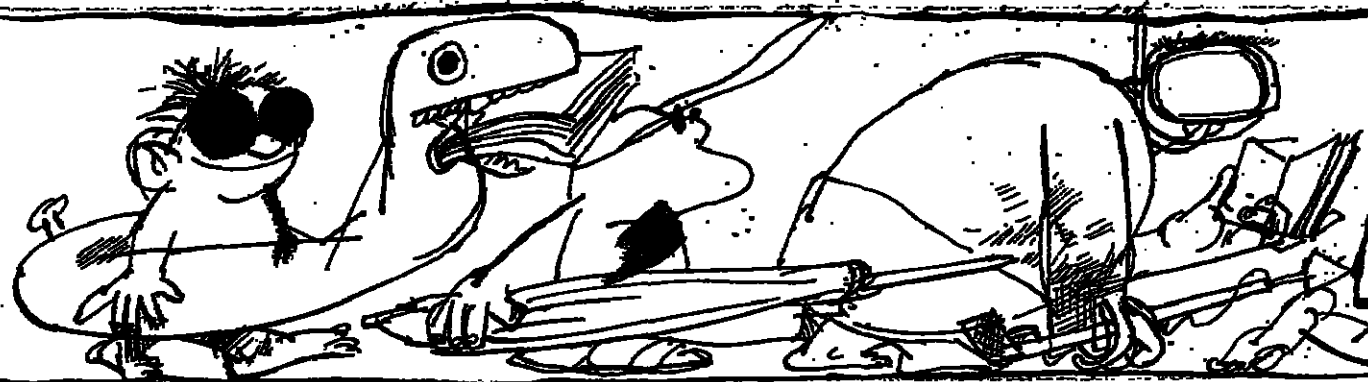
ENTRE APPLE ET VOUS ILYAIC



## LECTURES EN VACANCES

Comme chaque année, « Le Monde des Livres » consacre une partie de ce numéro à un guide pour vos lectures de vacances illustré par Jean-Pierre Cagnat. Vous y trouverez un tour d'horizon des livres dits « d'été », un bilan de la saison éditoriale, une sélection d'une centaine de titres, dans tous les domaines, sans oublier les livres de poche, et la liste des ouvrages publiés cette année par nos collaborateurs.

Pages 27 à 32



Le Monde

# DES LIVRES

## Le goût des classiques

Dans une société où le mauvais goût se déchaîne, le retour aux classiques est un acte de salubrité intellectuelle. Et Montesquieu ou Voltaire font, alors, aisément figure d'auteurs révolutionnaires.

### ESSAI SUR LE GOÛT

de Montesquieu.  
Suivi d'un texte  
de Jean Starobinski.  
Postface et notes  
de Louis Desgraves.  
Rivages/Poche, coll. « Petite  
Bibliothèque », 100 p., 45 F.

### HISTOIRE VÉRITABLE

de Montesquieu.  
Suivi de Critique  
de l'« Histoire véritable »,  
par Jean-Jacques Bel.  
éd. Ombres (Toulouse).  
Coll. « Petite Bibliothèque »,  
115 p., 54 F.

### MÉMOIRES

de Voltaire.  
Texte intégral.  
Postface et notes  
de Louis Lecante.  
Seuil, coll. « L'École  
des lettres », 166 p., 36 F.

On peut assister aujourd'hui au paradoxe suivant : plus l'ignorance publicitaire et télévisuelle augmente, plus le mauvais goût se déchaîne en étant sûr de son impunité, et plus les classiques deviennent des auteurs surprenants, révolutionnaires, fous, surréalistes. Paradoxe ou ruse de la raison ? En tout cas, le phénomène est là, il grandit peu à peu, il s'impose. Dans une société où tout le monde croit pouvoir devenir écrivain et où presque plus personne ne sait lire, le moindre passage de Pascal ou de La Bruyère prend soudain des allures de vertige. Les jeunes générations les découvrent avec stupeur. Personne ne leur en a parlé ; elles ne peuvent en parler avec personne. La vulgarité et l'immoralité sont d'ailleurs devenues si intenses, si arrogantes, qu'un jeune homme éveillé se jetera, juste pour respirer, sur n'importe quel volume du passé.

Mais les classiques, il y en a tant, c'est si long, que préférer, par où commencer ? Voici donc venu le temps des hamacs, des appâts, des signaux dans la nuit, bref des petites collections choisies, des bijoux mis en évidence, volumes brefs et pas chers pour gens assoiffés et pressés voulant avoir en main un effet qui dure. L'époque de l'antimarchandise débute. C'est l'avenir.

Montesquieu, par exemple, l'« Essai sur le goût ». Publié après sa mort, on peut s'amuser, en passant, de savoir que cet essai inachevé a été sauvé de la destruction par le secrétaire du fils de Montesquieu, Jean-Baptiste de Secondat, qui voulait le brûler en 1793. Pourquoi ? C'était un document compromettant qui risquait d'apporter des ennemis à sa famille. Le goût, pas plus qu'aujourd'hui, n'avait bonne réputation, il pouvait même vous coûter la tête. Trop de logique, de syntaxe, de vocabulaire, de nuances, de connaissances, de références ? Suspect. « Le goût n'est autre chose que l'avantage de découvrir avec finesse et avec promptitude la nature des plaisirs que chaque chose doit donner aux hommes. » Montesquieu insiste tout de suite sur la rapidité du

goût, sur son intelligence innée consistant à appliquer des règles qu'il ignore. Autrement dit, un siècle plus tard, après avoir pleinement apprécié les ravages romantiques du dix-neuvième siècle, ne dira pas autre chose dans les Poésies : « Le goût est la qualité fondamentale qui résume toutes les autres qualités. C'est le nec plus ultra de l'intelligence. Ce n'est que par lui seul que le génie est la santé suprême et l'équilibre de toutes les facultés. » Or, déjà, Montesquieu : « L'esprit consiste à avoir des organes bien constitués relativement aux choses où il s'applique. »

### « Exciter l'âme »

Rapidité, condensation, application immédiate d'une théorie inconsciente. Pour se faire comprendre, Montesquieu recourt naturellement au latin. Ainsi, Florus veut résumer toutes les fautes commises par Hannibal (la formule vaut pour n'importe quel chef militaire ou stratège) : « Cum victoria posset uti, frui maluit. » On traduit, mais c'est aussitôt trop long : « Lorsqu'il pouvait se servir de la victoire, il préféra en jouir. » Efficacité ramassée du latin : « Oderint, dum metuant. » « Qu'ils me haïssent pourvu qu'ils me craignent. » Le goût est d'abord une architecture, un sens vif et secret de l'ordre. Il y aura donc



Portrait de Montesquieu en président au Parlement.

ces plaisirs de l'ordre, mais aussi ceux de la variété et de la surprise, le but étant toujours

l'excitation. Un bon écrivain est celui qui « excite dans l'âme le plus de sensations en même temps ». Ou encore : « Pour que notre âme soit excitée, il faut que les esprits coulent dans les nerfs. » Il y a enfin le je-ne-sais-quoi, charme invisible, grâce naturelle, qui n'est pas forcément la beauté admise, stéréotypée (celle, maintenant, du mauvais goût fanatique des magazines), mais un élément qu'on n'attendait pas et qui peut se manifester même dans la laideur : « Une femme ne peut guère être belle que d'une façon, mais elle est jolie de cent mille. »

### Désir de clairvoyance

Le moment essentiel est, en somme, celui de la progression dans la surprise. Le modèle que choisit ici Montesquieu est plus que bizarre : la basilique Saint-Pierre de Rome : « Si elle était moins large, nous serions frappés de sa longueur ; si elle était moins longue, nous le serions de sa largeur. » Ordre, variété, surprise, règle qui bascule dans l'exception (Michel-Ange), tout cela n'est d'ailleurs que le résultat d'une création constante de soi par soi : « Un homme d'esprit se crée, à chaque instant, sur le besoin actuel ; il sait et il sent, le juste rapport entre les choses et lui. »

Jean Starobinski, à propos de Montesquieu, a raison de parler d'un désir de clairvoyance qui correspondrait au déplacement instantané de la lumière. On dit « les Lumières », et c'est pour

oublier la vitesse qui les définit. Le mauvais goût est toujours lourd et lent, vaine exhibition agitée, contre-excitation à vide. L'obscurantisme – et c'est pourquoi il peut se manifester dans n'importe quelle famille de pensée – est le mauvais goût lui-même. Il ne peut y avoir de politique du goût, pas plus que de bons ou de mauvais sentiments à son sujet. Il est ou il n'est pas. Il est injuste par sa justesse même.

Et voilà pourquoi il ne s'agit pas de convention, de contemplation, de conservation. Le goût mène directement à la subversion sociale. La preuve : cet autre texte de Montesquieu, *Histoire véritable*. Ce court roman, dit Roger Cailliois, est « d'un cynisme débridé, impitoyable, sûr de soi ». Il s'agit de métamorphoses, de métempsy-cose. Montesquieu, là, se montre aussi rusé que Kafka. Le narrateur est d'abord, en Inde, le valet cupide d'un philosophe ascétique. Il meurt, il est jugé dans l'au-delà et condamné à se réincarner en animal. Le voilà transformé en insecte, puis en perroquet qui se croit supérieur aux hommes. Puis en petit chien. « J'étais si joli que ma maîtresse m'estropiait tout le jour et m'étouffait toute la nuit. » Autres transmigrations : loup, bœuf sacré en Égypte, éléphant adoré comme un dieu.

Philippe Sollers

Lire la suite page 36

## Soudain, l'extase

### LA MYSTIQUE SAUVAGE

de Michel Huin.  
Presses universitaires de France,  
coll. « Perspectives critiques »,  
295 p., 128 F.

L'expérience mystique est toujours scandaleuse au regard de la norme, toujours anarchoïque dans les miroirs de l'ordre, toujours excessive, équivoque, obscure. Elle vient sans prévenir. Elle s'impose par effraction. Elle donne et dérobe à la fois. Elle s'apparente à un rapt qui serait une offrande. Elle inquiète autant les tenants d'un réel balisé que les dévots, les exégètes, les gardiens de toutes les croyances instituées. Elle ne dit ni le bien ni le mal. Elle a commerce avec la folie. Elle est incontrôlable, et pour cela ne manque jamais de censeurs, de théoriciens, de thérapeutes décidés à la mettre au pas.

Michel Huin n'appartient pas à cette cohorte. Il est de ces philosophes qui entendent ouvrir le champ plutôt que de le cadrer et ne craignent pas de s'aventurer très loin des bases occidentales. Professeur de philosophie indienne et comparée à la Sorbonne, il a déjà accueilli tout un monde occulté. Désormais, c'est un continent secret qu'il explore, un espace en marge et pourtant

présent, au moins à l'état latent, en chacun de nous.

Qui n'a connu, ne serait-ce qu'une fois, un instant « autre », un instant pendant lequel le voile se lève sur une réalité plus haute, plus lumineuse, plus intense ? De telles percées transcendantales, aussi soudaines qu'exceptionnelles, sont souvent comparables à celles que décrivent tel ou tel grand personnage du christianisme, de l'islam, de l'hindouisme ou du bouddhisme, même s'il est rare qu'elles incitent le commun des mortels à se prendre pour Ramakrishna ou Thérèse d'Avila. Mais c'est précisément à ce commun des mortels et à ses extases « sauvages » que s'intéresse Michel Huin.

### Hasard d'aiguillage

« Nous sommes concernés, annonce-t-il d'emblée, par l'expérience extatique « brute » ou, du moins, exprimée de manière aussi directe et naïve que possible. La dimension existentielle, et au premier chef affective, du phénomène nous importe davantage que les superstructures théologiques édifiées sur elle à travers les âges dans les diverses civilisations. » Son projet, qui veut allier rigueur scientifique et absence totale de préjugés scien-

tistes, tend à prendre l'exacte mesure du « pathologique » dans l'essor du processus mystique. Surtout, et c'est bien ce qui risque de défriser à égalité les théologiens et les psychiatres, il affirme que, « si le mystique accède, dans certaines conditions, à une réalité d'ordre supérieur, ce n'est pas « en dépit » de cet aspect de son expérience qu'il partage avec les névrosés ou les délirants, mais à travers lui, et pour ainsi dire, grâce à lui. »

Car le premier problème qui se pose est, à l'évidence, celui des frontières communes et des lignes de partage. Ainsi la vision est-elle autre chose qu'une hallucination, la prophétie autre chose qu'un délire ? Entre une sainte homologue et une hystérique intermée, y a-t-il plus qu'un hasard d'aiguillage dans le jeu social ou la renommée ? Madeleine, la célèbre patiente de Pierre Janet, figure centrale de sa grande étude *De l'angoisse à l'extase*, n'aurait-elle pas accédé à un tout autre statut si elle avait été prise en charge par un adepte de la psychologie des profondeurs, voire par Jung en personne ?

André Velter

Lire la suite page 33



Claude Roy

LA CONVERSATION  
DES POÈTES

LES PAS DU SILENCE

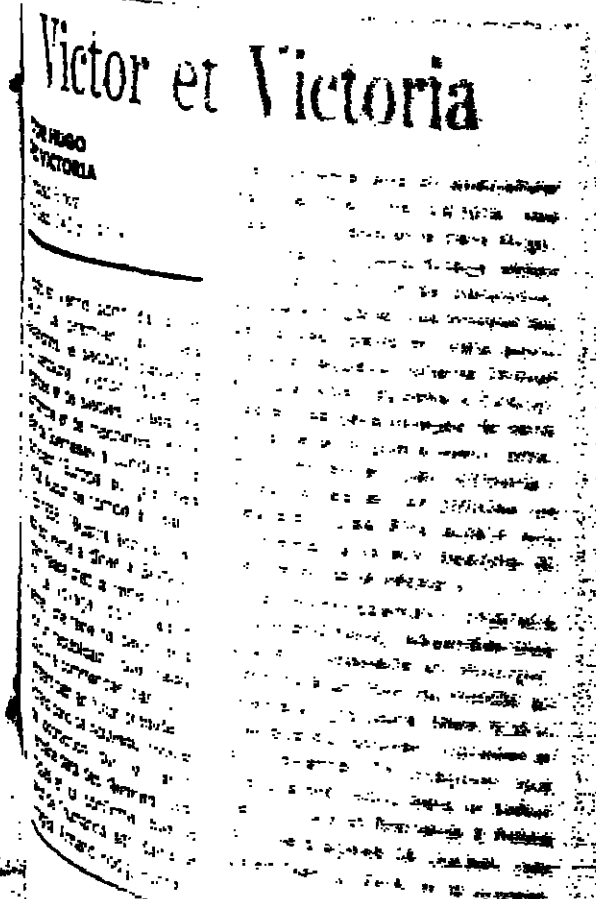
suivi de  
POÈMES EN AMONT

nrf

GALLIMARD

Tous  
ces talents  
méritaient  
bien un  
1er prix :  
10 990 F









LECTURES EN VACANCES

# Sur la plage, les « pavés »

Les gros livres de l'été sont plus exotiques que jamais. Tour d'horizon d'une production colorée qui privilégie les héroïnes

Le roman d'été, ce pavé coloré de cinq cents pages ou plus qui fleurit à partir de mai dans les devantures de librairies et deux mois plus tard sur les plages, se montre, cette année, plus exotique que jamais. Un exotisme géographique, temporel, d'où toutes les crises actuelles qui secouent notre planète sont résolument absentes. Seule concession - de taille - à l'humour du temps : les femmes, belles, séductrices, amoureuses, mais fortes, fibres, aventureuses, sont les héroïnes incontournables de ces récits, reléguant à la place de *guest stars* leurs compagnons.

Sous le signe du feu, de Philippa Gregory, est la cruelle histoire d'Alys, héritière de la magicienne Mordach. Rusée, amoureuse, papiste et sorcière, Alys, pour une contemporaine d'Henry VIII, vivait dangereusement. Aussi connaît-elle un étonnant destin, mais bien prévisible.

Cette incursion au cœur de la Renaissance anglaise est presque l'exception. Le dix-neuvième et le vingtième siècles, après avoir assisté à la colonisation de la planète, impériale et cet été la littérature d'évasion, reléguant l'Antiquité, Moyen Âge et époque moderne à la portion congrue.

Dans les *Pleurs de Babel*, de Georges Walter, Erna, vieille dame qui a connu tous les bouleversements du siècle et certains de ses secrets, se souvient, en silence. Héroïne d'un passé plus que troublé, témoin, depuis l'empire austro-hongrois, de l'écrasement de l'Europe centrale par les rouleaux compresseurs nazis, puis soviétiques, elle survit à l'aube de tous les espoirs : la chute du mur de Berlin.

Des bals musettes et des peintres impressionnistes de Dominique Marny dans les *Désirs et les Jours* à la Rivière du soleil, de Patricia Shaw, saga de deux femmes liées à l'épopée de la ruée vers l'or, il y a un peu plus de cent ans, dans le Queensland australien, en passant par la *Fille du Nil*, de Gilbert Sinoué, qui évoque la colonisation de l'Égypte au temps de Lesseps, ou encore la *Reine Emma*, princesse tropicale de Nouvelle-Guinée, *exaltée par l'amour charnel* et ressuscitée par Jacqueline Sédès (qui a elle-même vécu et travaillé trente ans dans les îles du Pacifique), le

roman historique, orientaliste, belle époque, ou des antipodes, est à l'heure féminine. Les aventuriers sont devenus des aventurières. Et les hommes dans tout ça ? Il leur reste la Carrière.

Moins exaltant peut-être, charnellement en tout cas, le métier d'ambassadeur ne manque pas de charme : avoir accès à tous les mystères d'un pays nouveau, jusqu'alors inconnus, découvrir à son rythme et de l'intérieur l'atmosphère, les secrets, la diversité de ce pays, quelle aubaine. En ces temps de marathoniens de la visite guidée, les ambassadeurs sont les derniers des grands voyageurs. Ainsi Guy Georgy, avec son *Oiseau sorcier*, fournit une très vivante chronique colombienne d'un de ces visiteurs professionnels de luxe qui, rencontrant forcément plus de présidents, de ministres et de généraux que de simples péons, en tirent une vision curieusement inversée de la pyramide sociale. Mieux que le *Club Med*, lisez *Oiseau sorcier*... ou entrez au Quai d'Orsay.

## Au bonheur de Sherlock Holmes

Dans un style plus agité, chaque été nous apporte ses 650 grammes (et presque autant de pages) de Robert Ludlum. Avec la *Route d'Omaha*, « suspense et humour sont garantis », avance l'éditeur... Ludlum, pourtant, peut-être las de ces intrigues implacables, où la volonté d'un seul, face à des forces écrasantes, finit par triompher, se parodie lui-même : cette rocambolesque histoire de militaires, de politiciens et d'espions plus ridicules qu'effrayants rejoint la caricature, ôtant toute crédibilité au récit... Satisfait ou remboursé ? La garantie ne va sans doute pas jusque-là.

Mais la parodie, voire le pastiche, ont aussi leurs lettres de noblesse. Passionnés de Sherlock Holmes, éternellement déçus par la relative brièveté de la carrière de leur héros, réjouissez-vous ! Viennent de paraître rééditées en un seul volume les *Histoires secrètes de Sherlock Holmes*, de René Réouven, somme exhaustive de toutes ces affaires que Watson, à notre grand dam, n'a jamais osé évoquer, enfin révé-

lées au public : mille trois pages d'érudition policière et de bonheur.

Pour ceux qui ont su transférer leur passion sherlockienne vers d'autres détectives mythiques (également enfantés par la perfide et talentueuse Albion) - tels Hercule Poirot et Sir Henry Merrivale, - signalons que le Masque poursuit son « Intégrale » de réédition et de réédition avec

n'a le droit de manquer. Si, à tous ces assassins retors, sauvages ou policiers de deux continents, vous préférez les monstres bien actuels, voire éternels, qu'à cela ne tienne.

La Bête, de Peter Benchley (auteur des *Dents de la mer*), rôde dans les abysses, à la recherche de navires à dévorer... Plus abominable encore, une terrible substance rouge se répand dans l'At-

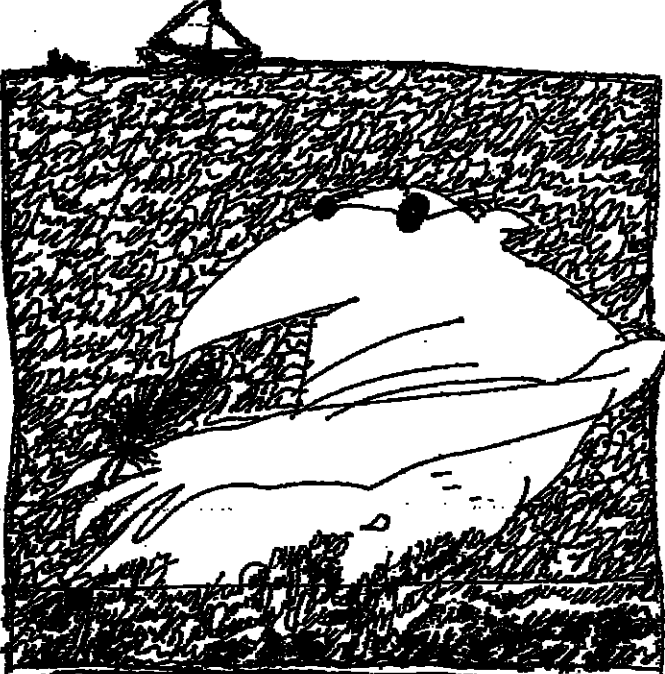
ou le cannibalisme ? Ou que l'histoire réelle, dans son immense diversité, et jusque dans ses avatars les moins connus, mérite mieux que la négligence et l'oubli ?

Dans ce cas, vous choisirez peut-être un livre comme les *Fleurs d'acier du Mikado*, de Christian Dedet, qui retrace l'histoire vraie de Louis-Emile Bertin, ingénieur du génie maritime, invité au Japon à la fin du siècle Jernier avec sa femme et ses trois enfants, et qui créa de toutes pièces une flotte moderne capable d'écraser, en 1905, les Russes à Port-Arthur, première et éclatante apparition du Japon sur la scène mondiale... Ou enfin, amoureux du Quattrocento et de l'Italie, fasciné depuis toujours par des personnages aussi complexes et démesurés que Ludovic le More, Béatrice d'Este, Isabelle d'Aragon et Jean-Galéas Sforza,

vous plongerez-vous avec délices dans la *Duchesse de Milan*, de Michael Ennis.

Ennis, historien, peintre et critique d'art, met son érudition au service d'une puissance d'évocation exceptionnelle. Ses personnages, depuis les rôles titres jusqu'au dernier figurant, ne sont pas de simples mannequins recouverts d'oripeaux historiques... Passionné des moments et des lieux forts de l'Histoire, Ennis s'attache avant tout à cerner des caractères universels. Les meilleurs romans historiques sont peut-être ceux dont on s'éveille en se disant : Je n'aurais peut-être pas aimé vivre à cette époque, mais, tous bonheurs et malheurs confondus, la vie de ces femmes et de ces hommes valait vraiment la peine d'être vécue.

Alexis Lecaye



- *Ouvrages cités*
- Sous le signe du feu*, de Philippa Gregory, Belfond, 558 p., 130 F.
- Les Pleurs de Babel*, de Georges Walter, Phébus, 247 p., 119 F.
- Les Désirs et les Jours*, de Dominique Marny, Lattès, 429 p., 139 F.
- La Rivière du soleil*, de Patricia Shaw, Belfond, 510 p., 130 F.
- La Fille du Nil*, de Gilbert Sinoué, Denoël, 451 p., 139 F.
- La Reine Emma*, de Jacqueline Sédès, Flammarion, 297 p., 99 F.
- L'Oiseau sorcier*, de Guy Georgy, Flammarion, 331 p., 105 F.
- La Route d'Omaha*, de Robert Ludlum, Robert Laffont, 513 p., 139 F.
- Histoires secrètes de Sherlock Holmes*, de René Réouven, Denoël, « Sœurs froides », 1003 p., 230 F.
- Agatha Christie, 6<sup>e</sup> volume de l'Intégrale, Editions du Masque, 1085 p., 139 F.
- J.D. Carr, 3<sup>e</sup> volume de l'Intégrale, Editions du Masque, 1085 p., 149 F.
- Menaces*, Anthologie réunie par Oliver Gilverto de Leon, Editions Librairie L'Atalante, 15, rue des Vieilles-Douves, 44000 Nantes, 442 p., 139 F.
- La Bête*, de Peter Benchley, Grasset, 318 p., 118 F.
- Sahara*, de Clive Cussler, Grasset, 436 p., 135 F.
- Les Fleurs d'acier du Mikado*, de Christian Dedet, Flammarion, 549 p., 148 F.
- La Duchesse de Milan*, de Michael Ennis, Promès de la Cité, 531 p., 130 F.
- *Signatures*
- Un objet retrouvé*, de Mayne Reid : cinq récits, cinq romans d'aventure qui ont bercé l'enfance de beaucoup d'entre nous... (les Robinsons de terre ferme, le Corps franc des rilles, etc.) chez Omnibus, Presses de la Cité, 1150 p., 135 F.
- La Lune tortue*, d'Alice Hoffman : amours et frissons policiers par grosses

- chauses en Floride, Flammarion, 233 p., 105 F.
- La Rose de fer*, de Brigitte Aubert : un économiste distingué et braqueur de banque pris à ses propres pièges. Le Seuil, 296 p., 95 F.
- L'autre rive de l'amour*, de Fern Michaels : elle s'engage comme infirmière au Vietnam par amour pour un beau capitaine... Horvot, Héroïsme, (H) amour, Belfond, 464 p., 130 F.
- Cap malheureux*, de Daniel Vaxelaire : pour ceux qui ont aimé Grand port, suite des aventures de ses héros au fin fond de l'océan indien, où rôlent les Anglais prêts à bondir traîtreusement sur nos pauvres Mascariques. Ed. Phébus, 302 p., 135 F.
- Le diable dans le ciel*, de Vincent Berthod : extrémisme, complots, manipulation, ici et maintenant. Belfond, 325 p., 110 F.
- Les Coyotes*, de Raymond Lecomte : saga familiale, lugubre et périlleuse. L'âme soignée des campagnes, deux siècles avant les accords du GATT. Pygmalion, 485 p., 110 à 125 F.
- Le Carnaval des innocents*, de Chantal Villepoux-Chastel : vengeance chez les VIP pendant la guerre d'Algérie. Belfond, 349 p., 120 F.
- Le Chandelier du Vatican*, de André Soussan : après l'Arche perdue dans les pyramides, le Chandelier à sept branches caché au Vatican. Pourquoi pas ? Lattès, 361 p., 129 F.
- Sur les pas de Marco Polo*, de William Dalrymple : 20 000 km d'aventures authentiques... Que reste-t-il de l'Asie de Marco Polo sept siècles après ? Lattès, 347 p., 149 F.
- Le Châtaignier des oliviers*, de Frédérique Héberd : chronique à l'été, par l'auteur de l'inoubliable *Démocratie d'Avignon*. Flammarion, 420 p., 120 F.

## Victor et Victoria

VICTOR HUGO  
CHEZ VICTORIA  
d'Armand Hoog.

Actes Sud, 142 p., 95 F.

Hugo et Verne sont dans un ballon. Le premier fait des alexandrins, le second haïboute du Nietzsche. Victor rêve de légendes et de siècles, Jules de surhomme et de machines. Pour aller de Guernesey à Londres, ils survolent l'Europe au gré des vents. Aucun ne tombe à l'eau.

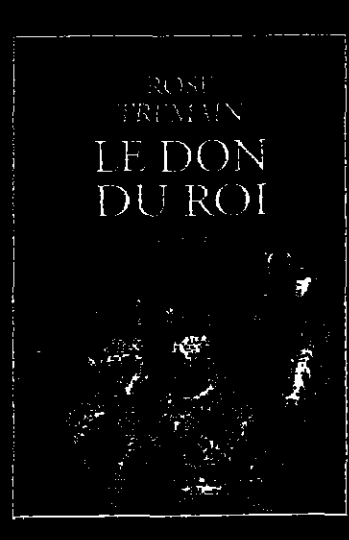
En 1856, l'illustrateur en exil est invité à dîner à Buckingham Palace chez la reine Victoria. Le voyage doit rester secret : une reine ne peut recevoir un républicain, que beaucoup - à commencer par lui - verraient bien en futur président. Il prend donc ce nouveau moyen de locomotion qui le ravit, l'entraîne dans des rêveries cosmiques et lui confirme que le salut de l'humanité est dans le Progrès. Armand Hoog, roman-

cier, universitaire et spécialiste de Stendhal, ne semble pas beaucoup vénérer le père Hugo. Il en fait un personnage assez ridicule, imbu de sa personne, sûr de son génie, qui tousse les servantes, parle en vers pompeux et appelle Juliette Drouet « Juku » (elle l'appelle « Toto »). Les autres personnages de cette sottie ne sont guère mieux lotis. A commencer par Victoria : « Les raines et les princes ne devraient pas être sujets aux ronflements ni aux besoins du ventre et de la vessie ».

Le divertissement littéraire d'Armand Hoog rassemble plus à une promenade en montgolfière qu'à un tour du monde en quatre-vingts jours. Mais la promenade est souvent cocasse et surprenante. Et imaginer que Freud a été conçu dans un ballon par Victoria et Bismarck à moins qu'il ne s'agisse de Disraeli, cela valait bien un livre, et le voyage.

Alain Salles

## Chez Bernard Pivot / Bouillon de culture le 25 juin 1993



Rose Tremain,  
la romancière-phare  
découverte par la  
critique unanime  
et enthousiaste

Éditions de l'Arche



LECTURES EN VACANCES

# Le palmarès contrasté d'une saison frileuse

Une crise de la lecture déjà ancienne, une récession qui va s'aggravant. Comment s'étonner que, dans l'édition aussi, la prudence l'emporte ?

Le refrain peut sembler tourner à la rengaine, il n'en cache pas moins une sinistre réalité : loin de s'atténuer, la crise de l'édition s'aggrave et empire même pour de nombreuses maisons. A la crise de la lecture, déjà ancienne, s'ajoute l'aggravation de la récession générale. Aucune couche de la population n'échappe au chômage, à commencer par les cadres, qui représentent une part importante des acheteurs potentiels de livres. Les éditeurs bienheureux qui ont vu leur chiffre d'affaires augmenter ces derniers mois ne sont pas légion ; la plupart des maisons se plaignent d'une diminution des ventes et d'une difficulté croissante à faire émerger des auteurs peu connus. Et ceux qui résistent à la frilosité, au repli sur les « valeurs sûres », ne recueillent pas toujours les fruits d'un courage qui peut leur être fatal.

Au milieu de cet océan de doutes, des mouvements s'opèrent, le paysage se transforme peu à peu. Les éditeurs tentent, sans y parvenir tout à fait, de réduire leur production et leurs tirages initiaux. Sur-tout, en l'espace de quelques mois, certaines maisons ont mis la clef sous la porte, d'autres ont été absorbées ou, tout simplement, métamorphosées en coquilles vides. S'agit-il seulement de résister à la crise ? Certainement, pour une partie des sociétés concernées. Pour d'autres, il vient à l'esprit que la dépression ambiante a peut-être servi de prétexte à des opérations qui obéissaient à d'autres logiques. Il n'est pas sûr que le livre y soit toujours gagnant. Reste que l'activité éditoriale suit son cours, aussi cahoteux soit-il. L'exercice qui consiste à en dresser une sorte de palmarès est périlleux, condamné à l'approximation. L'exhaustivité étant exclue, les choix sont en partie subjectifs, et les chiffres seulement destinés à fournir des ordres de grandeur. Notamment parce que les éditeurs communiquent des données souvent gonflées à la hausse et disparates, certains rendant publics des tirages, d'autres des « sorties » - les ouvrages qui sont déjà sur le marché, - d'autres enfin des ventes.

Est-ce un signe des temps ? Au lieu d'être brutalement affectés par la grisaille ambiante, les prix littéraires de l'automne ont souvent atteint des scores certes inférieurs à ceux des années glorieuses, mais pas aussi « déprimés » que la conjoncture aurait pu le laisser présager. Comme si, rongés par l'incertitude et l'état de leur portefeuille, les lecteurs se raccrochaient d'autant plus aux valeurs sûres - ou considérées comme telles - aux ouvrages estampillés par les goûts des jurys littéraires. Le Goncourt, le Prix Médicis étranger pour *Une éducation polonaise*, de l'Américain Louis Begley (25 000), et le Médicis pour le *Nouvel Ordre écologique*, du philosophe Luc Ferry. Dans ce dernier cas, la récompense a sans doute accéléré les ventes d'un ouvrage de qualité, qui bénéficie, par ailleurs, du support de l'actualité (entre 50 000 et 70 000).

Le prix Interallié est allé à *Malika*, de Dominique Bona (Mercure de France), dont les 65 000 exemplaires constituent un score honorable. Le prix Médicis, attribué à Michel Rio, un écrivain qui refuse de paraître dans les médias et qui, depuis onze ans, construit patiemment son œuvre, a permis à *Tiuculo* (Seuil) de dépasser les 45 000 exemplaires de tirage. Le prix Femina, enfin, a été décerné à *Adam*, d'Anne-Marie Garat, publié par le Seuil (58 000), tandis que le Femina étranger allait à Julian Barnes pour *Love etc.* (Denoël, 39 000).

Plus généralement, la littérature française offre un panorama relativement étale, en dehors de quelques livres à fort tirage, souvent des romans grand public ou dont les auteurs bénéficient d'une notoriété déjà acquise. Dans l'ensemble, explique Claude Cherké, PDG du Seuil, « les meilleures ventes ont diminué de façon significative, parfois de moitié ». Le *Petit Sauvage*, d'Alexandre Jardin, a cependant conquis un large public (Gallimard, 230 000), tandis que le dernier roman de Philippe Labro, *Quinze ans*, chez le même éditeur, a atteint les 155 000 exemplaires. A noter, tout de même, que ce chiffre n'égale pas les records enregistrés par le précédent roman de cet auteur.

Plusieurs titres forment un peloton serré autour des 100 000 exemplaires déclarés, parmi lesquels l'indestructible Paul-Loup Sulitzer et son *Enfant des sept mers* (Stock), les *Lettres à l'absente*, de Patrick Poivre

d'Arvor (Albin Michel), *Affreux*, de Franz-Olivier Giesbert, qui a obtenu le Grand Prix de l'Académie française (Grasset), *Déjà*, d'Irène Frain (Fayard), *Jour des fourmis*, de Bernard Werber, prix des lectrices de *Elle*, paru chez Albin Michel. D'autres titres, sortis très récemment, semblent démarrer en fanfare, comme la *Petite Main*, de Geneviève Dormann (Albin Michel), ou... *Et toute ma sympathie*, de Françoise Sagan (Julliard). Soit, le dernier roman de Philippe Djian, relativement mal accueilli par la critique, a été

Alla, qui a reçu le prix des Maisons de la presse (entre 50 000 et 70 000 exemplaires).

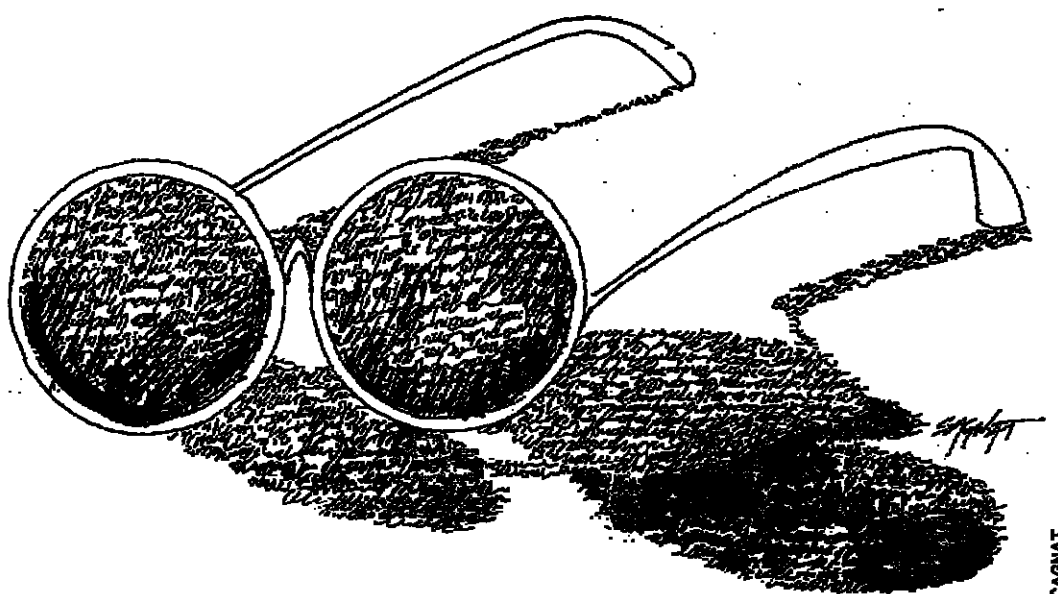
Le *Secret*, de Philippe Sollers, en est à 65 000 exemplaires (Gallimard), tandis qu'après le triomphe de *Passion simple*, paru l'an passé, *Journal du dehors*, d'Annie Ernaux, atteint 55 000 exemplaires deux mois après sa sortie (Gallimard). Le Seuil enregistre des résultats satisfaisants avec le *Divin Enfant*, de Pascal Bruckner (57 000), et *Vu de l'extérieur*, de Katherine Pancol, paru en avril (47 700). Autour de 50 000 toujours, des ouvrages aussi différents dans leur style et leurs

Schuller (Presses de la Renaissance, un label qui disparaît puisqu'il a fusionné avec Belfond en septembre 1992, 12 000 exemplaires vendus), le *Nom sur le bout de la langue*, de Pascal Quignard, *L'Amour pur*, d'Agustina Iquintero, et *Des choses idiotes et douces*, de Frédéric Boyer, tous trois parus chez POL (respectivement 19 000, 12 000 et 10 000 exemplaires). Enfin, *l'Hypocrisie de l'assassin*, d'Amélie Nothomb (Albin Michel), qui a reçu le prix Alain-Fournier et le prix René-Fallet, paraît s'être assez bien défendu pour un premier roman, bien que les résultats n'a-

déjà en tête des meilleures ventes avec 155 000 exemplaires deux semaines après sa parution. Un peu plus modestes, mais confortables, sont les succès de John Irving pour *le Rêve des autres* (Seuil, 70 000), et Paul Auster pour *Léviathan* (55 000), paru chez Actes Sud. Un éditeur auquel cette réussite - combinée avec la seconde vie de *l'Accompagnatrice*, de Nina Berberova, relancé par la sortie du film - a permis d'enregistrer des rentrées satisfaisantes.

Gabriel Garcia Marquez ne fait pas mentir sa réputation d'auteur à succès, puisque ses *Douze contes vagabonds*, parus en avril chez Grasset, sont en pleine ascension (50 000 à 70 000). Les *Nouvelles du Paradis*, de David Lodge (Rivages), ont été tirées à 40 000 exemplaires, soit un peu moins que *Sullian*, de Dean Sasson (Fayard, 50 000). Certains livres de qualité comme *Patri-moine*, de Philip Roth (Gallimard), *Cette saveur amère de l'amour*, de Joyce Carol Oates (Stock) ou *Reguém*, d'Antonio Tabucchi (Christian Bourgois), flirtent seulement avec les 10 000-15 000, en dépit d'une presse flatteuse. Un score semblable à celui de *la Vie sur le Mississippi*, de Mark Twain (Payot). Mais *le Monde d'hier*, de Stefan Zweig, atteint quelque 25 000 exemplaires (Belfond). Closes enfin le cas assez atypique du *Quinconce*, de Charles Follmer (Phébus), dont les cinq tomes, qui ont fait couler beaucoup d'encre, ont été vendus entre 7 000 et 15 000 exemplaires chacun (soit, en tout, plus de 50 000). Parmi les faibles ventes, enfin, se trouve notamment un roman comme *Bleu nuit presque noir*, du Grec Thanassis Valtinos, paru chez Hatier (2 000).

Les essais ont enregistré quelques réussites spectaculaires, à commencer par *XX, de l'identité masculine*, d'Elizabeth Badinter (Odile Jacob, 200 000) et *Verbatim*, de Jacques Attali (Fayard, sorti début mai, 100 000 exemplaires) livres polémiques défendus par des auteurs médiatiques.



CAGNIAT

prudemment tiré à moins de 100 000 exemplaires (Gallimard). Enfin, soutenu par la diffusion d'un feuilleton à l'occasion duquel il a été réédité, *Emilie*, le premier des deux tomes de la Québécoise Arlette Cousture, connaît un destin plutôt heureux (La Table ronde, 120 000).

## Résultats dispersés

Le reste de la production est assez dispersé, comme pour confirmer une hypothèse émise par Monique Nemer, directrice éditoriale chez Stock. « J'ai le sentiment, affirme-t-elle, que nous vivons une phase de transition. Il se pourrait qu'à l'avenir, au lieu d'avoir un grand nombre de lecteurs pour un seul livre, nous en ayons plus souvent la même quantité répartie sur cinq titres différents ».

Dans la catégorie des ouvrages situés entre 50 000 et 100 000 exemplaires, il faut d'abord signaler la très grande faveur qu'a rencontrée le *Très-Bas*, de Christian Robin (Gallimard), tiré à près de 80 000 exemplaires et récompensé par trois prix littéraires. Une heureuse surprise pour un auteur jusqu'à présent connu par un public d'initiés et dont le livre, consacré à saint François d'Assise, mêle la légende et la poésie. Le *Garden des ruines*, de François Nourissier, a le vent en poupe (Grasset, plus de 80 000), tout comme, chez le même éditeur, *Quand le soleil était chaud*, de la journaliste Josette

ambitions que *Nous trois*, de Jean Echenoz (Minuit), les *Nuits fauves*, de Cyril Collard, chez Flammarion (paru en 1989, mais remis en vente après la sortie du film - et qui connaît par ailleurs un immense succès en édition de poche) et *l'Amour de la vallée*, le dernier tome de la trilogie de Christian Signol (Robert Laffont).

Entre 30 000 et 50 000 exemplaires, l'*Arche des Kerguelen*, de Jean-Paul Kaufmann, frôle les 40 000 exemplaires (Flammarion), tandis que le *Crime des pères*, de Michel Del Castillo, et *Dar Baroud*, de Louis Gardel, publiés par Le Seuil, naviguent dans les mêmes eaux. Dans un genre très différent, *Ah ! l'amour, toujours l'amour*, de Claude Sraute, paru en mai chez Flammarion, a lui aussi été tiré à 40 000 exemplaires, de même que le *Dieu des papillons*, de Jacques Lanzmann, édité chez Jean-Claude Lattès.

## La littérature étrangère à deux vitesses

Viennent ensuite des titres qui oscillent entre 10 000 et 30 000 exemplaires, mais assurent bien souvent aux éditeurs une certaine stabilité de ventes. On peut citer, dans cette catégorie, le *Porteur de destins*, de Gilbert Bordes (Seheers, 27 300), *Zapping*, de Didier Daeninckx (Denoël, 28 000 exemplaires vendus), qui vient d'obtenir le prix Louis-Guil-loux, la *Nuit sauvage*, de Michelle

teignent pas des records « historiques ».

Dans le domaine étranger, il convient, comme toujours, de distinguer les titres à fort ou très fort tirage, qui ont un public constant, du reste de la production. L'un des meilleurs exemples est Mary Higgins Clark, romancière à succès, dont le dernier thriller (*Un jour tu verras...*, Albin Michel) caracole

## Trésors de papier

La sixième Foire du livre ancien à Paris

Les bibliophiles n'ont pas la réputation d'être des gens sérieux ou frivoles. Ce sont plutôt des passionnés qui aiment les livres d'amour, des esthètes dont l'érudition flirte avec les sens. C'est donc dans une atmosphère à la fois fébrile et savante que devrait se tenir la sixième Foire internationale du livre ancien, du 28 au 30 juin, à Paris. Organisée les années impaires par le Syndicat de la librairie ancienne et moderne (SLAM), cette biennale n'aura pas lieu, comme les fois précédentes, dans la salle basse de la Conciergerie, mais dans les locaux plus fonctionnels de la Maison de la Mutualité. Là se réuniront quelque quatre-vingt-cinq éditeurs venus de France et d'ailleurs, dans un espace suffisamment vaste pour accueillir leurs trésors.

La foire exposera plus de quinze mille documents - livres, bien sûr, mais aussi cartes, estampes, carnets de croquis, affiches ou lettres autographes - à la curiosité des visiteurs. A leur convoitise aussi, puisque les incunables merveilleuses seront à vendre, pourvu que les amateurs disposent d'un portefeuille suffisamment garni. Car si certains

objets sont accessibles au prix de 500 francs, d'autres peuvent dépasser 1 000 000 de francs, du fait de leur rareté, de leur ancienneté ou de la qualité de leurs illustrations. Les libraires spécialisés, ordinairement discrets et plus tournés vers les connaissances que vers le grand public, donneront à connaître de précieux exemplaires pour lesquels ils ont souvent sillonné le monde entier.

Les visiteurs pourront ainsi découvrir, entre autres, un exemplaire du *Roman de la rose*, dans une édition de 1531 adaptée par Clément Marot, une lettre inédite de Jean Cocteau à André Gide, une édition princeps du texte grec du serment d'Hippocrate ou un sonnet autographe d'Apollinaire, dédié à François Coppée. Lieu de rencontre entre professionnels et baromètre d'une activité, cette manifestation est aussi un marché, avec ses échelles et ses cotations.

R. R.

► Maison de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris-5, le 28 juin de 7 heures à 22 heures et les 29 et 30 juin de 11 heures à 21 heures.

## L'ÉCOLE PRIMAIRE ÉVOLUE

Collection  
Une école pour l'enfant  
Des outils pour les maîtres  
CNDP/SAVOIR LIVRE  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
HACHETTE ÉDUCATION  
En vente chez votre librairie  
ou dans les CNDP/CRDP  
Diffusion Hachette



150 F. 1 livre + 1 cassette + 6 diapos.

Loeil  
LES ÉCRIVAINS  
DES ÉTATS-UNIS  
43 libraires



LE MONDE DES LIVRES



LECTURES EN VACANCES

# Les petits éditeurs font le gros dos

Pour eux, le succès d'un seul livre peut tout changer. Mais il faut bien s'adapter à la « nouvelle donne »

Portés par leur image, François Giroud et Bernard-Henri Lévy ont bénéficié d'un tirage à 120 000 exemplaires pour leurs considérations à deux voix sur les Hommes et les Femmes (Olivier Orban). Même cas de figure pour Dieu et les Hommes, de l'abbé Pierre et Bernard Kouchner (Robert Laffont, 90 000), et, dans une moindre mesure, pour Victorieuse Russie, d'Hélène Carrère d'Encausse (Fayard, 70 000) et la France en désarroi, d'Alain Peyrefitte (éd. de Fallois, 65 000). La tempête soulevée, en Allemagne, par *Funktionäre des Bösen*, d'Eugen Drewermann, a eu des retombées appréciables en France (Albin Michel, plus de 60 000), tandis que le *Souffle de la langue*, de Claude Hagège, a rencontré des échos favorables (Odile Jacob, 45 000). Toujours dans les essais, des ouvrages de référence comme *Critique de la modernité*, d'Alain Touraine (Fayard, 25 000), *Terre-patrie*, d'Edgar Morin (Seuil, 28 000), ou le *Mythe de l'entreprise*, de Jacques Le Goff (La Découverte, 9 000).

Les réflexions sur la vie politique n'ont pas été en reste, c'est le moins qu'on puisse dire, dans une période riche en débats électoraux. En témoignent *Mon livre de cuisine politique*, de Philippe Alexandre (Grasset, 80 000), *Jours tranquilles à Malignon*, de Jean-Paul Huchon, collaborateur de Michel Rocard (Grasset, 50 000), *La Part d'ombre*, d'Edwy Plenel (Stock, 50 000), le *Dictionnaire de la réforme*, d'Edouard Balladur (Fayard, 40 000), la biographie d'Edouard Balladur par Claire Chazal, qui n'est malheureusement pas le travail de fond qu'on attendait du *Figaro* (Flammarion, 35 000), *L'Absolutisme inflexible*, de Jean-François Revel (Plon, 42 000), *La France sans Mitterrand*, de Jean-Marie Colombani (Flammarion, 35 000) et la *Comédie de la culture*, de Michel Schneider (Seuil, 33 000). René Rémond, lui aussi, s'est penché sur l'univers dont il est l'un des spécialistes dans *La politique n'est plus ce qu'elle était* (Calmann-Lévy, 19 000). Dans un domaine très proche du politique, signalons encore *Les Juges parlent*, de Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann (Fayard, 25 000).

Pour les biographies, un genre toujours apprécié des lecteurs, le succès est, en général, proportionnel à la notoriété du sujet. Citons ainsi le *Simon de Pierre Assolins* (Julliard, 55 000), le *Zola*, d'Henri Troyat (Flammarion, 55 000), Marie Riva (Flammarion, 50 000), *Marilyn, histoire d'un assassinat*, de Patte Barham et Scott Strain (Plon, 50 000), le *Rosa Luxemburg* de Max Gallo (Presses de la Renaissance, 20 000), *Dobro, l'itinéraire d'une psychanalyste*, de Jean-François de Sauverzac (Aubier, 10 000), le *Bernard Lazare* de Jean-Denis Bredin (éd. de Fallois, 10 000).

En matière historique, les ouvrages de vulgarisation se vendent mieux - ce n'est pas une surprise - que les études plus fouillées. *Histoires extraordinaires*, d'Alain Decaux (Perrin, 24 000), touche un public plus large que *l'Histoire de ses peuples*, de Jean-Baptiste Duroselle, chez le même éditeur (5 500). Entre les deux, le lecteur a pu s'intéresser à *l'Histoire des droites en France*, ouvrage collectif en trois tomes (Gallimard, 17 000 en tout), *l'Histoire secrète de la fin de l'URSS*, d'André Gratchev (Le Rocher, 7 000), ou le *Second Empire*, de Pierre Miquel (Plon, 13 500).

Citons enfin, pour terminer, deux ouvrages difficiles à classer mais remarquables par leur ampleur et leur profondeur. *La Misère du monde*, de Pierre Bourdieu, a atteint 73 000 exemplaires, tandis que les trois derniers volumes des *Lieux de mémoire*, sous la direction de Pierre Nora (Gallimard, 370 F chaque volume jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, 430 F ensuite), se sont vendus à 6 000 exemplaires chacun. La preuve qu'il existe encore des lecteurs pour des ouvrages d'envergure, dans un domaine en difficulté comme l'édition de sciences humaines.

Raphaële Bérulle

« C'est dur, très dur, il faut fermer les yeux et faire le dos rond... » Pour les « petits éditeurs », une rude saison s'achève. Lectorat « clairsemé », persistante érosion des ventes : on ne parle plus de crise mais de « nouvelle donne ». Pour s'y adapter, les éditeurs diminuent encore leurs tirages, resserrent leurs catalogues autour de textes « essentiels » ou se spécialisent. Quelques exceptions spectaculaires, heureusement - comme celle des Editions de l'Olivier, en

antillais Derek Walcott, le *Royaume du fruit-étoile* (Circé, 8 000). Viennent ensuite, autour de 5 000 exemplaires, *L'homme qui rajeunissait*, cinq nouvelles de Jérôme Charyn (Complexe), *Un amour noir*, de Joyce Carol Oates (Le Félin), et le récit autobiographique de Gregor von Rezzori, *Néiges d'antan* (Salvy). Respectivement traduits du japonais et de l'italien, *Vents et vagues*, le roman de Kubilai Khan, de Yasunari Inoue (Philippe Piquet), et *Une autre*

loin devant le *Yi King*, de Confucius (Zulma, 3 000), ou les deux ouvrages du grand métaphysicien de la Renaissance Giordano Bruno, *L'Expulsion de la bête triomphante* et *la Cabale du cheval Pégase* (Michel de Maule, 1 500 chacun). Citons également les *Petites œuvres morales*, de Giacomo Leopardi (Allia, 4 000), *Salomé*, d'Oscar Wilde (Ombres, 3 000), *Une sale histoire*, de Dostoïevski (L'Âge d'homme, 2 000), ou encore *Marroca et autres sagas velleïques* (Arcantère, 1 800) et *Lettre d'un fou*, de Guy de Maupassant (Le Castor astral, 2 000).

Sortie en avril pour le centenaire de sa mort, la biographie de Maupassant par Alain-Claude Gicquel (Le Castor astral) a déjà atteint 2 000 exemplaires. Clara Zetkin, *féministe sans frontières*, de Gilbert Badia (Editions de l'Atelier-Editions ouvrières), a été tirée à 3 200, et les *Derniers Jours de John Lennon*, de Frédéric Seaman (Lieu commun), à 6 500. Quant à l'hommage à Roland Barthes de Patrick Marriès (Le Promeneur), il a atteint 5 000 exemplaires.

## Les fidèles de Calaferte

Dans le domaine des essais, *l'Art du mensonge politique*, attribué à Swift, et réédité ironiquement par Jérôme Millon pour les élections législatives, a séduit moins d'acheteurs (1 500) que la *Démocratie malade du mensonge*, d'Alain Etchegoyen (François Bourin, 40 000). En philosophie, remarquons, aux Editions de l'Éclat, le *Livre du gentil et des trois sages* (2 500) et l'essai de Jacques Bouveresse sur Musil, paru en avril, et qui n'a malheureusement pas encore trouvé plus de 1 000 acheteurs. En politique et en sociologie, notons le livre d'Alain Raoux et Alain Terrenoire, *L'Europe de Maastricht, le pour et le contre* (Le Cherche-Midi, 14 000), et, sur le même sujet, le livre de dessins de Plantu, *Ici Maastricht* (Le Monde Éditions, 17 000), et l'essai sur les politiques africaines de la Camerounaise Asselle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?* (L'Harmattan, 20 000).

Dans des registres divers, le *Désir du genre*, de Jacques Testart (François Bourin), atteint les 30 000 exemplaires. *Nos contemporains*, un essai sur les femmes de Jean-Pierre Léonardini, dépasse 14 000 exemplaires (Scandéditions, ex-Messidor), tandis que *Backlash, la revanche contre les femmes*, de Susan Faludi - prix Pulitzer, - arrive à 4 500 (Des femmes). La *Rencontre*, dans la collection « Mutations » d'Autrement, est à 6 500, les *Réflexions sur l'histoire de l'art*, d'Ernst Gombrich (Jacqueline Chambon), frôle les 3 000 exemplaires. Et encore : la *Grande Peur de la Provence*, sur le tremblement de terre du 11 juin 1909, de Jean-Claude Rey, préfacé par Haroun Tazieff (éd. Autres Temps, tirage à 6 000 exemplaires), *Confidences auvergnates*, de Jean Anglade (Christian de Bartolat, 9 000), ou le livre illustré *D'où viens-tu Johnny ?* (éd. Plume, 9 500).

L'intérêt pour les essais historiques et les livres d'histoire est toujours notable. Signalons, chez Sindbad, la *Chronique*, de Tabari, premier historien de l'Islam, au X<sup>e</sup> siècle (34 000), l'ouvrage collectif, sous la direction de Jacques Rupnik, *De Sarajevu à Sarajevu* (18 000), *l'Affaire Péral*, du journaliste anglais Paul Webster (Le Félin, 4 500), les *Mémoires du ghetto de Varsovie*, de Marek Edelman et Lianna Krall (Liana Lévi, 3 500), la *Vendée (1789-1793)*, d'Alain Gérard (Champ Vallon, 2 500), *l'Algérie et son destin*, de Mohamed Harbi (Arcantère, 1 200), *l'Histoire de France autrement*, de Suzanne Citron (Editions de l'Atelier-Édi-

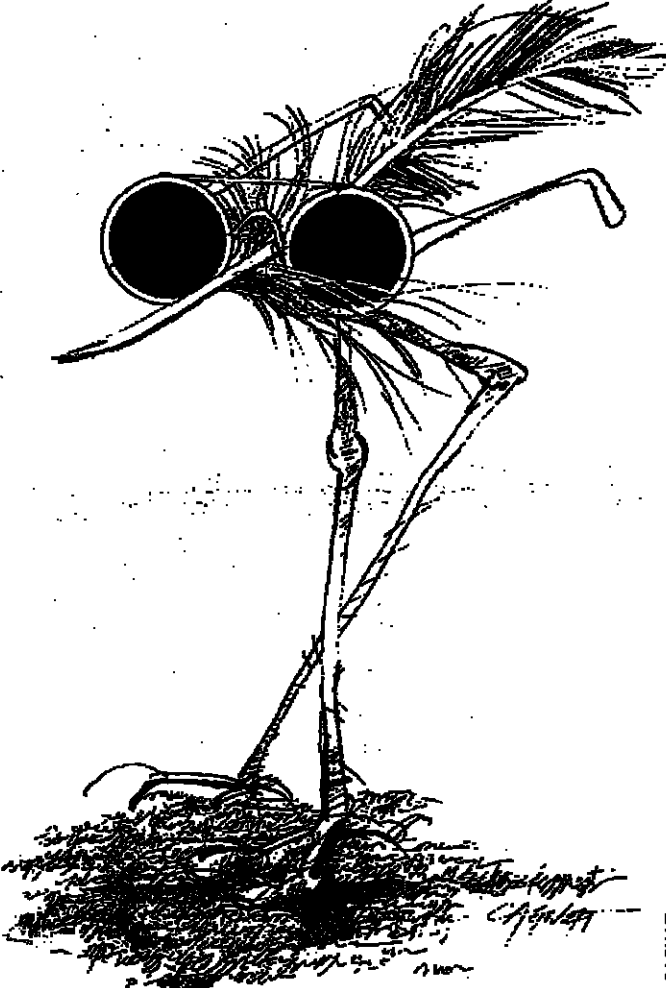
tions ouvrières, 4 500), la *Femme pauvre au dix-neuvième siècle*, tome I, de Julie-Victoire Daubié, avant-propos de Michelle Ferrot (Côté femmes, 900), ou encore *l'Histoire de la tauromachie*, de Bartolomé Bennassar (Desjonquères, 3 000). *Les Uns et les Autres* (éd. de l'Aube), un livre de portraits - de Montand à Balladur, - dû à Christine Ockrent, sorti en mai, s'est déjà vendu à 8 000 exemplaires.

Mais les petits éditeurs ne délaissent pas non plus la littérature française. Avec la *Mécanique des femmes* (17 000), L'Arpenteur doit sa meilleure vente à Louis Calaferte, dont le pamphlet *Droit de cité* (Manya) a également trouvé 5 000 acheteurs. Viennent ensuite le *Maître de Stammholz*, de Baptiste-Marrey (François Bourin, 12 000), *Une sécheresse à Paris*, d'Alain Chany (Editions de l'Olivier, 11 000), *Isabelle Bruges*, un petit récit de Christian Bobin (Le Temps qu'il fait, 10 000), ainsi que *l'Eloge du rien*, du même auteur, qui continue à bien se vendre chez Fata Morgana (2 500), 07 et autres récits, le premier livre de Jean-Jac-

ques Salgon (Verdier, prix de la nouvelle de la Société des gens de lettres, 7 000), *Cœur de père*, de Pierre Veilletet (Arléa, 5 400), *Rendez-vous au métro Saint-Paul*, de Cyrille Fleischman (Le Dilettante, 3 500), le *Libraire et son pygmée*, de Cyrille Cahen (Le Castor astral, 3 000), les *Contes et Nouvelles des quatre vents*, d'Henry de Lintan (La Bruyère, 3 000), *Campo Morto*, de Jean Thuillier (José Corti, prix Méditerranée, 2 000), et les souvenirs de Louis Gailloux, *Ma Bretagne* (Folle avoine, 1 200).

Autres souvenirs, journaux et Mémoires divers : *33 jours*, de Léon Werth (Viviane Hamy, 8 000), le *Journal des Indes*, de Mircea Eliade (L'Hermès, 5 000), les *Souvenirs de Maurice Bardèche* (mais l'éditeur, Buchet-Chastel, n'a pas souhaité communiquer les ventes) et le *Journal (1940-1950)* de Jean Galtier-Boissière (Quai Voltaire), qui, malgré son prix élevé, s'est déjà vendu à 5 500 exemplaires.

Florence Noiville



CAGNIAT

forte progression depuis 1990, - apportent une touche d'optimisme à ce tableau maussade.

C'est à Anne-Marie Métailié que revient la palme de la meilleure vente, avec *Le vieux qui lisait des romans d'amour*, du Chilien Luis Sepúlveda, paru en avril 1992, mais qui a atteint cette année les 100 000 exemplaires (prix Franco-Culture étranger, prix Relais H du roman d'évasion 1992). Profitant de ce succès, un autre livre de Sepúlveda, *Le Monde du bout du monde*, paru en mars, lui aussi chez Métailié, a déjà dépassé 36 000 exemplaires.

La littérature étrangère est d'ailleurs la plus citée parmi les meilleures ventes des petits éditeurs. Derrière *l'Homme flambé*, de Michael Ondaatje, Booker Prize 1992 (Editions de l'Olivier, 12 000), et *Avril enchanté*, d'Elizabeth von Arnim, réimprimé pour la sortie du film (Salvy, 12 000), on trouve la première traduction française des poèmes du Prix Nobel

mer, de Claudio Magris (L'Arpenteur), ont trouvé quelque 4 500 lecteurs. Jacqueline Chambon, quant à elle, continue de faire connaître la romancière autrichienne qu'elle a découverte, Elfriede Jelinek (*les Amantes*, 4 000), et Maren Sell, désormais chez Calmann-Lévy, l'œuvre de Franz Hessel (*le Bazar du bonheur*, 3 500).

Chez Ombres, à Toulouse, on signale la nouvelle traduction d'*Enfants et meurtriers*, de l'écrivain tchèque d'expression allemande Hermann Ungar (3 000 exemplaires). Même score pour le roman sériel de la Canadienne anglaise Jane Urquhart, *Ciel changeant* (Maurice Nadeau, 3 000), et, à peu de chose près, pour celui du Suédois Jacques Wernup, *Mort d'un pornographe* (Climats, 2 500). En matière de théâtre, L'Arche souligne le bon résultat de *Pygmalion*, de Bernard Shaw (2 300), et Solita, inquiet pour son avenir, indique que *John Gabriel Borkman*, d'Ibsen, frôle les 1 000 exemplaires. Signalons également les nouvelles d'Elizabeth Bishop, *Une folle ordinaire* (Circé, 2 000), celles de Nathaniel Hawthorne, *Monsieur du miroir* (José Corti, 1 500), et le roman de l'écrivain grec Costas Hadziaryris, *le Peintre et le Pirate* (Editions du Griot, 1 500). Enfin, grâce à Fourbis, 1 500 amateurs de poésie auront pu apprécier *l'Offense lyrique*, de Marina Tsvetleva, dans la traduction d'Henri Deluy.

Etrangers ou français, les « classiques » ne sont pas oubliés. Chez Actes, la réédition des *Essais* de Montaigne (anniversaire oblige) s'est vendue à 9 500 exemplaires,

L'œil de la lecture

LES ÉCRIVAINS DES ÉTATS-UNIS

43 libraires

## Paul-André Lesort

Le mystère de l'autre, vieille hantise de l'écrivain !...

Partage de la mémoire

roman

Fayard

264 p. 110 F

...Mais découverte toujours à refaire, lorsque c'est de soi-même aussi qu'en définitive on doute. Paul-André Lesort, par le regard de l'ami douloureux, dit une fois de plus que voilà le cœur d'une œuvre.

Ludien Guissard, *La Croix*

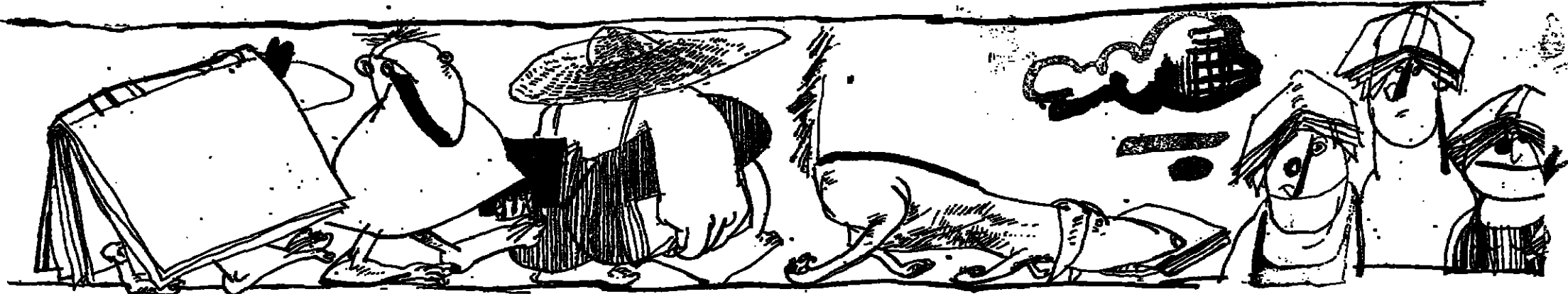
Une poignante histoire de camaraderie et de trahison... Ce très beau roman fait revivre des heures douloureuses, décisives, où l'âme humaine est à nu.

C.F., *Le Républiqueain Lorrain*

Privilege romanesque parmi les plus grands, de rendre indissociables l'équivoque d'une époque et celle d'un sentiment. D'où la double et troublante vertu de ce récit qui, tout ensemble, est une recherche du passé et une impossibilité de tirer, comme il est dit, un trait dessus.

André Brincourt, *Le Figaro*

## FAYARD



## LECTURES EN VACANCES

### LITTÉRATURE FRANÇAISE

**Jean-Philippe Aron-Vignod :** *le Discours des absents.* — Une réverie sur la littérature épistolaire. Les cartes postales de l'onde Octave et les lettres de la marquise... (Gallimard, 126 p., 85 F).

**Colette Andry :** *Rien au-delà.* — La correspondance entre une femme de quatre-vingt-deux ans et un jeune moine bénédictin : un hymne ultime à l'amour (Denoël, 373 p., 175 F).

**Olivier Barbarant :** *Douce lettre d'amour au soldat inconnu.* — Un jeune poète complicité avec la mort des sacrifiés de la Grande Guerre. A la fois un pamphlet vibrant contre l'inutilité de toute guerre et un témoignage poétique sur la solitude, l'amour, les rencontres sans lendemain. Un premier livre de prose extrêmement original (Champ Vallon, 120 p., 80 F).

**Pierre Bergounioux :** *l'Orphelin.* — Neuvième livre d'un écrivain singulier et exigeant, *l'Orphelin* est le récit tendu et heurté, d'une lente approche de la figure paternelle et, à travers celle-ci, d'une identité tremblante, perdue dans l'épaisseur des générations (Gallimard, 182 p., 90 F).

**Frédéric Berthet :** *Paris-Bercy et l'été.* — Un court roman ou le journal de bord d'une vie d'écrivain à la campagne, et un recueil de nouvelles, par un auteur rigoureux et drôle, héritier de Brautigan plus que de Nizami (Gallimard, respectivement 96 p., 62 F, et 168 p., 80 F).

**Lise Bissonnette :** *Marie suivait l'été.* — Deux femmes, un immigré venu de l'Europe de l'Est, un bel Italien. Errance des âmes et des corps dans un Canada de grisaille. L'art de dire le secret des êtres et des lieux, servi par un style d'une rare qualité (Borel-Seuil, 128 p., 79 F).

**Antoine Blondin :** *Un malin plaisir.* — De 1963 à 1977, le journal « campagnard » de Monsieur Jadis. L'Antoine des champs après l'Antoine des villes (La Table ronde, 100 p., 79 F).

**Alain Bonfand :** *la Chambre du cerf.* — « Il y a, il n'y aura jamais qu'une histoire à conter... » Histoire d'amour et de deuil, le très beau roman d'Alain Bonfand s'appuie sur une narration rigoureuse et maîtrisée pour traduire toute l'émotion et la détresse de vivre (La Différence, 196 p., 89 F).

**Pierrette Fleutiaux :** *Sauvée !* — Dix récits qui affrontent l'angoisse de naître à la réalité du monde, l'attachement intime qui nous lie au corps social. Une vision grave de l'homme en transit, menacé, nostalgique d'un paradis dont il garde la mémoire indicible (Gallimard, 180 p., 88 F).

**Jean-François Griblin :** *le Roi Bûcheron.* — Un conte étrange sur un roi mythique, à la recherche de lui-même au cœur d'une forêt légendaire où il est venu tenter un dialogue avec Dieu, nourri des réminiscences de toute une vie et de crimes répétés (Balland, 220 p., 115 F).

**Jean-Paul Kauffmann :** *l'Arche des Kerguelen.* — La beauté amère d'un récit de voyage au bout du monde, qui est aussi la chronique d'une exploration intérieure (Flammarion, 244 p., 95 F).

**Lacile Lavaggi :** *la Spectatrice.* — La chronique, pétillante d'intelligence ironique, de la génération contestataire de 68, tombée depuis, dans tous les panneaux idéologiques du bourgeoisisme... (Gallimard, l'Infini, 142 p., 78 F).

**Guillaume Le Toze :** *Comme tu as changé.* — Premier roman d'un auteur de vingt-quatre ans, portrait au couteau d'une famille de petits-bourgeois en vacances en Espagne. La gouaille et la verve d'un adolescent lucide, impitoyable et très sympathique (Ed. de l'Olivier, 153 p., 95 F).

**Jean-Marie Magnan :** *le Diseur*

*réponse, interroge, d'un point de vue philosophique et théologique, l'origine de la parole (Ed. de Minuit, 154 p., 129 F).*

**Mariette Condroyer :** *Une après-midi plutôt gale.* — L'étrangeté tranquille des nouveaux contes d'amour et de mort de Mariette Condroyer (Gallimard, 156 p., 80 F).

**François Coupry :** *l'Enfant qui lisait le ciel.* — Une enfant métamorphose en présages les petits riens du quotidien. La réalité sublimée pour une lecture des mystérieux lendemains, pour un défi au destin. Le roman attachant, émouvant et tendre d'une Alice au pays de nos non-merveilles (Laffont, 190 p., 98 F).

**Michel del Castillo :** *le Crime des pères.* — Trente-cinq ans après *Tanguy*, ce roman, largement autobiographique, est une méditation d'une exemplaire lucidité sur les relations de l'écriture et de la vie, sur une vie transformée en roman pour pouvoir être poursuivie, sur la manière dont la langue peut rendre acceptable la douleur (Seuil, 296 p., 110 F).

**Daniel Depland :** *le Serrurier de Zagreb.* — Des missives codées, un bijou que l'on se dispute, un fossoyeur, un attaché culturel yougoslave, une soirée à Covent Garden : Daniel Depland, dans ce roman d'aventures fantastiques, retrouve le charme des feuilletons d'autant et y ajoute la grâce de son style nerveux et violent (Grasset, 364 p., 120 F).

**Tristan Duverne :** *Eddy de haut en bas.* — Un premier livre très réussi. Une écriture riche, un ton. Chacune des trois nouvelles met en scène un narrateur confronté à l'épreuve décalante du désir sans retour et de la solitude sans espoir (L'Atelier Julliard, 160 p., 100 F).

**Jean Echenoz :** *Nous trois.* — Avec une infinie légèreté, Echenoz évoque le séisme qui secoue notre monde. La fin des certitudes, la dérive des sentiments, l'envahissement du spectacle et de la représentation (Minuit, 220 p., 78 F).

**Annie Ernaux :** *Journal du dehors.* — En marge de son travail romanesque, Annie Ernaux, pendant sept ans, a noté les « petits riens » de la vie quotidienne, des trains de banlieue en supermarchés. Des croquis d'écrivain, précis, sans mépris, sans complaisance et sans pitié (Gallimard, 108 p., 70 F).

**Alexis Salas :** *Bill et Bela.* — Faulkner et Bartok réunis dans un roman de belle facture littéraire. Deux destins semblables dans leur différence, exposés aux incompréhensions qui sont le sort des exilés (Presses de la Renaissance, 170 p., 85 F).

**Jean-Jacques Salgon :** *07 et autres récits.* — Un premier livre fait d'une centaine de textes brefs et ciselés qui, par petites touches, composent un tableau subtil de la France rurale dans les années 50 et 60. Un hymne à l'Ardeche et à l'enfance retrouvée, par un nouvel écrivain talentueux (Verdier, 112 p., 78 F).

**Jean-François Vilar :** *Nous cheminons entourés de fantômes aux fronts troués.* — Un roman d'amour magique, politique et engagé, qui raconte « le choc des destins privés avec le fracas du monde » (Seuil, 476 p., 120 F).

**Maxime Feri Farzaneh :** *Rencontres avec Sadeh Hedayat.* — Trente-huit ans après la mort de Sadeh Hedayat, l'auteur de *la Chouette aveugle*, Maxime F. Farzaneh met en scène celui qui fut son « père spirituel ». Avec rage et humour, ce récit d'une initiation spirituelle et littéraire ressuscite le plus suicidaire et le plus nihiliste des romanciers iraniens. Traduit du persan par l'auteur avec la collaboration de Frédéric Farzaneh (Ed. José Corti, 364 p., 130 F).

**Vergilio Perreira :** *Au nom de la terre.* — Sommet de l'œuvre du grand écrivain portugais, ce livre est un long et beau monologue byrrique sur la déchéance physique, la souffrance et la finitude

humaine. Traduit du portugais par Geneviève Leibrich (Gallimard, 424 p., 128 F).

**William Gerhardt :** *Futilité et les Polyglottes.* — La découverte d'un écrivain anglais, soixante-dix ans après la publication de son œuvre. Deux romans nourris de l'autobiographie de l'auteur, qui ne cachait pas son admiration pour Tchekhov. Traduit de l'anglais par Guillaume Villeneuve (Grasset, 320 p., 119 F, et 424 p., 139 F).

**Lesley Glaister :** *C'est la curiosité qui tue les chats.* — L'histoire d'une petite fille sage en apparence qui finit par envoyer tranquillement à la mort l'une de ses camarades de classe. Il y a du Hitchcock dans ce deuxième roman de la jeune Anglaise Lesley Glaister. Une pulsation bizarre, comme un frisson de peur : la peur d'une chose terrible tapie sous les mots. Traduit de l'anglais par Regina Langer (La Découverte, 310 p., 89 F).

**Milton Hatsumi :** *Récit d'un certain Orient.* — Loin du folklore, la voix juste et originale d'un jeune auteur brésilien d'origine japonaise qui raconte une histoire — la sienne — d'exil et de mémoire. Traduit du

portugais (Brésil) par Claude Fages et Gabriel Laculi (Seuil, 204 p., 99 F).

**Edgar Hilse-Smith :** *le Conte de la pensée dernière.* — Sous forme de fiction, un des livres les plus attachants, les plus bouleversants sur le drame du peuple arménien et du génocide dont il fut victime au début du siècle par les Turcs et dans l'indifférence des grandes puissances. Traduit de l'allemand par Bernard Kreis (Albin Michel, 479 p., 150 F).

**Yassushi Inoue :** *Confucius.* — Le récit des dernières années de Confucius, racontées par son disciple Vieux-Gingembre. On y croise des princes guerriers s'arrachant des lambeaux de royaumes chinois, des moines en conversation, des petites filles, et quantités de citations splendides du maître, évidemment. Du romanesque pur. Traduit du japonais par Daniel Struve (Stock, 454 p., 150 F).

**Robert McCann :** *le Mystère du lac.* — Cette chronique d'une enfance, dans une petite ville du sud des Etats-Unis au début des années 60, est sublimée par le recours au fantastique et au mystère, qui fait de Zéphyr, la ville en question, l'un des hauts lieux de l'imaginaire, un terroir magique qu'il fait bon arpenter. Traduit de l'anglais par Stéphane Carn (Albin Michel, 535 p., 140 F).

**Giovanni Macchia :** *l'Ange de la nuit, sur Proust.* — Un essai d'une grande élégance. Sans doute la meilleure introduction qui existe actuellement à l'ensemble de l'œuvre proustienne, œuvres de jeunesse comprises. Traduit de l'italien par Marie-France Berger, Paul Bedarida et Mario Fusco (Gallimard, 257 p., 130 F).

**Toni Morrison :** *Jazz.* — La romancière imagine des personnages du Sud profond, installés dans le Harlem des années 20 ; la métaphore d'une époque qui s'exprime dans la musique et qui mêle l'excitation de cette époque, le sentiment du risque, la sensualité, la passion et la violence. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Alién (Christian Bourgois, 250 p.,

### LETTRES ÉTRANGÈRES

**Paul Auster :** *Léviathan.* — Le roman palpitant de l'Amérique des années Reagan, vue à travers une culture de gauche. Par l'auteur de *Moon Palace*, qui reste son meilleur livre. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Christine Le Bouf (Actes Sud, 310 p., 135 F).

**John Banville :** *Kepler.* — Portrait visionnaire, ironique, drôle et éclatant du grand Johannes Kepler, génial savant et pauvre bougre. Traduit de l'anglais (Irlande) par Michèle Albaret (Flammarion, 282 p., 125 F).

**Arnold Bennett :** *l'Escalier de Rizeyman.* — Un grand roman réaliste, mais aussi un petit traité de décomposition du couple et de la société par un écrivain et critique anglais du début du siècle à l'humour très noir. Traduit de l'anglais par Maurice Rémon (L'Olivier, 336 p., 110 F).

**Mohammed Berrada :** *le Jeu de l'oubli.* — L'histoire à plusieurs voix d'une famille traditionnelle de la médina de Fès qui restitue

une mémoire perdue, avec ses détails étranges, ses mystères et ses trous. Traduit de l'arabe (Maroc) par Abdelatif Ghomghom et Yves Gonzalez-Quijano (Actes Sud, 236 p., 110 F).

**Ingmar Bergman :** *les Meilleures Intentions.* — « Les meilleures intentions », ce sont celles d'un jeune homme et d'une jeune fille qui deviendront un jour les parents d'Ingmar Bergman. Leurs désirs de bonheur et de justice, leur idéal, décoré par celui qu'on croyait être seulement un immense cinéaste, et qui se révèle grand écrivain. Traduit du suédois par Carl Björnstrom et Lucie Albertini (Gallimard, 416 p., 150 F).

**Gianfrancesco Guzzanti :** *Quatre nouvelles sur les apparences.* — Un des écrivains italiens les plus originaux et les plus rigoureux nous entraîne dans ses réveries métaphysiques sur la réalité du monde, des images, de la lumière, de l'identité, à travers des nouvelles troublantes et drôles. Traduit de l'italien par Eliane Deschamps-Pria (Flammarion, 170 p., 100 F).

**Stephen Dixon :** *Ordures.* — Agressé par une société d'éboueurs, un barman se fait le héros d'un polar exaltant aux airs d'apocalypse, sinistre vision d'un monde submergé par les ordures. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Nicolas Richard (Balland, 245 p., 118 F).

**Maxime Feri Farzaneh :** *Rencontres avec Sadeh Hedayat.* — Trente-huit ans après la mort de Sadeh Hedayat, l'auteur de *la Chouette aveugle*, Maxime F. Farzaneh met en scène celui qui fut son « père spirituel ». Avec rage et humour, ce récit d'une initiation spirituelle et littéraire ressuscite le plus suicidaire et le plus nihiliste des romanciers iraniens. Traduit du persan par l'auteur avec la collaboration de Frédéric Farzaneh (Ed. José Corti, 364 p., 130 F).

**Vergilio Perreira :** *Au nom de la terre.* — Sommet de l'œuvre du grand écrivain portugais, ce livre est un long et beau monologue byrrique sur la déchéance physique, la souffrance et la finitude

humaine. Traduit du portugais par Geneviève Leibrich (Gallimard, 424 p., 128 F).

**William Gerhardt :** *Futilité et les Polyglottes.* — La découverte d'un écrivain anglais, soixante-dix ans après la publication de son œuvre. Deux romans nourris de l'autobiographie de l'auteur, qui ne cachait pas son admiration pour Tchekhov. Traduit de l'anglais par Guillaume Villeneuve (Grasset, 320 p., 119 F, et 424 p., 139 F).

**Lesley Glaister :** *C'est la curiosité qui tue les chats.* — L'histoire d'une petite fille sage en apparence qui finit par envoyer tranquillement à la mort l'une de ses camarades de classe. Il y a du Hitchcock dans ce deuxième roman de la jeune Anglaise Lesley Glaister. Une pulsation bizarre, comme un frisson de peur : la peur d'une chose terrible tapie sous les mots. Traduit de l'anglais par Regina Langer (La Découverte, 310 p., 89 F).

**Milton Hatsumi :** *Récit d'un certain Orient.* — Loin du folklore, la voix juste et originale d'un jeune auteur brésilien d'origine japonaise qui raconte une histoire — la sienne — d'exil et de mémoire. Traduit du

portugais (Brésil) par Claude Fages et Gabriel Laculi (Seuil, 204 p., 99 F).

**Edgar Hilse-Smith :** *le Conte de la pensée dernière.* — Sous forme de fiction, un des livres les plus attachants, les plus bouleversants sur le drame du peuple arménien et du génocide dont il fut victime au début du siècle par les Turcs et dans l'indifférence des grandes puissances. Traduit de l'allemand par Bernard Kreis (Albin Michel, 479 p., 150 F).

**Yassushi Inoue :** *Confucius.* — Le récit des dernières années de Confucius, racontées par son disciple Vieux-Gingembre. On y croise des princes guerriers s'arrachant des lambeaux de royaumes chinois, des moines en conversation, des petites filles, et quantités de citations splendides du maître, évidemment. Du romanesque pur. Traduit du japonais par Daniel Struve (Stock, 454 p., 150 F).

**Robert McCann :** *le Mystère du lac.* — Cette chronique d'une enfance, dans une petite ville du sud des Etats-Unis au début des années 60, est sublimée par le recours au fantastique et au mystère, qui fait de Zéphyr, la ville en question, l'un des hauts lieux de l'imaginaire, un terroir magique qu'il fait bon arpenter. Traduit de l'anglais par Stéphane Carn (Albin Michel, 535 p., 140 F).

**Giovanni Macchia :** *l'Ange de la nuit, sur Proust.* — Un essai d'une grande élégance. Sans doute la meilleure introduction qui existe actuellement à l'ensemble de l'œuvre proustienne, œuvres de jeunesse comprises. Traduit de l'italien par Marie-France Berger, Paul Bedarida et Mario Fusco (Gallimard, 257 p., 130 F).

**Toni Morrison :** *Jazz.* — La romancière imagine des personnages du Sud profond, installés dans le Harlem des années 20 ; la métaphore d'une époque qui s'exprime dans la musique et qui mêle l'excitation de cette époque, le sentiment du risque, la sensualité, la passion et la violence. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Alién (Christian Bourgois, 250 p.,

130 F). Chez le même éditeur, texte de conférences de Toni Morrison sur la place des personnages noirs dans le roman américain : *Playing in the Dark* (114 p., 60 F).

**Norman Mailer :** *Harlot et sa fantôme.* — Non pas un roman d'espionnage à la manière de Carré, mais un récit d'apprentissage chez les espions. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jérôme Rosenthal (Laffont, 1044 p., 189 F).

**Ben Okri :** *Etoiles d'un nouveau monde.* — Accablé de son franc et de terreux, le peuple qu'il décrit le Nigeria Ben Okri, dans un livre où dominent la vitalité l'imaginaire et la force de l'évocation poétique, n'est pas sans rappeler l'humanité de Beckett et l'infirmité de rêve. Nouvelles traduites de l'anglais par Agnès Gattegno (Julliard, 188 p., 95 F).

**Arto Paasilinna :** *le Fils du diable.* — On l'on voit le fils d'un diable de l'orage descendre du ciel jusqu'en Finlande pour reconquer les Finnois à la vraie foi païenne de leurs ancêtres. Satire sociale, fable mythologique, un roman drôle et vif, par l'auteur du *Lili*

*de Vatanen*, qui s'impose décidément comme un grand humoriste nordique. Traduit du finnois par Anne Colu du Terrail (Denoël, 272 p., 95 F).

**Charles Palizès :** *le Quinquen.* — Un roman montre en son fond d'énigme autour d'un adolescent victime d'un complot machiavélique dans l'Asie du début du XIXe siècle, déchirée par les luttes sociales. Actuellement, romans de romans-fléves à la manière de Dickens, dont il s'inspire, le *Qui comce* réconcilie intellectuels et les leurs populaires. Traduit de l'anglais par Gérard Pilorget (Phébus 5 vol. I-254 p., 128 F / II-410 p., 148 F / III-250 p., 128 F / IV-336 p., 138 F / V-220 p., 118 F).

**Corneille Peana :** *la Petite Mort.* — Une métaphore de l'esclavage travers la vie et les secrets d'un plantation de café brésilienne, à fin du XIXe siècle. Traduit du portugais (Brésil) par Cécile Tricoi (A. M. Métailié, 425 p., 140 F).

**Chet Raymo :** *le Nain astinome.* — L'histoire d'un être disgracié, fasciné par la beauté, celle des femmes autant que celle de constellations... Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Hugues Leroy (Presses de la Renaissance, 320 p., 129 F).

**Philly Roth :** *Patrimoine.* — Un nouveau volet de l'autobiographie d'un romancier américain qui cite de violentes passion (contraires). Comment dire l'histoire du père sans « effet littéraire » ? Magnifique et bouleversant si l'on aime la littérature qu'on pose comme question centrale comment dire la réalité ? Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie Akar et Maurice Rambaud (Gallimard, 224 p., 125 F).

**Isaac Bashevis Singer :** *Gimpel le naïf.* — Les contes moraux du prix Nobel 1978, promenade entre l'enfer, le purgatoire et un incertain paradis, sont des récits empreints de spiritualité, sans aucun esprit moralisateur. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie Pierre Bay (Denoël, 235 p., 105 F).

**Seseki :** *A travers la vitre.*

## Cent livrer l'été

Il y a les livres qu'on dit « d'été ». Et puis, et qu'on a laissé passer. Parmi eux, voici, dans tous les domaines, une sélection d'

**L'œil**  
de la lecture

**LE NOUVEAU CATALOGUE**  
est disponible chez  
**43 libraires**

Lettres et documents au  
25 rue de la Harpe - 75004 Paris

Le Monde  
pourquoi  
privatiser aujourd'hui  
ce qu'on nationalisait  
hier ?

Consultez  
**L'HISTOIRE**  
**AU JOUR LE JOUR**  
pages 814 et 943





# LECTURES EN VACANCES

Soseki est assis derrière sa vitre. Dehors, le brouhaha du monde. On est en 1915. Avec son pinceau, il gribouille, dit-il, des souvenirs, des récits de visite d'importants, l'histoire d'une bonne dont il a oublié le nom, mais qui était gentille. C'est un chef-d'œuvre de limpidité lucide, et d'humour. Traduit du japonais par Ryôji Nakamura et René de Ceccatty (Rivages, 140 p., 95 F).

Anthony Trollope : *les Diamants d'Eustache*. - Trollope, chanteur des vies ordinaires et du monde tel qu'il est, s'attaque, cette fois, au fonctionnement de la justice dans l'Angleterre victorienne, mais, plus même que sa description d'une société fondée sur l'argent et le pouvoir, nous intéressent ses portraits de femmes, aventurières, parvenues ou victimes. Traduit de l'anglais par Denise Getzler (Albin Michel, 698 p., 190 F).

Abraham B. Yehoshua : *Monsieur Mani*. - Série d'échos, de récits en miroir, ce grand roman raconte l'effacement des membres de la mystérieuse famille des Mani, ces juifs de la Méditerranée, aux moments cruciaux de l'histoire de la Diaspora. Traduit de l'hébreu par Arlette Pierrot (Calmann-Lévy,

qu'en 1952, de l'un des grands créateurs du siècle, né en Argentine en 1899. Outre quelques ouvrages majeurs - *Fictions*, *l'Aleph*, *Autres inquisitions*... - on trouve dans ce volume 450 pages d'étonnantes inédits. Édition dirigée par Jean-Pierre Bernès (Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1752 p., 395 F jusqu'au 31 juillet, 445 F ensuite).

Crébillon fils : *Œuvres*. - L'école de la légèreté par le librettin le plus aimable des Lumières (François Bourin, 874 p., 280 F).

Gustave Le Rouge : *Verlainiens et décadents*. - Réimpression des passionnants souvenirs littéraires de Gustave Le Rouge (1867-1938), écrivain à succès, chanteur d'un socialisme utopique et grand amateur, avec Verlaine et Moréas, des absinthies du Caveau du Soleil d'Or (Julliard, 263 p., 100 F). On a réédité également les meilleurs romans-feuilletons de ce « Jules Verne des midinettes » (deux volumes, éditions établies par Francis Lacassin, Laffont, coll. « Bouquins »).

Claude Roy : *La Conversation des poètes*. - La Fontaine, Prévert et beaucoup d'autres sont invités chez Claude Roy pour dire à quoi

## PHILOSOPHIE

Marcel Coqche : *Vivre et philosopher. Réponses aux questions de Lucile Zvegg*. - Une série de méditations sur le monde actuel et sur la sagesse quotidienne, par un maître singulier. (PUF, 232 p., 100 F).

Jean-Toussaint Desanti : *Réflexions sur le temps*. - En conversant avec Dominique-Antoine Grisoni sur ce thème central, le philosophe conduit progressivement son lecteur au cœur d'une énigme (Grasset, 222 p., 100 F).

Michel Haar : *Nietzsche et le dépassement de la métaphysique*. - Une intelligente et lumineuse analyse d'une œuvre et d'une démarche qui sont encore trop souvent mal comprises (Gallimard, 294 p., 71 F).

Jean Fie de la Mirandole : *De la dignité de l'homme*. - Un des textes centraux de la Renaissance italienne, plus célèbre que vraiment lu. Traduit du latin et présenté par Yves Hersant (Éditions de l'Éclat, 136 p., 75 F).

Ludwig Wittgenstein : *les Cours de Cambridge 1932-1935*. - En édition bilingue, les improvisations

qui met en lumière les paradoxes d'une langue qui n'est plus une langue maternelle, qui n'est pas une langue naturelle (Seuil, 215 p., 130 F).

Axel Kransé : *la Renaissance. Voyage à l'intérieur de l'Europe*. - D'une plume allègre, un journaliste américain, bon connaisseur de la construction communautaire, dit pourquoi il croit que, malgré les embûches, l'Europe étonnera le monde en l'an 2000 (Seuil, 364 p., 130 F).

Pierre-Yves Pétillon : *Histoire de la littérature américaine, notre demi-siècle 1939-1989*. - Cinquante ans de littérature vus par un lecteur exceptionnel, passionné, compétent. Enthousiasmant (Fayard, 820 p., 250 F).

Alain-Gérard Slama : *l'Angélisme exterminateur. Essai sur l'ordre moral contemporain*. - Le livre stimulant et polémique d'un intellectuel excédé par le conformisme de cette fin de siècle et sa perpétuelle apologie du consensus, non pas « mou », comme on se plaît à le croire, mais tyrannique (Grasset, 278 p., 130 F).

## HISTOIRE

Stéphane Audoin-Rouzeau : *la Guerre des enfants (1914-1918). Essai d'histoire culturelle*. - Les enfants aussi ont fait la Grande Guerre, mais à leur façon, en lisant les *Pieds nickelés*, en brillant avec leurs matras et en maniant le fusil de bois. Drôle, émouvant et désolant (Armand Colin, 186 p., 120 F).

Laurence Berthelette : *l'Art de la défaite (1940-1945)*. - Il n'y eut pas d'art maréchaliste pendant les « années noires » : simplement des bergeries pétaînistes et des importations de racisme artistique, des collabos médiocres et de jeunes peintres de tradition française. Malgré tant d'ambivalences, les vrais créateurs se préparèrent pourtant à prendre librement de belles revanches. Neuf, tonique et passionnant (Seuil, 482 p., 150 F).

Carlo Ginzburg : *le Sabbat des sorcières*. - Par l'auteur du *Fo-mage et des vers*, la recherche passionnée des croyances et des rites occultes par l'image du sabbat que façonnent les inquisiteurs. Une rencontre fascinante avec la « sorcellerie » paysanne, faite de chevauchées féminines dans le royaume des morts, de batailles nocturnes pour la fertilité de la terre. Une interrogation sur l'universalité des cultes extatiques, des croyances chamaniques et, au-delà, sur l'inquiétude que les morts donnent aux vivants. Traduit de l'italien par Monique Aymard (Gallimard, 428 p., 258 F).

François Maspéro : *l'Honneur de Saint-Arnaud*. - A travers la vie d'un « massacreur exemplaire », un saisissant témoignage historique, fortement documenté et écrit dans un style alerte qui laisse soupçonner chez l'auteur, vétéran de la lutte anticoloniale, une certaine fascination pour son personnage, l'un des plus grands sauteurs de la conquête de l'Algérie (Plon, 434 p., 130 F).

Catherine Nicault : *la France et le Sionisme (1897-1948), une rencontre manquée?* - A l'heure où les négociations de paix entre Israël et ses voisins arabes battent leur plein, on lira avec intérêt le détail des négociations sur l'eau et sur les territoires que le mouvement sioniste eut avec... Paris (Calmann-Lévy, 316 p., 160 F).

Pierre Nora (sous la direction de) : *Lieux de mémoire. Les France*. - Les trois derniers volumes d'une entreprise historique qui, déjà, fait date par son ampleur et par l'ambition de son projet. A la fois une nouvelle histoire de France, pendant contemporain de celles de Michelet et de Lavisse, et une réflexion critique sur une mémoire nationale bouleversée et le rôle des historiens (Gallimard). Chaque volume de 1000 pages environ est vendu 370 F jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, 430 F ensuite).

Béatrice Philippe : *les Juifs de Paris à la Belle Époque*. - Une his-

toire fort bien racontée de la période heureuse du judaïsme français d'avant l'« Affaire ». Récit d'une Belle Époque, qui s'arrête prématurément en 1894, avec la dégradation du capitaine Dreyfus, il y a tout juste cent ans (Albin Michel, 193 p., 49 F).

Gérard de Puygasse : *Chauvin, le soldat-laboureur. Contribution à l'étude des nationalismes*. - Le soldat Chauvin, père du chauvinisme, n'a jamais existé. Mais ce tourlourou fantôme donne corps, après 1815, au nationalisme instinctif et au populisme teinté d'antisémitisme qui nous habitent toujours. Un livre truculent sur de très douloureux imaginaires français (Gallimard, 293 p., 150 F).

Jacques Rancière : *les Mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir*. - Un révison essai, joliment polémique, sur le statut scientifique de l'histoire, et notamment sur la manière dont l'école des *Annales* ne réintroduit, selon Rancière, le rôle des masses dans l'histoire que pour mieux confisquer leur parole vivante et nier leur existence de sujets (Seuil, 215 p., 85 F).

Lacette Valensi : *Fables de la mémoire. La glorieuse bataille des trois rois*. - A partir d'un événement singulier (la bataille perdue en terre marocaine, en 1578, par le roi portugais Sébastien, tué au combat comme son adversaire et son allié marocain), une belle démonstration des tensions entre mémoire et histoire (Seuil, 311 p., 145 F).

## SCIENCES HUMAINES

Leonardo Benevolo : *la Ville dans l'histoire européenne*. - La grande révolution des villes européennes se situe au XV<sup>e</sup> siècle quand, avec l'invention de la perspective, on commence à penser le paysage urbain. Entre politique et esthétique, les grandes questions posées par les villes dans l'Europe d'aujourd'hui. Traduit de l'italien par S. Gherardi et J.-L. Pouthier (Seuil, 286 p., 140 F).

Jacques Blamont : *le Chiffre et le sonnet. Histoire politique de la découverte*. Il n'y a pas de science sans prince, affirme le physicien. Et il propose en effet, avec un sens

certain de la provocation, une histoire des sciences qui s'attache à l'histoire mouvementée, du pouvoir (Odile Jacob, 946 p., 240 F).

Pierre Bourdieu : *les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*. - Trois objets dans ce livre fondamental : la définition d'une « science des œuvres » en rupture avec les catégories du jugement de goût ; le repérage des traits caractérisant les champs culturels ; l'étude de la constitution du champ littéraire dans la France de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (Seuil, 482 p., 150 F). Sous la direction du même auteur : *la Misère du monde*. Un recueil d'histoires individuelles mises en situation et interprétées pour mettre en lumière les vraies raisons de la souffrance (Seuil, 949 p., 160 F).

John Kenneth Galbraith : *la République des satisfais*. - La tendance au conservatisme est universelle mais, aux États-Unis, se répand aujourd'hui une dangereuse « culture du contentement ». Traduit de l'américain par Paul Chemla (Seuil, 186 p., 115 F).

David Le Breton : *Des visages. Essai d'anthropologie*. - Le visage comme une « scène » où la vie intérieure de la personne se donne à voir, et par laquelle la relation sociale s'établit aussi (A.M. Métailié, 328 p., 120 F).

Dominique Lecomte : *l'Amérique entre la Bible et Darwin*. - Un regard nouveau sur les rapports entre la pensée scientifique et la religion (PUF, 232 p., 148 F).

Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern : *Terre-Patrie*. - Avec une « ardente patience », le sociologue cherche les voies pour sortir de l'âge planétaire. Afin de civiliser la Terre, nous avons besoin d'une « force communicante et communicante » (Seuil, 222 p., 120 F).

Pierre Sansot : *Jardins publics*. - La promenade d'un sociologue dans les espaces publics provoque-t-elle des questions et de nos rêves ; la rencontre poétique avec les « gens de peu » (Payot, 272 p., 130 F).

Yosé Hayim Yerushalmi : *le Moïse de Freud. Judaïsme terminé et interminable*. - Un portrait érudit, où l'humour n'est pas absent, des relations tumultueuses de Freud à la tradition juive, examinées par un grand historien américain (Gallimard, 266 p., 145 F).

# Cent livres pour l'été

à tous les autres qu'on s'était promis de lire  
que « le Monde des Livres » a aimés,  
centaine de titres parus depuis l'automne dernier

410 p., 140 F). Du même auteur, un essai, *Pour une normalité juive*. Traduit de l'hébreu par Eyal Erera (Liana Lévi, 120 p., 85 F).

Collectif : *les Mondes perdus*. - Sur le thème fascinant des mondes cachés, oubliés ou préservés qui séduisent fort les précurseurs du roman d'anticipation, Jacques Goumard a composé un gros recueil qui mêle auteurs français - Jules Verne, J.H. Rosny aîné - et auteurs anglo-saxons - H.G. Wells, Rudyard Kipling, Rider Haggard, Abraham Merritt, James Hilton. Quand le roman d'aventures flirte avec la science-fiction, le résultat est une formidable invitation au voyage (Presses de la Cité, coll. « Omnibus », 135 F).

## HISTOIRE LITTÉRAIRE

Lon Andreas-Salomé : *En Russie avec Rilke. 1900*. - Presque chaque année, Lou Andreas-Salomé (1861-1937) allait à Saint-Petersbourg voir sa famille. En 1900, elle fit le voyage avec Rilke : le journal qu'elle tint pendant cet été trahit sa préoccupation presque uniquement sociologique envers une Russie monstrueuse et fascinante d'avant la révolution d'Octobre... Texte établi par Stéphane Michaud et Dorothee Pfeiffer ; traduit de l'allemand, essai introductif et préface de Stéphane Michaud (Seuil, 172 p., 95 F).

Elizabeth Bishop : *Une folie ordinaire*. - Les nouvelles admirables d'un poète majeur, salué par les plus grands, d'Ezra Pound à Octavio Paz. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Bernard Hoepffner (Circé, 168 p., 98 F). On peut lire également, chez le même éditeur, des poèmes d'E. Bishop, *Géographie III*, dans l'excellente version française d'Alix Cécile Roubaud, Linda Orr et Claude Mouchard (78 p., 85 F).

Jorge Luis Borges : *Œuvres complètes*, tome 1. - L'œuvre, jus-

sert la poésie (Gallimard, 309 p., 130 F).

Anne Ubersfeld : *Théophile Gautier*. - Retracte dans le détail, la carrière de l'homme au « gilet rouge » (Stock, 478 p., 150 F).

Voltaire : *Correspondance, tome XIII*. - Diversité des correspondants, mobilité et variété des tons, conscience aiguë de soi et des destinataires, art de la relativité et des situations, auto-ironie... Le remède parfait contre la morosité (Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1204 p., 435 F).

Léon Werth : *Déposition. Journal (1940-1944)*. - Un des témoignages les plus riches sur les « années noires » par un écrivain mort en 1955 et relégué depuis nombre d'années au purgatoire de la littérature. Présentation de Jean-Pierre Azéma (Viviane Hamy, 734 p., 199 F). Viviane Hamy, qui a redécouvert l'œuvre de Léon Werth, publie également son récit inédit de l'exode de juin 1940, 33 jours (154 p., 99 F).

Collectif : *Romans libertins du XVIII<sup>e</sup> siècle*. - Une caverne aux trésors : Crébillon fils, La Morlière, Fougere de Monbrun, Dorat, Vivant Denon... Ce ne sont pas seulement des livres, mais toute une population qui revient brusquement vers nous, parle, agit, intrigue, jouit, médite (Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1440 p., 140 F).

d'un des grands de ce siècle, notés par ses fidèles. Traduit de l'anglais par Elisabeth Rigal (Trans-Europ-Press, 270 p., 169 F).

Collectif : *Georges Canguilhem, philosophe, historien des sciences*. - Les meilleurs spécialistes éclairaient les prolongements et l'actualité de cette œuvre puissante, en présence de ce maître incontesté (Albin Michel, 322 p., 140 F).

## ESSAIS ET DOCUMENTS

André Bernold : *l'Amitié de Beckett (1979-1989)*. - Qu'est-ce que se rencontrer pour rien ? Sans volonté d'aboutir à quoi que ce soit ? *« Les amis, écrit Bernold, sont de légers mobiles vocaux »*. Un jeune homme fasciné et un écrivain qu'on disait mutique. Une amitié « musicale », retracée avec intelligence et discrétion. Photographies de John Minihan (Ed. Hermann, 112 p., 90 F). On lira aussi, bien sûr, les derniers Beckett parus aux éditions de Minuit : *Quad* ; *Trio du fantôme* ; *Que nuages*, suivi de *l'Épique*, de Gilles Deleuze (112 p., 59 F).

Jean-Denis Bredin : *Bernard Lazare*. - L'étonnant portrait d'un homme intrinsèque et passionné, écrivain combattant, juif libertaire et premier dreyfusard (Ed. de Fallois, 425 p., 140 F).

Jean Clair : *le Nez de Giacometti*. - Brillantes variations du directeur du musée Picasso, à partir d'une fameuse sculpture de Giacometti, sur les relations du nez et du sexe masculin, du rire et de la mort (Gallimard, 90 p., 120 F).

Euclides da Cunha : *Hautes terres*. - L'épopée terrible des gueux de Canudos dans le sertão, ce désert du Nordeste brésilien à la fin du siècle dernier. Publié en 1902, ce livre baroque est beau comme le regard aveugle d'un voyant. Traduit du portugais (Brésil) par Jorge Coli et Antoine Seel (A.M. Métailié, 529 p., 180 F).

Rachel Ertel : *Dans la langue de personne*. - Une étude sur « la poésie yiddish de l'antéantissement »

**Le Monde EDITIONS**

**NIPPON**  
LE JAPON DEPUIS  
1945  
William Horsley,  
Roger Buckley  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

**André Malraux**

**LA REINE DE SABA**

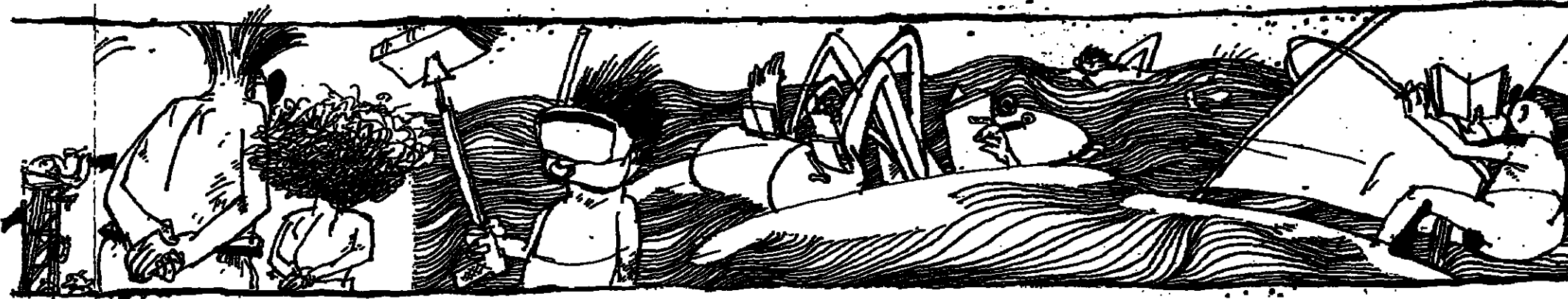
UNE « AVENTURE GÉOGRAPHIQUE »

Texte présenté et annoté  
par Philippe Delpuech

Préface de Jean Grosjean

LES CAHIERS DE LA **urf**

**GALLIMARD**



LECTURES EN VACANCES

# Les collaborateurs du « Monde » ont publié

## ROMANS, POÉSIE Récits

Gilles Barbedette : *Mémoires d'un jeune homme devenu vieux*. — Pendant sa maladie, Gilles Barbedette, qui est mort du sida, à trente-cinq ans, le 30 mars 1992, écrivait, sur des carnets, des réflexions, des souvenirs... une ultime manière de conjurer la mort certaine (Gallimard, 194 p., 80 F).

François Bott : *Mauvaises fréquentations*. — De Blondin à Youcenar, une série de portraits littéraires (Millaud, 160 p., 89 F).

René de Ceccatty : *Le Diable est un pur hasard*. — Des nouvelles dans lesquelles règne une mélancolie d'arrière-saison, traversées par les silhouettes cassées de personnages qui attendent en vain leur come-back en se souvenant de l'acidité et de la sensualité de leurs jeunes années (Mercure de France, 286 p., 115 F).

Eric Fottorino : *Moi aussi, je me souviens*. — Sur le modèle de Perce, une évocation de la génération des années 60 (Balland, 180 p., 95 F).

Pierre-Robert Leclercq : *Poète Palette et blasons*. — Poèmes (éd. Rougerie, 35 p., 55 F).

François Marmande : *la Mémoire du chien*. — Le livre, non d'un « écrivain voyageur », mais d'un esthète qui voyage « autrement », et qui s'arrête autant sur ses rêves et ses passions que sur le pays qu'il parcourt, le Vietnam (éd. Fourbis, 196 p., 79 F).

Amina Said : *L'Une et l'Autre Mère*. — Poèmes (éditions Le Dé bleu, distr. Distique, 128 p., 75 F).

Claude Serrault : *Ah ! l'amour, toujours l'amour*. — Le vieillissement est de nos jours un « fait de société », avec ses drames, ses ridicules, ses parades, mais aussi son silence, ici décrits avec l'aide de la drôlerie (Flammarion, 250 p., 95 F).

Philippe Sollers : *le Secret*. — La poursuite du projet de Sollers : comment faire saisir, avec ironie et gravité, la réalité de l'époque, ce fragment de « l'infiniment petit » et cosmique aventure humaine — ici à travers les réflexions d'un agent secret. Mais aussi un Sollers inattendu, intime, trahissant un portrait magnétique de sa mère (Gallimard, 250 p., 92 F).

## ESSAIS ET DOCUMENTS

Georges Balandier : *le Pouvoir sur scènes*. — Une réédition, largement augmentée, d'une réflexion dans laquelle l'anthropologue s'interroge sur la modernité, les conditions de l'exercice et de la mise en images du pouvoir telles qu'elles se sont transformées durant ces dernières années (Balland, 176 p., 98 F).

Jean-Pierre Cagnat : *Noir*. — Vingt-six variations graphiques, féroces et horribles sur un aspect qui, dans nos sociétés, n'a pas précisément bonne presse (Millaud, 86 p., 89 F).

Jean-Marie Colombani : *la France sans Mitterrand*. — Deux méditations qui se mêlent et s'entrecroisent à la fois sur la longue rencontre entre le président de la République et la France et sur ce que seront la nation française et sa démocratie à

l'aube du troisième millénaire

Jean-Michel Croissandeau : *les Bonnes Notes de la France, trente ans d'éducation*. — A contre-courant du discours alarmiste sur l'éducation. Outre une étude sur l'évolution qu'elle a connue en France au cours des trente dernières années — éclairée d'exemples puisés à l'étranger, dix-huit bonnes raisons d'espérer dans l'avenir de notre système d'enseignement (Seuil, 216 p., 110 F).

Anne Débarède et Evelynne Laurent : *le Livre des parents. Quels choix pour vos enfants*. — Deux psychologues réunissent des contributions de médecins, d'universitaires et de journalistes pour aider les parents (Flammarion, 718 p., 198 F).

Roger-Pol Droit (textes réunis et présentés par) : *Comment penser l'argent ?* — Une approche interdisciplinaire des multiples faces d'une réalité omniprésente... (Le Monde Éditions, 430 p., 150 F).

Thomas Ferenzi : *l'Invention du journalisme en France*. — La naissance de la presse moderne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par la constitution d'une nouvelle profession, celle de journaliste, au confluent du métier d'écrivain et de celui d'homme politique (Plon, 278 p., 138 F).

Dominique Frétyard : *Parade*. — La rencontre du peintre (Aki Kuroda) et du chorégraphe (Angelin Preljocaj) au cours de la genèse d'un spectacle où se joue l'alchimie de la recherche artistique avant le lever du rideau. Nombreuses photographies de Thierry Ardit (éd. Plume, 143 p., 245 F).

Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann : *Les juges parlent*. — Dix-neuf magistrats, des plus rebelles aux plus sages, s'expriment sans tabou sur leurs rapports avec l'Etat, la politique, l'argent et la morale (Fayard, 576 p., 150 F).

Laurent Greilsamer (textes réunis et présentés par) : *le Proche du sang contaminé*. — La publication du *rapport de la Commission de la République*, des comptes rendus d'audience du *Monde* et du jugement du procès du sang contaminé de l'été 1992 offre au lecteur la possibilité de devenir « juge » de ce scandale moral, médical et politique (Le Monde Éditions, 317 p., 89 F).

Serge Halimi : *Sisyphes est fatigué : les échecs de la gauche au pouvoir (1924-1936-1944-1981)*. — A travers l'exemple des époques historiques choisies, une étude sur les raisons pour lesquelles la gauche a périodiquement échoué dès les premières années de son avènement par rapport à ses objectifs et aux espérances qu'elle avait soulevées (Laffont, 480 p., 139 F).

Alain Lebaube : *Social : par ici la sortie*. — Face à la montée du chômage et à la dégradation de la cohésion sociale, une bouffée d'oxygène à travers l'exploration des voies par lesquelles on peut espérer « moderniser sans exclure » en repensant constamment le contenu du travail, son organisation et la qualification du personnel (Le Monde Éditions, 252 p., 120 F).

Pancho : *C'est parti !* — La course au pouvoir, dans le monde entier, vue par un dessinateur placide et féroce... Gorbachev, Eltsine, Mitterrand et les autres. Et bien sûr l'arrivée de Clinton (et d'Hillary) à la Maison

Blanche (Art International Publishers, 112 p., 50 F).

Plantu : *ici Maastricht*. — Un nouvel album, « européen » cette fois, de l'« éditeur graphique » vedette du *Monde* (Le Monde Éditions, 176 p., 98 F).

Edwy Plenel : *la Part d'ombre*. — Où l'auteur raconte pour la première fois comment il fut confronté aux « affaires » du premier puis du second septennat de François Mitterrand. Un apport essentiel au débat permanent, et souvent peu pensé, sur les médias. Mais surtout une interprétation du mitterrandisme et le récit, par un homme de gauche, d'une grande déception (Stock, 480 p., 130 F).

Patrick Raynal, avec des photographies de Patrick Bard : *Blues Mississippi Mud*. — La balade de deux « fous » d'Amérique dans le sud des Etats-Unis à la recherche des racines du blues et de ses acteurs (Ed. de la Martinière, 96 p., 170 F).

Luc Rosenzweig et Yacine Le Forestier : *l'Empire des mouchards. Les dossiers de la Stasi*. — La police politique est-elle mise à jour par l'ouverture de ses dossiers. Un système de surveillance de la population fondé sur la délation de masse et l'utilisation des techniques les plus sophistiquées de la « guerre des ombres » (éd. Jacques Bataillon, 271 p., 115 F).

Danièle Sallenave : *Passages de l'Est. Carnets de voyages 1990-1991*. — Des méditations vagabondes sur l'Europe, la culture, le socialisme, la modernité, au fil de carnets de voyage qui offrent, en même temps qu'une réflexion sur l'histoire immédiate, un véritable morceau de littérature (Gallimard, 336 p., 100 F).

Oliver Schmitt : *« Atys » et « Médée », passion baroque*. — Atys, de Lully, dirigé par William Christie à la tête des Arts Florissants, dans une mise en scène de Jean-Marie Villégier, est le spectacle de référence des années 80. *Médée*, de Marc-Antoine Charpentier, pourrait devenir celui des années 90. Un album, réunissant un texte d'Oliver Schmitt et des photos de Michel Szabo et Jacques Moati, retrace la genèse de ces deux créations menées par une troupe comme l'opéra n'en avait pas connu depuis le XVII<sup>e</sup> siècle (éd. du Cyprès, 80 p., 120 F).

Pierre Servant et Jean-Pierre Camby : *le Travail parlementaire sous la V<sup>e</sup> République*. — Au-delà des idées toutes faites sur l'Assemblée nationale et le Sénat, ce livre tente de montrer très concrètement comment se fait le travail en France, comment vivent et travaillent députés et sénateurs dans un cadre institutionnel et politique qui s'est sensiblement modifié au fil des décennies (éd. Montchrestien, 160 p., 60 F).

Henri Tincq : *l'Eglise pour la démocratie*. — En collaboration avec le Père Jean-Yves Calvez, directeur des *Etudes*, un essai qui retrace la contribution des Eglises aux luttes de libération, depuis une décennie, en Amérique latine, en Europe de l'Est, en Afrique et dans quelques pays d'Asie (Le Centurion, 220 p., 110 F).

Alain Woodrow : *la Femme bilboquet*. — La biographie d'une méconnue, Mauricie de Thiers, qui a eu trois « vies » extraordinaires : reine du cirque à la Belle Époque ; femme du critique d'art Gustave Coquiot (et amie de Picasso, Derain, Chagall...) ; première femme maire, après la guerre... (Ed. du Félin, 207 p., 135 F).

# Des poches aussi...

Par son format, le livre de poche est le compagnon naturel du voyageur estival. Voici un choix de titres récemment parus

## LITTÉRATURE FRANÇAISE

### LE LIVRE DE POCHE

Bernard Pouch : *Sous l'étoile du chien* (n° 9684). — Une succession de monologues, rendus émouvants par un style excessif et provocateur, retrace l'incroyable histoire d'amour entre la jeune Esther et le chien Wolf qui se sacrifie pour sauver la jeune fille de la barbarie nazie.

Claude Mauriac : *l'Oncle Marcel* (n° 9645). — Ce journal, tenu sans interruption pendant plus de soixante ans, est un document de premier ordre de Malraux à Mitterrand, de de Gaulle à Foucault ou à Claudel, le regard de l'écrivain se pose sur tous ceux qui ont fait notre époque.

Marcel Proust : *Sodomie et Gomorrhe* (n° 7393), présenté par Nathalie Mauriac-Dyer, et la *Prisonnière* (n° 7394), présenté par Françoise Lerche. — Ces ouvrages, qui appartiennent à la seconde partie de la *Recherche du temps perdu*, sont proposés dans une nouvelle édition.

« POINTS » SEUIL

Robert Solé : *le Tarbouche* (n° 607). — Prix Méditerranée en 1992, ce roman reconstitue l'histoire d'une famille chrétienne dans l'Égypte du mandat britannique et fait défiler une cohorte de personnages fantasques. Une saga familiale où douceur et délicatesse cèdent la place à une histoire pleine de bruit et de fureur.

PRESSES POCHE

Jean David : *Bonsoir Marie-Joséphine* (n° 4662). — « Bonsoir, Marie-Joséphine » sont les mots sur lesquels débute le récit d'une réunion inattendue, celle de deux amoureux que cinquante années ont séparés.

« GF » FLAMMARION

Stendhal : *Lamiel* (n° 620).

Une édition critique présentée, établie et annotée par Jean-Jacques Hamon et accompagnée de *En reli-*

« POINTS » SEUIL

Robert Solé : *le Tarbouche* (n° 607). — Prix Méditerranée en 1992, ce roman reconstitue l'histoire d'une famille chrétienne dans l'Égypte du mandat britannique et fait défiler une cohorte de personnages fantasques. Une saga familiale où douceur et délicatesse cèdent la place à une histoire pleine de bruit et de fureur.

PRESSES POCHE

Jean David : *Bonsoir Marie-Joséphine* (n° 4662). — « Bonsoir, Marie-Joséphine » sont les mots sur lesquels débute le récit d'une réunion inattendue, celle de deux amoureux que cinquante années ont séparés.

« GF » FLAMMARION

Stendhal : *Lamiel* (n° 620).

Une édition critique présentée, établie et annotée par Jean-Jacques Hamon et accompagnée de *En reli-*

l'anglais par Janine Lévy et préface par Amin Maalouf.

« GF » FLAMMARION

Oscar Wilde : *Salomé* (Édition bilingue, n° 649). — Tout d'abord écrit en français, puis traduit en anglais, toujours par Oscar Wilde, cette version de *Salomé* est une pièce en un acte, où la tension croissante traduit la montée du désir de Salomé. Illustré par Aubrey Beardsley et présenté par Pascal Aquin.

« FOLIO » GALLIMARD

Carlos Fuentes : *Christophe et son enfant* (n° 2471). — Un embryon-fœtus racouté du fond du ventre de sa mère, les extravagantes tribulations de ses parents dans un pays « fou » : le Mexique de 1992. Une satire féroce de la société mexicaine. Traduit de l'espagnol (Mexique) par Céline Zins.

« POINTS » SEUIL

Eduardo Mendoza : *l'Île enchantée* (n° 597). — Un industriel catalan, lassé de la routine barcelonaise, s'égare dans le labyrinthe d'une Venise livrée à la décadence et à la décomposition, de situations cocasses en aventures insolites. Traduit de l'espagnol par Annie Morvan et présenté par Jean-Marie Saint-Loup.

William Boyd : *Bractnell plage* (n° 604). — Une jeune ethnologue repousse au cubile de sa mémoire les événements qui l'ont conduits à se retirer, seule, dans une vieille maison isolée. Traduit de l'anglais par Christiane Besse et présenté par André Clavel.

« DOMAINE ÉTRANGER » 10/18

Toni Morrison : *Tar Baby* (n° 2379). — L'auteur, qui a obtenu le prix Pulitzer en 1988 pour ce livre, évoque la folie de l'esclavage à travers la malédiction d'un bébé qui revient hanter sa mère. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylviane Rue. 10/18 réédite également, du même auteur, *Beloved* (n° 2378), traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Hortense Chabrier et Sylviane Rue.

Will Henry : *l'Indien blanc* (n° 2377). — Ce roman préfigure, en ce qu'il présente les événements du point de vue indien, le renouveau de la littérature « peau-rouge » américaine. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Martin Short.

Dorothy M. Johnson : *Contrée indienne* (n° 2375) et *la Colline des potences* (n° 2376). — Deux recueils de nouvelles, portés par un style dense et laconique, qui transmettent une violence proche parfois des ambiances de Western. Traduits de l'anglais (Etats-Unis) par Liliane Stajin.

PRESSES POCHE

Jung Chang : *les Cygnes sauvages* (n° 2827). — Les mémoires d'une famille chinoise à travers trois générations de femmes, donnent lieu à un témoignage historique sur la Chine et plus particulièrement à une rétrospective implacable contre la révolution culturelle. Traduit de l'anglais par Sabine Boulange.

GALLIMARD

Pramoedya Ananta Toer : *La vie n'est pas une folie nocturne* (« Connaissance de l'Orient », n° 61). — Un recueil de quatre nouvelles qui relate les difficultés de la décolonisation, et le drame de la propre famille de l'auteur, avec une simplicité qui accroît l'intensité du texte. Traduit de l'indonésien et présenté par Henri Chambert-Lair et Denys Lombard.

« Le Monde des livres » complètera cette liste, la semaine prochaine, avec un choix de livres récemment parus dans le domaine de l'histoire et des essais et documents.



sonnière (n° 7394), présenté par Françoise Lerche. — Ces ouvrages, qui appartiennent à la seconde partie de la *Recherche du temps perdu*, sont proposés dans une nouvelle édition.

« FOLIO » GALLIMARD

Hercule Barba : *Hercule Barba* (n° 2470), présenté par Michel Foucault. — Ce dossier, consacré au cas d'un hermaphrodite célèbre, est le premier volume d'un projet de collection — qui n'a pas vu le jour — imaginé par Foucault et intitulée « Les vies parallèles ».

Emile Zola : *le Docteur Pascal* (n° 2477), préface par Henri Mitterrand. — Cet ouvrage est à la fois un roman scientifique sur l'hérédité ou la génétique et l'aboutissement de l'aventure familiale des Rougon-Macquart.

Josyane Savigneau : *Marguerite Yourcenar. L'invention d'une vie* (n° 2495). — Première biographie de Marguerite Yourcenar, l'ouvrage donne la parole au personnage principal d'un roman patiemment construit, sa vie, dont elle a dit : « Solitude... Je ne vis pas comme ils vivent, je n'aime pas comme ils aiment... Je mourrai comme ils meurent ».

Marguerite Yourcenar : *Mishima ou la vision du vide* (n° 2497). — Un grand écrivain d'Occident démonte les mécanismes de la psychologie d'un grand écrivain d'Orient, dont il analyse les ambitions, les faiblesses et finalement le courage. Celui d'un suicide considéré comme un moyen de rejoindre le vide métaphysique dont le romancier-poète a subi la fascination depuis sa jeunesse.

Rabelais : *le Tiers Livre*. — Préface par François Bon, le troisième volume de la *Chronique des Géants* est le plus philosophique des livres de Rabelais. Ce qui n'empêche nullement la farce de tout emporter dans un grand rire.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

LE LIVRE DE POCHE

Lawrence Durrell : *Vénus et la mer* (« Biblio », n° 3193). — Un hymne à la mer et à la fusion du passé dans le présent, d'où surgit une étrange mosaïque d'histoires, de portraits, de légendes et de mythes. Un grand classique de la littérature de voyage. Traduit de l'anglais par Roger Giroux.

Arthur Schnitzler : *Mademoiselle Else* (« Biblio », n° 3195). — A travers le scénario tragique d'une femme piégée par les oscillations de l'âme, Schnitzler décrit les déchirements de la morale viennoise, hésitant entre désir et devoir, fantasme de prostitution et rêves de vertu. Traduit de l'allemand par Henri Christophe et préface par Roland Jaccard.

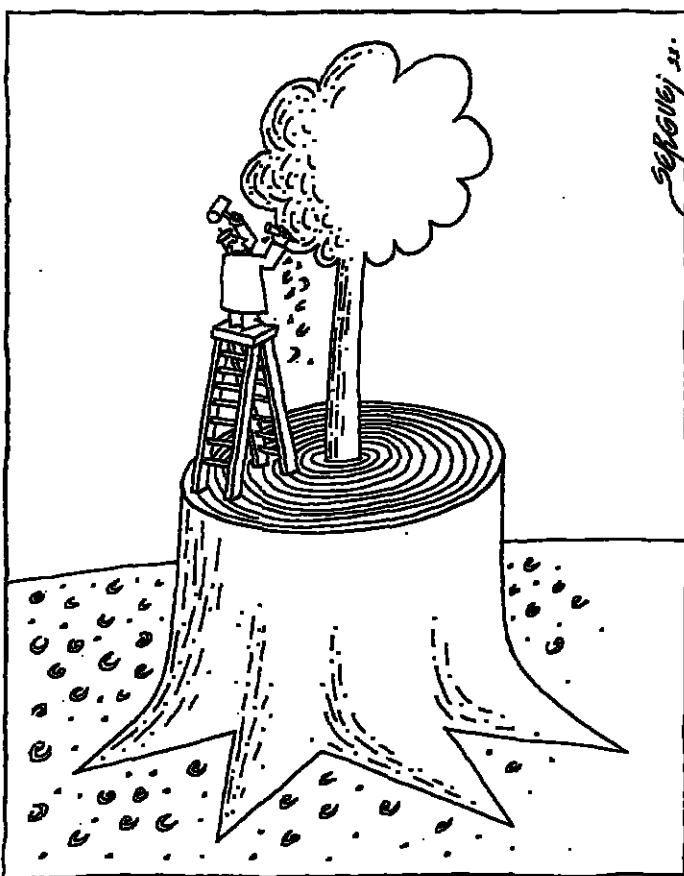
Khalil Gibran : *le Prophète* (n° 9683). — Hymne à la vie et à l'épanouissement de soi, écrit dans un style limpide, avec des images évocatrices fortes, cet ouvrage s'impose comme l'un des textes cultes du vingtième siècle. Traduit de

Soudain, l'ext



SOCIÉTÉS  
par Georges Balandier

# La nature dans tous ses états



La relation au monde naturel engendre désormais des sentiments contradictoires.

Aux Etats-Unis, où l'Histoire pose moins et où l'espace abonde, le mouvement des idées et la transformation des sensibilités se révèlent différents, et parfois se correspondent. Au départ, la conception pionnière et l'idéologie de la « frontière » prévalent : la terre doit être soumise par le travail, « civilisée » en même temps que ses occupants « sauvages ». L'exploitation et la spéculation en sont légitimées, bien que l'habillage idéologique fasse « l'hôte de la société rurale américaine ». Ensuite, de façon à compenser ce qui paraît être un déficit culturel en comparaison avec l'Europe, c'est la nature sauvage et sa splendeur qui deviennent des objets d'admiration, un fondement du sublime et d'une esthétique du paysage, un lieu où s'accomplit le renforcement moral sur le rapprochement de Dieu. Dans cet immense pays, où la diversité et la jeunesse de l'Histoire ne donnent pas un ancrage ferme à l'idée de nation, la nature est patrimoine et moyen de ressourcement du patriotisme. C'est ensuite, Michel Conan le montre bien, que la nature se transforme en inspiratrice d'une « sagesse » estimée de portée universelle, et syncrétique par ouverture aux autres sagesse. L'écologie « profonde » trouve là une de ses assises.

Dans une étude remarquable, traitant du concept de nature dans sa relation au christianisme, Stanislas Breton révèle la prévalence de la référence à la Création, à l'acte créateur « sans pré-supposés ». Il souligne principalement deux aspects. Le privilège de l'humain situé au centre de l'univers : « L'homme se fait en liaison avec un univers muet qu'il prend en charge. » L'homme n'est pas un « donné »,

artisans de l'hyper modernité, mais sur l'assise d'une sédimentation culturelle fort différente : le Japon et les Etats-Unis. Le premier est celui de l'Histoire longue où la tradition originelle, informée par la religion shintoïste, est celle d'une vie « en harmonie avec les forces de la nature ». Puis, Philippe Pons le constate en reprenant les belles études d'Augustin Berque, le glissement s'effectue vers une conception culturaliste et

mais un « possible » : il a à se réaliser, « la technique est donc incorporée à son être ». Mais il ne doit pas pour autant céder à l'emballlement de la puissance dominatrice, il a l'obligation de respecter la nature « en ce qu'elle est, en son être en tant qu'être ». Ne pas la traiter seulement comme un moyen, et retrouver la part de gratuité de l'acte créateur, tel est l'enseignement dans sa forme actualisée.

De ce double inventaire, l'un plus philosophique, l'autre plus politique, Dominique Bourg tire son propre enseignement. Il porte l'insistance sur le fait qu'aucun des systèmes de représentations de la nature n'élimine l'anthropocentrisme, n'exclut totalement « une certaine centralité » de l'humainisme. Cela tient à ce que l'espèce humaine occupe une position singulière : sa capacité à agir sur la nature l'« isole bel et bien ». Cela tient aussi à ce qu'elle est la source des valeurs, même lorsqu'elle impute certaines d'entre elles à la nature. Cela tient encore à ce que toute action vient de l'homme et que, sur ce plan, l'anthropocentrisme est incontournable. Dominique Bourg affirme notre « droit à disposer d'une terre pleinement habitable », ce qui nous engage à définir « moins des droits de la nature que des droits pour la nature ». Audelà, il constate que la nouveauté de nos relations à la nature conduit à « une réorganisation profonde de nos sociétés ».

Ce qui pose en clair la question politique. Les uns veulent y répondre d'abord par la morale – promouvoir un « ascétisme écologique », comme le fait l'anthropologue Mary Douglas – ou d'abord par le droit – définir une responsabilité incluant tous les êtres naturels. Les autres attendent tout de la réponse experte, malgré l'incertitude des données scientifiques et la pression de l'urgence. D'autres encore trouvent dans l'écologie une idéologie et une foi de substitution, alors que l'Histoire et les dieux paraissent être muets. Une certitude cependant : la nécessité d'une véritable prise en charge politique de la nature ». L'écologie politique le tente : son avancée reste lente, insuffisamment éclairée parce que le savoir est incomplet, et entravée aussi par les pièges politiques.

## LES SENTIMENTS DE LA NATURE

Sous la direction de Dominique Bourg. La Découverte, 248 p., 135 F.

## LA NATURE EN POLITIQUE OU L'ENJEU PHILOSOPHIQUE DE L'ÉCOLOGIE

Sous la direction de Dominique Bourg. L'Harmattan/Association Descartes, 172 p., 110 F.

Il est bien loin le temps du partage inégal entre nature et société. Alors, l'homme déterminait les fins et la nature lui donnait les moyens, le droit confirmait l'appropriation et la technique servait la mise en exploitation, toujours plus conquérante. La relation s'évaluait à la mesure du progrès. Les sociétés peu techniciennes, plus « naturelles » en quelque sorte, étaient estimées retardées pour cette raison. Aujourd'hui, tout est chamboulé. La montée en puissance a pour compagne la dénaturation, la multiplication des risques, les incertitudes et les ratés de la maîtrise. La pensée parvient mal à réinscrire la nature dans les limites du contrat social. Les experts ne réussissent pas à lever les doutes, à apaiser les réactions émotionnelles. La critique se radicalise, au-delà de la position moyenne qui définit l'homme comme maître et – c'est là le nouveau – protecteur de la nature. Les uns dénoncent le processus « thanatocratique » où hommes et environnement s'abîment ensemble. Les autres récusent une passion des choses « naturelles » qui cache la haine de la modernité, qui entraîne la promotion des « égoïstes ». Dans cette confrontation, l'écologie, de scientifique qu'elle fut, devient aussi philosophique et politique.

Il paraît bien difficile de former un jugement tant les argumentations s'opposent frontalement, tant se mêlent les raisons et les emportements affectifs. L'urgence affaiblit la capacité de prendre la distance, propice à une connaissance mieux informée. Il conviendrait d'autant plus de souligner l'importance des deux ouvrages complémentaires dont Dominique Bourg a assuré la direction ; l'un

manifeste la diversité des relations que les hommes entretiennent avec la nature, les multiples manières de l'« habiter » selon les civilisations et le cours de leur histoire propre, selon les représentations qui font prévaloir la religion dominante ; l'autre précise de quelles façons s'effectue maintenant l'inscription de la nature dans l'espace du politique. Tous deux sont désormais indispensables : ils éclairent les débats contemporains.

La polémique pousse aux oppositions tranchées. Elle met face à face des sociétés occidentales, centrées sur l'homme et sa puissance transformatrice, agressives envers la nature, et des sociétés d'autres traditions, capables d'avoir maintenu avec celle-ci une connivence et des relations d'harmonie. Aux premières, la charge d'un anthropocentrisme dominateur, aux secondes, la modestie d'un anthropocentrisme atténué propice à une alliance bénéfique. La bipartition est trompeuse, elle simplifie par commodité rhétorique. C'est un intellectuel africain, Joseph Ki-Zerbo, qui exprime la mise en garde : « Le regard d'une société sur la nature est toujours pluriel. » Il n'apparaît, dans aucune des contributions, un système de représentations unique, totalement unifié, et résistant tel quel aux assauts de l'Histoire. Même dans le cas extrême des sociétés façonnées par l'hindouisme, celles de l'« homme en nature », selon la formule de Jean-Claude Galey, où l'ordre humain doit se réaliser en entière conformité avec la nature, où la personne ne porte en elle aucune part d'autonomie, la symbiose ne suffit pas à garantir l'attachement à l'environnement.

La comparaison porte davantage d'enseignements lorsqu'elle s'attache à deux pays qui sont les

## Soudain, l'extase

Suite de la page 25

Pour reprendre l'ensemble de ces questions, qui ne sont pas neuves, Hulín avance pas à pas. Il évoque le dialogue, exemplaire jusqu'à dans ses malentendus, de Freud et Romain Rolland à propos du « sentiment océanique », autre dénomination possible de la mystique sauvage. Aux interprétations réductrices de Freud, qui semble cependant refouler sans cesse une étrange attirance et qui consent un aveu pareil à une malédiction (« La mystique n'est aussi fermée que la musique »), Romain Rolland répond que « le bien-être souverain » éprouvé dans l'extase n'est pas réductible à une quiétude infantile, et il poursuit avec une belle pugnacité : « Vous, docteurs de l'inconscient, au lieu de vous faire, pour mieux le posséder, citoyens de cet empire illimité, vous n'y entrez jamais qu'en étrangers, imbus d'une idée préconçue de la supériorité de la partie dont vous venez. La méfiance que manifestent certains maîtres de la psychanalyse pour le libre jeu naturel de l'esprit, qui jouit de sa propre possession, trahit, à leur insu, une sorte d'ascétisme et de renoncement religieux à rebours. »

### Une présence intense

Abandonnant pour un temps le discours des « docteurs de l'inconscient », Hulín propose alors une suite de récits de toutes provenances qui se contentent de décrire les circonstances et les effets de l'irruption mystique. Ces textes si divers composent un étonnant florilège et attestent d'un accès brutal, foudroyant, difficilement transmissible, à une

béatitude imprévue, à une joie inouïe. Il y a là, cent fois déclinée, la perception d'un parfait absolu, ce que l'un des témoignages désigne superbement comme « la beauté extatique du réel ». Il y a aussi, dans ces cas exemplaires, à l'opposé de la régression définie par la psychanalyse, la confirmation d'une mise en alerte du sujet, d'une jubilation active. « La conscience de soi, souligne Hulín, loin d'être au bord de l'exténuation, y revêt au contraire une acuité toute particulière, et le monde extérieur, de son côté, ne s'efface pas davantage. Ce qui domine alors, c'est l'intensité d'être présent ici et maintenant, au milieu d'un monde lui-même intensément existant, auréolé d'un éclat particulier, saturé de valeurs, pregnant de toutes sortes de qualités éminentes. Bien plus qu'une mythique confusion entre le Moi et le non-Moi, c'est le sentiment d'une coapparence essentielle entre moi-même et l'univers ambiant qui s'y déploie. »

L'expérience mystique spontanée, qui, par définition, surgit à l'improviste, énumère néanmoins à travers la multiplicité des témoignages un certain nombre de situations propices à son émergence, telles que la solitude prolongée, la privation sensorielle, l'extrême fatigue physique et nerveuse, la convalescence au sortir d'une longue maladie, etc.

La tentation est alors grande de vouloir retrouver l'effet extatique en reproduisant les causes probables de son déclenchement, d'où les pratiques du jeûne, de la prière intensive, de la réclusion, d'où les austerités de toutes sortes. Ces conditionnements, non seulement acceptés, mais traditionnellement célébrés, concourent à une

expérience mystique provoquée. Michel Hulín est donc en droit d'explorer, à la suite, avec une scrupuleuse lucidité, tous les autres moyens supposés de production d'extase, stupéfiants et hallucinatoires compris. Sa conclusion, nuancée, conteste l'opposition trop commode, trop moralisatrice, de l'ascèse et de la drogue. En fait, il critique, sans le nommer ainsi, le « matérialisme spirituel » qui n'est qu'un troc vulgaire, pas si éloigné finalement de la vente ancienne des indulgences. Hulín se demande, l'interrogation valant affirmation, « si l'expérience mystique en général n'est pas toujours ce qui peut venir comme par surcroît, par une sorte de grâce, mais n'est jamais le résultat d'efforts la visant directement, le salaire d'un travail ascétique. »

### Sans propriétaires

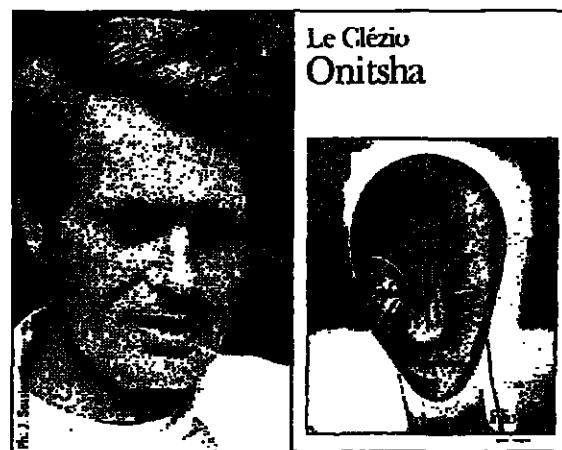
Ce livre tonique décuple les questionnements, ouvre des voies de recherches futures, et autant de vertiges. En refusant, preuves à l'appui, le clivage convenu entre, d'un côté, une petite mystique, marginale, incomplète, nébuleuse, voire dégénérée ou pathologique, et de l'autre une Grande Mystique, seule authentiquement religieuse et qui serait la voie royale vers la connaissance de Dieu, il rappelle que le phénomène mystique, dans son essence, est de pure sauvagerie, et qu'il demeure précisément rétif aux dogmes, aux embrigadements religieux. L'extase n'a ni propriétaires, ni vestales, ni agents divins obligatoires. C'est une bonne nouvelle.

André Velter

«Le Sarabaya, un navire de cinq mille trois cents tonnes, déjà vieux, de la Holland Africa Line, venait de quitter les eaux sales de l'estuaire de la Gironde et faisait route vers la côte ouest de l'Afrique, et Fintan regardait sa mère comme si c'était pour la première fois.»

J.M.G.

## LE CLÉZIO



folio

2500 TITRES.  
2500 RAISONS  
DE CHOISIR  
FOLIO.

# Le peintre en voyage

Quand Dürer parcourait les Pays-Bas, l'art  
l'argent et la curiosité se partageaient son temps.

**JOURNAL DE VOYAGE  
AUX PAYS-BAS**  
d'Albrecht Dürer.  
Traduit de l'allemand  
par Stan Hugue,  
introduction par Muriel Hewak.  
Ed. Dédale.  
Maisonnette et Larose.  
96 p., 70 ill., 148 F.

Qu'est-ce qu'un grand peintre ? Un homme de voyages, de rencontres, d'affaires, d'intrigues, d'humour et de curiosités. Un homme guidé tantôt par le calcul et l'ambition, tantôt par sa fantaisie et ses engagements. De son art, il parle fort peu, de façon elliptique et expéditive. Sur les amateurs, les collectionneurs, les mécènes et les puissants de toutes classes, il n'a aucune illusion. La courtoisie, les mensonges, l'hypocrisie et l'envie le laissent froid, comme les manifestations d'admiration trop exaltées, qu'il soupçonne d'être intéressées. Des peintres, ses contemporains, il préfère les œuvres à la compagnie. Nulle dépense, nulle fatigue ne le rebute s'il en attend une surprise ou une découverte qui nourrirait son art.

Considérations générales ? Le commerce des artistes d'aujourd'hui les vérifie et, tout autant, celui des maîtres d'autrefois, la lecture de leurs journaux intimes. Celui qu'Albrecht Dürer tint méthodiquement, de juillet 1520 à juin 1521, durant un long voyage aux Pays-Bas, est admirable d'intelligence et de variété. Pourquoi Dürer entreprit-il ce périple ? Pour des raisons sans grandeur, parce qu'il lui fallait à toute force obtenir confirmation d'une pension que l'empereur Maximilien I<sup>er</sup> lui avait attribuée et que son successeur, Charles Quint, paraissait peu décidé à lui consentir. Dürer partit donc à la poursuite de l'empereur pour lui arracher sa rente annuelle de cent florins et ses arrières. Il l'obtint pour finir, non sans peine ni ennuis.

Dans son journal, il rapporte les rebuffades, le désordre de la cour et les manœuvres de séduction qu'il complotait. De Nuremberg, il emporta des lots de gravures enfermées dans des tonnelets de bois et s'en sert comme d'une monnaie d'échange, rien moins. A un intermédiaire utile, un évêque bienveillant, un noble qui demande son portrait, il donne une gravure en manière de remerciement ou d'appt. Chaque fois, il note la valeur monétaire du « don ». A un seigneur portugais rencontré à Anvers, il offre quelques bois gravés parce que ce dernier a fait cadeau à sa femme « d'un petit perroquet vert ».

Il faut imaginer la scène : l'illustre Dürer, son épouse et ses gens derrière lui, échange, négocie, estime, chiffre, fait ses comptes et trouve le voyage passablement coûteux. Dans les auberges, les palais bourgeois et princiers où il passe, le soir, après dîner, l'additionne et soustrait. « Je donne à maître Bernard une Passion sur cuivre et il me remet en échange une bourse noire d'Espagne valant trois florins. » Et, ligne suivante : « J'offre aussi une Passion sur cuivre à Erasme de Rotterdam (...). » Il le dessine aussi, un fusain peu flatteur qui détaille essentiellement le col du manteau et les lèvres serrées de l'humaniste. De ce portrait, le journal ne dit rien, pas plus que des autres, des innombrables autres, qu'il exécute au fil des étapes. Il lui suffit de répéter de paragraphe en paragraphe : « Je fais le portrait... », celui de Lucas de Leyde, celui d'une jeune femme aux paupières larges, celui



« Je fais le portrait à l'huile de Bernard von Resten : il me le paye huit florins... »

de la « négresse Catherine ». Pourquoi en dirait-il plus du reste ? Ses dessins sont si justes, si complets, si expressifs qu'ils n'ont besoin d'aucune annotation ni légende. Ils figurent à leur place dans le livre, ajoutant encore à sa qualité.

Tout  
connaître

Quand il ne compte ni ne traite, Dürer collectionne. Il accumule les curiosités, cornes de buffle, bois de santal, « six grandes noix de coco indiennes, une très jolie branche de corail ». Il ne dédaigne pas les œuvres de ses contemporains italiens et hollandais mais l'exotisme a, pour lui, des charmes invincibles. Il veut voir, savoir, connaître, comprendre, dans tous les genres et tous les ordres. La zoologie, la minéralogie, les fossiles, les parfums, les essences, les tissus et les armes le captivent. S'il ne peut acheter, il dessine, deux lions à Gand, des églises gothiques, une tête de morse et le plan des jardins royaux de Bruxelles. C'est là, pris sur le motif, l'humaniste, l'artiste lettré et savant par excellence, celui dont l'art se nourrit de la science, celui dont l'art

encyclopédique est un moyen de la science, observations et analyses par la pointe d'argent et le fusain.

Poussé par sa passion de l'inconnu, il s'avance fort au-delà de ce que ses contemporains peuvent comprendre et aimer, vers des terres et des civilisations presque inaccessibles. Ainsi, à Bruxelles, voit-il « les choses qu'on a rapportées du nouveau pays de l'or », le Mexique. Ce sont des statues, des armes, des vêtements aztèques, « toutes choses plus fascinantes à voir que des prodiges. Elles sont si précieuses qu'on les estime à cent mille florins. Aussi loin qu'aillent mes mains, je n'ai vu de ma vie aucune chose qui m'ait à ce point ravi le cœur. Il s'y trouvait des œuvres d'un art vraiment prodigieux et je fus émerveillé de la subtilité ingénieuse des hommes vivant dans ces lointaines contrées. Et je ne puis trouver les mots pour dire tout ce que je vis là ».

Ainsi pensait Albrecht Dürer en 1520, quelques siècles avant que l'Europe invente l'ethnologie et tempère son narcissisme. Le grand artiste ? Celui qui regarde ailleurs.

Philippe Dagen

## Le Monde des DEBATS

Le Monde

LES 30-40 ANS : UNE GÉNÉRATION CULTURELLE

Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nés entre 1953 et 1963, expliquant comment dans leur travail de créateur ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et celle qui a suivi.

SERVICE MILITAIRE OU SERVICE CIVIL

Faut-il, comme certains le souhaitent, affecter davantage d'appelés à des activités civiles ? Ne risque-t-on pas ainsi de dénaturer le sens même du service national et de réserver à des soldats des emplois que pourraient occuper des chômeurs ? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe.

Numéro de juin 1993 - 30 F.

**L'œil**  
de la lettre

Le catalogue  
**LES ÉCRIVAINS  
DES ÉTATS-UNIS**  
1880-1945  
vous attend chez  
**43 libraires**

# D'éclairs et de ténèbres

Dans l'ombre d'Emily Brontë, Jane Urquhart explore  
les correspondances secrètes entre le désir humain et les forces naturelles

**CIEL CHANGEANT**  
(Changing Heavens)  
de Jane Urquhart.  
Traduit de l'anglais (Canada)  
par Sophie Mayoux.  
Maurice Nadeau éd.  
271 p., 150 F.

Il est des romanciers pour lesquels les lieux comptent autant que les personnages, qui ne peuvent d'ailleurs en être dissociés. Tel fut le cas d'Emily Brontë dont le roman mêle étroitement la violence des éléments à celle de la passion, ou de Thomas Hardy, ou encore de John Cowper Powys, qui placèrent la nature au centre de leur œuvre. Les liens qui pressentent ces personnages entre le désir humain et l'énergie dans la nature, ces correspondances secrètes qui s'établissent entre des états intérieurs et les forces naturelles, tel est le thème qu'a choisi d'explorer la romancière canadienne Jane Urquhart (1) dont le roman *Ciel changeant* est un bel exemple de « littérature sur la littérature », une méditation hantée sur l'œuvre et la vie d'Emily Brontë, en même temps qu'une réflexion sur l'amour.

« Heathcliff était la lande. Catherine était le vent. Leur relation a engendré la tempête. » C'est en termes d'énergie pure que Jane Urquhart pense ses personnages en termes d'énergie - le temps, le vent... - que Jane Urquhart raconte les histoires entrelacées de trois couples, dont l'un est repris à une fiction existante, et que son héroïne, Ann, songe au roman à venir : ce sera « un livre sur le trouble, sur les éléments qui changent de forme, non de substance », un livre sur le temps.

Ces impressions fugitives, ces frémissements intimes, mouvements invisibles et incessants qui agitent un être dans des profondeurs insoufflées, tout ce paysage intérieur mobile et insaisissable ne sera pas décrit ni analysé mais simplement suggéré par l'évocation du climat, du ciel ou du vent qui pousse les nuages, de la foudre telle qu'elle apparaît dans une œuvre picturale ou littéraire, ou telle qu'elle frappe dans la réalité. Des associations nombreuses, rapprochements de mots et d'images, résonances et échos d'une œuvre citée à une autre, sur le thème du temps, ou d'une histoire à l'autre à l'intérieur même du roman, tissent une trame toujours plus serrée.

Dialogue  
de fantômes

Ann, occupée à son livre, qui lui fut inspiré par les *Hauts de Hurlevent*, rencontre un historien d'art que fascinent les éclairages du Tintoret, et s'apprête de lui. « Les Vénitiens, observe Jane Urquhart, appelaient autrefois le Tintoret « La Foudre ». « Brontë » est le mot grec qui signifie « tonnerre ». Tout est lié. » Sur la lande, où Ann est partie à la recherche d'Emily Brontë, deux fantômes dialoguent sur le vide, l'absence, la disparition : celui d'Ariane, une aéronaute tombée de son ballon en 1900, et celui d'Emily Brontë. Les frontières s'effacent entre le réel et l'imaginaire, entre le visible et l'invisible. Reviennent des motifs, des thèmes, des couleurs ou leur absence, l'image d'une chambre blanche et close, symbole de l'état de captivité auquel l'amour réduit souvent un être, ou celle, opposée, d'une maison

ouverte aux tempêtes, « une maison avec un feu à l'intérieur et une tourmente à l'extérieur. »

L'analyse du Tintoret dont les peintures semblent illuminées fugitivement par un éclair et toujours sur le point d'en revenir aux ténèbres, comme celle du roman d'Emily Brontë, qui fut élaboré à partir de la vision du feu, des flammes changeantes dans l'âtre, et des burléments du vent sur la lande, mènent bientôt à des observations, concrètement fondées, sur l'alternance de l'ombre et de la lumière, l'évanescence des formes et des états, la fragmentation de l'être ou l'attraction pour le blanc, conçu cette fois comme l'absence de limites, l'abolition, le rien. « *L'Arctique est le paysage du mot, de l'âme nue. C'est un lieu semblable au paysage intérieur...* »

Ann, pas plus qu'Ariane, l'aéronaute, ne vivent une histoire heureuse. Vivre un amour, constatent-elles, écrire un livre, créer un paysage, autant d'activités, autant d'états qui relèvent de la fiction, jusqu'à, dans leur cas, perdre de vue la vie réelle et l'homme aimé. Ainsi, de façon fragmentée, à travers des scènes d'amour habilement mises en parallèle, en s'appuyant sur des œuvres célèbres dont le rappel constant unifie le livre, des évidences anciennes sur l'amour et le rôle de l'absence, sur l'expérience créatrice, et la distance entre le rêve, le désir et la réalité, se trouvent joliment renouvelées.

Christine Jordis

(1) Jane Urquhart a obtenu, en 1992, le Prix du meilleur livre étranger pour *Nigara*, son premier roman publié en français, chez le même éditeur.

# Le chef-d'œuvre d'Ichiyo Higuchi

Morte à vingt-quatre ans, en 1986, elle est l'auteur d'un seul livre.  
Mais il est un tournant-clé de la littérature japonaise

**QUI EST LE PLUS GRAND ?**  
(Takekura)  
d'Ichiyo Higuchi.  
Traduit du japonais, préface  
et annoté par André Geymond.  
Ed. Philippe Picquier,  
126 p., 95 F.

A sa mort, en 1726, la courtisane Tamagiku avait vingt-quatre ans. Des lanternes, nous dit le traducteur, furent allumées dans le quartier de plaisir de Yoshiwara, lui conférant une prospérité qui, à la fin du siècle dernier, n'était toujours pas démentie. C'est au même âge que disparaissait, en 1986, Ichiyo Higuchi, dont l'œuvre tient tout entière dans un mince volume. La jeune romancière devait consacrer son chef-d'œuvre, ici traduit, à ce quartier de Tokyo que fréquentaient les jouisseurs et près duquel elle s'était, elle-même, provisoirement installée avec sa mère et sa sœur, pour y tenir un bazar. Ce roman considéré parmi les plus grands, charnière entre les littératures classique et moderne, ne déçoit pas. Trois pages et l'on sait déjà qu'on est en train de lire une œuvre capitale.

A quoi tient cette conviction ? Au sujet ? Après tout banal pour les familiers du Japon, même s'il est inattendu de la part d'une jeune femme : la vie d'un quartier de plaisir. Une tradition picaresque nous y a habitués depuis le dix-septième siècle. Au point de vue ? Déjà plus original. Tout est vu par des enfants au seuil de l'adolescence : perspective qui explique le titre, en référence à un célèbre texte classique. Au style ? Sans aucun doute. Il est admirablement rendu par André Geymond, soucieux, par ailleurs, d'expliquer, dans des notes concises et claires, les nombreux sous-entendus littéraires de ce roman dépourvu de pédantisme mais naturellement savant, riche

d'une culture vivante et chatoyante qui se manifeste dans des gestes, des mots, des décors, des costumes. A la narration ? Sur-tout.

Car s'il s'agit essentiellement de l'amour inavoué d'une fillette, Midori, destinée à devenir elle-même courtisane, et d'un petit garçon, Shinryo, qui, lui, se fera moine, la romancière promène habilement son regard sur tous les lieux qu'ils traversent, sur tous les personnages qui les entourent, sans jamais nuire à l'intensité de l'émotion. Notant une façon de nouer sa ceinture, une mélodie qui se perd dans la nuit, une lumière qui filtre par des volets mi-clos, une comptine qu'annoncent des enfants, « le temps où la caille crie dans les canaux », « la vent d'automne qui transperce les corps », elle fait plus que décrire un univers, elle nous le rend présent, même à nous, lecteurs français, si éloignés d'elle.

« La poussière  
des cœurs »

Comment évoquer la vanité des plaisirs vécus et leur séduisante fugacité ? En moralisant ? Ce n'est pas ce ton que choisit la toute jeune romancière. Avec l'acuité miraculeuse et l'expérience intérieure de ceux qui, sans avoir vécu, semblent avoir tout vécu et quittent précocement un monde transparent, elle écrit : « Contrairement à la soirée où l'on hâitait son coursier, quelle n'est pas la tristesse de la voiture qui s'en va, chargée de rêves, après un adieu matinal ? » Ichiyo

Higuchi retrouve l'élégance, la profondeur, la rapidité de pensée des auteurs (toujours féminins) des « journaux de cour » et aussi, il faut le dire, la dureté et la violence contenue des grandes romancières de tous les pays.

Les bagarres des bandes rivales du « boulevard » et du « faubourg », auxquelles appartiennent les deux enfants, ponctuent le roman et donnent à leur amour secret et inconscient la forme éternelle de la passion interdite de Roméo et Juliette.

Comment l'auteur nous fait-elle voir le temple où vit l'enfant Shinryo ? En suivant une voix qui récite un sutra. « S'harmonisant avec le vent qui souffle dans les pins, elle devait aller balayer la poussière des cœurs, mais bien que cela soit permis par la doctrine, les traînées de fumée qui s'échappent des dépendances du temple où grille du poisson, les couches du bébé qui séchent parmi les tombes, donnent aux yeux de ceux qui tiennent le bonze pour un être immatériel... un relent de laïcité. » Ironie, poésie, réalisme, précision : tout est réuni dans cette phrase dense qui dit déjà l'avenir du jeune héros.

Pour suggérer la feinte ingénuité d'une prostituée, Ichiyo Higuchi nous dit qu'elle laissait « glisser très innocemment dans la conversation : « Quel est l'arbre à riz ? ». La candeur qu'est censée manifester cette ignorance est surtout révélatrice d'un art extraordinairement rapide et efficace. Sans doute, faut-il, comme le suggère son traducteur, expliquer ce génie par le *waka*, poésie de brève et une syllabe, genre dans lequel excellait la romancière, qui en avait composé quatre mille. Si Sôseki disait avoir voulu écrire avec Orellier d'herbes un « roman-balko », on peut affirmer qu'Ichiyo Higuchi a signé à son « roman-waka ».

René de Ceccatty

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
LITTÉRAIRE  
Renseignements : 46-62-74-43

Il n'aima q



Le témoin oculaire



# Il n'aima que Capri...

Norman Douglas, un Anglais érudit, vécut et mourut dans l'île tyrrhénienne. Qui est aussi le décor de son roman le plus connu, « Vent du sud »

VENT DU SUD  
(South Wind)

de Norman Douglas.  
Traduit de l'anglais  
par Jacques Georgel.  
Ed. du Promeneur, 421 p., 160 F.

Lorsque, au tout début des années 50, le plus européen des écrivains américains, Frederic Prokosch, fit halte à Capri, il ne tarda guère à rencontrer Norman Douglas qui, lui, habitait depuis un demi-siècle cette île où, comme disait Savinio, à peine le pied posé, chacun se souvient d'y être né.

C'était presque à la veille de la mort de Douglas, et l'écrivain d'un scepticisme sans faille, allégre, caustique, devenu un vieillard aigri, regrettait le Capri d'autan où l'on ne connaissait pas l'héroïne, seulement l'opium, et où ne circulaient pas encore ces imbéciles prétentieux qui à présent ne cessent de jacasser à propos de W. H. Auden (1).

Il avait tout « envoyé au diable » — sa carrière diplomatique, son épouse et ses deux enfants — pour vivre sa vie en Italie. Et, à trente-cinq ans, « encore bien de ma personne dans le genre rustaud », — renonçant aux femmes, il avait pris goût aux garçons : « Soudain, mon style s'est amélioré ».

Maintenant, il était contre tout ce que l'on écrivait : « Pure eau de bide... excréments ». Le roman ? Aucun ne contenait à ses yeux des personnages vrais. De lui crotte et rien d'autre, toute cette pacotille ultramoderne, ce bla-bla sur les hommes et les femmes : « Les oiseaux et les bêtes, ce sont les seules choses qui méritent encore que l'on écrive sur elles ».

Quant à ses romans à lui... They went (1921) ? « Une couillonnade. Et même Vent du sud, pure prétention. Je n'avais pas la vocation du romancier. J'étais un érudit, voilà le hic ».

Anticonformiste né

Loin d'être anodine ou gratuite, cette dernière petite phrase contient une vérité capitale, à savoir que l'érudit ne peut produire un roman qu'à condition de ne pas étaler son savoir, mais de le masquer — le propre du romancier, au demeurant, étant de raconter une histoire comme s'il ne la connaissait pas tout à fait, de décrire une situation comme s'il ne la comprenait pas très bien ; il ne peut pas se montrer catégorique : « oui » et « non » sont pour lui des mots trop « intelligents » ; qu'on le veuille ou non, il essaye de créer de la vie, et l'exactitude n'est pas un attribut de celle-ci.

Issu d'une très vieille famille d'Ecosse, Norman Douglas est né en 1868 à Falkenhorst, en

par Hector Bianciotti

Autriche, et, dès sa quinzième année, il poursuivit ses études à Karlsruhe. Anticonformiste né en toutes sortes de matières, passionné et avide de s'emparer de toutes les littératures, l'étudiant consacra le plus clair de son temps à l'apprentissage des lan-

gues, parlant bientôt couramment l'allemand, le français, l'italien et le russe. Entré au Foreign Office, il resta deux ans en poste à Saint-Petersbourg comme secrétaire d'ambassade, avant de choisir la liberté et de parcourir tous les pays de l'Europe et du vaste Orient, pour, au retour, s'installer à Naples, et s'installer à Capri en 1903. Capri, les îles des Sirtènes, Sorrente, voilà la géographie où va se dérouler presque toute la littérature de Douglas.



En 1946, monstre sacré et oublié...

gues, parlant bientôt couramment l'allemand, le français, l'italien et le russe. Entré au Foreign Office, il resta deux ans en poste à Saint-Petersbourg comme secrétaire d'ambassade, avant de choisir la liberté et de parcourir tous les pays de l'Europe et du vaste Orient, pour, au retour, s'installer à Naples, et s'installer à Capri en 1903. Capri, les îles des Sirtènes, Sorrente, voilà la géographie où va se dérouler presque toute la littérature de Douglas.

Bien qu'ayant publié, entre 1895 et 1899, plusieurs ouvrages qui ont trait à la zoologie, ce n'est qu'à trente-cinq ans qu'il fait ses débuts littéraires, avec *Récits extra-professionnels*, qui passe inaperçu. Le public — mais pas Joseph Conrad, qui ne cessera de l'encourager — ignorera également, dix ans plus tard, le *Pays des sirènes* (2), évocation de la campagne napolitaine.

Dans *100 livres-clés de la littérature moderne* (3) — choix aussi extravagant que délectable, — Cyril Connolly voit dans le *Pays des sirènes* chez l'individu, le correcteur n'a qu'un argument à opposer : le marxisme est l'expression d'une immense impatience, il surestime l'homme.

Georges Steiner, l'auteur des *Antigones* et d'un unique roman, le *Transport de A. H.*, donne dans ce récit une nouvelle variante de l'interrogation qui parcourt son œuvre : faut-il continuer à traquer l'erreur dans un monde qui n'est plus qu'un immense chantier de la vérité ? Le constat est toujours le même, « la corruption et la trahison systématiques des espérances humaines ».

Roland Jaccard

## Le témoin oculaire

ÉPREUVES

de Georges Steiner.  
Traduit de l'anglais  
par J. Carraud et J. Lahana.  
Gallimard, coll. « Arcades »,  
108 p., 68 F.

Un homme est en train de perdre la vue. C'est le meilleur correcteur d'épreuves qui ait jamais existé. On le surnomme le Hibou, à cause de son « air de oiseau ébrouillé au regard affaibli ». Mais ses yeux sont blessés d'avoir tant vu... Il ne parvient plus à lire dans le grand livre du monde. Il se sent devenir un fossile, un homme de la vieille garde. A l'incongruité d'être la dernière sentinelle qui s'arme de la précision pour lutter contre la dictature de l'après-pensée, il ajoute la grotesque d'être l'un des derniers communistes...

La vision du correcteur se brouille. Le témoin oculaire

assiste à l'effondrement d'une idéologie à laquelle il a cru. Quand il lève les yeux, c'est un immense écran qui s'étale devant lui et lui donne à voir la chute du mur de Berlin, les Trebants abandonnées par les réfugiés de l'Est dans leur fuite vers le nouveau mirage. Au capitalisme et à la cupidité animale qu'il encourage chez l'individu, le correcteur n'a qu'un argument à opposer : le marxisme est l'expression d'une immense impatience, il surestime l'homme.

Georges Steiner, l'auteur des *Antigones* et d'un unique roman, le *Transport de A. H.*, donne dans ce récit une nouvelle variante de l'interrogation qui parcourt son œuvre : faut-il continuer à traquer l'erreur dans un monde qui n'est plus qu'un immense chantier de la vérité ? Le constat est toujours le même, « la corruption et la trahison systématiques des espérances humaines ».

Roland Jaccard

réjouissants qui soient ». En fait, Connolly, qui inclut aussi dans son anthologie *Vent du sud* — livre à ses yeux primordial dans l'histoire de la modernité, en dépit des blocs d'ennui contre lesquels on se heurte, — ne cache pas sa préférence, parmi les

— et à l'époque que l'auteur regrettait tellement à la fin de sa vie. Il pourrait être découpé en autant de nouvelles qu'il a de chapitres, comme, peut-être, tout roman suffisamment nourri de personnages et de péripéties.

On est étonné de s'attacher si fort, au fil des pages, aux gens futiles qui les peuplent, sans pour autant leur trouver une signification quelconque en tant qu'êtres humains : belles excentriques, prêtres, évêques, Russes appartenant à une secte religieuse libertine, riches oisifs parlant d'antiquités, ou rêvant d'une cuisine savamment cosmopolite qui serait une sorte de concile de sœurs.

Indifférent à la gloire

Un crime et un procès n'arrivent pas à susciter l'intérêt du lecteur, mais, par la magie du langage, des répliques, un enterrement est aussi drôle, sinon plus, qu'une fête.

En son temps, la critique anglaise considéra *Vent du sud* comme un sous-produit de Wilde et de George Moore. Pourquoi pas de Congreve, l'épigrammatique Congreve à qui Wilde et Moore devaient déjà beaucoup ?

Deux romans suivirent dans les années 20, qui ne trouvèrent pas beaucoup de lecteurs, et un essai, *Adieu à la culture occidentale*. Enfin, on eut son autobiographie en deux volumes : *En regardant en arrière* (1933) et *Dernière Moisson* (1946).

Déçu, ou refusé par ses éditeurs anglais, Douglas fit éditer ses derniers ouvrages par un libraire de Florence, Bruno Orioli.

Eut-il une foi immodérée dans la postérité ? La gloire lui avait toujours été indifférente. Comme Renan, il croyait que l'on ne doit écrire que sur ce que l'on aime. On voit, disait-il, la vérité dans les choses que l'on aime, et on ne les aime qu'après avoir vu la vérité cachée en elles.

Il mourut en 1952, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, monstre sacré et oublié, dans cette chère Capri où, hélas !, on s'adonnait désormais à l'héroïne en jasant sur W. H. Auden.

(1) *Vols dans la nuit*, « 10/18 », 1974.  
(2) Editions du Promeneur, 1989.  
(3) Fayard, 1993.

# La vie en noir

James Cain et Jim Thompson : deux écrivains aux prises avec leurs démons

JAMES M. CAIN

de François Guérif.  
Séguier, 307 p., 130 F.

JIM THOMPSON

*Coucher avec le diable*  
de Michael McCauley.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Frank Reichert.  
Rivages/Ecrits noirs,  
478 p., 190 F.

Ils sont nés à l'orée du siècle — l'un, James Mallahan Cain, juste avant, en 1892, l'autre, Jim Thompson, juste après, en 1906. Ils sont morts la même année, en 1977. Enfants de la grande dépression, « cette période, écrit Michael McCauley, au cours de laquelle le rêve de succès partagé collectivement par toute l'Amérique avait été rayé d'un trait de plume meurtrier », ils en restèrent marqués à jamais. Et leur œuvre en rendit compte dans les mêmes termes. Un monde âpre, violent. Un monde de passions absolues, meurtrières. Un monde sans Dieu, guidé par le sexe et l'argent, où les laissés-pour-compte du grand rêve américain n'avaient d'autre porte de sortie — illusoire, bien sûr — que le crime. Dans les meilleurs de leurs romans, l'un et l'autre choisirent de le dire, ce monde du désespoir, à la première personne, une technique de narration qui engage souvent la vie autant que l'imagination.

Eh bien, justement, leur vie, la voici, grâce à deux biographies dont François Guérif est le maître d'œuvre, l'une en tant qu'auteur, l'autre en tant qu'éditeur. Et elles présentent — mais faut-il vraiment s'en étonner ? — d'étranges similitudes.

« Cain est tout ce que je déteste chez un écrivain », disait Raymond Chandler, qui ne pratiquait pas toujours la charité confraternelle et voyait, en l'auteur du *Facteur sonne toujours deux fois*, « un faux naïf ». Guérif s'est fait un plaisir de placer ce jugement sans nuance en exergue de sa biographie. Pour mieux en démontrer, deux cent cinquante pages durant, l'injustice. Car le Cain qu'il dévoile, suivant pas à pas l'homme et l'œuvre, n'a rien du dur-à-cuire, sûr de lui et dominateur, cynique et calculateur. Ce travailleur infatigable — Guérif montre qu'il fut au moins autant journaliste, auteur dramatique, scénariste que romancier — est, au contraire, un tourmenté, qui se débattait, sa vie durant, dans des problèmes d'argent, compliqués par une vie sentimentale malheureuse — trois mariages, trois divorces, — et un alcoolisme récurrent.

Surtout, il restera toujours insatisfait de son art qu'il ne cessera d'explorer en perfectionniste exaspéré pour lui-même et pour les autres — quelle ironie vis-à-vis des critiques littéraires, « ces étranges subrogés de Dieu avec leur illusion de jugement critique et leur conviction que leur cerveau très fatigué détient la vérité définitive » ! Non, il n'est pas un disciple d'Hemingway — qu'il juge, par ailleurs, avec la franchise désarmante qui est souvent sa marque et qui lui vaudra quelques déboires parmi ses pairs, meilleur écrivain que lui. Non, il ne se reconnaît pas dans ces écoles, *hard-boiled* (1) ou autre, dans lesquelles on veut à toute force le ranger : « S'il arrive tout simplement à écrire un roman, un écrivain ne peut le faire en imitant un confrère, pas plus qu'une femme ne peut enfanter en regardant une autre femme. C'est un processus génial... »

Ce processus, il l'a poli et repoli. « J'ai eu, depuis que j'ai commencé à écrire, les plus grandes difficultés avec la technique, tout au moins la technique des fictions. Dès vingt ans, j'ai voulu être romancier. Je n'ai tenté ma chance que vers trente. Ça n'a pas marché. Je dus me faire cet aveu et perdis dix années de ma vie, convaincu que j'étais incapable d'écrire un roman. » Cain est capable de cette lucidité-là. Et l'énorme succès du *Facteur* — il avait alors quarante-deux ans — n'y changera rien. Il continuera, roman après roman, à se remettre en cause, ravi lorsqu'il peut constater : « Récemment, j'ai fait de grands progrès dans l'art de laisser un récit se dérouler à propre vigne », ou désabusé, lorsque, vingt ans plus tard, ce qu'il considère comme son grand-œuvre,

*Mignon* (2), qu'il a repris quatre fois, étalant la réalisation sur douze années (1), ne rencontrera qu'un maigre public : « Toute cette recherche et ce travail, tout ça pour cette espèce de souris. » Cette deuxième chance qu'il refusa si souvent à ses héros, Cain ne désespéra jamais de la rencontrer...

Jim Thompson, lui, n'aura même pas eu de première chance. Il y a des pages bouleversantes dans la biographie que lui consacre Michael McCauley, où l'on voit littéralement la vie de l'auteur se défaire à mesure que se construit une œuvre d'une force parfois surhumaine, finalement à la face du ciel et des hommes, mais jamais reconnue, de son vivant, dans son propre pays. L'alcool, là encore. Et l'argent qui, toujours, manque. Les vexations professionnelles qui se multiplient : malgré ses efforts, Thompson restera confiné dans le ghetto des romans à bon marché et quand, vers la fin de sa vie, il croira séduire Hollywood, ce ne sera qu'un mirage de plus. Une vie de poisse que pourrait résumer une anecdote.

Voyage avorté

Nous sommes en 1969. Thompson, plus connu en France qu'aux États-Unis, est à Paris pour la promotion de ce qui se révélera être son dernier roman, *Rage noire*. C'est sa première escapade hors du continent américain. Ce sera un voyage avorté. « Il a reçu une lettre de sa femme lui disant qu'il ne rentrerait plus à ses jours s'il ne rentrait plus (...). Il buvait tellement qu'il ne réagissait plus à ce qui l'entourait, et il a dû repartir trois jours après son arrivée », précise un témoin. « Ainsi Thompson dut-il avoir, trente ans après, l'impression que l'histoire déglutissait (...) dans un étrange et symétrique écho du passé qui semblait sorti tout droit d'un de ses romans », commente Michael McCauley.

Trente ans après... Car, en 1942, c'est du premier roman du grand Jim qu'il s'agit. Ici et maintenant s'écrit dans l'urgence. Thompson voit, en effet, dans l'éventuel succès de cette première œuvre la seule chance de tirer son père de l'asile de vieillards où il se morfond et d'où il appelle son fils à l'aide. Ce sera un échec. Le père mourra avant l'achèvement du roman. Et Thompson, selon McCauley, ne se remettra jamais de cette impuissance à sauver celui qu'il s'était donné comme modèle.

C'est l'histoire d'un écrivain perdu, d'un homme perdu, d'une âme perdue. Voilà, selon son biographe, résumée la vie de celui qui, répondant à un journaliste du *San Diego Tribune*, avide de savoir quel conseil il pourrait donner aux débutants dans la carrière d'écrivain, grinçait : « Faites-vous plombier ! » Placé dans un asile, abandonné de tous, Jim Thompson disparaît le 7 avril 1977, à Los Angeles. Quelques mois plus tard, le 27 octobre 1977, James Mallahan Cain s'éteignait, de « causes naturelles », dans le Maryland. Il avait quatre-vingt-cinq ans. Le succès du *Facteur* était bien loin. Son dernier roman, le *Mécène*, n'était, dit la critique qu'« un écho faible et gênant » du reste de son œuvre. Les deux dernières phrases du livre ? « L'histoire s'arrête là. De toute façon, je ne pourrais pas écrire une ligne de plus... »

Bertrand Andrusse

(1) Généralement traduit par « dur à écrire ».  
(2) Traduit en français sous le titre *La Belle de La Nouvelle-Orléans*, Guénaud, 1977.

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE  
82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro et parking : Saint-Sulpice  
du mardi au samedi : 10 h - 13 h / 14 h - 19 h

OUVERT TOUT L'ÉTÉ

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS  
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens  
Beaux livres

Le catalogue 513 vient de paraître  
Envoi sur simple demande

L'ÉTAT DE LA FRANCE  
93-94



UN BILAN  
COMPLET  
DES  
ANNÉES  
MITTERRAND

Modes de vie, opinion et valeurs  
régions, économie, politique

120 auteurs, une centaine  
de tableaux statistiques  
dont 35 pages de synthèse par thèmes  
60 graphiques, 25 cartes  
120 bibliographies  
un index de 2 000 entrées...  
et les dessins de Cabu.

LA DÉCOUVERTE / CRÉDOC

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

**S**i Georges-Olivier Châteaureynaud était américain, il serait très célèbre et très riche. Les journaux les plus prestigieux des États-Unis publieraient régulièrement ses nouvelles — plusieurs d'entre elles auraient été adaptées, avec succès, au cinéma et à la télévision; les universités s'arracheraient ses conférences sur l'art du texte bref, et il dirigerait plusieurs ateliers d'écriture où des apprentis novellistes viendraient se soumettre à sa férule et s'initier aux secrets des architectures invisibles et des proverbes réinventés. Nul doute, enfin, que des éditeurs français, prenant de vitesse, comme de coutume, leurs collègues allemands, japonais et espagnols, le traduiraient abondamment et que les anthologies lui consacrerait une large place et le citeraient comme exemple de ce professionnalisme qui est comme la marque de fabrique de la production littéraire d'outre-Atlantique.

Meis Châteaureynaud est né à Paris (en 1947) plutôt qu'à Dallas ou à La Nouvelle-Orléans; il doit donc, de mois en mois, prendre son sac de pèlerin pour aller prêcher à de maigres auditoires de bibliothèques de banlieues ou de maisons de la culture provinciales les vertus de la forme courte. Par chance, il est aussi romancier, lauréat, qui plus est, d'un prix Renaudot, ce qui lui évite les manifestations les plus extrêmes de l'apitoiement et du dédain. La renommée acquise dans les travaux romanesques lui permet également de convaincre éditeurs et libraires de proposer, sans trop de soupçons, ses nouvelles aux lecteurs.

Il vient même d'accomplir un exploit qui laissera ses confrères novellistes verts de jalousie: Julliard propose une compilation de tous ses recueils parus depuis vingt ans. Comme on le fait pour Julio Cortázar, Tennessee Williams ou Raymond Carver... Notre assez récent — masochisme littéraire national — en train de se s'effriter? Commencerait-on à savoir et à faire savoir que des auteurs français vivants écrivent des livres aussi forts, aussi vastes, aussi beaux que ceux que nous feignons de découvrir dans d'imparfaites traductions de l'anglais, du croate ou de l'afrikaans?

La compilation offre le plaisir de surprendre comment naît, évolue et se construit une

**LE KIOSQUE ET LE TILLEUL** de Georges-Olivier Châteaureynaud. Julliard, 190 p., 99 F.

**NOUVELLES 1972-1988** de Georges-Olivier Châteaureynaud. Julliard, 532 p., 120 F.

œuvre: les histoires qu'on y raconte s'organisent en une histoire. Elle dure ici vingt ans, le temps d'une majorité. Entre le Fou dans la chaudière, le premier recueil, écrit en 1972, et le Kiosque et le tilleul, le petit dernier, s'inscrivent les signes d'une maturation. Mûrs, gonflés d'harmoniques, fermes dans l'écriture, parfaitement contrôlés dans leur rythme, les textes de Châteaureynaud le sont dès les premières lignes publiées. On

est même étonné d'y découvrir un jeune artiste aussi sereinement assuré du spectre de sa palette — des noirs, des gris, des ors mats et, perçant la toile, les couleurs acides de l'humour — de la tonalité de son inspiration — pour dire vite: le fantastique — et, généralement, du caractère de son style: la fameuse phrase courte à la française, si faussement économe, si trompeusement simple que les snobs la croient averse et pauvre. Parfois, rarement, le jeune Châteaureynaud avait des doutes sur les vertus de cette phrase sans ornement; il en craignait encore la rigueur et cherchait à la rendre plus aimable en recourant son beau satin de poudres et de fards. Ce qu'il se garde bien de faire aujourd'hui.

Sûr de ses moyens, conscient de ses buts, le novelliste souffrait néanmoins d'un handicap: il avait beaucoup lu, et bien lu. Quand on a l'imagination portée vers le fantastique et qu'on possède une intelligence curieuse, il est bien difficile d'éviter la rencontre de Borges et de Bioy Casares et, les ayant fréquentés, de s'alléger de leur tutelle. «L'invention de Morel est mon roman de Damas», écrit Châteaureynaud dans la Fortune (1), un recueil de bribes autobiographiques et de réflexions sur son métier; chaque lecture m'en laisse ébahi et réagéré, confondu et renaissant. Ce livre et quelques autres me prouvent — j'en ai parfois besoin — que je n'ai pas sacrifié ma vie à un songe accessoire. La littérature existe et j'y crois. L'imitation est une figure honorable de la foi; elle est aussi l'une des formes canoniques de l'apprentissage. Châteaureynaud a beaucoup appris dans Borges

et dans Bioy Casares, mais il lui a fallu ensuite parcourir le long, l'incertain chemin du désapprentissage pour parvenir à ces nouvelles d'aujourd'hui, à ces douze récits qui ressemblent à du Châteaureynaud et à rien d'autre.

La langue française lui a servi de guide et d'arme dans cette conquête de l'indépendance; c'est par elle que l'écrivain s'est affranchi d'un imaginaire qu'il habitait joliment bien mais dont il n'était encore que le locataire; c'est elle qui a installé le fantastique dans un terroir où il se nourrit de saveurs inédites. Rien n'est plus décevant, rien n'est plus creux, rien n'est plus usé qu'un fantastique de rite, sans feu ni lieu. Du mécanisme plaqué sur du rêve.

Il suffit d'introduire des confusions de visages, de temps, de lieux pour enclencher une machinerie du cauchemar: un homme, confortablement installé dans un fauteuil, lit le «Bloc-Notes» de François Mauriac dans un numéro de l'Express de 1958. C'est du moins ce qu'il croit. En fait, une substitution s'est opérée, et il s'agit d'un autre «Bloc-Notes», celui de Bernard-Henri

conscience, travaillée en artisan minutieux et inspirée: l'enracinement des mythes dans un paysage mental et physique qui n'exista pas dans la réalité mais que tout lecteur porte en lui.

Comme le Yoknapatawpha de Faulkner, comme la Région de Banet, ce territoire de réalité fictive a un nom: Eparvay, la quintessence d'une France qui se veut éternelle et qui choisit le sommeil comme forme de résistance aux atteintes du temps et à la peur de l'avenir. Une France de penes douces et de ceux tempérés, de caractères aimables et de passions timides, une France de parlers si clairs que les silences eux-mêmes n'en finissent pas de jacasser. Un monument modeste, mais indestructible, élevé en hommage à un rêve d'ordre tranquille, de sentiments paisibles, de bonheur pâle et d'harmonie peignée. On y connaît certes les coups du destin, la présence de la mort, les injustices de la fortune, les fièvres du désir, les bizarreries du caractère, mais tout cela baigne dans l'odeur suave des vies révolues, dans les couches accumulées de l'air du temps, dans la lenteur des gestes quotidiens indéfiniment répétés, dans la familiarité de mots simples enfoncés dans les dictionnaires comme des draps parfumés de lavande sur les étagères d'une vieille armoire.

Le fantastique naît d'une faille dans ce rassurant humus des mots. Il vient de ce qui n'a pas de forme et ce qui ne peut donc pas encore avoir de nom, l'innommable comme on dit si bien. On pourrait aussi l'appeler l'avenir, est immense territoire occupé par un ennemi sans visage. Chez Châteaureynaud, le plus fort de l'émotion et de la plus cruelle de ses contes surgissent du hiatus qui se creuse entre l'informulé et un langage dont la raison d'être, scrupuleusement mise en œuvre par un art d'écriture impeccable, est de tout dire. L'ordre des mots y est magnifié, porté, en souplesse, en douceur à un haut degré de perfection opératoire et, néanmoins, à son zénith, contraint d'avouer sa défaite, de se débattre devant l'opacité du monde, les flots changeants de l'incertitude, le ver dans le fruit pourri du futur.

Chaque nouvelle de Châteaureynaud est une trouée de clarté qui souligne l'épaisseur des ténèbres.

(1) La Fortune, Le Castor astral, 1987, 156 p., 68 F.

## Jours tranquilles à Eparvay

Lévy dans le Point, en 1993. Effet de chute vertigineuse assuré au moindre coût. Avec des ingrédients divers, l'usine à fantastique fonctionne ainsi depuis des siècles. Il a fallu que ces y travaillaient dispensent des talents miraculeux pour qu'on s'exalte encore de tous aussi écolés.

PLUTOT que de s'épuiser à rajouter ces antiquités procédées, à verser le vieux vin dans des outres de matière plastique, à transporter le dégrèlement des certitudes dans l'univers des HLM et dans la langue des banlieues, Châteaureynaud, qui n'est pas un adepte de la modernité, a choisi ce que lui conseillaient son usage et son goût d'une langue classique,

poésie, le plus cruel de ses contes surgissent du hiatus qui se creuse entre l'informulé et un langage dont la raison d'être, scrupuleusement mise en œuvre par un art d'écriture impeccable, est de tout dire. L'ordre des mots y est magnifié, porté, en souplesse, en douceur à un haut degré de perfection opératoire et, néanmoins, à son zénith, contraint d'avouer sa défaite, de se débattre devant l'opacité du monde, les flots changeants de l'incertitude, le ver dans le fruit pourri du futur.

Chaque nouvelle de Châteaureynaud est une trouée de clarté qui souligne l'épaisseur des ténèbres.

(1) La Fortune, Le Castor astral, 1987, 156 p., 68 F.

## Le goût des classiques

(Suite de la page 25)

Le plus frappant, c'est la désinvolture de Montesquieu à l'égard des vies, des morts, du temps, de l'espace, des limitations de forme physiques ou idéologiques. Le voici devenu homme, il a dix-huit ans, il est pendu. Il est ensuite l'époux d'une femme qui a eu beaucoup d'amants. Il prend donc une maîtresse, mais celle-ci entretient un homme de guerre; l'homme de guerre entretient une prêtresse d'Apollon; la prêtresse d'Apollon un joueur de flûte; le joueur de flûte une courtisane; la courtisane un laquais. Quelle chaîne! «Je fis d'un seul coup, dit le narrateur, tomber tous ces ménages.»

S'agissant des hommes et des femmes, ou plus généralement de ce qu'on appelle l'amour, Montesquieu nous parle surtout d'argent, en quoi l'auteur des Lettres persanes anticipe sur celui de Juliette. Autres conditions humaines visitées: mauvais poète, courtisan, officier, femme de vingt-cinq ans, eunuque, fille de douze ans en cours d'émancipation («Je devais plus chère à mesure que je venais moins... J'eus tant d'aventures et de tant de façons que la famille de mon mari, qui était des plus obscures, commença à être connue...»). Petit maître, prude naïve, écrivain («Je fis un livre, mon ouvrage eut un grand succès... J'avais été jusqu'à l'ami de tout le monde. Mais bientôt j'eus une infinité de rivaux et d'ennemis qui ne m'avaient jamais vu et que je n'avais jamais vus aussi»).

A la fin de cette odyssée à travers les corps des deux sexes, de tous les âges et de toutes les conditions sociales, le héros régresse de philosophe à pauvre barbare désabusé. Tout, en chemin, aura été relativisé, moqué, révoqué. Tel est le sage Montesquieu et son très mauvais esprit dévoilant les lois qui régissent l'aventure humaine. Inconséquence, bêtise, jalousie, vanité, intérêt, cupidité: mauvais goût, finalement, à tous les étages.

Autre petit livre sur lequel se précipite? Les Mémoires, de Voltaire, écrits vers 1758 à Fer-

ney (Voltaire a soixante-quatre ans, c'est comme s'il en avait vingt-cinq). L'écriture est celle, fulgurante, de Candide: «J'étais las de la vie oisive et turbulente de Paris... des mauvais livres imprimés avec approbation et privilège du roi, des cabales des gens de lettres, des bassesses et du brigandage des misérables qui déshonoraient la littérature...» On peut difficilement être plus actuel. Voltaire règle ses comptes à toute allure. Avec Frédéric de Prusse, d'abord, qu'il humilie savamment en décrivant la grossièreté de son père, son avarice, sa violence, et en présentant le fils comme un marquis de la mauvaise poésie, à demi châté: «Il ne pouvait jouer les premiers rôles: il fallait se contenter des seconds.» On a cependant une sympathie compaisante et ironique pour ce prince puisqu'il a le bon goût de vous admirer.

### Le repos et la liberté

Sans-Souci était quand même un château où la liberté de parole atteignait un niveau exceptionnel: «Jamais on ne parla dans aucun lieu du monde avec tant de liberté des superstitions des hommes, et jamais elles ne furent traitées avec plus de plaisanterie et de mépris.» Complots, diplomatie secrète, pamphlets de couloir, lutte des places avec Maupeou ou La Mettrie, incident de Francfort (Voltaire et M<sup>me</sup> Denis en résidence surveillée sur ordre du roi de Prusse), tout est enveloppé de la même ironie mordante, rien n'a d'importance parce que c'est moi, Voltaire, qui le dis et en décide ainsi par-dessus les pouvoirs et les apparences.

Voltaire est le contraire du baroque, pas le moindre ressentiment (ce serait de mauvais goût), n'insiste pas, le style ne le permet pas. Le contraire, aussi, de l'hypocrite: voyez comme mon amour de l'humanité est grand, voyez comme je me drape dedans. Non: honneurs, grâces, disgrâces, voyages, guerres, batailles religieuses, médiocrité des confrères («les excréments de

la littérature»), petitesse des cour (Pompadour après tout n'est que la «demoiselle Poisson»), bref l'histoire, la trompeuse histoire qu'on nous somme de révéler, tout est retourné et renvoyé à l'humanité.

Damien? Un pauvre cuisinier muni d'un canif et qui n'a fait qu'effleurer Louis XV. La condamnation de l'Encyclopédie par le Parlement? Une affaire ridicule à propos d'un livre d'ailleurs plein d'insuffisances, une comédie où le Parlement s'est appuyé sur un charlatan comme Abraham Chaumex. ci-devant vinaigrier, s'étant fait janséniste et conversionnaire, était alors l'oracle du Parlement: Orner Fleury le cita comme un Père de l'Eglise. Chaumex a été depuis maître d'école à Moscou. Là encore, comme chez Montesquieu, le fond de l'affaire est que les hommes sont incurables et qu'on ne sait pas vraiment si on s'en plaint ou si on ne transforme pas ce constat en gaieté: «Comme je ne pouvais assurément ni rendre les hommes plus raisonnables, ni le Parlement moins pédant, ni les théologiens moins ridicules, je continuai à être heureux loin d'eux.»

Deux choses, seulement, comptent: le repos et la liberté. Pour cela, il faut l'indépendance financière (Frédéric se réconcilie rapidement avec Voltaire lorsqu'il s'aperçoit qu'il n'est pas ruiné) et une existence incontrôlable, toujours aux frontières: «On me demande par quel art je suis parvenu à vivre comme un fermier général: il est bon de le dire, afin que mon exemple serve. J'ai vu tant de gens de lettres pauvres et méprisés, que j'ai conclu des long-temps que je ne devais pas en augmenter le nombre.» Tout cela, donc, pour en arriver à cet incroyable communiqué: «J'entends parler beaucoup de liberté, mais je ne crois pas qu'il y ait en Europe un particulier qui s'en soit fait une comme la mienne. Suivra mon exemple qui voudra ou qui pourra.»

Philippe Sollers

N° 37 VIENT DE PARAITRE - 60 F

# LETTRE

INTERNATIONALE

### AU SOMMAIRE

**DE L'AUTRE CÔTÉ DES MIROIRS**  
Cornelius CASTORIADIS, Jean GUILOINEAU, J.G.A. POCKOCK, Edgar MORIN, David HELD, Dusan VEICKOVIC, Jan URBAN.

**SEXUALITÉ ET POLITIQUE**  
Juan GOYTISOLO, Mario VARGAS LLOSA, Guillermo CABRERA INFANTE, István EÖRSI, Václav JAMEK.

**BÉCASSINE ET G.I. JOE**  
Philippe VIDEUER, Tom ENGELHARDT.

**CORRESPONDANCES ET COMMENTAIRES**  
Giulio GIORELLO, Adam MICHNIK, Marina WARNER, Pascal BRUCKNER, Ernesto SABATO.

**La première revue intellectuelle européenne**

A RETOURNER OU À PHOTOCOPIER AVEC VOTRE RÈGLEMENT À LETTRE INTERNATIONALE: 30, RUE N.-D. DES VICTOIRES - 75002 PARIS FRANCE - TEL.: 33 (1) 42.61.26.96 FAX: 33 (1) 42.61.56.20

Taux d'abonnement France:		1 an 200 F	2 ans 380 F	3 ans 540 F
Pour les abonnements à servir sur l'étranger, nous contacter				
<input type="checkbox"/> Je m'abonne à Lettre internationale	<input type="checkbox"/> Je souhaite recevoir un numéro spécimen gratuit			
Nom _____	Prénom _____			
Adresse _____				
Code Postal _____	Ville _____			
Mode de règlement <input type="checkbox"/> par chèque à l'ordre de Lettre internationale <input type="checkbox"/> par mandat postal CCP Paris 0292200 P				

Disponible chez votre marchand de journaux et à partir du 10 juillet en librairie.

Le défi kurde

Les frictions entre la France

Les Verts émettent leur stratégie

7- sept morts dans l'incendie d'une cinquième

Les fêtes du cinéma